

La CIA en France: 60 ans d'ingérence dans les affaires françaises (H.C.

Charpier, Frédéric

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

LA C.I.A. EN FRANCE

60 ANS D'INGÉRENCE
DANS LES AFFAIRES FRANÇAISES

FRÉDÉRIC CHARPIER



SEUIL

FRÉDÉRIC CHARPIER

La CIA en France

60 ans d'ingérence
dans les affaires françaises

ÉDITIONS DU SEUIL
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

Du même auteur

Aux mains des Soviets

(avec José Abel)

BD

Les Humanoïdes associés, 1984

La Conspiration de l'étoile blanche

(avec José Abel)

BD

Les Humanoïdes associés, 1989

Contrat sur un pasteur

Éditions Vaugirard / Presses de la Cité, 1992

Au cœur de la PJ : enquête sur la police scientifique

Flammarion, 1997

Affaire Hernu

(avec Patrick Hernu)

Ramsay, 1997

*Les RG et le parti communiste : un combat sans merci dans la
guerre froide*

Plon, 2000

Histoire de l'extrême gauche trotskiste : de 1919 à nos jours

Éditions n° 1, 2002

Génération Occident

Seuil, 2005

L'Obsession du complot

Bourin Éditeur, 2005

Nicolas Sarkozy : enquête sur un homme de pouvoir
Presses de la Cité, 2006, édition revue et augmentée, 2007

Les Dessous de l'affaire Colonna
(avec Antoine Albertini)
Presses de la Cité, 2007

Ce livre est édité par Patrick Rotman

ISBN : 978-2-02-115753-6

© Éditions du Seuil, janvier 2008

www.seuil.com

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo

Cet ouvrage a été numérisé en partenariat avec le Centre National du Livre.

Avec le soutien du



www.centrenationaldulivre.fr

Table des matières

Couverture

Du même auteur

Copyright

Introduction

Première partie

1 - De l'OSS à la CIA

L'OSS

Du CIG à la CIA

L'île Saint-Germain

2 - De la paix introuvable à la guerre froide

Bloc contre bloc

La SFIO partenaire de Washington

3 - Irving Brown : l'agent itinérant de la CIA à Paris

L'architecte de la démocratie occidentale

Les débuts

La rencontre

4 - De Force ouvrière aux réseaux JX de la CIA

Le FTUC, une organisation syndicale mondiale « libre »

La Confédération internationale des syndicats libres

James « Jesus » Angleton

5 - Les intellectuels et la CIA

Les Américains pour la liberté de la culture

Carmel Offie et l'OPC

Melvin Lasky et Michael Josselson

Le Congrès pour la liberté de la culture

La direction du Congrès

6 - La CIA lance la revue Preuves à Paris

Un lancement difficile

La revue des Amis de la liberté

La première mouture

7 - Post-scriptum

James Burnham

Rideau de papier, rideau de fer

8 - Presse, propagande et CIA

Pierre Faillant de Villemarest

Louis Dalmas

David Dubinsky

Le Centre des hautes études américaines

Deuxième partie

1 - L'officine américaine Paix et Liberté

L'association Paix et Liberté

L'IGEP et la SEDDES

Jean Dides et M. Charles

2 - La centrale Est et Ouest

Georges Albertini

L'Institut d'histoire sociale

Le BEDES

3 - La guerre psychologique

Pierre Ferri-Pisani

La propagande noire

4 - Le plan « Cloven » ou comment liquider le Parti communiste français

Une influence inacceptable

L'arrestation de Jacques Duclos

Coordination de l'action anticommuniste

Unir

Fernand Tocco

5 - La CIA et les comités européens

Le Comité français pour une Europe libre

Le Free Europe Committee

Le Comité américain pour l'Europe unie

Joseph Retinger

6 - La bataille de Saïgon : CIA contre 2e Bureau

Ngô Đình Diêm

La mission militaire de Saïgon

Les jeux sont faits

Lê Van Bay Viân, chef des pirates

7 - Les circuits de la CIA au Maghreb français

Louise Page Morris

L'indépendance de l'Algérie

Kermit Roosevelt

Troisième partie

1 - De Gaulle et la CIA : l'ère du soupçon

La fin de la docilité française

L'entente franco-américaine

Le nettoyage

2 - CIA contre SDECE : de l'affaire Golitsine à Colombine

L'affaire Golitsine

L'interrogatoire

Jacques Foccart

3 - La CIA convoite les élites scientifiques

Les savants d'obédience communiste

« Alsos »

Hubert Schardin

Les élites étrangères et la CIA

Gaston Berger

La fondation Ford

4 - Radio Liberty drague l'extrême gauche française

Robert Ehlers

La recherche d'informations

Quatrième partie

1 - La CIA traque à Paris un de ses ex-agents

Philip Agee

Inside the CIA

L'opération « Aquarium »

Agee pop star

2 - Les drôles de journalistes du Foreign Report

Suzanne Labin

Brian Crozier

L'Institute for the Study of Conflicts

3 - La CIA veut la peau de Régis Debray

La multiplication des signes d'apaisement

Régis Debray, agent cubain ?

Debray, alias « Danton »

Frédéric Laurent

4 - Les réseaux d'influence américains des eighties

William Buckley

La National Review

Les fondations néoconservatrices en France

Le retour des intellectuels de l'OTAN

Norman Podhoretz

5 - La CIA, Kroll et la France

La maîtrise des systèmes d'information

L'intelligence économique

William Lee

Le CAP

Épilogue

Remerciements

Table des sigles

Introduction

Central Intelligence Agency : la « compagnie » ou la « centrale » pour les initiés. Trois lettres au choix, mythiques ou ténébreuses, qui forment un des sigles du renseignement les plus connus à travers le monde, la CIA. La CIA suscite la crainte et le dégoût, la déférence et le respect. Source d'inspiration pour le cinéma et la littérature, nimbée de mystère et de fantasmes, elle fascine. Indissociable de la guerre froide ou de la tragédie du 11 septembre 2001, cette centrale n'est pas une banale agence de renseignement et sert de bras séculier à l'administration américaine depuis sa création, en 1947. Aussi a-t-elle souvent défrayé la chronique internationale avec ses « opérations secrètes » qui ont fabriqué sa légende noire : assassinats et tentatives d'assassinat ; collusion avec la mafia ; coups d'État au Chili, au Guatemala, en Iran, au Brésil, à Saint-Domingue ; fabrication de fausse monnaie ; corruption des élites occidentales et du tiers-monde ; formation d'escadrons de la mort ; manipulation de groupes extrémistes de droite ; chantage, recrutement de chefs d'État. Ainsi, en Jordanie, le défunt souverain hachémite Hussein a compté parmi ses agents et recevait en liquide un salaire mensuel de 100 000 dollars, livré à domicile dans un attaché-case par le chef de poste de la CIA à Amman.

Au début des années 1980 et en Italie cette fois, l'ombre de la compagnie a plané sur le scandale de la loge P2, au sein de laquelle complotaient des hommes d'affaires, des hommes politiques, des patrons de presse, des services secrets, des généraux, des journalistes et même le banquier du Vatican et celui de la mafia. Aujourd'hui, sur fond de lutte antiterroriste mondialisée, la CIA est encore accusée de perpétrer des rapt, de pratiquer la torture, de recourir à l'internement arbitraire ou de ficher la planète et ses habitants.

En Ukraine, Moscou a cru déceler son influence lors de la « Révolution orange » dans certaines fondations et autres ONG, au nom d'un patriotisme effréné, elle est soupçonnée de mener des opérations

d'espionnage industriel et de guerre économique contre ses propres alliés, ou de couvrir des réseaux d'influence en Europe dans le monde politique et les médias.

La CIA ne connaît pas de frontières et, dans ce petit monde qui n'obéit qu'à ses règles et où seul compte l'intérêt national, il n'y a pas de véritable allié, pas d'ami : il n'y a que des « cibles ».

À Paris, le *chief of station* (chef de poste) de la CIA, le Cos Bill Murray – dont le nom relève du « secret défense » –, était, il y a deux ans à peine et peu avant son départ, installé place de la Concorde, avenue Gabriel, à l'ambassade américaine. Quelques autres officiers de l'agence, sous couverture diplomatique, y occupent des bureaux installés pour la plupart sous les toits et dans les sous-sols. L'un d'eux, rapatrié aux États-Unis en 2005, coiffe de Paris les opérations de l'agence en Afrique, et ce en étroite collaboration avec une cellule spéciale du département d'État¹. D'autres se camouflent dans des missions et organismes économiques, culturels, humanitaires américains ou encore internationaux...

Début 2006, les effectifs de la CIA à Paris étaient estimés à une petite quarantaine d'agents, chiffre « officiel » car, outre les habituels « illégaux » opérant sans couverture officielle et difficiles à identifier, la « station » de Bruxelles intervient également sur le sol français. Ainsi, en 2002, l'un de ces agents d'appui a été blessé à l'arme blanche lors d'une rixe dans le métro, alors qu'il venait discuter à Paris avec l'un de ses contacts latino-américains.

À quelles activités se livrent ces dizaines d'agents qu'entretient la CIA en France, pays allié avec lequel les États-Unis ont noué de longue date des liens d'amitié privilégiés ? Elles sont en fait les mêmes qu'ailleurs et n'ont guère fluctué dans le temps. Depuis 1947, partout dans le monde – c'est d'ailleurs sa raison d'être –, la centrale américaine remplit trois fonctions intangibles quels que soient la couleur politique des pays ou leur degré d'amitié avec les États-Unis : collecter des informations sur chacun d'eux (*foreign intelligence*), se défendre contre les opérations des autres services et empêcher ces derniers de percer ses projets (*counter intelligence*), et enfin mener des opérations secrètes (clandestines ou spéciales). Il s'agit en l'occurrence d'activités plus ou moins offensives de renseignement, d'espionnage et de contre-espionnage, de recrutement d'agents d'influence et d'opérations spéciales, qui peuvent aller de la simple campagne de

désinformation au coup d'État. En France depuis plus de soixante ans, la CIA ne déroge pas à ces trois grands principes qu'elle applique partout avec équité. Ses « espions », agents ou officiers de renseignement, y ont opéré et y opèrent sans discontinuer au su ou à l'insu des autorités françaises selon les périodes, avec plus ou moins de discrétion et de retenue. Sur ces activités dont elle peut ou a pu avoir connaissance, la France a le plus souvent fermé les yeux, et ce surtout sous la IV^e République. L'ambassadeur américain et le chef de poste de la CIA étaient en quelque sorte des partenaires associés quand ils n'étaient pas simplement les inspireurs de la politique gouvernementale.

Prenant modèle au début de la guerre froide sur le défunt Komintern et son « front des organisations de masse », la CIA a livré au mouvement communiste international, son principal ennemi d'alors, une implacable guerre d'influence. En France, elle s'est ainsi immiscée dans tous les secteurs de la vie publique et démocratique : syndicalisme, presse, partis politiques, patronat, armée et police, intelligentsia, universités... Dotée d'énormes moyens financiers, durant soixante ans, la CIA s'est ingérée dans les affaires intérieures françaises. Elle a corrompu des hommes politiques, recruté ou tenté de recruter des agents d'influence dans à peu près tous les milieux sensibles ou stratégiques, s'efforçant également de contrôler la recherche française, notamment en matière nucléaire et aéronautique, et dans tous les cas usant et abusant des subventions des fondations amies. Elle a utilisé comme paravents des instituts de recherche, des officines, des syndicats, des comités, des ONG, des sectes, des chambres de commerce. Elle a joué des liens privilégiés qu'elle cultive depuis ses origines avec les grandes universités américaines – la plupart de ses dirigeants en sont d'ailleurs issus. L'élite du renseignement américain a toujours entretenu des liens étroits, fusionnels, avec le monde des affaires, tout particulièrement sous l'ère d'Allen Dulles. Ce directeur légendaire de la CIA était lui-même, à l'instar du fondateur de l'Oss (Office of Strategic Services, l'ancêtre de la CIA), William Donovan, un juriste très en cour à Wall Street, mais aussi un homme d'affaires avisé. Il lui est arrivé d'ailleurs de confondre ses intérêts privés et ceux de sa famille avec ceux de la nation. Alors que la CIA dont il était le chef s'apprêtait, en 1954, à renverser le gouvernement légitime du Guatemala, Dulles exigea que ce dernier octroie une compensation

financière à l'United Fruit Company, dont les intérêts auraient été, selon lui, spoliés alors qu'un des actionnaires n'était autre que son frère John. On sait de quel poids les multinationales américaines du cuivre et du téléphone ont pesé dans le coup d'État au Chili en 1973 ou encore le rôle qu'a tenu la Standard Oil dans celui d'Iran en 1953. Ces liens entre le *big business* et le renseignement Us sont une des spécificités de la CIA et de l'Is (Intelligence Service), créé à l'époque où le soleil ne se couchait jamais sur l'Empire britannique. La solidarité d'intérêts et la complicité entre ces deux univers ne se sont jamais démenties. Ainsi, en 2007, l'épouse d'un des responsables d'une des grandes sociétés françaises du CAC 40 est un ancien officier de la CIA. Le président Bill Clinton a lui-même célébré cette alliance entre le renseignement et le *big business* en annonçant, dans la *war room* de la Maison-Blanche, aux chefs des grandes entreprises américaines qu'il mettait à leur service le flot d'informations capturé par les satellites d'interception de la NSA (National Security Agency). Ces liens existaient déjà entre l'Oss et les milieux d'affaires américains. William Bill Donovan avait ainsi confié la gestion de ses fonds secrets à trois personnes de confiance : un colonel de l'armée, ainsi que Robert Goddard et Junius P. Morgan, lui-même membre d'une des plus célèbres dynasties de banquiers américains, dont le frère Harry Morgan allait se distinguer lui aussi, mais sur le terrain, pour le compte de l'Oss.

L'histoire de la CIA commence en France à la fin de la Seconde Guerre mondiale et avant même que la centrale n'existe sous ce nom. La plupart des chefs de l'Oss ont été après guerre et durant plusieurs décennies ceux de la CIA, formant une élite baptisée par certains *old boys*, par d'autres *cold warriors*, qui, durant des décennies, a participé plus ou moins clandestinement au concert des nations en intervenant sans relâche dans la politique internationale et intérieure de ses alliés.

Première partie

De l'Oss à la CIA

L'Oss

L'existence de l'Oss est officialisée en juin 1942, lorsque Franklin Delano Roosevelt ratifie son acte de création, quelques mois après l'attaque de Pearl Harbor et l'entrée en guerre des États-Unis. Dirigé par l'avocat d'affaires et général de brigade William Bill Donovan, l'Oss est officiellement chargé, le 13 juin 1942, d'une double mission auprès du président Roosevelt et des chefs d'état-major de l'armée américaine : recueillir partout dans le monde des renseignements et mener des opérations clandestines. L'organisation va s'acquitter de ces tâches au-delà des espérances, en innovant à peu près dans tous les domaines du renseignement, de l'action clandestine et de la propagande, en faisant souvent preuve d'une audace et d'une ingéniosité sans limite. Par principe, l'Oss n'a jamais écarté une idée, si saugrenue soit-elle ! Ainsi William Donovan songea à harnacher des chauves-souris de bombes incendiaires destinées à être larguées sur les villes japonaises. Il valida un autre plan, tout aussi osé, dont l'objectif consistait à ternir l'image d'Adolf Hitler, en provoquant la chute de sa moustache et en l'affligeant de la voix de soprano d'un jeune garçon avant la mue. Pour cela, le Führer devait ingérer une certaine quantité d'hormones féminines. Afin de réaliser ce plan, qui, en cas de réussite, l'aurait obligé à se cacher et à se taire, l'Oss décida d'envoyer à Berchtesgaden un « jardinier » muni des doses nécessaires d'hormones pour contaminer les légumes du potager personnel de Hitler, dont nul n'ignorait alors le végétarisme militant. Finalement, l'agent spécial que l'Oss avait dépêché au nid d'aigle de Hitler n'accomplit pas sa mission et ne reparut jamais devant ses chefs¹. Il semble s'être volatilisé avec une confortable somme d'argent.

Au cours de sa brève existence, l'Oss a rodé et expérimenté de nouvelles méthodes, mais aussi tissé une fabuleuse toile relationnelle dans des milieux aussi variés que ceux de la presse, de la littérature, du syndicalisme, de la Résistance, de la politique, des affaires, de la publicité, de l'université et, bien sûr, du renseignement. N'est-ce pas

au fond le propre d'un service de disposer d'agents dans tous les milieux ? À la fin de l'année 1944, l'Oss forme une armée hétéroclite et cosmopolite de douze mille agents, dans laquelle servent aussi bien des avocats d'affaires, des PDG, un lutteur de foire et un jockey. Sorte de Légion étrangère bigarrée, elle recrute des Américains, des Turcs, des Français, des Lituanais, des Allemands, des prêtres, des francs-maçons, des libertaires et des anciens des Brigades internationales. Dans la lutte antinazie, l'Oss et son chef Donovan ne reculent devant aucune alliance et font flèche de tout bois. Se sont pris dans les filets de l'Oss un nombre non négligeable de syndicalistes, de marxistes ou d'anciens trotskistes, et le service a même collaboré avec son homologue soviétique, certes avec prudence et circonspection². En 1944, peu après la libération de Paris, l'Oss installe son QG sur les Champs-Élysées au-dessous du célèbre dancing le Mimi-Pinson, à quelques encablures d'un des mess les plus prisés des soldats américains, alors situé rue de Berri, périmètre dans lequel se concentrent nombre d'agents de renseignement le plus souvent logés à l'hôtel California. Mais ses troupes ne s'attardent pas et migrent vers l'Allemagne, l'Autriche ou les Balkans, jusqu'à la reddition du régime hitlérien en mai 1945. Un des chefs de l'Oss, Allen Dulles, basé en Suisse, à Berne, depuis la fin 1942, a supervisé les négociations secrètes avec une fraction de l'état-major allemand³, tandis qu'un autre agent de l'Oss s'est employé à l'automne 1943 à retourner une partie de l'armée et du gouvernement italiens. L'Oss ne se contente pas des prérogatives d'un simple 2^e Bureau. Il se mêle au jeu politique. Et, à l'image de son modèle anglais, l'Is, il s'efforce d'être un acteur de la diplomatie secrète.

Du CIG à la CIA

Malgré l'habileté de ses chefs et ses faits d'armes, l'Oss ne survit pas à la guerre. Le 20 septembre 1945, quelques jours à peine après la capitulation du Japon, le président Harry Truman, qui succède à Roosevelt, décédé en avril, le démantèle. Par principe, cet ancien marchand de chemises s'oppose à l'existence d'un service de renseignement opérant en temps de paix à l'étranger. Espionner, répète-t-il alors, mais qui donc ? L'Amérique n'a plus d'ennemi officiellement désigné. Dans sa brusque décision, il y a plus qu'une simple et honorable question de principe : Truman se méfie. Il redoute l'aura de Donovan et sa cohorte d'agents qui lui sont tout dévoués, et n'a pas non plus apprécié d'avoir été tenu à l'écart des opérations d'espionnage pendant la guerre, en tant que vice-président. William Donovan ne l'a même pas informé de ses projets de réorganisation des SR américains, qu'il concoctait dès 1943 à la demande de Roosevelt et qu'il a remis à ce dernier peu de temps avant qu'il ne meure. Il y a donc aussi une part de susceptibilité, voire de rancœur, dans son empressement à tirer un trait sur Donovan et l'Oss. Or, en janvier 1946, Truman se déjuge et approuve la création du CIG (Central Intelligence Group), agence aux ambitions certes plus réduites que celles nourries dans le projet de Donovan, mais qui n'en sera pas moins chargée de collecter du renseignement à l'étranger. Tout comme les hommes, les principes ne sont donc pas éternels, mais il est plus équitable de rappeler que c'est la guerre froide qui a surtout modifié la donne. L'année 1946 n'est que le prologue de l'officialisation, dès l'année suivante, de la division du monde. L'ambiance guerrière qui règne dans les deux camps, presque depuis la reddition allemande, impose désormais des décisions urgentes et des mesures appropriées. Ainsi Washington choisit de se doter – comme le réclame depuis 1945 un banquier new-yorkais du nom de Ferdinand Eberstadt – d'un centre décisionnel de la politique étrangère américaine, destiné à contrecarrer les plans de Staline et à assurer et

garantir les intérêts et la sécurité nationale des États-Unis. Le 26 juillet 1947, Harry Truman ratifie le *National Security Act*, qui institue le Conseil national de sécurité. Cet organisme est chargé de coordonner les actions du secrétariat à la Défense et de la CIA avec la politique officielle du département d'État et, bien entendu, sous l'égide de la Maison-Blanche. La CIA remplace officiellement le CIG le 18 septembre 1947, et Roscoe Hillenkoetter en devient alors le premier directeur.

À Paris, la transition s'effectue en douceur, et un simple jeu d'écritures suffit à faire de l'ancien chef de poste du CIG, Philip Clark Horton⁴, celui de la CIA. Comme beaucoup d'autres serviteurs de la compagnie, Horton est un intellectuel diplômé de l'université de Princeton ; membre assidu du Colonial Club, c'est un féru de poésie. Il rejoint l'Oss pendant la Seconde Guerre mondiale et sert à Washington avant de rejoindre, en avril 1944, le théâtre des opérations en Europe. Affecté tout d'abord à Londres, puis en Allemagne, il s'installe à Paris, où il occupe la fonction d'*action chief* du Ssu (Strategic Services Unit), qui fait l'intérim entre l'Oss et le CIG, avant de devenir, en 1946, le premier chef de poste du Central Intelligence Group⁵. De ses bureaux situés rue Scribe, tout près de l'Opéra Garnier, en tant qu'officier de liaison, Horton travaille en collaboration étroite avec les services français, mais aussi avec un diplomate de l'ambassade américaine, Charles Grey, ancien de l'Oss, dont les activités officielles camouflent en fait ses véritables fonctions de responsable des SR américains et bientôt promu officier de premier plan de la CIA à Paris⁶. Quelques mois seulement après avoir été nommé chef de poste de la CIA, Horton quitte, officiellement du moins, les services secrets et rejoint, en 1947, le magazine *Time*, tandis que Charles Grey reprend ses fonctions.

La CIA ne reste pas longtemps le seul service clandestin à opérer en France à la fin des années 1940. À partir de 1948, peu après le blocus de Berlin, un autre service ultrasecret et missionné pour les opérations les plus délicates, y dispose lui aussi de correspondants, avant d'être intégré quatre ans plus tard à la division des Plans – opérations clandestines – de la CIA. Dirigé par un ancien de l'Oss, Frank Wisner⁷, camouflé au sein du département d'État, l'OPC (Office of Policy Coordination) a été conçu pour conduire des opérations secrètes dans des pays étrangers, dont les administrations Truman et Eisenhower seront très friandes. À tel point que les effectifs de l'OPC vont rapidement exploser : de 302 personnes réparties dans 7 postes à

l'étranger à leurs débuts, ils se montent à 2 812 personnes dispersées dans 47 postes à l'étranger lorsque l'OPC rejoint la CIA en 1952. Durant ses quatre années d'existence, l'OPC agit en symbiose ou en « intelligence » avec le Policy Planning Staff, *think tank* (boîte à idées) créé au début de la guerre froide par George Kennan. Ce dernier joue alors à Washington un rôle de stratège, d'éclaireur, de guide, voire de penseur en matière de politique internationale puisque c'est à lui que revient l'idée de l'OPC, structure clandestine spécialisée dans les opérations secrètes. Le gouvernement américain s'est ainsi donné les moyens depuis 1947 de superviser, d'impulser, de contrôler et de coordonner les activités de ses services secrets et de faciliter leur collaboration avec divers organismes, comme ceux qui dépendent de l'administration du plan Marshall, dont une partie des fonds va contribuer au financement d'opérations secrètes. De 1948 à 1952, les principaux rouages de la machine gouvernementale américaine sont donc indissociables : CIA, OPC, département d'État, département de la Défense, Policy Planning Staff, Conseil national de sécurité et administration du plan Marshall travaillent main dans la main.

L'île Saint-Germain

À partir de 1947, le petit monde des SR américains se met à proliférer à Paris. Le nombre d'agents secrets bondit même lorsque est créé l'OPC, l'année suivante. Utilisant diverses couvertures, ce personnel américain investit le VIII^e arrondissement et le quartier des Champs-Élysées, au bas desquels trône l'ambassade américaine. Leur attirance pour cette portion très chic et très animée du territoire parisien ne se démentira plus. En effet, les hommes des SR affichent en particulier, tout au long de la guerre froide et encore de nos jours, un penchant pour les beaux quartiers de la capitale situés sur la rive droite ou aux alentours de l'Assemblée nationale. Bureaux officiels et autres couvertures discrètes ou clandestines essaient avenue de l'Opéra, boulevard Haussmann, rue de la Paix, sur les Champs-Élysées ou dans les rues adjacentes, comme les rues Saint-Honoré, de Penthièvre, de La Boétie, dans le quartier du Trocadéro ou celui, plus cosu et discret, du boulevard Malesherbes. Les responsables haut gradés des SR élisent domicile dans les hôtels les plus huppés, comme le Ritz, entièrement réquisitionné au moment de la Libération, l'Astoria, ancien siège de la Wehrmacht pendant la guerre, le Baltimore ou encore l'hôtel Crillon, situé à 300 mètres du Palais-Bourbon et à proximité de l'ambassade américaine, qui constituera désormais l'épicentre de l'activisme américain : services secrets, représentation diplomatique, bureaux de presse ou bureaux de l'administration du plan Marshall. Le quartier de l'Étoile prend alors des airs américains et regorge bientôt de salles de cinéma où Hollywood diffuse ses productions du temps de guerre et ses nouveautés, y compris en version originale. Ces films n'attirent pas que les GI. Ils fascineront à la fin des années 1950 une poignée de cinéphiles français, qui se baptisera elle-même les « mac-mahoniens », en hommage à son cinéma préféré, le Mac-Mahon, installé non loin de la place de l'Étoile.

Les Américains, se sentant bientôt à l'étroit dans le VIII^e et ses

alentours immédiats, étendent leur territoire à l'ouest parisien, où ils s'approprient l'île Saint-Germain. Située sur la Seine à 200 mètres de la porte de Saint-Cloud et face à l'entrée des studios de cinéma de Billancourt, l'île forme une enclave qui bénéficie de l'extraterritorialité, statut habituellement réservé aux ambassades. Reliée à la place de l'Étoile par une navette, on y accède par le pont de Billancourt qui l'enjambe. À l'entrée, il faut montrer patte blanche. Un MP (*military police*) exige un laissez-passer. Tout comme à Ellis Island, à New York, haut lieu de l'émigration, n'entre sur ce territoire américain que celui qui y est invité. La sécurité s'y exerce de façon encore plus tatillonne lorsque les États-Unis décident d'installer sur l'île un système expérimental de radar. Une fois franchi le poste de garde, la visite des lieux dévoile un monde à part et une imposante logistique : des garages et des ateliers de réparation de voitures civiles et militaires, des Px (*post exchange*), sorte de magasins où se trouvent les produits les plus usuels auxquels les Américains sont habitués – cigarettes, chocolat, radios portatives... Ici on ne paie pas en francs, mais en *script dollars*, dollars d'occupation émis en Allemagne. Les Px voisinent avec des *clothing stores* où on peut s'habiller de pied en cap, acheter des mocassins ou des bas nylon, s'offrir des complets, des vestons ou des culottes de bain à fleurs. Un *bulk store* abreuve les amateurs de Coca-Cola et de bière 100 % américaine, tandis qu'un typique snack-bar achève de créer l'illusion. Sur cette île, les Américains pourraient vivre en autarcie. Ils y disposent d'à peu près tous les services, du plus utile au plus accessoire : un cinéma, un théâtre, une blanchisserie, une cordonnerie, une boulangerie, un poste à incendie, avec Jeep et *command cars*, un terrain de basket-ball. On y trouve même une prison militaire car l'armée américaine fait sa loi sur cet espace qui lui est concédé à l'ouest des beaux quartiers de Paris. Et elle le fait officiellement, bien qu'en théorie ce soit la loi française qui s'applique. Bientôt, la création en 1949 de l'OTAN, dont l'état-major va s'installer en France, suscite d'autres enclaves aux quatre coins de la France. Quelques villes comme Châteauroux ou Fontainebleau, ainsi que des zones portuaires près de Bordeaux et de Marseille seront de fait et durant des années coadministrées...

Quant aux SR américains, ils sont soumis depuis 1946 à des règles précises qu'ont établies et contresignées le chef du SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage) et celui du CIG, en

marge des accords économiques franco-américains paraphés à Washington par Byrnes et Blum. Sous le nom de code « Totem », ces accords secrets instituent une collaboration très encadrée et codifiée, du moins sur le papier. Ils prévoient notamment la création d'officiers de liaison et instaurent diverses règles, comme celle qui proscriit toute opération de recrutement ou de renseignement menée sur l'un ou l'autre des territoires des deux signataires sans accord préalable et partage de l'information. Sur le papier, il est également interdit à l'un ou l'autre des services de s'emprunter des agents. L'échange d'informations doit se faire à un échelon administratif spécifié et non à des niveaux subalternes ou dans le cadre de relations amicales, il doit être officiel et soumis à la voie hiérarchique. La guerre froide va d'abord étendre les accords « Totem » à la Grande-Bretagne, puis, à partir de 1949, aux membres des pays de l'OTAN. Les règles perdent leur aspect strictement bilatéral, mais les services de renseignement français ne collaborent pas seulement dans le cadre d'un simple échange d'informations. Pour certains, l'hypothèse est que la probabilité d'une guerre entre Est et Ouest donne naissance à des opérations de renseignement de grande ampleur, coordonnées par les autorités militaires américaines et auxquelles seraient associés tous les services de sécurité français.

Dans les faits, la plupart des règles établies par les accords « Totem » n'auront qu'un caractère général et elles seront bien souvent violées. En ce qui concerne la réciprocité, elles pourraient prêter à sourire puisque pour un agent français qui débarque officiellement à Washington, une soixantaine d'Américains opèrent en France, avec plus ou moins de liberté. Certes, le champ de bataille de la guerre froide se situe moins à Washington qu'en Europe.

1.

Voir Stanley Lovell, *Oss : Of Spies and Stratagems*, Prentice Hall, 1963, p. 84-85. Des années plus tard, le plan « Mangouste » conçu par la CIA pour nuire à Castro envisagera de s'en prendre à sa pilosité en piégeant cette fois la tenue de plongée sous-marine du chef cubain afin d'obtenir la chute de ses poils, dont ceux de sa barbe « légendaire ».

2.

Voir *Memoranda for the President : OSS-NKVD, liaison de novembre 1943*,

cité dans une étude non signée du service historique de la CIA intitulée *Strange Bedfellows in the Wartime World*, déclassifiée le 22 septembre 1993. Le document est disponible au service des archives de la CIA, consultable sur le site Internet officiel de l'agence. Si modeste qu'elle ait été, cette collaboration entre l'Oss et les services soviétiques alimentera à l'époque du maccarthysme la thèse de l'infiltration soviétique au sein des services spéciaux américains. Voir à ce sujet James Burnham, *The Web of Subversion*, The John Day Company, 1954, ouvrage réédité en 1959.

3.

Voir le récit qu'il en fait dans son livre *Les Secrets d'une reddition*, Calmann-Lévy, 1967 ; et, pour une vue plus objective, Burton Hersh, *The Old Boys : The American Elite and the Origins of the CIA*, Tree Farmbooks, 2002.

4.

Horton est né le 26 septembre 1911 à Providence, dans le Rhode Island, et meurt le 20 août 1989, veuf et sans enfant. Professeur à Harvard, agent secret, journaliste au *Time*, il rejoint le magazine *The Reporter*, où il travaille jusqu'en 1969. Il est ensuite professeur à la Fletcher School et prend sa retraite en 1977.

5.

Voir la note déclassifiée du 13 mai 1946 du War Department Strategic Services Unit consacrée aux stations du Ssu à Londres et à Paris.

6.

L'appartenance de Charles Grey à la CIA est évoquée dans un long rapport de la Cour de sûreté de l'État daté de 1968, consacré à un prétendu agent soviétique français, haut fonctionnaire de la République. On y apprend que, avant d'avoir été peut-être recruté par les Soviétiques, le même homme avait entretenu durant de longues années des relations étroites avec Charles Grey et un autre fonctionnaire de l'ambassade américaine, un certain O., dont il ne nous paraît pas utile de citer intégralement le nom. Rapport en possession de l'auteur.

7.

Lui aussi appartient à la classe aisée, si aisée même qu'il ne touche jamais le chèque qu'il reçoit de l'administration, qui reste habituellement dans un tiroir de son bureau.

De la paix introuvable à la guerre froide

Bloc contre bloc

Dans l'immédiat après-guerre et au fil des mois, les responsables occidentaux les plus lucides se sont convaincus qu'un affrontement avec l'ancien allié soviétique est devenu inévitable. Ils le redoutent et veulent s'y préparer en conséquence. Parmi ces Cassandre, Winston Churchill, qui, avant même la capitulation japonaise, a pressenti que le monde se trouvait à l'orée d'une nouvelle guerre. Dans un message qu'il adresse à Harry Truman le 12 mai 1945, il exprime ses craintes et utilise une formule qui entrera dans l'histoire en devenant publique l'année suivante : « Un rideau de fer s'est abaissé sur le front soviétique. »

Ravagée, ruinée et minée par la guerre, l'Europe connaît une crise économique sans précédent, alors que de nouveaux foyers de tension surgissent en Asie, mais aussi aux portes de l'Orient en Europe, dès la fin de la guerre. En août 1946, la situation se tend en Turquie, où l'URSS exige une modification des statuts des détroits – du Bosphore et des Dardanelles, qui relient la mer Noire à la Méditerranée – qui impliquerait le maintien sur le territoire turc de troupes soviétiques, mais le gouvernement d'Ankara et les alliés occidentaux s'y opposent fermement. Le 7 octobre, la Grèce, voisine de la Turquie, s'embrase et sombre dans une guerre civile qui fait des dizaines de milliers de morts et aboutit à l'écrasement du mouvement communiste grec et de son organisation de résistance. En quelques semaines, cette région excentrée et néanmoins vitale de l'Europe devient une véritable poudrière. Mais si la Grèce et la Turquie tombaient dans l'escarcelle de Staline, l'Union soviétique deviendrait une puissance méditerranéenne et tous les espoirs lui seraient dès lors permis : bouleversement géostratégique qui romprait alors le fragile équilibre des forces en Europe. Washington pare au plus pressé et crée une banque mondiale pour la reconstruction. En effet, les séquelles économiques et industrielles de la guerre alimentent le mécontentement et par là même la propagande communiste. En 1947,

Harry Truman ne se contente pas de créer le Conseil national de sécurité et son bras armé, la CIA. Le 12 mars, il inaugure sa politique d'aide aux pays européens dans le but d'endiguer le communisme et de relancer une économie américaine alors chancelante sur le plan financier et monétaire et en proie à une dangereuse surchauffe de son appareil industriel. Les crédits d'urgence qu'il fait allouer à la Grèce et à la Turquie préfigurent le plan Marshall, évoqué le 5 juin 1947. Mais ce plan ne devient effectif que le 22 septembre suivant, lorsque, à Paris, seize pays adoptent l'ERP (*European Recovery Program*, programme de redressement de l'Europe), baptisé « plan Marshall » dans les manuels d'histoire.

Dans un discours devenu célèbre prononcé à l'université Harvard en 1947, le secrétaire d'État George Marshall propose aux nations européennes et à l'Union soviétique de s'accorder sur un programme de reconstruction que les États-Unis appuieraient financièrement. Trois mois plus tard, seize pays répondent favorablement à l'ERP. Une aide immédiate est même accordée d'urgence à l'Autriche, à la France et à l'Italie, des pays tout particulièrement exposés à la menace soviétique. Contrecarrer la propagande communiste en améliorant au plus vite le standard de vie de ces trois pays est devenu une priorité à Washington. En avril 1948, le Congrès américain ratifie l'*Economic Cooperation Act*, qui donne naissance à l'ECA (Economic Cooperation Administration), à laquelle est confiée la gestion de fonds faramineux, d'un montant de 13 000 millions de dollars, destinés à l'Europe pour la période allant de 1948 à 1951¹. Le refus des Soviétiques de rejoindre l'ERP marque les débuts de la guerre froide. Le Congrès a imposé des conditions économiques drastiques auxquelles l'URSS refuse de se soumettre, pour ce qui relève notamment des modalités de remboursement. Le plan Marshall n'est pas en effet une entreprise philanthropique ; la plupart des fonds prêtés doivent être remboursés, et avec intérêts. Une partie de ces remboursements, au lieu d'être rapatriée aux États-Unis – en violation de la loi du Congrès –, est détournée par les administrateurs américains qui agissent alors en véritables proconsuls². Une partie de ces sommes escamotées servira à financer un certain nombre d'opérations de l'OPC et de la CIA.

Pressentant un piège et une menace, Staline refuse le plan et ses contraintes monétaires et financières. Le 5 octobre 1947, il contre-attaque et crée le bureau d'information communiste (Kominform),

sorte de Komintern (dissous en 1943) en modèle réduit. À la tribune du premier congrès de ce tout nouveau bureau, Jdanov, l'idéologue en chef du Pc soviétique, martèle la nouvelle ligne : il théorise et prophétise la partition du monde en deux camps, que confortent des signes avant-coureurs. Déjà à Moscou, la conférence des quatre puissances alliées sur le sort de l'Allemagne de l'après-guerre s'est soldée par un échec. Or le maintien de la partition constitue un mauvais présage pour la paix. Cette volonté de rupture de la part des alliés occidentaux se manifeste plus concrètement encore en 1947.

En France, le 5 mai, les ministres communistes ont été éconduits, voire chassés du pouvoir. Le président socialiste du Conseil, Paul Ramadier, a saisi comme prétexte leur refus de voter la confiance au gouvernement pour les en écarter. L'union sacrée antifasciste semble devoir faire place à un affrontement bloc contre bloc, libéralisme et capitalisme d'un côté, démocratie populaire et stalinisme de l'autre. Peu avant que Paul Ramadier ne prenne sa décision, l'ambassadeur américain à Paris, Jefferson Caffery, l'a prévenu : si les communistes restent au pouvoir, la France ne recevra plus un seul dollar d'aide des États-Unis. Depuis des mois, le diplomate presse Washington d'agir et de prendre des mesures adéquates afin d'enrayer la montée en puissance du Parti communiste : le 10 novembre 1946, le Pc frise les 30 % aux élections législatives, alors que la SFIO socialiste et le MRP démocrate-chrétien sont en perte de vitesse et ont nettement reculé. Le PCF, qui revendique un million d'adhérents, est devenu le premier parti politique français en voix. Jefferson Caffery s'en inquiète et a déjà tiré la sonnette d'alarme. Fin 1946, dans un câble qu'il a envoyé à Washington, il écrit qu'il est urgent de faire obstacle au parti, quitte à engager contre lui une « guerre secrète ». Le 26 novembre 1946, le directeur du CIG lui a emboîté le pas. Dans un memorandum adressé au président Truman, il souligne, lui aussi, les risques de prise de pouvoir par le parti, tout en précisant que, si ce dernier en a en effet les moyens, il ne semble pas, pour l'instant du moins, qu'il en ait pour autant le souhait³.

La SFIO partenaire de Washington

En mai 1947, Caffery est entendu, ou plutôt on lui obéit. Chassés du pouvoir, les communistes deviennent la cible de l'appareil d'État. Dès le mois de juillet, Ramadier fait exclure du SDECE des dizaines d'agents suspectés d'être des sympathisants communistes. En novembre, Jules Moch, ministre de l'Intérieur socialiste, plaque sur le PC et la CGT sa main de fer. Il brise les grèves insurrectionnelles qui embrasent la France, fait tirer sur la foule et dissout neuf compagnies de CRS jugées inféodées au parti ; Moch mobilise ses services de police et de renseignement contre les communistes et dénonce l'aide financière qu'ils reçoivent de Moscou. En quelques mois, l'alliance entre le PCF et la SFIO a volé en éclats. Pour les socialistes, le PCF n'est plus qu'une « cinquième colonne » de l'Armée rouge. La direction socialiste a choisi le camp de la liberté et de la démocratie, tout comme Léon Blum l'avait fait en 1920 lors du congrès de Tours. Malgré les alliances électorales, les communistes et les socialistes éprouvent en fait les uns envers les autres une « haine fraternelle ». En 1947, la SFIO rallie l'avant-garde de l'antisoviétisme. Elle devient et restera tout au long de la guerre froide un fidèle partenaire de Washington et de ses services secrets.

Le 30 mai 1947, les communistes italiens, tout aussi puissants et influents que leurs homologues français, sont à leur tour évincés du gouvernement. Comme à Paris, Washington a veillé à leur expulsion en apportant un soutien financier massif aux partis de droite et d'extrême droite. Début 1947, le président de la démocratie chrétienne, Alcide de Gasperi, a obtenu pour l'Italie, lors d'un séjour aux États-Unis, un prêt de 100 millions de dollars de l'Export-Import Bank et, en mai, il expulse les communistes du gouvernement.

1947 marque un véritable tournant dans ce qui s'appelle désormais la guerre froide et qui couvait en réalité sous la cendre depuis 1945. Le plan Marshall, puis la création du Kominform ont cristallisé la division du monde en deux camps, qui, dès 1948, s'accroît et se

creuse. En février, les communistes prennent le pouvoir à Prague par la force. En juin 1948, prétextant une réforme monétaire survenue à Berlin-Ouest et sans le moindre accord préalable, les Soviétiques décrètent le blocus de cette enclave occidentale située dans la partie orientale de l'Allemagne occupée militairement par les Soviétiques. Le 28 juin 1948, le chef d'État yougoslave, le maréchal Tito, rompt avec Staline et accepte l'aide du plan Marshall. Le monde entre alors dans une période de turbulences où, en attendant une guerre inéluctable, les services secrets jouent désormais les premiers rôles à la pointe du combat.

Paris devient un des centres de cette guerre de l'ombre. La ville sert de base arrière aux comités et aux filières d'exilés, et de champ de manœuvres aux opérations spéciales de la CIA et à ses officiers de renseignement.

1.

L'administrateur de l'ECA pour la France est Barry Bingham, qui aidera à lancer l'Institut international de presse.

2.

Voir « How the European movement was launched », article faisant partie d'une série consacrée au rôle de la CIA dans le financement de diverses organisations de gauche, comme les syndicats ou le Parti travailliste britannique. Cet article, commandé en 1972 par le *Sunday Times* à Richard Fletcher, est tout d'abord censuré, avant de paraître en 1974 sous l'égide des Radical Research Services dans un numéro pirate du *Sunday Times*. En 1975, Richard Fletcher publie « How CIA money took the teeth out of British socialism », article reproduit in Philip Agee et Louis Wolf (éd.), *Dirty Work : The CIA in Western Europe*, ZED Press, 1978. Des éléments supplémentaires seront publiés en 1995 dans le n° 31 du magazine britannique *Lobster* par Tom Easton : « How were they travelling with ? ».

3.

Voir Daniel Ganser, *NATO's Secret Armies*, Frank Cass, 2005.

Irving Brown : l'agent itinérant de la CIA à Paris

L'architecte de la démocratie occidentale

Dès 1945, Irving Brown, sans doute le plus français des agents américains, prend ses habitudes à l'hôtel California rue de Berri, puis au Baltimore, plus discret et situé non loin de la place de l'Étoile. Pendant plus de quarante-cinq ans, la vie de ce syndicaliste hors norme se confond alors avec la petite et la grande histoire française mais aussi européenne.

Tel un Petit Poucet de la guerre froide, on retrouve sa trace en France, ainsi qu'à Berlin, Rome, Bruxelles, Saïgon, Copenhague, Athènes, et jusqu'en Afrique noire et au Maghreb. Vif et grassouillet, jovial, arborant des lunettes à grosse monture noire, Brown dort peu, aime le bon vin et les bonnes tables, la viande rouge, les plats en sauce et le gibier. Il excelle dans l'apprentissage des langues étrangères, auxquelles son épouse polyglotte, née à Berlin et d'origine hongroise, l'a initié. L'histoire officielle a fait de lui un *cold warrior* et un militant acharné de la cause antisoviétique. En 1981, on lui a décerné en grande pompe la croix de commandeur de l'ordre du Mérite allemand lors d'un dîner à New York. En 1984, à Paris, à la garden-party estivale de l'ambassade américaine, il fait une entrée remarquée. Souriant, en nage, arrivant à pied de ses bureaux de la rue de la Paix, il surgit au milieu d'un parterre d'officiels et de diplomates, dont le Premier ministre, Pierre Mauroy, ou le ministre de l'Éducation de l'époque, Jean-Pierre Chevènement, et d'invités politiques, tel Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste. Dès qu'il aperçoit Brown, l'ambassadeur se précipite vers lui les bras ouverts, un large sourire lui fend le visage : Brown est connu comme le loup blanc.

Son histoire a même pris au fil du temps des airs de légende. Il fascine et inspire le respect, à tel point que, le 17 octobre 1988, le président Ronald Reagan, qui achève son second mandat présidentiel, décide de couronner son œuvre. Depuis 1981, Irving Brown a ses entrées à la Maison-Blanche, ce qui n'est pas du goût de tout le monde. Certains de ses amis syndicalistes y voient une trahison.

Reagan, tout comme « Maggie » Thatcher en Grande-Bretagne, mène alors la vie dure aux syndicats. Mais, le 17 octobre, ce n'est pas le « représentant de la classe ouvrière » qui est à l'honneur, c'est l'antisoviétique de toujours. Ce *cold warrior* méritant, à qui Reagan a décidé de remettre une des plus prestigieuses distinctions des États-Unis, reçoit la médaille de la Liberté enveloppée dans un laïus grandiloquent : « En tant que représentant européen de l'AFL [American Federation Labor], à la fin des années 1940 Irving Brown a joué un rôle capital pour défaire l'emprise du communisme international sur l'Europe occidentale de l'après-guerre. En ayant agi ainsi, on peut véritablement le considérer comme un des architectes de la démocratie occidentale. Il a fui la publicité, croyant que la cause de la liberté est plus importante que la satisfaction d'une gloire personnelle. Mais sa modestie ne peut faire oublier l'importance de ce qu'il a accompli et qui lui vaut la gratitude de son pays. »

Le 10 février 1989, presque canonisé de son vivant et comblé d'honneurs, Irving Brown meurt dans son appartement à Paris, boulevard Arago, à 77 ans. Ce juif « libre penseur », comme il aimait à se présenter, repose depuis au cimetière Montparnasse. Après son décès, les hommages clairoignent son action et anoblissent sa dépouille. Seth Lipsky, du *Wall Street Journal*, le dépeint comme le philosophe, l'organisateur et le stratège du grand combat contre les communistes dans l'après-guerre. Le président de l'AFL-CIO, Lane Kirkland, évoque le « géant » qui vient de disparaître et celui qui, mieux que quiconque, « a protégé et fait avancer les droits des travailleurs dans chaque nation et à travers le monde ». Plusieurs proches de la Maison-Blanche ajoutent leur hommage personnel. À titre posthume, l'AFL-CIO décernera à Irving Brown sa plus haute distinction, le prix des droits de l'homme George Meany, du nom de cet ancien plombier devenu patron de la plus puissante fédération syndicale du monde¹.

Au panégyrique de ce militant émérite du syndicalisme libre manque toutefois une précision. Selon la formule d'un ex-colonel du renseignement français, Irving Brown était en fait un véritable « agent itinérant de la CIA » opérant sous la couverture de la puissante AFL, usant notamment du pseudonyme « Norris A. Grambo »². Les services français ont toujours su à quoi s'en tenir sur son compte. Au début des années 1960, lors d'un des séjours que Brown effectue à Paris, le SDECE

s'accroche aux basques de l'espion en maraude. Il le filoche nuit et jour, branche ses lignes téléphoniques, et un de ses agents s'introduit même dans la chambre qu'il occupe à l'hôtel George-V pour y photographier des documents. Brown entretient à l'époque des contacts étroits et complices avec les milieux indépendantistes algériens, dont il est si proche qu'un de ses amis confiera plus tard : « C'est un miracle qu'il soit sorti indemne de cette guerre d'indépendance »³. Son double jeu n'a pas fait longtemps illusion et, au-delà des services, son véritable rôle n'est plus un mystère. En janvier 1961, le *Washington Post* le qualifiait déjà d'agent opérationnel de la CIA, contredisant ainsi la légende officielle qui le dépeignait comme un syndicaliste indépendant⁴. Le panégyrique fait aussi l'impasse sur les curieuses relations que Brown entretient avec le milieu français, milieu avec lequel il se retrouve en contact à la fin des années 1940 pour cause d'antisoviétisme. Sans doute s'agit-il d'un des aspects les plus énigmatiques du personnage. Dans un livre qu'il consacre à l'histoire du service antidrogue américain, le BNDD (Bureau of Narcotics and Dangerous Drugs), Douglas Valentine⁵ apporte sur ce point un éclairage troublant. Fondée sur des rapports internes de police et des témoignages d'anciens agents du Bureau of Narcotics, son enquête raconte la singulière histoire d'un trafiquant français qui débarque à New York au printemps 1966. Aussitôt, ce dernier est pris en filature par des agents antidrogue, qui ne le lâchent plus. Du 20 au 26 avril 1966, le truand rencontre chaque jour un certain Marcel Castellani, trafiquant français sur table d'écoute aux États-Unis. Il figure parmi les habitués des Trois Canards, restaurant parisien autrefois à la mode, réputé pour sa soupe de poisson et fréquenté par les notables du milieu français. Ce restaurant a même donné son nom à une bande de truands célèbre en son temps, le « gang des Trois Canards », dont un des piliers se nomme François Scaglia. Or celui-ci se trouve justement emprisonné en 1966 à la prison d'Attica. Jusque-là rien d'étonnant, sauf que Castellani, dit « Petit Maurice » ou « Casse-Tête », ne fréquente pas que des gens du milieu ou des truands français de passage à New York. Le 27 novembre 1965, à l'hôtel des Beaux-Arts, il a organisé une soirée pour l'anniversaire de son ami Irving Brown. Voilà qui peut surprendre, même si l'ancienne secrétaire de ce Fregoli du syndicalisme explique que les deux hommes s'étaient rencontrés autrefois à Marseille en 1952⁶, quand Irving Brown et

la CIA finançaient le comité méditerranéen censé faire la chasse aux dockers communistes. Mais son explication ne rassure pas car ce n'est pas tout. En juin 1962, l'agent du BNDD Andrew Tartaglino avait ouvert une enquête sur Irving Brown, alors représentant à l'ONU de la Confédération internationale des syndicats libres. Le service antidrogue le soupçonnait d'avoir pu faciliter l'introduction d'héroïne aux États-Unis : privilège lié à son statut, ses bagages n'étaient pas fouillés à l'aéroport. Un de ses amis truands en avait-il profité ? Nul ne le saura, l'enquête de l'agent Tartaglino ayant été alors stoppée... Agent itinérant de la CIA aux relations sulfureuses, Irving Brown n'en reste pas moins une figure respectée et honorée.

Les débuts

Rien ne le prédispose pourtant à un tel destin lorsqu'il naît, le 18 novembre 1911, à New York, dans le quartier du Bronx, de Fanny et Ralph, responsable local des chauffeurs-livreurs de lait, affiliés aux syndicats des camionneurs de l'AFL. De ce père, frappé d'ostracisme et inscrit sur la liste noire des industriels du lait à cause du rôle de meneur qu'il a joué au cours des années 1920 dans une interminable grève de plus de quinze semaines, Brown hérite deux passions : le syndicalisme et le base-ball⁷. S'il obtient en 1932, à l'université de New York où il suit les cours du soir, un diplôme d'économie, il se passionne en effet pour ce sport. Ses connaissances excellent en ce domaine. Irving Brown mettra du temps à lire autre chose que des livres consacrés au base-ball et se plonger dans ceux de Lénine, Shakespeare ou Lewis Carroll. Il s'est longtemps cru un destin de star, s'imaginant jouer les premiers rôles dans l'équipe phare des Giants de New York. En attendant que son rêve se réalise, il appartient à une équipe semi-professionnelle. Une blessure dont il gardera à vie une claudication met cependant un terme à ses espoirs. Brown ne brillera jamais au firmament des étoiles du base-ball. Il renonce même au poste de maître-assistant que lui propose l'université de New York en 1932. À 23 ans, il devient chauffeur de camion, comme son père... Pour ses premiers pas dans la carrière syndicale, il bénéficie de l'expérience de sa future épouse, Lillie Clara Smith, ancienne secrétaire de l'ex-chef du Parti communiste américain (PCA) Jay Lovestone, un homme qui comptera dans la vie de Brown. De son vrai nom Jakob Liebshtein, Lovestone a été, au début des années 1920, le « protégé » de la direction de l'Internationale communiste, qui l'a poussé au secrétariat général du PCA. Le dirigeant bolchevique Boukharine l'utilise même comme conseiller pour les « affaires américaines ». De retour de Moscou, il s'oppose, à la fin des années 1920, à la politique de Staline et aux mesures d'exclusion qui frappent alors les trotskistes. Avec quelques centaines de militants, Lovestone

forme le PCA-Majority Group et publie, en novembre 1928 à New York, le premier numéro de son journal *Militant*, quelques mois avant de fonder, en mai 1929, la Ligue communiste d'Amérique⁸. Après sa rupture avec l'Internationale⁹ et bien qu'il ait de l'admiration pour la pensée de Marx, Jay Lovestone s'engage dans une carrière de haut vol au sein de la bureaucratie syndicale de l'AFL. Après la guerre, il en commencera une autre, plus discrète, dans des cercles dirigeants de la CIA et deviendra alors le mentor d'Irving Brown. En novembre 1954, le magazine *Pageant* le classe parmi les six personnalités les « plus marquantes de l'anticommunisme ».

Irving Brown fait ses classes dans les syndicats de l'automobile et du transport routier. En mai 1937, alors qu'il s'efforce d'implanter le syndicat aux usines Ford de Detroit, il est sauvagement tabassé et s'en tire couvert de bosses et de plaies. Il a eu plus de chance qu'un de ses camarades qui est mort sous les coups. Cet incident, qui a failli lui coûter la vie, le pousse sur le devant de la scène. Le secrétaire de l'IBEW (Association internationale des travailleurs de l'électricité), Joseph Keenan, le repère, garde un œil sur lui et ne tarde pas à apprécier ses qualités. Or « Joe » Keenan est un homme puissant de l'AFL et très influent, à la tête du Parti démocrate de l'Illinois. George Meany, qui apprécie son énergie, son franc-parler et ses relations dans le milieu politique, en fera l'« ambassadeur » de l'AFL auprès du gouvernement fédéral.

Être dans les petits papiers de Keenan constitue donc un excellent atout et même un tremplin pour la carrière d'Irving Brown. Alors que, au début de la guerre, Keenan devient un homme clé du War Production Board, il introduit Brown dans la place et, en juin 1943, fait de ce jeune trentenaire son assistant. Pour Irving Brown, une nouvelle aventure commence. Le voilà bientôt initié aux arcanes du monde du renseignement ; sa carrière d'agent n'a donc pas commencé après la guerre mais pendant, au sein de l'Oss.

La rencontre

À la fin de l'année 1943, Brown rencontre le légendaire William Donovan, avocat et ancien chef de l'Office of Coordination of Information, une unité d'élite de renseignement qui a informé le président Roosevelt jusqu'à la création de l'Oss. Brown rejoint Londres, où il se met au service du patron de l'Oss. Les postes officiels qu'il occupe, toujours à Washington, servent dorénavant de couvertures à ses activités secrètes, qui n'ont tout d'abord qu'un caractère purement intellectuel : Brown rédige des mémos sur la stratégie globale des Soviétiques et effectue un simple travail d'analyste sur les réalités politiques en France et en Italie. Très vite, il se découvre un point commun avec Donovan : l'un et l'autre ne dorment guère plus de quatre heures par nuit. Impressionné et fasciné, il tombe sous le charme de ce grand vizir du renseignement à la sensibilité démocrate et au sang-froid exceptionnel. Alors que se prépare, en 1944, l'invasion de l'Europe, Brown a été chargé par Donovan de solliciter et d'utiliser ses relations dans les milieux des dockers et des chemins de fer français¹⁰. Jusqu'ici simple rond-de-cuir du renseignement, Brown devient un homme de terrain. Son rôle s'inscrit dans un plan stratégique d'ensemble bien plus vaste, dont la responsabilité incombe à Arthur Goldberg, autre *cold warrior* associé durant la guerre froide à la plupart des opérations de la CIA en Europe. L'Oss a décidé de mobiliser tous les réseaux susceptibles de contribuer à la réussite du Débarquement, en particulier ceux du syndicalisme. En 1944, Goldberg s'attelle à la tâche. Officiellement il est un des dirigeants du Cio (Congress of Industrial Organizations)¹¹, mais il dirige en secret la section, puis la division syndicale de l'Oss dont il a jeté les bases en septembre 1942. À cette époque, Goldberg s'appuie sur les six fédérations syndicales internationales exilées à Londres depuis le déclenchement de la guerre et cinq syndicats internationaux de l'industrie et des métiers qui y ont maintenu un secrétariat. En quelques mois il les met à contribution, sans pour autant décliner son

appartenance aux SR américains. En octobre 1942, Goldberg utilise son poste officiel de conseiller du CIO pour nouer cette fois des contacts avec des leaders syndicalistes de premier plan, comme Hans Gottfurcht, le chef des trade-unionistes allemands, ou Willie Eichler, responsable de l'International Socialist Militant League, qui l'a mis en rapport avec l'International Transport Federation, dont l'aide à la veille de l'invasion alliée de l'Europe peut s'avérer tout spécialement précieuse¹². En février 1943, sa division a établi dans plusieurs pays occupés des contacts avec les réseaux syndicalistes clandestins, auxquels elle apporte un soutien logistique, matériel et financier. Les « courriers » européens de l'Oss, que dirige Allen Dulles de son poste à Berne, distribuent ainsi à divers réseaux de résistance, dont le réseau français Buckmaster, des fonds fournis par les syndicats américains¹³.

Dans cette entreprise de mobilisation des énergies syndicales, Brown joue sa note personnelle sur la partition de Goldberg. Désormais, ce n'est plus dans un bureau qu'il officie. Lui qui dort peu et a continuellement des fourmis dans les jambes s'épanouit dans son rôle de globe-trotter de l'Oss.

Le 7 juin 1944, lendemain du *D Day*, Brown est parachuté en Normandie. En novembre, l'Oss l'envoie en mission en Scandinavie, où il séjourne en Norvège puis au Danemark. Il rencontre les dirigeants de la Fédération internationale des travailleurs du transport, avec lesquels il noue des contacts qui lui seront précieux des années plus tard, lorsqu'il s'agira de contrer les syndicats procommunistes à Marseille et dans la plupart des autres ports de l'Atlantique et de la Méditerranée, qui s'emploieront alors à « saboter » le plan Marshall. Lors d'une escale en Suède, Brown rencontre aussi Willy Brandt, le futur maire de Berlin, qui deviendra chancelier et patron du SPD, et fait la guerre aux côtés des partisans norvégiens. À bord d'un avion de l'Oss, Brown rejoint ensuite Paris, où il se met en rapport avec la fraction de la CGT qui bientôt va constituer Force ouvrière. C'est à cette époque qu'il s'installe à l'hôtel Baltimore, à proximité de l'Arc de Triomphe, un ancien immeuble d'habitation transformé en 1920 en hôtel et qui a pris le nom de son premier et plus fidèle client, Lord Baltimore. L'hôtel devient le QG de Brown et Paris une de ses bases d'action.

Partout où il passe, Brown enrichit son carnet d'adresses, construit ses réseaux et scelle des amitiés durables. C'est ce qu'il fait à Berlin,

où il débarque en juillet 1945 sans connaître un mot d'allemand, une langue qu'il parlera bientôt couramment avec, paraît-il, un léger accent yiddish¹⁴. Son vieux protecteur Joe Keenan, alors numéro 2 de l'AFL, le présente à Berlin au général Lucius Clay, homme fort de l'administration américaine en Allemagne, un pays en pleine déliquescence, couvert de ruines, désorganisé, occupé par les troupes alliées.

Alors que la guerre vient à peine de se terminer en Europe, certains ont, semble-t-il, du mal à concevoir l'avenir. Officiellement, la guerre froide n'est pas à l'ordre du jour et une trompeuse lune de miel s'est instaurée entre les autorités militaires américaines et l'Union soviétique. Lucius Clay s'efforce de ne pas contrarier Staline et fait des ronds de jambe au maréchal Joukov, un des chefs de l'Armée rouge, moins ombrageux que le chef du Kremlin, avec lequel il croit pouvoir s'entendre et qu'il pressent comme un successeur possible de Staline. Il se trompe, et Brown ne partage pas son optimisme naïf. Conscient que les lendemains ne tarderont pas à déchanter, pragmatique et prévoyant, il profite de son séjour à Berlin pour resserrer ses liens avec le leader du syndicat des cheminots allemands, Hans Jahn. En 1948, lors du blocus de Berlin, les deux hommes seront au coude à coude pour faciliter le pont aérien. En octobre 1945, Brown retourne à Paris, où l'AFL a ouvert un bureau permanent dans le but de combattre plus efficacement l'influence communiste.

La confédération américaine des syndicats a plus de flair que les grands chefs de Washington. Elle ne croit pas à la lune de miel avec l'Armée rouge. Tout comme Churchill, elle se prépare déjà à la guerre froide.

1.

Lorsqu'il a quitté son poste, George Meany percevait 100 000 dollars par an et possédait des intérêts dans des complexes touristiques aux Caraïbes ; voir « George Meany resigns as AFL-CIO president », *Unity*, 5 octobre 1979. Avec Samuel Gompers, George Meany est une des grandes figures historiques et emblématiques de l'AFL.

2.

Philippe Bernert, *SDECE service 7 : l'extraordinaire histoire du colonel Le Roy-Finville et de ses clandestins*, Les Presses de la Cité, 1980, p. 88.

3.

Voir *infra*, chap. « Les circuits de la CIA au Maghreb français ».

4. Selon certains, l'article aurait été inspiré par un de ses rivaux du CIO, centrale syndicale concurrente de l'AFL, Victor Reuther. Voir Ted Morgan, *Jay Lovestone : A Covert Life*, Random House, 1999, p. 330.
5. Douglas Valentine, *The Strength of the Wolf : The Secret History of America's War on Drugs*, Verso, 2004.
6. *Ibid.*, p. 72.
7. Sur la jeunesse et les débuts de la carrière syndicale d'Irving Brown, voir Ben Rathbun, *The Point Man*, Minerva Press, 1996, une biographie outrageusement hagiographique.
8. Voir Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste*, Fayard, 1997.
9. Selon Pierre Broué, des archives indiqueraient que Lovestone serait resté en contact avec le Komintern jusqu'en 1936 et aurait travaillé avec le NKVD : « L'opposition de droite aux États-Unis a survécu en tant que réseau et peut-être groupe amical jusqu'à la guerre, lors de laquelle Lovestone opéra son tournant vers l'union sacrée », écrit encore Broué, *ibid.*, p. 567.
10. Voir Ben Rathbun, *The Point Man*, *op. cit.*
11. Confédération syndicale concurrente de l'AFL.
12. Christof Mauch, *The Shadow War against Hitler*, Columbia University Press, 2003. Dans ce livre particulièrement bien documenté sur les opérations de l'Oss, le nom d'Irving Brown n'apparaît jamais, pas même dans le chapitre consacré à la Labor Division.
13. Cette mission était notamment remplie par un « libéral socialiste » suisse du nom de Pierre Robert.
14. Voir Ben Rathbun, *The Point Man*, *op. cit.*

De Force ouvrière aux réseaux J_X de la C_{IA}

Le FTUC, une organisation syndicale mondiale « libre »

Les voyages d'Irving Brown en Europe ne servent pas seulement à étoffer son carnet d'adresses, à nouer des liens d'amitié ou à s'informer de la situation. En fin de contrat, l'agent de l'Oss remplit une autre mission. Lors de son dernier congrès, en décembre 1944, l'AFL a décidé de créer le FTUC (Free Trade Union Committee), en quelque sorte son propre *foreign office*. Quatre responsables de tout premier plan du syndicalisme américain contrôlent ce nouvel organisme : George Meany de l'AFL, David Dubinsky de l'ILGWU (International Ladies' Garment Workers Union, syndicat de la confection), Matthew Woll du syndicat des photgraveurs et George Harrison des employés des chemins de fer. Ils se sont fixé comme objectif de construire une organisation syndicale mondiale « libre », c'est-à-dire non communiste et sous domination américaine. Dans leur entreprise, ils bénéficient du soutien du gouvernement. Ils peuvent également compter sur les grandes entreprises américaines, habituellement hostiles aux syndicats, mais plus conciliantes dès qu'il s'agit de combattre les syndicats communistes et leurs affidés et de remettre le capitalisme européen sur les rails. Avant même la fin de la guerre, les pontes de l'AFL ont anticipé la guerre froide non encore déclarée et entendent se préparer à ce qu'ils pressentent. Le quartet a décidé d'entourer du plus grand secret les activités financières du FTUC. Le comité disposera d'un budget distinct de celui de l'AFL, et ses comptes ne mentionneront aucune de ses opérations financières. On ne saura rien des contributeurs ni des destinataires des fonds, et les dirigeants de haut niveau de l'AFL n'en seront même pas informés.

Parmi les premières décisions qu'il prend, le quartet nomme au poste de secrétaire général du FTUC Jay Lovestone, l'ancien chef du Pc américain, et Brown, représentant exclusif de l'AFL en Europe. Le premier élaborera la stratégie syndicale anticommuniste pour l'Europe, le second la mettra en œuvre sur le terrain¹.

Voilà pourquoi Brown voyage tant alors que la guerre n'est toujours pas finie : l'AFL veut torpiller la nouvelle fédération syndicale mondiale que les délégations de cinquante-six pays ont fondée en septembre 1945 à Paris. Plusieurs syndicats américains, dont le CIO, s'y sont affiliés, ainsi que les *trade-unions* anglaises et de nombreux syndicats d'Afrique et d'Asie. L'AFL a refusé de s'y associer car, selon elle, les libertés d'expression, religieuses ou de réunion ne seraient ni respectées ni garanties. Pour Meany, la fédération mondiale ne se fixe comme objectif que d'assurer le *leadership* des communistes dans le monde d'après-guerre, et rien de plus. L'AFL s'est donc lancée dans une âpre campagne afin de défaire cette unité un peu trop vite réalisée. En octobre 1945, alors qu'il débarque à Paris, Brown ne dissimule pas ses intentions. Il les affiche et déclare publiquement qu'il vient créer en France et en Italie des syndicats non communistes pour affaiblir la CGT et son homologue italienne, la CGIL. Brown se rendra d'ailleurs à Rome en 1946 afin d'identifier, avec l'aide des services spécialisés de l'ambassade américaine, les groupes anticomunistes qui se sont formés au sein de la centrale italienne.

Sa réputation de chef d'orchestre est ainsi faite : Irving Brown fait figure de diviseur de la classe ouvrière. Mais cette accusation le laisse froid. Il assume crânement ce rôle de repoussoir, de bête noire. Son nom est conspué à travers le monde, jusqu'à Moscou où le syndicaliste apparaît caricaturé dans les colonnes de l'organe des syndicats soviétiques. Il y est croqué avec un carnet de chèques en dollars jaillissant de la poche de son manteau. À Paris, le patron de la CGT, Benoît Frachon, ne rate aucune occasion de le brocarder : il l'a baptisé avec dédain et ironie « Mister Brown » ou encore « le corrupteur sans visa »². En Belgique on l'affuble du surnom d'« éminence grise de l'Internationale jaune », en Italie on l'a baptisé « Scarface, le célèbre racketteur fasciste américain », tandis qu'à Prague on lui a décerné le titre de « scissionniste en chef »³.

Plus personne n'ignore en effet ses objectifs et ceux de l'AFL. Depuis 1946, Brown intrigue et manœuvre pour rompre l'hégémonisme communiste à la direction de la CGT. Dans ce but, il appuie la fraction Force ouvrière qui s'est constituée depuis 1944, dirigée par Léon Jouhaux et surtout Robert Bothereau, un militant syndicaliste aguerri qui, depuis le 27 août 1944, siège au bureau et au secrétariat confédéral de la CGT, réinstallée dans ses locaux historiques

de la rue Lafayette. Divisée avant la guerre, la CGT s'est réunifiée lors d'une réunion clandestine qui s'est déroulée au Perreux en 1943. Or les anciens clivages sont toujours vivaces. Beaucoup de militants n'ont jamais admis cette réunification. Depuis décembre 1944, Robert Bothereau encadre une fraction anticomuniste regroupée autour d'un journal intitulé *Résistance ouvrière*⁴, et, en septembre 1946, il suscite des groupes baptisés « les Amis de Fo », qui formeront bientôt Force ouvrière. Car la scission est en route. Officiellement, Robert Bothereau défend une stratégie de reconquête de la CGT. Mais les chances que ses amis et lui puissent prendre le contrôle de l'appareil dirigeant, où ils restent minoritaires, sont minces. Officieusement, le but poursuivi est plus réaliste : entraîner dans une scission le plus grand nombre de militants de la CGT, objectif atteint à la fin de 1947. La conférence nationale des Amis de Fo se prononce le 18 décembre pour la création d'une nouvelle centrale. Bothereau remet sa démission du secrétariat confédéral de la CGT le 29 décembre 1947. Tout au long de la crise, il a chroniqué l'événement dans la rubrique « Le drame confédéral » de *Force ouvrière*. Il y passe sous silence le soutien logistique et financier que les scissionnistes ont reçu d'Irving Brown, mais aussi du puissant syndicat allemand DGB et des *trade-unions* britanniques qui servent de relais à l'AFL.

Fin 1947, alors que Jules Moch a fait tirer sur les grévistes, le quotidien de la SFIO, lui aussi mobilisé, appuie la scission. Il commente l'événement : « Pour ne plus subir l'intolérable et tyrannique oppression des agents du Kominform, par 52 voix contre 5 les minoritaires ont décidé de rompre avec les communistes. Il ne reste plus au 213, rue Lafayette que les hommes de Benoît Frachon et du PC⁵. » La fraction Fo se retire alors de la CGT, au nom du syndicalisme libre et apolitique. Brown peut se frotter les mains et savourer sa victoire.

La Confédération internationale des syndicats libres

En 1949, le FTUC brise cette fois l'union au sein de la fédération syndicale mondiale. Brown a fait flèche de tout bois et manœuvré en attisant les divisions sur le rôle de l'OTAN – pacte militaire et Alliance atlantique qui viennent d'être ratifiés – et du plan Marshall. De bonne guerre, il a exploité les retombées du blocus de Berlin ou du coup de Prague⁶, et, en décembre 1949, Lovestone et Brown atteignent de nouveau leur but. Les délégués syndicaux de cinquante-trois pays, dont les *trade-unions* britanniques et le Cio américain, se retrouvent à Londres pour former la CISL (Confédération internationale des syndicats libres), à laquelle s'affilie Force ouvrière. Le siège de la nouvelle fédération internationale s'installe à Bruxelles, qui devient alors un autre épiscentre des activités du globe-trotter. Selon le magazine *Time*, ce dernier y loue une maison 100 dollars par mois, travaille quatorze heures par jour, reçoit soixante-quinze appels dans la journée, a deux secrétaires (dont sa propre épouse), un jeune assistant, gagne 8 750 dollars par an et dispose aussi de 500 000 dollars provenant de l'AFL⁷.

Le secret qui entoure le financement du FTUC permet à Brown de prétendre que seuls des fonds syndicaux contribuent à ses opérations. Or, de 1945 à 1948, bien d'autres caisses que celles de l'AFL ont alimenté la manne. Tout d'abord, celles de grandes compagnies comme à l'époque Exxon, General Electric, Singer Sewing Machines (machines à coudre Singer). Puis à partir de 1948, celles de l'OPC. En effet, l'AFL et l'OPC ont passé un accord et collaborent ensemble depuis que Matthew Woll, un des membres du quartet, a adressé à Frank Wisner, patron de l'OPC, une lettre d'introduction autorisant Jay Lovestone à travailler avec la structure clandestine du département d'État. Depuis sa création, l'OPC finance ainsi en partie le FTUC, tout comme il financera la CISL. Si, en 1949, les « affiliés » ont versé 56 000 dollars, les « donateurs individuels » ont contribué à hauteur

de 203 000 dollars, soit près de quatre fois plus. Or derrière cette formule vague et impersonnelle se dissimule en fait Frank Wisner – et lui seul ; autrement dit, Frank Wisner et l'OPC.

De 1948 à 1950, les fonds du plan Marshall alimentent aussi le FTUC, qui peut compter sur au moins 5 % des 13 milliards de dollars destinés à l'Europe occidentale. En fait bien davantage, puisque ce sont 800 millions de dollars qui seront finalement attribués aux opérations de l'AFL à travers le monde. Ces largesses s'expliquent par les relations amicales qu'entretiennent à Paris Irving Brown et Averell Harriman, le responsable du plan Marshall, dont les bureaux, d'abord installés dans l'hôtel de Talleyrand place de la Concorde, non loin de l'ambassade américaine, émigreront dans un appartement plus discret de la rue Barbet-de-Jouy, dans le VII^e arrondissement. D'autres donateurs ont également apporté leur écot pour soutenir les opérations de l'AFL. James Clement Dunn, ambassadeur des États-Unis à Rome de 1947 à 1952, puis à Paris, a ainsi obtenu des intérêts américains en Italie qu'ils financent la campagne contre la CGIL, la CGT italienne⁸. La firme américaine Weil, Gotshal & Manges a versé 1 million de dollars aux syndicats libres italiens. Le patron d'IBM, Thomas Watson, y est allé lui aussi de sa poche.

Lorsque la manne du plan Marshall se tarit, en 1951, la CIA prend le relais : sa division des organisations internationales subventionne les activités clandestines de l'AFL, comme le révélera publiquement Thomas Braden, qui a tenu les cordons de la bourse pendant quelques années. Plusieurs fois parachuté en France pendant la guerre, il a été, à la Libération, brièvement en poste au consulat américain de Marseille, puis a dirigé, après-guerre, le Musée d'art moderne de New York, avant de rejoindre la CIA. Braden a fait l'aveu de ces financements non pour les critiquer, mais pour en faire l'éloge. De 1951 à 1954, sa division a versé à Lovestone et Brown 1 million de dollars par an, et même 1 600 000 dollars en 1954⁹. Ces fonds étaient destinés à Force ouvrière, mais aussi aux syndicats italiens, aux dockers de Marseille ou d'autres ports méditerranéens et à d'autres opérations à caractère syndical. Œcuménique, Braden a reconnu avoir fourni des fonds à la CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens) et en a même précisé le cheminement. Un certain Jack Conway a récupéré une somme de 50 000 dollars en liquide à Chicago et l'a apportée à Paris au représentant du CIO, Victor Reuther, qui l'a à

son tour remise à Paul Vignaux, leader de la tendance réformiste de la CFTC¹⁰. En 1940, muni d'une lettre d'introduction de Léon Jouhaux – vieux chef de la CGT – à son ami William Green, l'une des vaches sacrées de l'AFL, Vignaux s'est rendu aux États-Unis, où il a enseigné pendant la guerre à l'École libre des hautes études, à New York¹¹.

En 1951, jusque-là supervisée par l'OPC, l'opération dite *Lovestone* passe donc sous le contrôle de Thomas Braden, le chef de la nouvelle division des organisations internationales de la CIA. Le Congrès américain ayant refusé de proroger l'aide Marshall, il fallait trouver d'autres sources de financement, d'où la création de cette division, spécialement chargée de financer des organisations privées et pas seulement des syndicats. En bon gestionnaire soucieux du denier public, Braden décide de contrôler l'usage des fonds attribués par ses soins, en particulier ceux alloués à Jay Lovestone. En effet, des sommes pourraient être facilement détournées sans que personne ne s'en aperçoive. Si Radio Free Europe, financée elle aussi par la CIA, fournit des comptes clairs et précis, on ne peut en dire autant des opérations de Jay Lovestone. Malgré ses demandes de clarification réitérées, en 1953 Braden n'a toujours aucune lisibilité sur les dépenses de Lovestone. Afin de crever l'abcès, il exige des éclaircissements au plus haut niveau. Le nouveau patron de la CIA, Allen Dulles, convoque alors dans son appartement de Wisconsin Avenue, à Washington, le chef de l'AFL, George Meany, afin qu'il s'explique et réponde aux critiques de Braden qui se plaint que la bande de Lovestone n'en fasse qu'à sa tête. Aucune explication ne lui est fournie sur l'utilisation des fonds que lui verse la CIA. Or il s'agit tout de même d'une rente annuelle de 2 millions de dollars, plus coquette à l'époque qu'elle ne le serait aujourd'hui.

Thomas Braden reste sur sa faim. Allen Dulles écoute les explications de Meany, qui se contente de défendre son poulain, évite de prendre parti et paraît accepter l'idée que Lovestone n'ait aucun compte à rendre à la CIA ! À croire que Jay Lovestone et ceux qui le soutiennent pèsent lourd. En 1954, sans être parvenu à obtenir des éclaircissements sur la gestion des fonds accordés par la CIA à l'AFL, Braden se retire pour entamer une carrière d'éditeur dans la presse californienne. Son successeur, Cord Meyer, aura-t-il plus de chance ? Non, car il n'aura pas à s'occuper des affaires de Lovestone : celles-ci relèvent désormais du nouveau chef du contre-espionnage de la CIA

que Dulles vient de nommer, James « Jesus » Angleton.

James « Jesus » Angleton

L'affaire s'est en effet compliquée depuis que le FBI doute de la sincérité de la conversion de Lovestone ; il le soupçonne d'avoir entretenu des contacts tardifs avec le Komintern et même d'être un agent communiste. Lovestone a droit au grand jeu : le FBI l'a mis sur écoute, détourne et lit sa correspondance, le filoché et entretient une noria de mouchards au QG même de l'AFL. On comprend mieux, dès lors, qu'il faille agir avec prudence et discernement. D'autant que l'opacité du système de Lovestone n'est pas une invention de l'esprit de Braden. Jim Angleton, qui dirige le CE, contre-espionnage de la CIA, est également chargé de la liaison entre la CIA et le FBI. Certainement est-il davantage l'homme de la situation que Meyer, bien que Angleton ait eu droit, lui aussi, à une enquête serrée du FBI. Le bureau de Hoover lui reprochait alors ses liens avec le poète antisémite Ezra Pound. Indiscutablement, Angleton est un homme de poids dans le monde du renseignement, bardé de décorations. *Cold warrior* de la première heure, membre de l'Oss, il a été l'un des rares à avoir été initiés au secret du chiffre allemand et, après guerre, aux mystères du code soviétique « Venona ». Bien qu'effacé et discret, Angleton va jouer un rôle important dans les opérations de la CIA en France, où il a le contact direct avec les chefs des SR français.

De père américain et de mère mexicaine, Angleton a passé une partie de sa jeunesse en Italie, où son père faisait des affaires dans les années 1930, avant d'aller étudier à l'université Yale, où il éditait une revue de poésie dans laquelle il a publié un poème d'Ezra Pound, à l'origine de l'enquête du FBI. Personnage emblématique et controversé de l'histoire de la CIA, Angleton est un homme si curieux qu'il passe pour un original. Amateur de poésie et d'orchidées, fumeur invétéré de cigarettes (cinq paquets quotidiens de Virginia Slim), gros buveur de bourbon, fidèle en amitié¹², il passe davantage pour un intellectuel et un stratège que pour un casse-cou ou un guerrier de l'ombre. Quand il rejoint l'Oss, à Londres en 1943, celui qui professera plus tard que la

poésie est « une bonne introduction à l'espionnage¹³ » paraît plus à son aise à l'unité X2, chargée de déchiffrer les codes allemands, que sur un tatami ou au stand de tir. Cela ne l'empêche pas, en octobre 1944, de débarquer à Rome, qui vient d'être libérée, à la tête de soixante-dix hommes de l'unité X2. Formé au contre-espionnage, il devient un spécialiste du déchiffrement. Affecté, après la capitulation de l'Italie, au bureau de Rome de l'Oss, il traque les agents des SR ennemis en Autriche, en Allemagne, en Espagne ou en Suisse. Son tableau de chasse plaide pour lui : on lui attribue l'arrestation d'un millier d'agents de renseignement ennemis. Promu capitaine à la fin de la guerre, il ploie sous les décorations et reçoit même la croix de l'ordre de Malte. Alors que le président Truman a dissous l'Oss, Angleton rejoint en octobre 1945 le Ssu et travaille au bureau de Rome jusqu'à la création du CIG, en 1946. Au cours de l'été 1947, il rentre aux États-Unis, où il rejoint sa femme et sa famille à Tucson, dans l'Arizona, avant de céder de nouveau à l'appel du grand large : en décembre, il intègre la CIA comme adjoint du chef du bureau des opérations spéciales. En 1954, Allen Dulles le propulse à la tête du contre-espionnage (CE) de la CIA, poste qu'il occupera jusqu'en 1974, année de tempête pour la centrale. Alors accusé par un journaliste américain d'avoir violé les droits de plusieurs milliers de citoyens américains en ouvrant illégalement leur courrier, il doit démissionner.

En 1954, Allen Dulles fait de lui un homme fort de la CIA en lui confiant le contre-espionnage et la liaison avec les services français ou encore avec Israël¹⁴. La même année, Dulles le présente à Jay Lovestone. Or les deux hommes semblent être nés pour se connaître, ils partagent en effet la même opinion sur la menace soviétique. Aussi vont-ils conjuguer leurs savoir-faire respectifs pour la combattre : la maîtrise du contre-espionnage pour l'un, une connaissance approfondie et personnelle du mouvement communiste international pour l'autre. Mais cette alliance va profondément modifier la nature des réseaux du Free Trade-Union Committee. Jusque-là, les services américains se contentaient de financer des opérations certes secrètes, mais à caractère syndical. Or le biographe de Jay Lovestone fait sur ce point de surprenantes révélations¹⁵ : Jay Lovestone et la CIA, du moins son chef du contre-espionnage, vont mettre en place un système de réseaux emboîtés les uns dans les autres. Sur les trente-deux *labor attachés* affectés à l'étranger, plus de la moitié ont été imposés au

département d'État par l'AFL. Or ceux-là rendent des comptes à Jay Lovestone, qui dirige bientôt, sous couvert de syndicalisme, une véritable agence de renseignement : « Il [Lovestone] avait Irving Brown en Europe et des agents en Inde, au Japon, en Afrique qui lui envoyaient leurs rapports, qui étaient ensuite réexpédiés à Angleton qui les étiquetait "rapports Jx". En échange de ces rapports, l'agence finançait les opérations extérieures de Lovestone¹⁶. » Soit une sorte de troc profitable aux deux parties. Parmi ces opérations, la CIA finançait le *Free Trade-Union News*, où Henry Kissinger a fait quelques piges à ses débuts, alors qu'il était encore étudiant. Plus précisément, les opérations de Lovestone étaient financées par une caisse noire, car Angleton dissimulait son réseau d'informateurs syndicalistes au sein même de l'agence. Il se débrouillait pour que les analystes qui devaient étudier les informations transmises par le canal syndical des Jx ignorent leur provenance et il agissait de même avec les services alliés, comme le Mi6 britannique. Ainsi les hommes de Lovestone et la plupart des *labor attachés* travaillaient parallèlement pour la CIA. Voilà qui apporte un éclairage nouveau sur le véritable rôle de certains représentants de l'AFL.

Une hypothèse mérite d'être envisagée à l'aune des révélations du biographe de Lovestone : la Confédération des syndicats libres en exil, créée à Paris en 1948 par Irving Brown en liaison avec Force ouvrière, a-t-elle servi à son insu le réseau des Jx de Lovestone et ravitaillé en informations sur les pays de l'Est le chef du CE de la CIA, Jim Angleton ? Autre hypothèse : le Centre d'études économiques et syndicales, lui aussi lié à Irving Brown, a-t-il alimenté le même circuit occulte de renseignement ? Ce centre disposait durant la guerre froide de courriers secrets, qui circulaient dans les capitales des pays de l'Est et servait d'intermédiaire pour les transferts d'argent. Le même centre utilisait des prêtres catholiques comme messagers... De ses bureaux parisiens, Irving Brown sera aussi en contact dans les années 1970 avec le KOR polonais (Comité de défense des travailleurs, puis Comité pour l'autodéfense sociale, de Jacek Kuron), ou encore le mouvement Solidarité de Walesa et les rebelles afghans...

Si, pendant la guerre, les agents de l'Oss servaient de relais pour les fonds syndicaux américains, les rôles semblent s'être inversés avec les réseaux Jx, qui, durant plus de vingt ans, ont cette fois servi de couverture syndicale aux services secrets américains.

-
1. Harry Kelber, « AFL-CIO's dark past », 3 : « Us Labor secretly intervened in Europe, funded to fight pro-communist unions », *Labor Educator*, n° 22, 2004.
 2. *L'Humanité*, 6 novembre 1952.
 3. *Time*, 17 mars 1952.
 4. Le n° 1 est daté du 24 décembre 1944.
 5. *Le Populaire*, 20 décembre 1947.
 6. Le 25 février 1948, appuyé par la police et des milices armées, Gottwald constitue un gouvernement à majorité communiste. Le 10 mars, un des fondateurs historiques de la Tchécoslovaquie, Masaryk, se suicide ou est « suicidé », et, le 8 juin, le président Benes démissionne. En 1946, à la suite d'élections truquées, la Pologne s'était déjà dotée d'un régime de « démocratie populaire ».
 7. *Time*, 17 mars 1952.
 8. Voir Ted Morgan, *Jay Lovestone*, *op. cit.*, p. 210.
 9. Selon Cord Meyer, qui a succédé à Thomas Braden en 1954 : « Brown n'a jamais été un agent de la CIA. » Selon lui, la CIA s'est contentée de financer certains de ses projets « lorsqu'ils étaient cruciaux pour la cause occidentale ».
 10. Voir Ted Morgan, *Jay Lovestone*, *op. cit.*, p. 223.
 11. Voir sa biographie dans le dictionnaire biographique de Jean Maitron, *Le Dictionnaire du mouvement ouvrier français*, CD-rom, Éd. ouvrières, 1997.
 12. Entretien avec Pete Bagley, ancien chef du contre-espionnage de la division soviétique de la CIA, proche collaborateur et ami de James Angleton.
 13. Ted Morgan, *A Covert Life*, *op. cit.*, p. 248.
 - 14.

Angleton est un ami du général Moshé Dayan, dont il partage la passion pour l'archéologie, et il se trouve également en contact, depuis 1951, avec le chef du Mossad.

15.

Ted Morgan, *A Covert Life*, *op. cit.*

16.

Ibid., p. 246.

Les intellectuels et la C_{IA}

Les Américains pour la liberté de la culture

En septembre 1948, à la tribune d'un congrès d'intellectuels qui se tient à Wroclav en Pologne, le secrétaire général du syndicat des écrivains soviétiques, Alexandre Fadeïev, se lance dans une féroce diatribe : « Si les hyènes pouvaient taper à la machine et les chacals utiliser un stylo, [ils écriraient] comme T. S. Eliot, Eugene O'Neill, Jean-Paul Sartre ou André Malraux. » La guerre est déclarée. Désormais, chacun est prié de choisir son camp. Quelques semaines plus tard, à New York, le journaliste et philosophe Sidney Hook riposte et fonde l'association les Américains pour la liberté de la culture, au sein de laquelle se regroupent des intellectuels, des journalistes et des artistes dont la plupart appartiennent à la gauche libérale. C'est elle qui prend l'offensive et engage la bataille des idées. Sidney Hook et ses amis refusent de laisser le terrain libre à la propagande soviétique. En mars 1949 se tient justement à New York une conférence internationale pour la paix organisée par le Parti communiste, dont le point d'orgue doit être un meeting au Madison Square Garden, tandis qu'une délégation étrangère doit séjourner à l'hôtel Waldorf Astoria. Pour Sidney Hook, l'occasion est trop belle. Avec ses amis, des Américains pour la liberté de la culture, il décide de ne pas abandonner le terrain médiatique aux organisateurs de la conférence. Disposant au Waldorf Astoria de complicités, ils squattent une suite de l'hôtel, puis se livrent à de véritables opérations d'agit-prop à l'intérieur du bâtiment : dans le hall, les couloirs et les ascenseurs, ils harcèlent les « partisans de la paix ». Puis, le jour du meeting au Madison Square Garden, ils tiennent le leur à Bryant Park et réunissent entre 3 000 et 5 000 personnes, succès honorable même si le camp adverse rassemble plus de 18 000 participants. La gauche anticommuniste peut être satisfaite : elle a fait plus que bonne figure.

À Bryant Park, sans doute un peu grisé par cette affluence inattendue, Sidney Hook s'est enflammé à la tribune. Selon lui, il suffirait « de 1 million de dollars et de mille personnes bien décidées »

pour provoquer une vague de troubles persistante en Union soviétique, y compris au sein de l'Armée rouge. Sa suggestion paraît désarmante de simplicité : un noyau dur et des fonds. Mais où trouver le million de dollars ?

Dans les bureaux discrets qu'ils occupent à Washington dans la 21^e Rue et sur Virginia Avenue, les dirigeants de l'OPC ont reçu le message. D'autant qu'en grand secret ils ont lancé le programme *Redsox*, qui a pour but d'infiltrer dans les pays communistes des centaines d'agents, dont près de 90 % seront finalement capturés et fusillés. Sidney Hook et ses amis écrivains veulent semer la pagaille idéologique derrière le rideau de fer ? Ils réclament un soutien et de l'argent ? L'OPC va les leur procurer. Un de ses hommes liges, Carmel Offie, hérite du dossier. Conseiller spécial du chef de l'OPC, Frank Wisner, pour les affaires syndicales et d'immigration, Offie supervise deux des opérations secrètes les plus sensibles que conduisent à l'étranger la structure clandestine du département d'État et, à sa suite, la CIA : le National Committee for Free Europe¹ et la distribution de fonds aux syndicats anticommunistes. Ainsi entretient-il déjà des rapports étroits avec Irving Brown et Jay Lovestone. Tout comme Angleton, Carmel Offie est un de ces agents américains qui ont joué un rôle effacé et discret dans les affaires françaises. Personnage haut en couleur et décrié de la diplomatie secrète, il connaît la France, où il a longuement séjourné et même opéré avant la guerre².

Homme de petite taille, basané, portant de grosses moustaches, il n'a pas hérité à la naissance d'une cuillère en argent. Issu d'une famille nombreuse d'origine italienne, Offie a grandi à Sharon, en Pennsylvanie, aux environs d'un grand bassin houiller. À 17 ans, il se rend à Washington, où il devient sténographe à la Commission fédérale du commerce. Trois ans plus tard, il s'inscrit dans une école de commerce et postule en 1931 à un emploi au département d'État. Il est engagé avec le grade de vice-consul, mais reste en réalité un simple employé de bureau. À 21 ans, l'administration l'affecte au Honduras, où une fonctionnaire de la mission américaine veille à son éducation. En effet, Carmel Offie a du mal à se départir de ses manières grossières et frustes. Il se révèle un élève doué qui apprend vite et, en quelques mois, il se métamorphose. Le chef de mission et son épouse s'entichent de lui, de son charme et de sa détermination, et décident de le pistonner à Washington. Durant l'été 1934, Offie quitte

alors le Honduras pour Moscou, où l'ambassadeur américain William Bullitt³ en fait son secrétaire personnel. Offie a 24 ans. Doué pour les langues, il apprend en quelques mois l'allemand et le russe, déborde d'énergie et ne manque pas d'humour. William Bullitt s'entiche à son tour de ce jeune compagnon, le prend sous sa coupe et en fait un attaché d'ambassade doté de confortables émoluments. Mais la médaille a son revers : Offie doit payer de sa personne. Il est vingt-quatre heures sur vingt-quatre au service de Bullitt, à qui il sert tout à la fois de secrétaire, de confident et d'infirmier. Les deux hommes ne se quittent plus. Ils voyagent à travers l'Europe et la Russie, et passent leurs vacances ensemble au bord de la mer Noire. Le jeune homme aux manières rustiques côtoie maintenant la jet-set princière européenne et tisse des liens étroits avec les milieux politiques baltes ou le gouvernement polonais, qu'il saura exploiter pendant et après la guerre. Il devient même la coqueluche des chancelleries occidentales. En 1936, il suit Bullitt à Paris. Il s'installe dans un meublé rue de Rivoli et partage désormais son temps entre la résidence parisienne de l'ambassadeur et le petit château de Saint-Fermin, dont dispose Bullitt en forêt de Chantilly. L'année suivante, le marquis et la marquise de Polignac le traitent en invité d'honneur chez Maxim's. Offie est devenu le partenaire favori de la duchesse de Windsor au bridge, et au lit celui de la comtesse Hélène de Portes, l'égérie du futur président Paul Reynaud. Ce qui inspire à William Bullitt ce commentaire : Offie, c'est « le pouvoir derrière le trône⁴ ». D'autres, moins subtils, ne voient en lui qu'un manipulateur roué et l'animal de compagnie, voire le « chouchou » de son mentor Bullitt, qui n'hésite pas à le tirer du lit à 3 heures du matin juste pour fumer une cigarette, jouer aux échecs ou écouter la radio. Comme la plupart des maîtres espions qu'il n'est pas encore devenu, Offie dort peu. Il assume des journées interminables qu'il entame à 4 heures du matin, quand, avec le cuisinier de la légation américaine à Paris, il se rend aux Halles pour acheter de la viande et des légumes. Ensuite, dès 8 heures, Offie s'installe à son bureau de l'ambassade, où il lit les télégrammes et câbles diplomatiques arrivés au cours de la nuit.

Offie se trouve à Paris en septembre 1939, lors de la déclaration de guerre, et y reste jusqu'en juin 1940 et même quelque temps après la débâcle, bien que Roosevelt ait ordonné à William Bullitt de suivre le gouvernement français dans sa retraite. Ce n'est que le 30 juin qu'ils

quittent Paris dans un convoi de cinq voitures, formé sous la direction de Roscoe Hillenkoetter, le futur premier directeur de la CIA. Offie s'ennuie et végète à Washington jusqu'en mars 1943, lorsqu'il est assigné à l'état-major de Robert Murphy, conseiller adjoint américain pour l'Italie. Il le suivra ensuite à Berlin et à Francfort, et, lorsque Murphy quittera l'Allemagne, Carmel Offie y deviendra le conseiller politique du général Lucius Clay, haut commandant des forces d'occupation américaines.

Carmel Offie et l'Opc

Il renoue alors avec ses relations d'avant guerre, s'entremet et reçoit de nombreuses visites dans son bureau de Francfort, en particulier celles d'anciens des pays de l'Est européen, dont des nazis et même des criminels de guerre en fuite. En août 1945, Offie se rend à Tirana, en Albanie, puis à Belgrade, en Yougoslavie. Alors que nul ne parle de guerre froide et qu'aucun rideau de fer ne s'est abaissé sur le front soviétique, quelques-uns songent déjà à reconstituer un axe antibolchevique, de la Lituanie au nord à la Serbie au sud, des pays Baltes aux Balkans. Décoré de la médaille de la Liberté, Offie passe en 1946 pour le conseiller le plus avisé sur les questions de l'Europe orientale. Il est consulté lors des négociations avec les Soviétiques. Homme influent de la zone américaine en Allemagne, il discute de toutes les questions les plus délicates : les affaires juives, les syndicats, le recrutement des anciens savants nazis...

Mais, en mai 1948, l'aura de Carmel Offie pâlit et se corrompt dans un flot d'accusations. Un an plus tôt, une mission de routine effectuée par un responsable des services d'inspection du département d'État a exhumé des documents accablants pour cette éminence grise, jusque-là très en cour dans l'*establishment* diplomatique et militaire américain en Europe. Offie se voit reprocher des dépenses somptuaires, d'avoir utilisé à titre personnel la valise diplomatique pour transporter des milliers de dollars en liquide ou de s'être livré au marché noir, à des trafics de diamants, de roubles et même de homards – trois cents crustacés ont ainsi voyagé en douce à bord d'un avion militaire. Malgré les appuis dont il dispose et une avalanche de câbles diplomatiques et d'interventions en sa faveur, Carmel Offie préfère prudemment démissionner. Il connaît l'adage : il n'y a pas de fumée sans feu. Depuis que le rapport d'inspection a levé le voile sur ses indécidatesses, les bouches se délient. On jase dans les couloirs du département d'État. On raconte qu'en juin 1940 William Bullitt, resté à Paris après l'occupation allemande en dépit des ordres formels reçus

de Washington, aurait chargé Offie d'acheter des maisons et des appartements en profitant de l'effondrement des cours de l'immobilier consécutif à la défaite militaire. On évoque aussi ses liens avec une demi-mondaine collaborationniste de la première heure et ceux, ambigus, l'unissant à William Bullitt : les deux hommes auraient formé un véritable couple et ne s'en seraient pas cachés. À plusieurs reprises, on les aurait vus se tenant ostensiblement la main lors de leurs promenades en forêt de Chantilly.

En septembre 1948, afin de couper court aux ragots, Offie intègre l'Opc de Frank Wisner, qu'il a rencontré pour la première fois avant la guerre sur un paquebot transatlantique. Il devient l'un de ses conseillers les plus proches. Pour l'Opc, Offie va négocier les arrangements avec le Ftuc de Jay Lovestone. Durant quelque temps il reste intouchable, non seulement en raison de ses puissants réseaux d'amitié, mais surtout parce qu'il intervient dans les dossiers les plus chauds et les opérations les plus délicates. L'heure du déclin sonnera plus tard, lorsque le FBI resserrera son emprise sur lui⁵.

En 1949 atterrit sur le bureau d'Offie la suggestion de Sidney Hook : « Donnez-moi 1 million de dollars et je plongerai la Russie de Staline dans un cauchemar sans fin. » Offie imagine la meilleure façon d'aider le professeur Hook : au mois d'avril doit se tenir à Paris, à la salle Pleyel, le congrès mondial du Mouvement pour la paix, une organisation contrôlée par le Parti communiste français. Pourquoi ne pas profiter de cette circonstance pour faire mieux encore que Sidney Hook au Waldorf Astoria et à Bryant Park ? Offie interroge le département d'État afin de savoir ce qu'il entend faire, mais le câble qu'il reçoit de Paris le laisse songeur. L'ambassade n'a prévu qu'une protestation officielle, ce qui paraît à Offie bien insuffisant. Irving Brown partage cet avis et l'Opc engage alors une série de discussions, avec, notamment, le responsable des affaires européennes du département d'État, Raymond Murphy. Frank Wisner envoie un câble personnel à Averell Harriman, un des pontes du plan Marshall. Il lui demande de dégager sur ses fonds 16 000 dollars, soit 5 millions de francs, qui serviront à organiser une contre-manifestation lors du meeting pour la paix organisé par le parti⁶. L'aspect financier étant réglé, Irving Brown prend à Paris les contacts nécessaires afin de trouver les organisateurs autochtones de l'opération. Le syndicaliste à géométrie variable sollicite l'ex-trotskiste David Rousset, qui, à cette

époque, est un des principaux dirigeants du RDR, le Rassemblement démocratique et révolutionnaire. Ce mouvement de la gauche non communiste, fondé un an plus tôt autour de Jean-Paul Sartre, prône une troisième voie aux accents neutralistes qui le situe entre atlantisme et communisme. Irving Brown obtient l'accord de Rousset, puis celui des responsables du journal *Franc-Tireur*, dont son directeur, l'ex-surréaliste et ancien militant communiste Georges Altman, et Théo Bernard. Ces hommes vont opposer au meeting communiste une « journée internationale de résistance à la dictature et à la guerre ».

L'OPC joue alors les tour-opérateurs et pourvoit au transport des délégations italienne, allemande et américaine à Paris. Reste à sélectionner les têtes d'affiche. Outre-Atlantique, Sidney Hook et James T. Farrell ont donné leur accord. Prudente, l'OPC a décidé d'écarter Raymond Aron, Arthur Koestler et James Burnham, l'ancien trotskiste devenu après guerre un des théoriciens les plus radicaux de la guerre froide. Leur anticommunisme si exacerbé et leurs liaisons avec le département d'État américain pourraient donner prise à la critique. Mieux vaut mettre en avant des personnalités de gauche comme Simone de Beauvoir ou André Breton, afin d'éviter de prêter le flanc aux attaques communistes⁷. De son côté, la veuve du président Roosevelt, Eleanor, enverra un message, tout comme les écrivains Upton Sinclair ou John Dos Passos⁸. Le 30 avril 1949, tout est fin prêt et, durant les nuits précédant la réunion, Paris se couvre d'affiches, financées elles aussi par les fonds américains⁹.

L'OPC a mené l'affaire rondement. Trop peut-être. Certes, le Vél'd'Hiv' s'est rempli et la presse a largement rendu compte de l'événement, mais pour autant le résultat paraît décevant. Les communistes n'ont pas été dupes. Dès le lendemain, ils ont dénoncé l'« entreprise américaine ». Plus embarrassant, le ton radical ou neutraliste des participants, qui a atterré Sidney Hook et James Farrell : on est dans un camp ou dans l'autre. Il n'y a pas de juste milieu. Dans cette période de crise internationale, aucune passerelle ne peut réunir ces deux mondes prêts à en découdre. De son côté, Carmel Offie regrette le ton antiaméricain de certains des discours tenus au Vél'd'Hiv'. Quant à Frank Wisner, il est littéralement fou de rage. Dans un mémo qu'il consacre à l'événement, il juge inacceptable qu'un organe du gouvernement américain centré sur la lutte antisoviétique ait pu subventionner un happening à connotations

Melvin Lasky et Michael Josselson

Alors que la désillusion et l'amertume sont grandes à Washington, entre en scène le journaliste Melvin Lasky. À 29 ans, le fondateur et directeur du magazine *Der Monat* en impose déjà dans les cercles littéraires berlinois. Libéral de gauche et socialisant, né à New York en 1920, Lasky a rejoint en 1939 la Ligue pour la liberté intellectuelle et le socialisme de Dwight MacDonald et écrit dans la *Partisan Review*. Il sert dans la 7^e armée en France puis en Allemagne, où il travaille après la guerre à l'Information Control Division, qui coiffe les radios, la presse, le théâtre. C'est en 1948 qu'il lance la revue *Der Monat*, que financent les fonds du gouvernement d'occupation de Berlin et dont le premier numéro paraît en octobre, avec des articles de Bertrand Russell, Arthur Koestler et Jean-Paul Sartre¹¹. En l'espace de quelques mois, sa réputation est faite. Sidney Hook écrit alors à Lasky : « Vous faites le meilleur magazine culturel du monde. »

Les deux hommes se sont retrouvés en marge de la « journée internationale de résistance à la dictature et à la guerre » et ont longuement discuté de la mise en place d'un comité permanent d'intellectuels anticommunistes d'Europe et d'Amérique. Des deux côtés de l'Atlantique, on réfléchit en effet depuis des mois à une telle internationale intellectuelle, qui serait dotée de filiales nationales coiffées par un centre de direction. Mais Lasky a surtout tiré les leçons de l'échec de la conférence de Paris, qui n'a pas été, selon lui, le bon choix. L'influence communiste y reste trop forte. Sans doute Berlin aurait été un bien meilleur choix. Cernée par les troupes soviétiques, la ville a subi à partir de 1948 l'épreuve du blocus soviétique brisé par le pont aérien des Américains – Berlin-Ouest se trouvait alors enclavé en zone soviétique. Pour ces raisons, elle constitue un lieu plus propice que Paris. Les Berlinoises sont mieux placés pour apprécier la menace que Staline fait peser sur le « monde libre ». Le point de départ de l'entreprise aurait dû, selon Lasky, se situer à Berlin, lieu hautement symbolique de la lézarde qui, depuis 1945, fracture

l'Europe. Est-il trop tard ? Hook écoute et reprend espoir : Melvin Lasky l'a convaincu que Paris n'a été au fond qu'une erreur de parcours. Quand les hommes se séparent, l'idée du futur Congrès pour la liberté de la culture n'est encore qu'un concept, mais ils y croient l'un et l'autre plus que jamais. Il leur faudra néanmoins être patients et attendre encore une année pour passer du stade du concept à sa réalisation.

En août 1949, Melvin Lasky se met au travail. Il peaufine le projet et réunit autour de lui, à Francfort, deux de ses amis ex-communistes : Franz Borkenau, membre la délégation allemande à la conférence d'avril à Paris, et Ruth Fischer, ex-communiste allemande réfugiée aux États-Unis en 1941. Cette dernière voue une haine si farouche aux staliniens qu'elle a lancé en 1944, à New York, un bulletin anticomuniste dans lequel elle dénonce nommément les communistes allemands qu'elle connaît, ainsi que ceux qu'elle croit être des agents soviétiques¹².

Le trio élabore un projet de conférence internationale antitotalitaire, ode à la liberté, qui se tiendrait à Berlin l'année suivante. Après de nombreuses discussions, la mise en forme du projet et sa rédaction finale sont confiées à Ruth Fischer. À la mi-septembre 1949, son étude se retrouve sur le bureau de Carmel Offie et y végète pendant deux mois. Durant des semaines nul ne sait quoi en faire, jusqu'à ce que le projet passe entre les mains de Michael Josselson, à la fin 1949.

Juif d'origine balte, Michael Josselson est né en Estonie en 1908 d'un père commerçant. Il s'est réfugié à Berlin avec ses parents au moment de la révolution russe. Il fréquente les universités de Berlin et Fribourg, puis abandonne ses études pour devenir vendeur dans une chaîne de magasins. En 1935, promu chef de rayon, il se retrouve à Paris, avant d'être nommé à New York, peu avant la guerre, et d'y épouser une Française. Devenu citoyen américain, il s'engage dans l'armée en 1943. Ainsi que l'indique sa biographie¹³, il est alors formé aux techniques du renseignement militaire et affecté comme interprète à une unité de communications basée en Europe. Démobilisé en 1946, avec le grade de premier lieutenant, il est maintenu dans le cadre de réserve comme officier de renseignement militaire. De 1946 à 1949, Josselson travaille comme chargé des affaires culturelles au département de la guerre américain au sein du gouvernement militaire

à Berlin, et, de 1949 à 1950, pour le haut-commissaire pour l'Allemagne au sein de l'état-major des affaires politiques du département d'État. À ce titre, il s'occupe de la dénazification dans les milieux intellectuels allemands de haut rang et parmi les responsables de l'édition et de la diffusion de la propagande anticomuniste. Josselson entre, à cette époque, en contact avec la CIA, bien qu'il émarge jusqu'en 1950 au département d'État. Comme la plupart des grandes pointures du renseignement, il est polyglotte : il parle couramment l'allemand, le russe, le français et l'anglais, ce qui le désigne naturellement pour patronner une entreprise à caractère international.

Auprès de ses amis de l'OPC, Josselson défend sans réserve le projet qu'ont élaboré Ruth Fischer, Borkenau et Lasky. Il s'en entretient avec son ami le compositeur Nicolas Nabokov, cousin de l'auteur de *Lolita* et l'un des fondateurs, aux côtés de Sidney Hook, des Américains pour la liberté de la culture, qu'il souhaite associer au projet. Il en discute les détails avec Lasky, l'homme incontournable à Berlin pour faire aboutir le projet dont il est l'instigateur. Michael Josselson fixe ainsi comme objectif l'organisation d'une conférence à Berlin qui réunira des intellectuels libéraux et de la gauche non communiste, communiant dans une dénonciation universelle du totalitarisme. Josselson conçoit le futur Congress for Cultural Freedom (Congrès pour la liberté de la culture) comme une « machine antitotalitaire » et non comme une arme spécifiquement anticomuniste. Il définit des critères précis pour choisir les participants à la conférence, qui devront faire autorité dans les domaines intellectuel et artistique, avoir une audience internationale et être connus en Allemagne pour leurs prises de position antisoviétiques. Josselson retient également l'idée de doter le Congrès d'une instance de direction permanente de type « comité directeur ». Et l'entreprise prend forme.

En janvier 1950, Josselson soumet le projet à Washington. Celui-ci suit alors les circuits bureaucratiques de l'OPC, rencontre un réel succès et suscite une approbation unanime. Le budget de l'opération est évalué à 50 000 dollars. Le Congrès devra se tenir en mai ou au plus tard en juin 1950. Bien qu'échaudé par la conférence de Paris, Frank Wisner a donné son accord, tout en émettant quelques réserves dans un mémo daté d'avril 1950 : James Burnham et Melvin Lasky ne doivent pas assister au Congrès, en raison de leurs engagements et de

leurs liens trop marqués avec l'administration américaine – ce dernier point est surtout valable pour Lasky, dont nul n'ignore que la revue est financée par les deniers américains¹⁴. Lasky renâcle : certains participants parmi les plus prestigieux n'ont donné leur accord que parce qu'il les avait personnellement sollicités, mais Frank Wisner reste sourd.

Le Congrès pour la liberté de la culture

Au début du printemps, le projet entre dans sa phase de préparation active. Michael Josselson obtient l'appui de plusieurs personnalités qui enverront des messages de soutien : John Dewey, Bertrand Russell, Benedetto Croce ou encore Karl Jaspers. L'intellectuel catholique français Jacques Maritain accepte d'être le président honoraire du Congrès de Berlin. Maritain a enseigné pendant la guerre aux universités de Princeton et Columbia, intervenant à l'occasion sur les ondes de la Voix de l'Amérique. Ambassadeur de France au Vatican après la guerre¹⁵, il a contribué à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Voilà une affiche qui sied davantage aux chefs de l'Opc que celle de Paris. Ces derniers s'empressent de faire acheter les billets d'avion de la délégation américaine, tandis que le département d'État s'investit et dépense sans compter dans l'opération. Le secrétaire d'État adjoint aux Affaires publiques, Jesse MacKnight, se montre si emballé qu'il presse la CIA de ne pas attendre et de financer le Congrès avant même que son grand conclave n'ait eu lieu¹⁶.

Le Congrès ouvre ses travaux à Berlin le 26 juin 1950, alors que la guerre de Corée vient juste d'éclater. La veille, les troupes nord-coréennes ont franchi le 38^e parallèle – ligne qui fixe la démarcation entre les deux Corée – et atteindront Séoul le 28¹⁷. La brusque aggravation de la tension internationale pèse sur l'événement de Berlin, où les délégués américains ont pris leurs quartiers au palais Titania : Sidney Hook, James Burnham (qui s'est affranchi de l'interdiction formelle de Wisner de paraître à Berlin), James T. Farrell, Tennessee Williams, l'historien Arthur Schlesinger (ancien de l'Oss et futur conseiller de JFK), l'acteur de cinéma Robert Montgomery (futur responsable des relations publiques d'une *major* de Hollywood) et le président de la Commission de l'énergie atomique, David Lilienthal, y ont retrouvé leurs homologues français. La délégation française est pléthorique. Elle comprend David Rousset et

Rémy Roure (ancien résistant et déporté, rédacteur au journal *Le Monde*), ainsi que le socialiste André Philip, le fédéraliste et résistant Henri Frenay, l'écrivain et directeur de revue Claude Mauriac (fils de l'écrivain François Mauriac), Denis de Rougemont (bien que suisse), Jules Romains et, bien sûr, Jacques Maritain. André Gide et le savant Louis de Broglie ont adressé des messages qui seront lus au Congrès. Des Italiens, des Anglais, des Scandinaves, des Latino-Américains, des écrivains de l'Est réfugiés et des chercheurs d'Europe centrale ont également fait le voyage. 200 délégués ont ainsi rallié Berlin et près de 2 000 personnes vont assister aux travaux du Congrès.

Lors de l'ouverture du Congrès, le maire de Berlin, Ernst Reuter, fait observer une minute de silence à la mémoire de ceux qui sont tombés dans le combat pour la liberté et ont souffert dans les camps de concentration. Mais une autre lutte pour la liberté hante les esprits. Durant quatre jours, les débats prennent un tour passionné : le romancier Ignazio Silone¹⁸ et Arthur Koestler s'opposent sur la manière d'affronter la propagande soviétique. Koestler préconise une rhétorique frontale, tandis que Silone suggère de mettre en avant des réformes sociales et politiques afin de couper l'herbe sous le pied des communistes. Ce débat n'est pas anodin, il revêt un caractère stratégique. Après la guerre, « il fallait offrir un modèle social supérieur à celui du modèle soviétique, c'est pour cela que la CIA a soutenu FO et la SFIO », résume un ancien collaborateur de la Rand Corporation¹⁹, la boîte à idées du Strategic Air Command²⁰.

Autre débat visionnaire, celui que lancent Koestler et James Burnham. Ensemble, ils dénoncent le faux dilemme qui existerait entre la gauche et la droite, entre le capitalisme et le socialisme, qu'ils considèrent comme des oppositions dépassées, devenues de simples « curiosités sémantiques ». Si certains débats restent pendents, l'assemblée fait bloc autour de quelques idées, comme le rejet du neutralisme, le rétablissement des institutions démocratiques dans les pays soviétisés, notamment de force, et l'appel à la solidarité avec les victimes des États totalitaires, Espagne et Portugal compris, alors que ce dernier pays fait désormais partie de l'OTAN. Le 29 juin, à la fin des débats, lors d'une manifestation organisée par le maire de Berlin, Arthur Koestler lit devant quinze mille Berlinoises le manifeste que les congressistes ont approuvé et qu'il a rédigé la veille avec le philosophe Manès Sperber, psychanalyste de l'école adlérienne et ancien

communiste. Ce texte programmatique s'intitule « Manifeste pour la liberté ».

Cette fois, on n'enregistre ni déception ni amertume chez les bailleurs de fonds de Washington. L'opération, imaginée par Lasky et Ruth Fischer, encouragée dans les hautes sphères par l'ancien interrogateur de la Psychological Warfare Division, Michael Josselson, puis validée par le chef de l'OPC, Frank Wisner, et enfin plébiscitée par le département d'État, est un véritable succès. Les 50 000 dollars de l'OPC ont cette fois été utilement employés. Frank Wisner adresse alors aux promoteurs et artisans du Congrès ses félicitations. Non seulement l'opération l'a comblé, bien qu'il n'ait pas apprécié que Burnham et Lasky aient contrevenu à ses ordres, mais il veut la pérenniser. Wisner envisage en effet de l'installer dans la durée et même d'accroître ses moyens. Le Congrès pour la liberté de la culture va devenir une entité permanente en novembre 1950. L'association disposera d'un secrétariat, de statuts, d'un siège et aura vocation à éditer des brochures, des bulletins, à organiser des réunions, des manifestations, et à créer des filiales nationales qui se monteront en Australie, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, en Allemagne et en Amérique latine. En France, elle va prendre le nom d'« Amis de la liberté ». Certains suggèrent le lancement d'une maison d'édition, l'organisation de projections de films et de conférences ; d'autres veulent encourager des défections d'intellectuels et d'artistes dans le camp soviétique. Tous ces projets ou presque seront menés à leur terme. L'argent de la CIA y pourvoira.

Le comité de pilotage informel qui dirige provisoirement le Congrès comprend en 1950 l'incontournable Irving Brown, Arthur Koestler, Melvin Lasky, bientôt rejoints par l'ancien dirigeant communiste suisse et germaniste François Bondy et Ignazio Silone. Il dispose d'une représentation temporaire à Paris, installée à l'hôtel Baltimore, où, depuis des années, Irving Brown a ses habitudes. Aux mois de juillet et août, l'équipe se réunit à Fontaine-le-Port, aux environs de Paris, dans la propriété de Bondy. Dans ce cercle fermé se prolongent les débats et se prennent les décisions pratiques. Selon les accords passés entre l'AFL et l'OPC – négociés entre Jay Lovestone et Carmel Offie –, Brown apportera les fonds permettant au comité de fonctionner dans les six mois à venir. L'AFL et le FTUC servent de relais provisoire. Si les tâches pratiques et les aspects organisationnels

occupent l'essentiel des discussions, les orientations purement politiques du Congrès continuent de susciter des controverses. Arthur Koestler, qui a gardé de son passage dans l'Internationale communiste un goût pour la militarisation de l'action politique, propose la création d'un comité spécial chargé des affaires soviétiques (*sic*). En fait, ce projet sort du cadre du Congrès, qu'il imagine davantage comme une entreprise purement politique et qu'il voit comme une sorte de « Deminform » (confédération démocratique) qu'il oppose au Kominform soviétique. Il envisage même de créer un Front de la liberté au sein du mouvement syndical, censé appuyer l'association les Amis de la liberté. Sa radicalité va susciter des réactions hostiles, notamment dans la presse anglaise et italienne, et le philosophe Bertrand Russell démissionnera de son poste de président honoraire du Congrès pour la liberté de la culture. Le même Russell instituera, en 1966, un tribunal international qui portera son nom sur les « crimes » de la politique militaire américaine au Vietnam²¹. Accablé de critiques issues des rangs mêmes du Congrès, furieux et amer, Arthur Koestler rentre aux États-Unis en septembre 1950, où il rédige une brochure au ton polémique qu'il intitule *Que veulent les amis de la liberté ?*. Mais son extrémisme n'entre pas dans la stratégie qui s'impose alors et qui préconise, plutôt qu'un raffermissement idéologique, un front uni avec les éléments démocratiques de la gauche européenne dans l'espoir de les gagner ultérieurement à la cause atlantiste, objectif partiellement atteint dans les années 1960.

La direction du Congrès

À l'automne 1950, le comité de pilotage cède la place à un comité exécutif qui comprend sept membres et sept suppléants : Irving Brown et Kaakon Lie, le dirigeant du Parti norvégien du travail, Koestler et Aron, Eugen Kogon et Carlo Schmidt, membre du Parlement fédéral allemand et du comité central du SPD, Denis de Rougemont, David Rousset et Georges Altman, le rédacteur en chef de *Franc-Tireur*, Ignazio Silone et Nicola Chiaromonte, un essayiste italien et critique de théâtre, Stephen Spender, un poète, et T. R. Fyvel, un ancien du groupe socialiste anglais qui a succédé à Orwell à la chronique littéraire du *Tribune*. Parmi les membres associés figurent encore André Philip, Malcolm Muggeridge, écrivain catholique et socialiste, journaliste et ancien membre de l'Intelligence Service²², Melvin Lasky, Sidney Hook et Manès Sperber, le coauteur du « Manifeste pour la liberté » : rien que des personnalités du monde de la presse et des lettres. Voilà pour les têtes d'affiche. Quelques hommes jouent néanmoins un rôle central au sein de la direction du Congrès.

Tout d'abord Denis de Rougemont, cofondateur avant la guerre à Paris de la revue *Esprit* d'Emmanuel Mounier et membre de la revue *Ordre nouveau*. Réfugié en Suisse pendant la guerre, il s'expatrie à New York le 20 septembre 1940²³, où il rejoint l'Office of War Information et y collabore à la section française de la Voix de l'Amérique, que dirigent Pierre Lazareff, le futur patron de *France-Soir*, et « l'écrivain français de nationalité américaine²⁴ » Julien Green. Durant cette période d'exil, Rougemont écrit beaucoup... Comme le dit André Breton, qui parle lui aussi au micro de la Voix de l'Amérique, au moins Rougemont n'aura pas perdu son temps²⁵. Membre et dirigeant après la guerre de l'Union européenne des fédéralistes – elle aussi sponsorisée par la CIA²⁶ –, Rougemont devient en 1950 directeur du Centre européen de la culture que préside le philosophe Salvador de Madariaga. Cet ami de Jay Lovestone et de Raymond Aron fait preuve d'un tel esprit propagandiste que ses employeurs de la BBC et de

l'*Observer* le prieront, en 1961, d'aller exercer ses talents ailleurs²⁷.

Mais, comme l'écrit Peter Coleman, le représentant du Congrès en Australie, « celui qui exerce la plus forte influence au sein du comité exécutif est le sociologue Raymond Aron²⁸ ». Introduteur de Max Weber en France en 1935, Aron a rejoint les forces libres françaises pendant la guerre et s'est occupé à Londres de la revue *France libre*²⁹. Il a écrit dans la quasi-totalité de ses cinquante-neuf numéros, ce qui semble lui avoir donné le goût de la presse et du journalisme. En 1945, de retour à Paris, il aide son ancien condisciple de la rue d'Ulm Jean-Paul Sartre à lancer la revue *Les Temps modernes*, puis il rejoint le groupe d'Albert Camus à *Combat*, avant de devenir éditorialiste au *Figaro*. Aron effectue un court passage au cabinet de Malraux à l'Information, où il se lie alors d'amitié avec Manès Sperber. En 1947, il adhère au RPF (Rassemblement du peuple français) du général de Gaulle, puis écrit pour le Congrès de Berlin un texte, « Impostures de la neutralité », dans lequel il martèle qu'il n'y a de choix qu'entre capitulation et résistance politique active. En cela il pense comme ses amis Koestler et Burnham³⁰.

Reste que le véritable homme fort du secrétariat parisien du comité exécutif, en novembre 1950, n'est ni Aron ni Koestler, ni Burnham ni Silone, mais l'anonyme Michael Josselson. Durant dix-sept ans, cet officier contractuel de la CIA³¹ représentera les bailleurs de fonds du Congrès pour la liberté de la culture : tout d'abord l'OPC, puis la division des organisations internationales de la CIA. Par souci de discrétion, la CIA va renoncer aux mallettes de billets. À partir de 1952, le Congrès pour la liberté de la culture reçoit ses fonds par le canal de la fondation Fairfield, créée la même année, dont le président est un homme aussi honorable qu'insoupçonnable. Julius Fleischmann a dirigé les ballets russes de Monte-Carlo et la fondation du ballet de New York, où il deviendra directeur du Metropolitan Opera, alors qu'il siège également au comité de surveillance de l'école d'art dramatique de l'université de Yale. Comme le disent les Anglais, il est *the right man at the right place* !

Si Michael Josselson joue son rôle dans l'ombre, deux personnes le secondent et forment avec lui le véritable trio dirigeant. Play-boy à la silhouette élancée et à la crinière blanche, sophistiqué et tiré à quatre épingles, Nicolas Nabokov sert de façade publique. Proche de Sidney Hook, avec qui il a créé en 1949 les Américains pour la liberté de la

culture, il a été speaker à la Voix de l'Amérique à Berlin, jusqu'au lancement du Congrès, en juin 1950. Tout comme les parents de Josselson, ceux de Nabokov ont fui la révolution russe et se sont réfugiés à Berlin. Devenu compositeur, ses ballets ont été interprétés, dans les années 1930, à travers le monde entier. Naturalisé américain en 1939, il a servi pendant la guerre comme traducteur pour le gouvernement³². Enfin, dernier personnage du trio, François Bondy, né en Allemagne et ancien du Parti communiste suisse, qu'il a quitté au moment du pacte germano-soviétique en 1939. Pour le « comité de Berlin », François Bondy est le directeur des publications du Congrès, mais aussi celui de la revue *Preuves*, éditée à Paris avec les fonds de la CIA.

1.

Voir le chapitre suivant.

2.

Pour le portrait d'Offie, nous empruntons notamment à Burton Hersh, *The Old Boys*, *op. cit.* ; à Ted Morgan, *Jay Lovestone*, *op. cit.*, et à quelques coupures de presse.

3.

William Christian Bullitt commence sa carrière d'ambassadeur en 1933 à Moscou, où il reste trois ans en poste. Il est ensuite affecté à Paris, puis quitte ses fonctions en juin 1940. Sa carrière diplomatique prend fin. William Bullitt se consacre alors à l'écriture de divers essais et meurt en France, à Neuilly, le 15 février 1967.

4.

Voir Burton Hersh, *The Old Boys*, *op. cit.*

5.

Accusé d'utiliser sa femme comme appât sexuel dans des salons d'esthétique qu'il a achetés et de détourner des fonds, considéré comme un danger pour la sécurité en raison de son homosexualité, Carmel Offie sera finalement congédié et devra quitter les services secrets tout en continuant de collaborer avec les réseaux de Jay Lovestone et d'Irving Brown.

6.

Voir l'étude du service historique de la CIA, Michael Warner, *Origins of the Congress for Cultural Freedom, 1949-1950*, CSI Publications, « Studies in Intelligence », déclassifiée en 1995 ; et France Stonor Saunders, *Who Paid the Piper : The Cultural Cold War*, Granta Books, 1999.

7. Voir Peter Coleman, *The Liberal Conspiracy*, The Free Press-Collier Macmillan Publishers, 1989.
8. John Dos Passos, écrivain américain, a été dans l'entre-deux-guerres un sympathisant de la cause communiste, puis s'est engagé aux côtés des républicains espagnols et des volontaires américains de la brigade Abraham Lincoln, avant de devenir trotskisant, puis anticommuniste. Malgré ses efforts pour apparaître comme un homme de droite solidement et définitivement ancré dans les milieux néoconservateurs, le FBI ne refermera son dossier qu'en 1974, soit quatre ans après sa mort. Voir Nathalie Robins, *Le FBI et les écrivains*, Albin Michel, 1997.
9. Pour plus de détails, voir Frédéric Charprier, *Histoire de l'extrême gauche trotskiste en France*, Éd. n° 1, 2002.
10. Voir l'étude du service historique de la CIA, Michael Warner, *op. cit.*
11. Voir Peter Coleman, *The Liberal Conspiracy*, *op. cit.*
12. Le premier numéro de *Network* a paru en mai 1944, le dernier en novembre 1945. En 1948, Ruth Fischer, de son vrai nom Elfriede Eisler, publie un livre volumineux de six cent soixante-trois pages intitulé *Stalin and German Communism : A Study in the Origins of the State Party*, Harvard University Press (voir compte rendu du *Time*, 27 septembre 1948). Sur le personnage, lire Institut des hautes études internationales, *Contributions à l'histoire du Kominform*, Droz, 1965 ; Branco Lazitch, « Métamorphoses de Ruth Fischer », *Est et Ouest*, octobre 1960 ; Kurt Singer, *Les Plus Grandes Espionnes du monde*, Gallimard, 1952.
13. Établie par le centre de recherche Henry Ramson de l'université du Texas, à Austin, où Michael Josselson a déposé ses archives aujourd'hui accessibles aux chercheurs, qui comprennent notamment de très nombreuses correspondances avec les divers intellectuels associés à l'opération du Congrès pour la liberté de la culture.
14. Mémo cité in Michael Warner, *Origins of the Congress for Cultural Freedom, 1949-1950*, *op. cit.*
15. Le pape Paul VI lui attribuera un rôle clé dans la rédaction de Vatican II, qui marquera une inflexion sociale dans la doctrine de l'Église.
16. Voir Michael Warner, *Origins of the Congress for Cultural Freedom, 1949-1950*, *op. cit.*

17.

Le 7 juillet 1950, une résolution du Conseil de sécurité confie au général américain Douglas MacArthur le commandement des troupes des Nations unies. Elles débarquent le 15 septembre et repoussent les Nord-Coréens, qui, appuyés cette fois par les troupes chinoises, envahissent de nouveau la Corée du Sud entre le 1^{er} et le 15 janvier 1951. Entre le 24 et le 31 mars, les forces de MacArthur repoussent définitivement les Nord-Coréens au-delà du 38^e parallèle, que les Américains, dirigés par le général Ridgway, franchissent le 30 mai. Le 27 novembre, un accord de cessez-le-feu est signé, mais ce n'est que le 27 juillet 1953 qu'un armistice est conclu à Pan Mun Jom et met fin à la guerre de Corée.

18.

De son vrai nom Secondo Tranquilli, Ignazio Silone, né en 1900 et mort en 1978, est un écrivain italien. Ancien des Jeunesses socialistes, ex-membre fondateur du Parti communiste italien, il est le beau-frère de Pietro Tresso, dit « Blasco », exécuté en 1943 par un groupe FTP communiste français lors d'une « corvée de bois » en raison de son appartenance au mouvement trotskiste. Voir Frédéric Charprier, *Histoire de l'extrême gauche trotskiste en France*, op. cit. Depuis 2000, Ignazio Silone est au centre d'une polémique : son biographe a levé le voile sur le rôle d'indicateur de la police fasciste, l'OVRA, qu'il aurait joué de 1919 à 1930 sous le pseudo de « Silvestri ». Voir Dario Biocca et Mauro Canali, *L'Informatore : Silone, i comunisti e la Polizia*, Luni Editrice, 2000 ; John Foot, « The secret life of Ignazio Silone », *New Left Review*, mai-juin 2000. En 1930, après la mort de son frère, torturé par la police fasciste, puis jeté en prison pour des activités terroristes, Silone s'est exilé en Suisse et aurait alors interrompu sa carrière d'informateur. Silone se décrivait comme « un socialiste sans parti, un chrétien sans Église ».

19.

Rand est la contraction de *Research and Development*.

20.

Entretien avec l'auteur.

21.

Sont alors mis en cause l'utilisation du napalm et de nouvelles armes chimiques, comme les défoliants, l'usage de « bombes à billes » mises au point par la division défense de la société Honeywell, ainsi que plusieurs massacres de civils. Sur le tribunal Russell, voir Jean-Paul Sartre, *Situations*, t. 8 : *Autour de 68*, Gallimard, 1972, et « Les massacres, la guerre chimique en Asie du Sud-Est », *Cahiers libres*, nos 179-180, Maspero, 1970.

22.

Sur son rôle durant cette période, voir Paul Paillole, *Services spéciaux*, Robert Laffont-Opera Mundi, 1975.

23.

Voir Denis de Rougemont, *Lettres sur la bombe atomique*, La Différence,

1991.

24.

Formule d'André Breton pour annoncer Julien Green au micro de la Voix de l'Amérique, citée dans l'*Album Julien Green*, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1998, p. 189.

25.

Breton à Rougemont : « Vous savez, nous perdons des années précieuses ici, en Amérique, mais au moins vous, vous aurez fait ça, vous aurez sauvé votre séjour en Amérique » (rapporté par Jeffrey Mehlman, *Émigrés à New York : les intellectuels français à Manhattan, 1940-1944*, préface de Régis Debray, Albin Michel, 2005).

26.

Voir *infra*, chap. « La CIA et les comités européens ».

27.

Voir Ted Morgan, *Jay Lovestone*, *op. cit.*

28.

Peter Coleman, *The Liberal Conspiracy*, *op. cit.*, p. 38.

29.

Cette revue a été fondée par le journaliste André Labarthe, présenté plus tard comme un agent soviétique. En fait, il semble qu'il ait été bien plus que cela. À Moscou, aujourd'hui, on affirme que Labarthe était en fait le numéro 2 du GRU (les services militaires soviétiques) en France.

30.

Raymond Aron ne retourne enseigner à la Sorbonne qu'en 1955. À la fin de sa vie, on lui attribue 4 000 articles, 600 essais et 40 livres.

31.

Voir le compte rendu critique du livre de Frances Stonor Saunders réalisé par le service historique de la CIA : Thomas M. Troy Jr, « The CIA and the world of arts and letters », *Studies in Intelligence*, CSI Publications, vol. 46, n° 1. Dans cet article, le statut de Josselson est présenté comme celui d'un agent *contractuel* de la CIA, et non d'un agent de la CIA, comme l'écrit Saunders.

32.

Voir Peter Coleman, *The Liberal Conspiracy*, *op. cit.*, p. 43.

La CIA lance la revue *Preuves* à Paris

Un lancement difficile

Pour la CIA, le lancement de la revue *Preuves* va prendre des airs de casse-tête : durant des mois, elle va devoir non seulement gérer d'innombrables détails pratiques, mais surtout arbitrer les querelles d'ego et évoluer entre les subtiles influences politiques. Il va lui falloir trancher entre la gauche et la droite du « parti américain » français. Si, au final, hormis l'ex-communiste François Bondy, l'armature de la revue se composera pour l'essentiel de membres de la SFIO, longtemps la balance est restée indécise et les ambitions se sont affrontées.

Dès le début est associé au projet un petit groupe de journalistes issu de la revue littéraire *Paru* d'Odile Pathé : Aimé Patri, Michel Collinet et Jacques Carat. Agrégé de philosophie, Aimé Patri possède une culture encyclopédique et, paraît-il, un caractère distrait. Avant la guerre, il a collaboré à la revue trotskiste de Pierre Naville, *Lutte de classes*, avant de rejoindre le Parti socialiste et de participer en Tunisie au mouvement de résistance Combat. À la Libération, il s'engage dans le syndicalisme enseignant, devient un spécialiste du philosophe Heidegger et rejoint la revue *Paru*. Michel Collinet, qu'il a connu dans les années 1920, est un journaliste lui aussi ancré à gauche. Il a milité aux Jeunesses et Parti communistes, avant de s'affilier à la SFIO, puis de rallier la gauche révolutionnaire. Pendant la guerre d'Espagne, Collinet se range sous le drapeau du POUM (Parti ouvrier d'unité marxiste) et s'occupe de sa logistique et de sa propagande à Paris¹. Tout comme celui de son ami Patri, son itinéraire n'a rien d'exceptionnel. Dans les années 1930, l'affermissement du pouvoir autocratique de Staline, le développement d'une opposition de gauche composite, ainsi que les agissements criminels de la police secrète du régime stalinien, en Espagne et à Moscou, ont suscité de nombreux revirements². Pendant la guerre, Michel Collinet a rejoint le mouvement Ceux de la Résistance et, après la scission de 1948, a rallié Force ouvrière. Journaliste, essayiste, il s'impose comme l'un des spécialistes de la question syndicale. Tout comme Patri, il appartient à

cette gauche démocratique non communiste que cajole le département d'État américain. Dernier élément du trio : Jacques Carat, de son vrai nom Karaimsky. Lui n'a jamais été trotskiste. Il a passé la guerre dans un stalag allemand et, depuis octobre 1947, milite à la section socialiste de Cachan, ville de la banlieue parisienne dont il deviendra, maire puis sénateur-maire socialiste. Cette année-là, un passage à tabac qu'il subit lors d'un meeting de Maurice Thorez propulse son visage tuméfié et son crâne bandé à la une de la presse³. Lorsque, en 1948, Odile Pathé, la directrice de *Paru*, part en voyage de noces en Californie et décide de se retirer, c'est à ce trio qu'elle confie les rênes de la revue. Elle peut se flatter de l'avoir lancée à la fin de l'Occupation, de l'avoir maintenue à flot, mais surtout d'avoir été la première à éditer en France *La Ferme des animaux*⁴ d'Orwell, dont elle épuisera le tirage jusqu'au dernier exemplaire⁵. Mais les temps sont durs et, dès l'année suivante, les nouveaux patrons de la revue doivent faire face à une trésorerie qui commence dangereusement à battre de l'aile. Le trou se creuse à tel point qu'au début de l'été 1950 le trio s'alarme. Il tire alors partout les sonnettes, multiplie les démarches, sollicite les éditeurs et les amis. Michel Collinet fait ainsi appel à ses ex-camarades du POUM, dont Julian Gorkin⁶, de son vrai nom Julian Gomez Garcia, très introduit dans la coulisse du Congrès et proche des services secrets américains, qu'il informe des difficultés de la revue. Sans résultat. De leur côté, Aimé Patri sollicite le conseiller culturel de l'ambassade américaine à Paris et Jacques Carat le ministre socialiste de l'Information, Albert Gazier, en vain. Amer, Aimé Patri rumine. Il songe au budget que la fondation Ford consacre alors aux affaires culturelles, qui se monte à 2 ou 3 milliards de francs, d'après ce qu'il croit savoir. Cela le fait rêver. Le voyage de Jean Cocteau qu'elle a financé en Égypte a coûté 8 millions de francs, ce qui permettrait d'assurer la publication de *Paru* pendant deux ans – un voyage qui, selon lui, n'a même pas rempli ses objectifs⁷. Alors qu'il adresse un Sos désespéré à Jean Paulhan, patron de *La Nouvelle Revue française*, Michel Collinet sollicite désespérément le responsable du centre de culture européenne à Bruges, tandis qu'une de ses amies « sonde » à tout hasard le cabinet de Torrès-Brodet, qui, à l'UNESCO, s'occupe des relations culturelles. Le salut de *Paru* ne viendra pas de Dieu, mais presque : une de ses brebis, le père Chaillet, anticommuniste militant et responsable de la revue *Monde nouveau*, propose de reprendre les

abonnés de *Paru* et de fusionner la revue avec *Monde nouveau*⁸. Il tiendra sa promesse...

La revue des Amis de la liberté

Alors que le trio tente par tous les moyens de sauver *Paru*, le bruit enfle dans le microcosme que les Américains s'apprêteraient à faire paraître une revue sous les auspices des Amis de la liberté, filiale française du Congrès. Le 6 juillet 1950, Michel Collinet, qui connaît Irving Brown et n'ignore pas le rôle qu'il joue dans la distribution de dollars, l'a sollicité pour *Paru*. Bien que l'émissaire hybride de la CIA et de l'AFL lui ait répondu : « Je n'ai pas sur moi de quoi vous aider, mais voyons-nous le 17 juillet », *Paru* n'obtiendra aucun subside. Irving Brown laisse cependant entendre à Collinet qu'une nouvelle revue est en chantier, et que lui et ses amis de *Paru* y auront leur place. Par ces temps d'incertitude, cette nouvelle doublée d'une promesse ragaillardit la petite équipe aussitôt informée par Collinet, à qui David Rousset a confirmé l'existence du projet, certifiant même que le principe en était acquis. Mais la concurrence, on va le voir, s'annonce rude. L'équipe de *Paru* n'est pas la seule à se mettre sur les rangs. Bien qu'encore à l'état de projet, la revue suscite déjà de nombreux appétits. Le romancier essayiste et psychologue franco-autrichien Manès Sperber se verrait bien ainsi y jouer les premiers rôles. Cet ancien membre du Parti communiste allemand, né en 1905 dans une famille juive hassidique installée en 1916 à Vienne, s'est réfugié en France en 1934, après l'accession de Hitler au pouvoir, et s'est mis au service du Komintern avant de rompre avec Moscou quatre ans plus tard, au moment des grandes purges stalinienne. En 1942, lorsque la déportation des juifs n'épargne plus la zone dite « non occupée », il a gagné la Suisse avec sa famille et n'est revenu à Paris qu'en 1945, où, après avoir servi au cabinet d'André Malraux, il occupe désormais un modeste bureau chez l'éditeur Calmann-Lévy tout près de l'Opéra. En 1950, au Congrès de Berlin, il est l'un des auteurs du « Manifeste pour la liberté ». Aussi se considère-t-il comme le légitime directeur de la future revue qu'éditera la section française du Congrès. C'est également ce que croit Suzanne Labin, de la revue *Spartacus*. Depuis

près de vingt ans, elle hante les revues marxistes dissidentes, mais ni sa plume ni son esprit ne la désignent réellement pour le poste.

D'autres que Manès Sperber et Suzanne Labin convoitent également les largesses à venir des « bailleurs de fonds » américains¹⁰, comme sont baptisés pudiquement les agents américains de la CIA. Le « clan *Franc-Tireur* » est lui aussi sur les rangs : Charles Ronsac, André Bénédite et Georges Altman débordent d'appétit. Anciens trotskistes ou du Pc, ces derniers considèrent qu'il leur revient d'éditer la revue des Amis de la liberté et même, plus largement, de coiffer l'ensemble des publications du Congrès. En fait, l'équipe de *Franc-Tireur* sollicite surtout les fonds américains. En effet, le quotidien a perdu beaucoup d'argent en même temps que ses lecteurs communistes lorsqu'il a abandonné sa ligne neutraliste et remisé au marbre son slogan « Ni Russie, ni Amérique ». Depuis il constitue, selon la formule d'Altman « l'aile gauche du parti américain » français¹¹. Afin de contrebalancer le poids d'Aron et de ses amis dans la future revue, Altman souhaite faire alliance avec l'équipe de *Paru*. Il explique qu'il faut y faire entrer le plus possible de représentants de la gauche, sinon, dit-il à Jacques Carat, « la revue sera tout à fait à droite¹² ». Ses inquiétudes se nourrissent de rumeurs comme celles qui prétendent qu'au comité de Berlin des socialistes auraient demandé l'admission de Franco dans l'Europe¹³ et que des éléments « douteux » se glisseraient dans les comités locaux du Congrès de Berlin, en train de se fondre. Si Altman veut s'emparer de la direction de la revue avec ses amis de *Franc-Tireur*, en revanche il ne semble avoir aucune vision précise de ce qu'elle pourrait bien être. Il suggère un article de Colette ou un texte de Jules Romains, dont il n'est pas fan, mais qui, comme il l'explique à Carat, « pour les instituteurs est un homme de gauche ».

De toute façon, les illusions du clan *Franc-Tireur* seront de courte durée. Le 26 septembre 1950, dans le petit bureau que Sperber occupe chez Calmann-Lévy, François Bondy y met un terme. En présence de Suzanne Labin, Georges Altman et Jacques Carat – Raymond Aron s'étant fait excuser –, il prévient que sous aucun prétexte la revue ne doit apparaître comme une « filiale » du quotidien *Franc-Tireur*. La messe est dite. L'autre décision prise lors de cette réunion concerne Jacques Carat : il est désigné pour assumer les responsabilités techniques de la future revue et il lui incombe également d'aller visiter, rue de Tournon, un local pour la revue. Carat ignore qu'en

coulisse des pontes de la SFIO, dont André Ferrat – de son vrai nom André Morel –, patron de l'imprimerie Réaumur de la Société nationale des entreprises de presse, et le ministre Albert Gazier l'ont appuyé auprès de Bondy.

En ce début d'automne le projet avance, mais encore à petits pas. Rien n'est encore définitivement décidé à Berlin, où se traitent les affaires sérieuses. Si les ambitions du clan *Franc-Tireur* ont été douchées, la future revue n'a toujours pas de directeur, ni même de titre. Cette question de la direction, qui n'a toujours pas été tranchée, ne cesse d'alimenter les querelles de personnes et crée des dissensions au sein des Amis de la liberté. Ces jeux de pouvoir et ces querelles d'ego finissent par agacer Irving Brown, qui décide de freiner le lancement de la revue. Il confie même le dossier à un certain Kaplan, qui dirige alors à Paris, avenue de l'Opéra, la luxueuse publication *Rapports France-Amérique*, distribuée gratuitement à plus de quatre cent mille exemplaires. Sans doute veut-il ainsi ramener un peu d'ordre et de sérénité dans la petite tribu des Amis de la liberté.

Le 11 novembre 1950, lors d'une nouvelle réunion, Sperber se fait consensuel et annonce qu'il est favorable à « un comité de rédaction comprenant Georges Altman et Raymond Aron, Collinet et Carat, et l'agrégé », comme il surnomme Aimé Patri. Puis décembre 1950, alors que François Bondy recherche activement un local, Jacques Carat se rend chez Suzanne Labin pour récupérer, à toutes fins utiles, un devis d'imprimerie réalisé lorsqu'elle tentait d'éditer une revue avec le chef de file des surréalistes, André Breton. Les événements semblent à nouveau s'accélérer. Suzanne Labin accueille le jeune Carat dans son somptueux appartement. Ébloui, il en conclut qu'on peut être écrivain et ne pas manger de la vache enragée. Il explique que le devis qu'il est venu chercher pourrait servir pour la nouvelle revue. Mais il ignore les dessous du projet avec André Breton qui a tourné court et alimente depuis de sombres et mystérieuses fâcheries. Les mêmes « bailleurs de fonds » que ceux des Amis de la liberté ont un moment recherché un nom connu qui ferait autorité dans les milieux littéraires parisiens : ami de Léon Trotski, mais aussi speaker à la Voix de l'Amérique pendant la guerre, André Breton s'est retrouvé en tête de liste.

Toujours à la recherche de mécène pour publier une revue, Breton peut paraître une proie facile, mais pour autant il n'est pas homme de combines ou d'arrangements maquillés, et Suzanne Labin le sait. Aussi

se montre-t-elle prudente, pour ne pas dire habile. Sa démarche auprès de Breton prend la forme d'un traquenard. Elle s'efforce de cacher l'origine des fonds. Avec aplomb, elle certifie à Breton que l'argent de la revue provient de ses droits d'auteur. Pour être plus crédible, elle a apporté rue Fontaine, dans l'appartement de Breton, des faux reçus de droits d'auteur d'un montant de 2 000 dollars, fournis par les « bailleurs de fonds ». On ne saura d'ailleurs jamais ce qu'ils sont devenus car l'affaire va capoter. Ne voulant pas que leur ami se retrouve en fâcheuse posture, Aimé Patri et Michel Collinet, qui sont au courant du projet et en connaissent le secret inavouable, envoient une lettre à Breton. Puis Collinet se déplace afin d'éclairer plus précisément sa lanterne. Sans détour, il évoque les « bailleurs de fonds » de la revue que lui propose d'éditer Labin et le risque qui existe à dissimuler dans une affaire de presse l'origine étrangère de fonds puisque la loi française l'interdit. Déjà surpris par la mise en garde épistolaire de ses amis, André Breton sursaute : de quels « bailleurs de fonds » s'agit-il ? Labin ne lui a parlé que de ses droits d'auteur. André Breton s'empresse alors de tirer l'histoire au clair. Gênée, Suzanne Labin jette le masque. Elle jure qu'elle lui aurait « certainement dit la vérité par la suite ». À Jacques Carat, qui découvre cette histoire, elle confie : « On m'avait demandé de garder le secret le plus absolu sur l'origine des capitaux. J'avais fait ce mensonge en accord avec Julian Gorkin et en prévenant Collinet. » Malicieux, Aimé Patri confie à Carat : « C'était la seule raison [avoir l'argent] qui pouvait justifier sa prétention à diriger une revue insoutenable autrement par ses seules qualités intellectuelles »¹⁴.

La première mouture

En décembre 1950, alors que Michael Josselson est à Paris et œuvre en coulisse à la tête du Congrès, le projet de revue semble enfin devoir aboutir, bien qu'une intuition de dernière heure de Raymond Aron l'ait une fois de plus momentanément retardé. De retour des États-Unis, persuadé d'une guerre inévitable entre les deux camps à l'échéance de six mois à un an, Aron juge le lancement d'une revue moins urgent que la création d'un hebdomadaire, même modeste. François Bondy et un autre Suisse, Pierre Lalive d'Épinay, que le bouche à oreille présente comme « un technicien du comité de Berlin et le manager de l'organisation sur le plan international », envisagent un instant cette solution de rechange. Le 19 décembre, ils convoquent Jacques Carat à l'hôtel Baltimore dans les bureaux des Amis de la liberté. Ils lui suggèrent de réaliser une étude de faisabilité pour un hebdomadaire dans le genre *New Statement and Nation* et situé politiquement entre *Carrefour* (de droite) et *L'Observateur* (de gauche). François Bondy en profite pour lui demander d'étudier la maquette d'un bulletin, ronéotypé ou imprimé, qui fournirait des informations sur la « culture libre » à la presse quotidienne. Cette fois la machine se met en route. Quelques semaines plus tard paraîtra enfin le premier numéro des *Cahiers mensuels du Congrès pour la liberté de la culture*, première mouture de la revue *Preuves*.

En janvier 1951, les Amis de la liberté quittent leurs bureaux de l'hôtel Baltimore et s'installent avenue Montaigne, non loin du pont de l'Alma, dans de véritables locaux. Pierre Bollomé¹⁵, trésorier et administrateur des Amis de la liberté, membre de la SFIO et depuis peu du comité international du Congrès pour la liberté de la culture a incité les « bailleurs de fonds » à la dépense : en vieux briscard, il leur a fait acheter une grande quantité de matériel afin de les dissuader de se retirer de l'affaire, comme il l'a confié à Carat. Désormais, les bureaux de l'avenue Montaigne hébergent l'association, les publications à venir et l'équipe de permanents. Outre quelques

secrétaires et Jacques Carat qui aura été le plus impliqué dans les préparatifs de l'entreprise et fera office de rédacteur en chef, deux autres journalistes y prennent leurs quartiers.

Paul Parisot a été désigné pour s'occuper du bulletin des Amis de la liberté qui paraît depuis peu, et auquel la revue *Preuves* va succéder. À 34 ans, cet ancien militant trotskiste, arrêté et torturé par la police française en 1944, est déjà un vieux routier de la presse de l'après-guerre. À la Libération, il entre à l'Agence européenne de presse, avant de rejoindre l'Agence de documentation internationale, puis l'Union de Reims¹⁶. En 1945, changement de cap. Parisot devient rédacteur en chef de *La Vérité*, une publication trotskiste, et le restera dix-huit mois, jusqu'à son exclusion, en novembre 1947, de la IV^e Internationale pour déviation « droitière ». Avec une poignée d'amis, il crée alors Confrontation internationale et, l'année suivante, adhère au RDR de Sartre et Rousset, comme beaucoup d'anciens « droitiers » du PCI (Parti communiste internationaliste)¹⁷. À la même époque, Parisot entre à *Franc-Tireur* et, en 1950, à la SFIO. Depuis le 1^{er} janvier 1948, il appartient au syndicat des journalistes Force ouvrière. Début 1951, son ami Gustave Stern, un ancien du SAP (Parti socialiste ouvrier) lui propose de le rejoindre avenue Montaigne, où François Bondy l'a lui-même chargé de mettre en place le bureau de documentation de l'association. Réfugié en France après l'arrivée de Hitler au pouvoir, Gustave Stern a participé sous l'Occupation à l'organisation du maquis de l'Oisans et a appartenu au groupe Franc-Tireur¹⁸. Lui aussi est un journaliste chevronné, qui a écrit dans les colonnes de *Combat*, *Libération* et *Franc-Tireur*, avant qu'on lui confie, à la Libération, les questions allemandes à l'Agence France-Presse.

Tout comme Parisot, Gustave Stern, qui a renoué après la guerre avec le puissant syndicat allemand DGB, reconstitué à Düsseldorf, appartient à la SFIO, tout comme Jacques Carat et Pierre Bollomé. Autant dire que le noyau dur des permanents de la revue *Preuves* se compose surtout de militants socialistes, chapeautés par un ancien membre du Parti communiste suisse, François Bondy. Ce dernier a trouvé le titre de la revue et, auparavant, l'idée du bulletin des Amis de la liberté, *Les Cahiers mensuels*. Moins d'un an après le Congrès de Berlin, en mars 1951, paraît le premier numéro de *Preuves* (encore dit « bulletin »), réalisé, comme l'indique l'ours, « sous la direction de François Bondy ». Flanqué de Nicolas Nabokov, le représentant de

Michael Josselson, ce dernier va diriger la revue, choisir les auteurs et superviser son contenu éditorial. Il faut attendre le numéro de novembre pour que le bulletin devienne une véritable revue imprimée en bichromie et à l'aspect élégant. Dans le premier numéro ne figure aucun article de Manès Sperber ni de Suzanne Labin. On y trouve en revanche un éditorial de Rémy Roure du *Monde*, une lettre ouverte de Max Eastman, ancien marxiste rallié à New York à la croisade antisoviétique, un long papier de Melvin Lasky, un autre de Georges Altman, des contributions de Herbert Luthy ou de Jacques Carat, ainsi que de très nombreux échos. Pour ce qui est des salaires, la hiérarchie est respectée : François Bondy et Jacques Enoch perçoivent respectivement 100 000 et 125 000 francs, Jacques Carat 50 000 francs, tandis que Parisot et Stern n'en touchent que 20 000.

1. Sur ce parti, voir Victor Alba, *Histoire du POUM*, Champ libre, 1975.
2. Le NKVD avait alors en Espagne, lors de la guerre civile, ses propres prisons, ses centres de torture et ses pelotons d'exécution.
3. Jacques Carat collabore à cette époque à diverses publications, comme *Les Lettres et l'Histoire du théâtre*, *Le Larousse mensuel*, *L'Almanach des lettres*, à *France-Asie*, au *Club français du livre*, à la revue *Dionysos*. Il fait même des essais à la radio française et s'occupe à titre bénévole du journal d'André Boulloche, député socialiste et ancien chef de cabinet du président du Conseil Paul Ramadier, qui vient d'épouser la jeune Odile Pathé. Carat appartient à l'Association de la critique dramatique, à la Société d'histoire du théâtre, à l'Association de la critique littéraire. L'auteur le remercie tout particulièrement pour l'aide précieuse qu'il a apportée à la rédaction de ce chapitre.
4. Tout d'abord titré *Des animaux partout*, paru en 1947, ouvrage traduit par Sophie Devil et préfacé par Jean Texcier, collaborateur épisodique de la revue *Preuves*.
5. Entretien avec Odile Pathé.
6. Julian Gorkin est mort en 1987.
7. Entretien avec Jacques Carat.

8. Pour plus d'informations sur le contenu rédactionnel et littéraire de la revue *Paru*, voir *La Revue des revues*, n° 37, 2006.
9. Mort en 1984, Manès Sperber repose au cimetière Montparnasse.
10. Entretien avec Jacques Carat.
11. Propos rapportés par Jacques Carat.
12. Entretien avec l'auteur.
13. En décembre 1950, l'ONU a voté une résolution invitant ses membres à envoyer ambassadeur et ministre plénipotentiaires à Madrid ; voir *France nouvelle*, n° 261, 16 décembre 1950. Dans la foulée, Hardion, chef de la représentation diplomatique française à Madrid depuis 1945, y devient ambassadeur de France en janvier 1951. Le 11 avril 1951, le représentant de l'American Legion à Madrid remet au général Franco une médaille en reconnaissance de sa « vaillante lutte contre le communisme » ; voir la revue *Preuves*, n° 4, juin 1951.
14. Propos rapportés par Jacques Carat.
15. Ancien secrétaire de Gérard Jaquet, député SFIO de la Seine, plusieurs fois ministre, directeur du Populaire, Pierre Bollomé appartenait au club maçonnique les Montagnards dont il était le trésorier.
16. Entretien avec Paul Parisot.
17. Voir Frédéric Charpier, *Histoire de l'extrême gauche trotskiste en France*, *op. cit.*
18. Entretien avec Paul Parisot.

Post-scriptum

James Burnham

Revue engagée et atlantiste dont le militantisme trop manifeste s'estompe au fil des années, *Preuves* défend les écrivains antisoviétiques et s'inscrit dans l'esprit du « Manifeste pour la liberté » lancé à Berlin en juin 1950 : elle affiche des thèses antineutralistes, antimarxistes et proeuropéennes. Si le noyau des permanents des Amis de la liberté et de la revue est plutôt apparenté à la SFIO, le sociologue et « penseur de la politique » Raymond Aron¹, qui incarne « l'aile droite du parti américain », a raffermi son influence intellectuelle sur l'entreprise. Il lui revient aussi d'indiquer la ligne politique. L'emprise des éléments de droite du Congrès s'est ainsi illustrée lors de la réunion du comité exécutif du Congrès pour la liberté de la culture tenue à Versailles en février 1951. Toujours animé du même esprit de croisade, Arthur Koestler a réclamé la création d'une légion de la liberté – européenne –, et James Burnham, qui défend aux États-Unis des thèses de plus en plus élitistes, la fondation d'une université libre pour les exilés.

Personnage singulier peu connu en France, cet ancien des services de renseignement de la marine joue, au Congrès et dans d'autres opérations de la CIA, un rôle de conseiller, de penseur et, à l'occasion, d'entremetteur. Entré en contact à Paris avec un ancien dirigeant communiste espagnol surnommé « El Campesino », il le met en rapport avec le chef de poste de la CIA au Mexique, qui entreprend alors de lui faire écrire un livre coup de poing contre les communistes que les réseaux journalistiques de la CIA répandront largement à travers le monde. James Burnham a glissé de l'antistalinisme à l'antisoviétisme. En 1933, alors qu'il enseigne à l'université de New York, Burnham rejoint le Parti des travailleurs américains, qui s'identifie alors à l'opposition de gauche trotskiste. Durant des années, il incarne la gauche antistalinienne aux États-Unis, avant que sa fibre trotskiste fasse long feu, en 1940, lorsque Trotski balaie et réfute ses arguments et critiques, et le place de fait en dehors de la

IV^e Internationale.

Burnham s'éloigne alors du marxisme et, en 1941, accède à la notoriété en publiant *La Révolution managériale*. Selon lui, le monde est devenu si complexe et si technique que seuls les entrepreneurs et managers pourront et même devront désormais le gouverner. En 1943, Burnham signe une de ses œuvres majeures *Les Machiavéliens*, une défense de la liberté où il dénonce le marxisme et étrille la vieille droite conservatrice. Il fait depuis figure de précurseur des néoconservateurs défenseurs du libre-échange², un conservatisme mâtiné de libéralisme et partisan d'une économie mondialisée. Après la guerre, l'intellectuel franchit un pas de plus. Burnham s'engage et se lie à Frank Wisner, patron de l'OPC. Il devient une effigie dans le petit monde des *cold warriors*, mais aussi un mentor consulté sur certaines opérations. Mobilisé contre le soviétisme, ses idées et ses analyses sont étudiées à la loupe au département d'État, à la Maison-Blanche et à la CIA, où il est cependant momentanément ignoré et snobé, en 1953, par Allen Dulles, devenu numéro 1 de la CIA. Allen Dulles évite Burnham depuis que ce dernier a versé dans le maccarthysme le plus effréné, qui menace cette année-là d'épurer à son tour le Pentagone et la CIA ; audace si intempestive qu'elle va précipiter la chute du persécuteur McCarthy. Ce dernier n'a sans doute pas su apprécier jusqu'où il pouvait aller, mais James Burnham l'a soutenu et a même contribué au climat en y apportant sa touche personnelle, sous la forme du livre *The Web of Subversion*³. Dans cet ouvrage fondé sur des documents du FBI et du Comité sur les activités antiaméricaines, il expose les ramifications d'un réseau d'espionnage communiste qui aurait profité de la guerre pour infiltrer le gouvernement des États-Unis. Dans sa conclusion, James Burnham égrène un chapelet de mesures destinées à mettre un terme, selon lui, aux influences du communisme et à l'espionnage soviétique en Amérique. Le voilà à la fois *cold warrior* et maccarthyste. Il sera d'ailleurs dénoncé comme tel dans la presse communiste du monde entier.

Rideau de papier, rideau de fer

En décembre 1952, il approuve sans la moindre réserve l'*Immigration and Nationality Act*, dit « loi MacCarran ». Cette loi crée un véritable apartheid politique pour les Américains d'obédience communiste et impose une gestion drastique des visas, limitant fortement les possibilités d'entrer aux États-Unis. Il s'agit d'empêcher à la fois les communistes américains de « s'infiltrer » dans l'administration et les espions soviétiques de pénétrer sur le territoire américain. Cette loi ne fait pas l'unanimité au sein des intellectuels antisoviétiques.

Dans son ensemble, le comité américain du Congrès pour la liberté de la culture la stigmatise. Il publie même un aide-mémoire pour mettre « en lumière » les absurdités auxquelles aboutit une « politique étroite et à courte vue », et suggère des modifications à la loi, à laquelle il reproche de négliger les cas particuliers et d'utiliser une procédure longue et compliquée. Dans le *New Leader*, Sidney Hook écrit : « Quiconque étudie l'opinion publique à l'étranger peut témoigner que McCarthy et MacCarran ont été une véritable bénédiction pour la propagande antiaméricaine et procommuniste en Europe occidentale. » À Paris, Raymond Aron emprunte la formule à Sidney Hook et ne voit dans la loi MacCarran qu'un « rideau de papier » opposé au rideau de fer. Dans la revue *Preuves* cependant, il critique cette loi avec moins de vigueur que ne le fait Hook : « Indiscutable me paraît le droit des démocraties de se défendre contre ceux, individus et partis, qui ignorent les règles des régimes constitutionnels, qui, s'ils arrivaient au pouvoir, établiraient une tyrannie et, dans l'opposition, prêchent et organisent le renversement par la violence des institutions. » Il ajoute : « Je ne discuterai pas ici du droit des États-Unis à refuser le visa d'entrée à telle ou telle catégorie d'étrangers [...]. Supposons que les interdictions d'entrée aient pour but – car seul ce but est raisonnable – de prévenir l'entrée aux États-Unis de personnes suspectes de sympathie totalitaire et, à ce

titre, susceptibles de créer un péril pour les États-Unis [...]. Les communistes réellement dangereux sont ceux qui appartiennent à des réseaux clandestins. Ceux-là ne sont probablement pas touchés par la loi MacCarran... » Puis Raymond Aron plaide pour l'oubli : « Pourquoi celui qui a adhéré au parti de Doriot en 1935 devrait-il être puni aujourd'hui ? En quoi constitue-t-il un danger pour les États-Unis ? » Enfin, il souligne les effets négatifs de la loi : « La réglementation des visas actuellement en vigueur est nuisible aux États-Unis [...]. Que les États-Unis se protègent contre la cinquième colonne, tout le monde le comprend. Qu'ils s'imaginent se protéger en refusant l'entrée au physicien qui a signé l'appel de Stockholm ou au sociologue qui a adhéré aux Jeunesses communistes quand il avait 20 ans, tous les amis des États-Unis s'en désolent, tous leurs ennemis s'en réjouissent parce que la mesure est inintelligente et inefficace. » Aron se dit favorable à une révision de la loi, tout en y mettant un sérieux bémol. Selon lui, il « convient d'interdire l'entrée à ceux qui, d'une façon ou d'une autre, seraient capables de nuire à la sécurité américaine. Quant aux autres, qui ne sont pas dangereux, mieux vaut les accueillir par respect des libertés humaines que les punir pour leurs fautes passées ou leur mauvaise conduite actuelle »⁴. Ce « d'une façon ou d'une autre » offre en effet une grande marge d'appréciation aux services de l'immigration... Cette discussion lancée par Sidney Hook à New York est une des très rares critiques émises envers la politique américaine : en effet, tel n'est pas l'objet de cette revue ni celui du Congrès pour la liberté de la culture. Ce dernier s'illustre dans la contre-propagande intellectuelle, artistique et culturelle. C'est sa seule raison d'être.

En mai 1952, il lance la « bataille des festivals ». Le premier se déroule à Paris, où une centaine de symphonies, de concerts, d'opéras et de ballets est jouée sous l'égide du Congrès et en présence du prix Nobel de littérature William Faulkner. Environ soixante-dix compositeurs se sont déplacés aux frais de la CIA, mais le succès est tout sauf populaire. Les débats littéraires s'avèrent ennuyeux et le prix des places de spectacle bien trop élevé. La presse n'est pas mitigée, mais tout bonnement exécration⁵. Le festival de Paris est le premier d'une courte série organisée à travers le monde par le Congrès pour la liberté de la culture, à Rome, à Delhi ou encore à Tokyo, tous financés et promus par la CIA. Le Congrès financera aussi des colloques, des expositions, des projections de films, publiera des brochures et

soutiendra, bien sûr, à bout de bras des revues en Grande-Bretagne, en Amérique latine, en Espagne, en Italie et en Australie. En France, hormis les grandes signatures, les colonnes de la revue s'ouvriront à des intellectuels et des chercheurs, à des journalistes et des écrivains. Quelques jeunes débutants dans la carrière journalistique, comme Claude Imbert, Jean Daniel, Olivier Chevrillon, également coauteur d'un rapport pour la Rand Corporation⁶, ou dans la politique, comme François Mitterrand, y apporteront aussi leur contribution.

Le Congrès organise aussi de grandes assises, sorte de symposiums intellectuels. La conférence de Milan consacrée à « l'avenir de la liberté » réunit ainsi en 1955 cent cinquante intellectuels, pour débattre pendant une semaine de la fin de l'idéologie. Convaincu que « le communisme a perdu la bataille des idées », on évoque l'avenir d'un nouvel ordre économique, ni socialiste ni capitaliste, qui, s'affranchissant des obstacles, se construira sur ce que ces deux pensées ont en commun. Pour les débatteurs, la question se situe désormais à un autre niveau que celui des anciens antagonismes et porte sur le degré et la fréquence d'intervention de l'État dans la vie économique. Ces débats, auxquels assistent de nombreux représentants du Labour Party britannique et de la social-démocratie allemande, semblent finalement avoir eu un certain impact sur l'évolution de la gauche européenne. En 1959, le SPD allemand rompt avec le marxisme lors de son congrès et adopte le programme dit « de Godesberg ».

En 1966, le *New York Times* révèle l'origine des fonds du Congrès pour la liberté de la culture et, par voie de conséquence, de ceux de la revue *Preuves*. Révélation qui soulève une stupeur et un tollé parmi les membres les plus en vue de sa filiale française. Des plus notoires au plus novices, les plumes de *Preuves* jurent qu'elles n'auraient jamais pu imaginer, durant toutes ces années, que leur revue était financée par la CIA. Faut-il les croire ? Notre enquête autorise en tout cas à douter de la sincérité de leurs cris d'orfraie et de leur incommensurable et supposée naïveté. Mais tous ne semblent pas avoir été à ce point naïfs. Lorsque nous évoquons avec Jacques Carat les indignations publiques de quelques collaborateurs de *Preuves*, il se contente de sourire charitablement. Paul Parisot préfère quant à lui s'expliquer : « On pensait qu'il y avait un travail à faire au sein de la revue *Preuves* qui permettrait aux intellectuels de l'Est de se retrouver. Cela a été d'ailleurs le cas avec le ralliement de Czeslaw Milosz⁷. C'était aussi un

pont pour des gens qui étaient à la recherche d'une sortie honorable de la guerre froide, il fallait se dégager du poids du passé et faire preuve de plus de réalisme économique. On pensait reconstituer une fraternité intellectuelle en Europe, l'URSS incluse, parvenir à une régénération de la gauche⁸. » En 1954, après les accords de Genève et la chute de Diên Biên Phu, Paul Parisot quitte la revue. Il a sondé le patron occulte du Congrès pour la liberté de la culture, Michael Josselson. L'ancien militant trotskiste resté fidèle à la cause anticolonialiste veut connaître les intentions de Washington en Indochine : « Quelle sera votre ligne ? » demande-t-il. Pour le militant anticolonialiste qu'est Parisot, la réponse de Josselson a sur lui l'effet d'une douche froide : « À nous maintenant de jouer. » Parisot a compris. Les Américains vont simplement prendre le relais des Français et tenteront d'empêcher, avec le résultat que l'on sait, la chute du Vietnam dans l'orbite communiste. Paul Parisot n'attendra pas l'année 1967. Le moment lui paraît venu de se retirer et de mettre un terme à sa collaboration à *Preuves*⁹. Peu après il quitte aussi la SFIO, alors que les socialistes s'engagent en Algérie dans la pacification et ses outrances.

1.

Sur le personnage, son œuvre, son action, nous renvoyons le lecteur intéressé à la somme, selon nous, la plus complète qui ait été réalisée à ce jour sur Raymond Aron : Alessandro Campi, *Pensare la politica : saggi su Raymond Aron*, Ideazione Editrice, 2005.

2.

On lui doit également en 1964 *Suicide of the West*, réédité en 1985 chez Regnery Books.

3.

James Burnham, *The Web of Subversion*, *op. cit.*

4.

Raymond Aron, « La politique américaine des visas », *Preuves*, janvier 1953, p. 68-70.

5.

Voir Peter Coleman, *The Liberal Conspiracy*, *op. cit.*

6.

Rapport écrit avec Alain Gourdon, avocat, ancien administrateur de la Bibliothèque nationale. Entretien avec l'auteur.

7.

Poète polonais de renom, Milosz devient en 1946 attaché culturel de l'ambassade de Pologne à Washington. En 1950, il est affecté à Paris comme premier secrétaire aux affaires culturelles, avant de rompre avec le gouvernement polonais, l'année suivante, et de se réfugier en Occident, tout d'abord en France, puis aux États-Unis. Il enseigne à partir de 1960 à l'université de Berkeley et obtient le prix Nobel de littérature en 1980. Né en Lituanie en 1911, Milosz meurt en Pologne, à Cracovie, en 2004.

8.

Entretien avec l'auteur.

9.

Entretien avec l'auteur.

Presse, propagande et CIA

Pierre Faillant de Villemarest

En 1948, des membres du Congrès américain rentrent effarés d'une mission d'enquête en Europe, et l'un d'eux, le sénateur Lodge, à son retour aux États-Unis, recommande ainsi d'opposer de toute urgence à ce qu'il baptise la « presse russe de langue française¹ » une version hexagonale du *New York Herald*, qui pourrait être financée dans le cadre d'un programme d'information américain à l'étranger alors à l'étude. Selon lui, cette version pourrait sans difficulté se vendre à deux cent mille exemplaires. Si son projet de « *Pravda* à l'américaine » est finalement rejeté, Washington se hâte néanmoins de prêter main-forte à la presse française, décrite selon les parlementaires comme extrêmement faible et démunie. Dès 1949, trente Américains assistés de huit Français sont à pied d'œuvre à Paris. Ils prodiguent aux journaux leurs conseils et leur fournissent surtout des fonds, une aide pratique et une matière gratuite : la guerre de l'information bat son plein. Le département d'État et les agences qui lui sont associées, comme l'OPC et la CIA, ne lésinent pas sur les moyens. La CIA, qui déjà finance la revue des Amis de la liberté, s'efforce également de recruter de son côté des agents d'influence ou de renseignement qualifiés dans le milieu de l'information. Cette fois, il s'agit d'une aide doublement intéressée. La CIA ne lance pas ses filets au hasard. Un recrutement doit être un investissement profitable et de longue durée. Aussi elle étudie ses cibles avec soin et, pour les attraper, elle utilise les appâts appropriés, comme cette agence de presse qu'elle a créée, qui se compose d'anciens de l'Oss et dont les bureaux se situent rue Marbeuf, sur les Champs-Élysées. Là, on fait vibrer la corde sensible. Avec les anciens Résistants français retournés à leurs activités journalistiques on exalte les souvenirs de guerre, la fraternité des combattants, on offre aussi un travail, c'est-à-dire un salaire dans une France alors en piteux état. Avec d'autres journalistes d'un autre calibre, comme Angelo Tasca, dit « Rossi », on flatte la compétence. Tasca sera ainsi rétribué par l'ambassade américaine au titre d'analyste politique et

spécialiste du Parti communiste. Ancien dirigeant et fondateur du Parti communiste italien, il est l'auteur de plusieurs ouvrages de référence sur le mouvement communiste et le fascisme italiens². D'autres, cependant, savent décliner les offres d'emploi de la centrale américaine.

Pierre Faillant de Villemarest n'a pas non plus été choisi par hasard. En 1950, il émarge à l'International News Service (INS), propriété du groupe Hearst, alors enrôlé dans la croisade anticomuniste de Truman. Un grand immeuble de marbre noir situé rue Caumartin, aux alentours de l'Opéra, abrite ses bureaux sur deux étages. Dirigée par Howard Kingsbury Smith³, ancien responsable du bureau de CBS à Berlin, l'agence INS emploie essentiellement des étrangers en majorité américains, mais aussi un Tchèque, un Hongrois... et un Français pas tout à fait comme les autres, Pierre Faillant de Villemarest.

Cet ancien Résistant membre de l'armée secrète a appartenu à la DGER (Direction générale des études et de la recherche) – ancêtre du SDECE et de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) –, où il passe pour un spécialiste des questions allemandes⁴ et de l'espionnage soviétiques⁵. Expérimenté, plutôt de droite et antisoviétique de la première heure, parlant couramment plusieurs langues, il constitue pour la CIA, qui possède déjà un dossier sur lui, une cible naturelle. En effet, en 1943, dans le maquis du Vercors où Villemarest était l'un des responsables de l'armée secrète, les services américains ont tenté en vain de le recruter. Par une nuit limpide et étoilée, sans détour, on lui a demandé : « Accepteriez-vous de travailler pour nous ? » Il a décliné l'offre poliment mais fermement⁶. « Nous », c'était alors l'Oss. À la fin de la guerre, Villemarest rempile dans les services, qui l'affectent en Allemagne, puis en Autriche, où il enquête et s'infiltre dans les filières d'évasion destinées aux anciens nazis en fuite. Puis il démissionne. Il se met à son compte, poursuit ses recherches et traque les anciens nazis, ce qui lui donne l'occasion de pénétrer certaines coulisses des services soviétiques, eux aussi intéressés par les anciens dignitaires du Reich à la recherche de nouvelles sécurités. Ainsi, depuis la fin des années 1940, Villemarest dispose d'un réseau d'informateurs qui le renseigne derrière le rideau de fer et se compose, selon lui, notamment de soixante et onze sources en Allemagne de l'Est, dont un ancien instructeur de la Luftwaffe. Ses

activités solitaires ont fini par intriguer la DST (Direction de la surveillance du territoire). Son directeur, Roger Wybot, fait même arrêter Villemarest en pleine rue. Conduit rue des Saussaies au ministère de l'Intérieur, en garde à vue dans les locaux de la DST, il est cuisiné durant trente-six heures. Roger Wybot, qui veut savoir pour qui il roule, met du temps à se convaincre que Villemarest ne ment pas quand il affirme : « Pour moi », d'un ton presque candide. Sans doute ses activités et son réseau d'informateurs derrière le rideau de fer n'ont pas échappé non plus à la CIA.

Alors qu'en 1950 il songe à redevenir un agent officiel, curieusement ce ne sont pas les services français qui réagissent les premiers. Le numéro 2 de l'International News Service, Jack Lee, l'invite à déjeuner avec un de ses amis, David Murphy, le futur secrétaire particulier de Henry Kissinger, dit « Dave » et surnommé « l'homme à la jambe mécanique ». Au cours du repas, Murphy dévoile ses intentions : « Est-ce que vous travailleriez pour nous ? » Cette fois l'offre vient de la CIA, à laquelle Murphy appartient et pour laquelle Jack Lee sert de rabatteur à Paris. Tout comme dans le Vercors en 1943, Villemarest rejette la proposition, même si elle a été assortie d'une confortable solde. Des années plus tard, la CIA le sollicitera de nouveau : en 1981, à la veille de l'établissement de la loi martiale en Pologne.

Louis Dalmas

Toujours au début des années 1950, la CIA essuie un autre échec. Cette fois, le *labor attaché* de l'ambassade américaine Richard Eldridge est monté en première ligne. La cible est un journaliste de gauche qualifié par le magazine *Paris-Match* de précurseur du photojournalisme, l'ancien Résistant FTP Louis Dalmas. Tout comme Paul Parisot de la revue *Preuves*, il a été exclu du PCI trotskiste pour déviation droitière. Dalmas vient de publier un livre sur la Yougoslavie préfacé par Jean-Paul Sartre, alors que Tito a rompu avec Staline et que le torchon brûle entre Moscou et Belgrade. Avec Claude Bourdet, le patron de *L'Observateur* qu'il a connu dans la Résistance, Dalmas est l'un des chefs de file des partisans de Tito en France. Ce qui lui vaut d'affronter la vindicte du PCF rangé derrière Staline, qui traite, sans nuances, les partisans de Tito d'agents « fascistes de l'impérialisme américain »⁷. Dalmas est ainsi brocardé dans la presse communiste. Cette notoriété soudaine, faite d'injures et d'accusations sordides, n'a sans doute pas échappé à Eldridge. Surtout qu'à l'ambassade on suit de près les groupes titistes, que l'on envisage même d'appuyer afin d'ébrécher le monolithisme du parti.

Grand type maigre à l'allure dégingandée et aux grosses lunettes, Eldridge a couvert pour le département d'État les questions syndicales, jusqu'à ce que Paul Ramadier expulse les communistes du gouvernement. Durant toute cette période, Eldridge a entretenu des relations cordiales avec plusieurs responsables du milieu syndical communiste, comme Pierre Le Brun, Henri Raynaud ou Benoît Frachon⁸. Depuis, il suit les affaires communistes à Paris ; sans doute a-t-il flairé en Dalmas un possible informateur, voire un agent d'influence. Il lui téléphone et le convie à une des meilleures tables de Paris. Le *labor attaché* surgit flanqué de deux ravissantes hôtesse louées pour la soirée sur la caisse noire de l'ambassade... D'emblée, il se montre direct. Il aimerait bien que Dalmas lui fasse part de ses réflexions et des informations dont il dispose. Au moins c'est clair,

comme cela l'a été avec Villemarest. Mais ni le souper ni les deux *call-girls* requises pour la circonstance ne convainquent Louis Dalmas de collaborer avec l'ambassade américaine⁹.

Mais pour ces deux refus qu'ils ont essuyés, combien ont finalement accepté les offres des services américains ?

Si la CIA finance des revues à Paris et recrute des journalistes, Washington a davantage d'ambition dans le domaine de la propagande et de l'information – surtout depuis le retour de la mission parlementaire et le rapport effarant qu'elle a fait sur l'état de la presse française¹⁰. Les faits sont là : la presse dite « libre » ne fait pas le poids face à celle du mouvement communiste. En France, celle-ci compte des dizaines de titres, dont quelques-uns sont vendus et distribués à des centaines de milliers d'exemplaires ; elle reçoit d'importants subsides de l'Union soviétique et possède ainsi les moyens de fixer une large fraction de l'opinion et de la nourrir de sa vision du monde. Cette presse est d'autant plus puissante que le P.C. est un parti de masse et que ses militants la diffusent largement. Sortir la presse française de son état de pauvreté et lui donner les moyens d'affronter à armes égales la propagande communiste, telle est la priorité que s'est fixée Washington. En avril 1950, devant les rédacteurs en chef de la presse américaine, Harry Truman appelle les médias occidentaux à se mobiliser : « Nous ne pouvons courir le risque de voir des nations perdues pour la cause de la liberté parce que leurs populations ne connaissent pas les faits véritables [...]. Nous devons employer tous les moyens dont nous disposons, privés et gouvernementaux, pour faire connaître la vérité aux autres peuples¹¹. »

Dans sa croisade pour la vérité, le gouvernement américain reçoit le soutien de la plupart des grands patrons de presse, quelle que soit leur nuance politique. L'ultraconservateur patron du *Chicago Tribune*, Robert McCormick, s'est personnellement déplacé en France en août 1948 pour juger lui-même de la situation, alors qu'il effectuait une discrète mission d'inspection des différents services de radio installés en Europe par les États-Unis¹². La CIA dispose en effet de deux stations de radio qu'elle finance *via* des fondations et qui arrosent les territoires du glacis soviétique : Radio Free Europe et Radio Liberty¹³.

D'autres grands groupes ou patrons de presse moins typés que McCormick et son *Chicago Tribune* rejoignent la croisade de Truman. C'est le cas notamment de Henry Luce, propriétaire de Time Inc., du

célèbre journaliste et globe-trotter Arthur Hays Sulzberger du *New York Times*¹⁴, des chaînes de télévision ABC et NBC, des agences Associated Press (AP), United Press International (UPI) et Reuters, du groupe de presse Hearst, de Scripps Howard du magazine *Newsweek*, du Mutual Broadcasting System, du *Miami Herald*, du *Saturday Evening Post* ou encore du *New York Herald Tribune*¹⁵...

David Dubinsky

En bas de l'échelle, les journalistes répondent eux aussi à l'appel de Truman. En 1950, beaucoup rallient la bannière de « la vérité et la liberté » en se retirant de l'Organisation internationale des journalistes (OIJ) inaugurée à Copenhague en 1946, avant de refonder la Fédération internationale des journalistes (FIJ), créée en 1926 et enterrée après la guerre, lors de la création de l'OIJ. Mais une presse sans lecteurs n'est ni efficace ni économiquement viable. Depuis la Libération, certains journaux français ne survivent que grâce aux subsides du plan Marshall. En particulier ceux du groupe de presse socialiste de la SFIO. Le FTUC, dont l'OPC est un des bailleurs de fonds, a versé 20 000 dollars au *Populaire*, quotidien de la SFIO, tandis que le syndicat de la confection, l'ILGWU, lui a versé 20 000 dollars, puis 15 000 supplémentaires. Ces aides remplissent les caisses vides et permettent de faire face aux échéances critiques, sans néanmoins apporter un remède au mal chronique dont souffre la presse socialiste. Le 16 juin 1948, Léon Blum appelle de nouveau à la rescousse le président de l'ILGWU, David Dubinsky, et l'informe que sans une aide urgente *Le Populaire* risque d'affronter une tempête qui pourrait lui être fatale¹⁶. La même année, Léon Blum tente d'obtenir de Dubinsky qu'il finance en remplacement du *Populaire* un nouveau quotidien socialiste¹⁷. Le projet n'aura aucune suite. Dans les années d'après guerre, hormis les fonds secrets gouvernementaux, d'ailleurs le plus souvent eux-mêmes d'origine américaine¹⁸, David Dubinsky et son syndicat ont été une source régulière de financement pour le quotidien de la SFIO. Sans doute ont-ils sauvé la presse socialiste française du naufrage.

Depuis 1945, David Dubinsky représente à Paris le Jewish Labor Committee, créé dans les années 1930 afin de secourir les réfugiés qui fuyaient l'Europe, notamment l'Allemagne hitlérienne, l'Espagne franquiste, l'Autriche de l'après-*Anschluss* et, plus tard, les pays Baltes annexés par l'Union soviétique¹⁹. Mais surtout, en tant que dirigeant

de l'ILGWU, il appartient au quartet fondateur du FTUC, associé à l'OPC, puis à la CIA, qui est à l'origine de la fondation de Fo. En 1948, Dubinsky se rend en Italie avec Jay Lovestone et rencontre secrètement le pape Pie XII, qui les reçoit dans la chapelle Sixtine ; leur présence a été signalée dans *Avanti*, quotidien du Parti communiste italien. Stratège du syndicalisme anticommuniste, Jay Lovestone envisage de faire fusionner trois groupes syndicaux italiens minoritaires et a besoin, pour y parvenir, de l'appui du pape et du soutien des démocrates-chrétiens. David Dubinsky négocie à ses côtés. Son rôle ne se limite donc pas à sauver la mise à son ami Léon Blum, qui n'a d'ailleurs pas été le seul à solliciter le quartier général de l'ILGWU. Au début des années 1950, lors d'un séjour à New York, Daniel Mayer obtient 60 000 dollars de Dubinsky pour le quotidien de la SFIO²⁰. Robert Verdier ou encore Robert Blum tendront eux aussi la sébile. Dubinsky leur enverra 15 000 dollars en 1951 et 25 000 dollars en 1952²¹. La SFIO sait ce qu'elle doit au mouvement ouvrier juif, mais aussi à Irving Brown, qui a levé pour *Le Populaire*, auprès des banquiers Rothschild, 3 millions de francs²². Mais se débrouiller pour assurer les fins de mois difficiles suffit-il à remporter la bataille de l'information ? Seule une organisation aux reins solides a une chance d'y parvenir.

En avril 1951, Lester Markel, le président du comité d'études créé quelques mois plus tôt à New York sous l'égide de la conférence des directeurs de journaux, à laquelle ont assisté un certain nombre de patrons de presse français, annonce la création de l'IIP, l'Institut international de presse. Son ambition se résume en une formule : protéger la liberté de la presse. Pour financer son fonctionnement, les fondations Ford et Rockefeller se sont engagées à verser respectivement 50 000 et 40 000 dollars. Correspondant du *New York Times* à l'ONU, John E. Kenton prend alors la direction du secrétariat provisoire²³. Tout comme le Congrès pour la liberté de la culture, l'Institut crée des filiales nationales. À Paris, l'Institut français de presse tient sa première assemblée générale le 4 avril 1951. L'Institut, qui publiera les *Études de presse*, installe son siège à l'Institut des sciences politiques, rue Saint-Guillaume, tandis que Claude Bellanger, un des dirigeants de la Fédération nationale de la presse clandestine, flanqué de trois vice-présidents, deux secrétaires généraux et un trésorier, en devient le président exécutif. En matière d'information,

un pont est établi désormais entre Paris et Washington.

Au printemps 1951, un groupe de dirigeants des quotidiens nationaux français se rend aux États-Unis à l'invitation du département d'État. Durant cinq semaines il traverse le pays d'est en ouest, avant d'être reçu au Pentagone par le général Omar Bradley. Dans ses *Mémoires*, l'ancien responsable du *Populaire*, Robert Verdier, écrit : « Ces voyages étaient organisés par l'administration américaine qui voulait faire connaître aux citoyens des pays européens bénéficiant de l'aide Marshall les méthodes de gestion des entreprises des États-Unis [...]. Mais les différences entre les conditions de la presse américaine et celles de la presse française étaient trop grandes pour que nous puissions vraiment tirer profit de ces contacts. Qu'y avait-il de commun entre le *Washington Post*, où nous fûmes longuement et aimablement reçu, et notre malheureux journal artificiellement maintenu en vie²⁴ ? » Peu sans doute, mais les voyages ont aussi l'avantage d'entretenir l'amitié.

Le Centre des hautes études américaines

Le Populaire n'est pas le seul organe de presse socialiste à côtoyer l'administration américaine et son service de presse à Paris. En décembre 1950, André Ferrat, le directeur de l'imprimerie Réaumur, de la Société nationale des entreprises de presse, suit de près le lancement de la revue *Preuves* et finalise un projet qui a longtemps mijoté au sein du groupe de presse de la SFIO. Sous l'égide d'une association de la presse démocratique, créée pour l'occasion et regroupant des journaux français socialistes et socialisants ainsi que quelques autres journaux de gauche, il fonde l'Agence coopérative d'information. Celle-ci ne transmettra pas de nouvelles de l'actualité quotidienne comme l'AFP ou Reuter, mais des articles de fond tirés de *France-Soir* ou de *Franc-Tireur*, qui appartiennent à l'association, ou des articles inspirés des bulletins du bureau de presse de l'aide Marshall, ainsi que quelques papiers de journalistes pigistes. L'agence recherche, avant d'abandonner cette idée, un rédacteur en chef anglophone susceptible de gérer les contacts avec les gens du bureau de presse américain de la rue Saint-Honoré : 70 % des informations devraient être fournies en langue anglaise. L'administration américaine couve également d'autres partis, comme les indépendants d'Antoine Pinay ou le Parti radical. Pour ce dernier, un homme plutôt singulier supervise les questions de presse. Il les connaît d'autant mieux qu'il se plaint d'avoir été « spolié » après la guerre de sa propre entreprise et dépossédé du *Petit Provençal*, journal qui a eu le tort de ne pas cesser de paraître sous l'Occupation. Vincent Delpuech est très lié aux services américains puisque, d'après un ancien ami d'Allen Dulles²⁵, la CIA lui verse régulièrement de substantiels subsides. Durant des années, une fois nommé directeur de la CIA, Dulles lui remettra, de la main à la main, des fonds à chacune de ses escales à Paris. À l'hôtel Ritz, Dulles a pris l'habitude de rencontrer le député radical, qui y occupe un appartement à l'année. Dans l'intimité de la suite du directeur de la CIA, l' élu empoche sa dîme en liquide.

Les services d'information américains ne négligent pas non plus leur appui à une presse plus confidentielle. Des liens étroits ont ainsi été créés à Paris avec le Centre des hautes études américaines, établissement d'enseignement supérieur libre créé en 1945 et reconnu par l'académie de Paris. Ce centre, fondé par un membre de l'Institut, Henri Truchy, et présidé par le général Weygand, travaille en liaison étroite avec la plupart des grandes universités américaines. Il coiffe un discret et puissant réseau d'influences, composé de l'industriel et ancien bailleur de fonds des républicains sociaux d'avant-guerre, Ernest Mercier, du professeur Albert de La Pradelle, de Louis Bréguet, président de la banque Morgan, dont l'un des associés gérait les fonds secrets de l'Oss, C.-J. Guignoux, Périllhou, directeur de Kuhlmann, René Piaton, président de la compagnie Alais, Froges et Camargue, R. Puiseux, président des établissements Citroën et gérant de Michelin... Autant de personnalités soucieuses d'impulser en France un souffle de libéralisme étouffé depuis la Libération. Quelques-unes sont liées aux indépendants de Pinay ou seront associées à des structures plus ou moins discrètes de la lutte anticomuniste. Le Centre édite deux revues, les *Études américaines*, un bimestriel tiré à 15 000 exemplaires, *La Nouvelle Revue de l'économie contemporaine*, ainsi que trois bulletins hebdomadaires réservés aux adhérents. Le premier, intitulé *Privé France*, est une lettre confidentielle qui paraît le lundi et livre le point de vue des milieux d'affaires et des milieux politiques des États-Unis. À cette lettre sont joints de brefs dossiers d'études politiques, économiques et sociales sur les questions d'actualité. Le deuxième, *Courrier économique*, est une lettre de Washington qui paraît le mercredi, gérée par Yves Arnould. Enfin, le Centre des hautes études américaines publie en anglais une *European News Letter* qui cible les milieux dirigeants américains tant économiques que politiques, distribuée le mardi. Signée par l'écrivain Firmin Roz, membre de l'Institut, elle a vocation à expliquer outre-Atlantique ce qu'est l'Europe²⁶. Ces bulletins sont adressés à une clientèle triée sur le volet et constituée d'industriels, de banquiers et de leaders syndicaux. Le Centre organise également des dîners et des conférences où est convié le gratin de l'ambassade américaine – dont le représentant de l'AFL et agent itinérant de la CIA à Paris Irving Brown –, sans oublier les ténors de l'*underground* anticomuniste français, tels Georges Albertini ou Guy Lemonnier²⁷. Le soin d'animer

ces soirées est le plus souvent confié à un personnage à multiples facettes.

Anarchiste lettré, libre penseur, lié aux milieux patronaux et au lobby colonial, l'homme a de l'esprit et de l'entregent. Achille Dauphin-Meunier a collaboré dans sa jeunesse, de 1923 à 1930, au *Libertaire*, puis à *La Révolte* et aux *Temps nouveaux* ; en 1925, il a créé un cercle d'études bakouninistes et, plus tard, sa propre revue anarchiste, *L'Homme réel*, tout en faisant carrière dans une grande banque. En effet, l'anarchiste a commencé comme attaché à la direction de la Banque de Paris et des Pays-Bas, avant de devenir professeur de droit. En 1943, Vichy l'a nommé directeur de l'École supérieure d'organisation professionnelle. Et, après la guerre, Dauphin-Meunier resurgit à la tête du Centre des hautes études américaines²⁸.

L'appareil de contre-propagande voulu et encouragé par Washington se met peu à peu en place.

1.

Le Monde, 4 février 1948.

2.

Pour une biographie détaillée d'Angelo Tasca, mais qui ne mentionne pas son activité de *consulting*, voir Jean Maitron, *Le Dictionnaire du mouvement ouvrier français*, *op. cit.*

3.

Natif de Louisiane, Howard Kingsbury Smith a fait une carrière internationale. En poste à Berlin à l'époque hitlérienne, il manque d'être arrêté pour avoir refusé de relayer la propagande officielle. Il passe la période de guerre à Berne, en Suisse. Proche de certains cercles travaillistes britanniques et du chroniqueur de Cbs Ed Morrow, immortalisé dans le film *Good Night, and Good Luck* de George Clooney, Kingsbury Smith sera soupçonné par le comité d'épuration de McCarthy d'être un agent communiste.

4.

Voir Pierre Faillant de Villemarest, *Le Dossier Saragosse*, Lavauzelle, 2002.

5.

Voir *id.*, *GRU : le plus secret des services soviétiques*, Stock, 1988.

6.

Entretien avec Pierre Faillant de Villemarest.

7.

Pour plus de détails sur Louis Dalmas et les titistes français, voir Frédéric Charpier, *Histoire de l'extrême gauche trotskiste en France*, *op. cit.*

8.
Voir Irwin Wall, *The United States and the Making of Postwar in France, 1945-1954*, Cambridge University Press, 1991.
9.
Entretien avec Louis Dalmas.
10.
New York Times, 11 décembre 1949.
11.
USIS, bulletin photocopié quotidien des services américains d'information, 41, rue du Faubourg-Saint-Honoré, section presse, n ° 1060 bis, jeudi 20 avril 1950.
12.
Voir « The American forces network in the cold war military broadcasting in postwar Germany », *Journal of Broadcasting and Electronic Media*, n° 3, 1988.
13.
Il faudra attendre les années 1970 pour que ces deux stations de radio soient regroupées dans un même immeuble à Londres et à Bruxelles. Radio Free Europe a longtemps disposé de correspondants à Rome et à Madrid, ainsi que d'un centre technique très important à Barcelone, comprenant quatre émetteurs de 250 kW chacun. À Paris, les bureaux de Free Europe étaient installés 33, avenue des Champs-Élysées et ceux de Radio Liberty 122, rue de Rennes, dans le VI^e arrondissement.
14.
Sulzberger, entré au *New York Times* en 1939, est notamment l'auteur de trois ouvrages publiés en France : *Dans le tourbillon de l'histoire*, Albin Michel, 1971 ; *Les Derniers des géants*, Albin Michel, 1972 ; *L'Ère de la médiocrité*, Albin Michel, 1974. Certains milieux gouvernementaux français l'ont toujours soupçonné d'entretenir des liens étroits avec la CIA. Lui-même, pour s'en moquer, a abordé le sujet dans son livre *Les Derniers des géants*.
15.
La plupart de ces organes ont été cités dans un article de Carl Bernstein publié le 20 octobre 1977 par le magazine *Rolling Stone* : « The CIA and the media ». L'année suivante, la même liste plus étoffée était évoquée, ainsi que d'autres affaires liant la CIA à des journalistes, des patrons de presse et des organismes d'édition et de presse, devant un comité d'enquête sur le renseignement de la Chambre des représentants ; voir son rapport paru en 1978.
16.
Voir Irwin Wall, *The United States and the Making of Postwar in France, 1945-1954*, *op. cit.*

17. *New York Herald Tribune*, 14 décembre 1948.
18. S'agissant de fonds en liquide laissés longtemps à la discrétion des ministres puis du président du Conseil et ne donnant lieu à aucun contrôle digne de ce nom, certains s'abritent aujourd'hui derrière la notion de « fonds secrets » gouvernementaux, qui masquent en fait des fonds provenant de divers organismes américains. Plusieurs de nos interlocuteurs nous ont affirmé le mélange des fonds. L'un d'eux nous a ainsi textuellement déclaré : « Les Américains remplissaient aussi le Fonds d'action politique gouvernemental, pourvoient aux fonds secrets de Matignon », avant d'ajouter que « la IV^e République était en état de décomposition politique larvée ».
19. Sur Dubinsky et le Jewish Labor Committee, voir Catherine Collomp et Mario Menendez, *Exilés et Réfugiés politiques aux États-Unis, 1789-2000*, CNRS, 2003, p. 135 sq.
20. Voir Ted Morgan, *Jay Lovestone*, *op. cit.*, p. 216.
21. Il est difficile de connaître l'étendue précise de l'aide apportée au *Populaire* par Dubinsky et son syndicat, faute d'archives disponibles, voire existantes. Certains des chiffres avancés sont cités in Irwin Wall, *The United States and the Making of Postwar in France, 1945-1954*, *op. cit.*, et Ted Morgan, *Jay Lovestone*, *op. cit.* D'autres sources publiques font mention d'autres versements, comme l'agence Federated Press de New York, le 11 avril 1951, qui fait état d'une donation de 25 000 dollars au *Populaire* de Léon Blum « pour les premiers mois de l'année 1951 » ; des sources officielles britanniques en évoquent d'autres encore. Nous n'avons obtenu aucune autre précision auprès des très rares survivants de l'époque que nous avons rencontrés.
22. Voir Irwin Wall, *The United States and the Making of Postwar in France, 1945-1954*, *op. cit.*
23. *Le Monde*, 17 avril 1951.
24. Robert Verdier, *Mémoires*, L'Harmattan, coll. « Mémoires du XX^e siècle », 2005.
25. Source anonyme de l'auteur.
26. *L'Écho de la presse et de la publicité*, 30 octobre 1953.
27. Voir *infra*, chap. « La centrale Est et Ouest ».
- 28.

Dans la biographie que lui consacre Jean Maitron dans son *Dictionnaire du mouvement ouvrier français*, *op. cit.*, son rôle au Centre des hautes études américaines est curieusement passé sous silence.

Deuxième partie

L'officine américaine Paix et Liberté

L'association Paix et Liberté

L'effet le plus spectaculaire du discours de Truman en avril 1950 est la création de l'association Paix et Liberté, dont les statuts sont déposés à la préfecture de la Seine le 7 septembre 1950. Cette entreprise propagandiste et antisoviétique ne borne pas ses activités à la France. Des mouvements identiques bourgeonnent sans le moindre effet de hasard dans d'autres pays occidentaux, ainsi qu'en Turquie et au Vietnam. À Paris, son secrétaire général se nomme Jean-Paul David. Ce mouvement dont il prend la tête va le rendre célèbre et graver son nom dans le marbre de l'histoire française de la guerre froide, aux rubriques « Officines », « Fonds secrets » et « Anticommunisme ». Député de Seine-et-Oise depuis 1946, élu maire de la ville de Mantes l'année suivante, Jean-Paul David est le secrétaire général du RGR (Rassemblement des gauches républicaines), parti qui regroupe, selon la formule du journaliste du *Monde* Jacques Fauvet, « des hommes de droite siégeant au centre ». David se double également d'un homme d'affaires plutôt bien avisé. Sous l'Occupation il a prospéré en rachetant à bon prix des commerces et en créant, en 1943, une entreprise de vélos-taxis devenue, en novembre 1944, la Société des messageries légères, spécialisées dans le transport et le fret. Après la guerre, associé à ses beaux-parents, il s'est lancé dans la laiterie et la porcherie, avant d'ajouter à ses affaires un petit groupe de presse locale. Enfin, ses activités politiques vont aussi contribuer à sa prospérité, tant politique que financière.

Avant la création officielle de Paix et Liberté, le 28 juillet 1950, David a présenté au bureau national de son parti, le RGR, une motion exigeant qu'une « campagne de vérité » soit « entreprise sans délai »¹. Comment, dès lors, ne pas songer à l'exhortation lancée quelques semaines plus tôt par Harry Truman, dans le but de « corriger les faits » et de répliquer à la propagande communiste ?... Il s'agit évidemment d'une action coordonnée et impulsée par Washington. Jean-Paul David ne s'aventure pas de sa seule initiative dans cette

entreprise. Paix et Liberté dispose même d'un prestigieux comité de parrainage politiquement éclectique, mais rangé derrière les Américains de manière unanime. Ce comité comprend l'ancien président du Conseil Paul Reynaud, René Pleven, Jacques Bardoux, du MRP, ou encore Charles Lussy, président du groupe parlementaire SFIO à l'Assemblée. Consensuelle, l'initiative réunit tous les partis : SFIO, MRP, RGR, radicaux, et même le parti gaulliste, unis contre un unique adversaire, le Parti communiste. Si Jean-Paul David en devient le personnage emblématique, il n'en est pas réellement l'instigateur. L'inspiration vient de Washington ou, plus précisément, d'un certain David Bruce, alors âgé de 52 ans, ancien de l'Oss², « francophile » et ambassadeur américain à Paris. Après avoir été à l'université, à Princeton et en Virginie, Bruce transite brièvement par le département d'État, avant de se frotter pendant quelques années au monde des affaires. En 1940 il devient le représentant en Grande-Bretagne de la Croix-Rouge américaine, puis rejoint l'année suivante l'Oss, dont il sera le directeur des opérations sur le théâtre européen jusqu'à la fin de la guerre. Secrétaire adjoint au Commerce de 1947 à 1948, il est nommé à Paris responsable de l'administration européenne de coopération en charge des fonds du plan Marshall. Jusqu'en 1952, Bruce sert comme ambassadeur des États-Unis à Paris, où il reviendra l'année suivante au titre, cette fois, d'observateur au sein du comité intérimaire pour la Communauté européenne de défense (CED) et de représentant auprès de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Dans ces deux pôles de la construction européenne, il côtoie quotidiennement Jean Monnet, le « père de l'Europe »³.

En tant qu'ambassadeur des États-Unis en France, tout comme son prédécesseur Jefferson Caffery, David Bruce se montre attentif à la « menace communiste ». En 1950, il participe donc au lancement de Paix et Liberté, initié par un protégé de son ami Jean Monnet, René Pleven, auquel un ancien collaborateur de Jean-Paul David, Pierre Rostini, attribue à tort tous les lauriers de l'opération. Selon lui « Paix et Liberté, créé avec les fonds spéciaux, a été une pure fabrication de René Pleven. En accord avec tous les partis à l'exception des communistes, il a demandé la création d'un organisme de propagande antisoviétique, où chaque parti avait son représentant, Jean Lecanuet était ainsi celui du MRP⁴ ». Ce qui est sûr, c'est que, sans l'appui de Bruce, le projet ne se serait pas concrétisé.

Tout comme Jean Monnet à qui il doit d'ailleurs une partie de sa carrière, René Pleven a ses entrées à Washington. Pleven a milité avant la guerre au sein des étudiants de l'Action française, un mouvement d'extrême droite royaliste. Doté d'un doctorat en droit, il a échoué au concours d'entrée à l'Inspection des finances, qui fournissait alors les cadres supérieurs de la République, de l'industrie et de la finance. Cet échec aurait pu contrarier son avenir si Jean Monnet ne lui avait trouvé une honorable issue de secours. En effet, ce dernier l'a appuyé pour un poste de directeur à l'Anglo-Canadian Telephone – pour l'Europe, l'Automatic Electric Company, filiale de l'Automatic Telephone Corporation contrôlée par la banque d'affaires Lazard Frères, où Monnet ne manquait pas d'influence. Une fois le pied à l'étrier, René Pleven a pu devenir le secrétaire du conseil d'administration de la compagnie franco-américaine pour l'électricité et l'industrie, et, en 1939, toujours parrainé par Monnet, chef adjoint de la mission française de l'air aux États-Unis. En quelques années, l'homme a pris de la consistance. Son ralliement précoce à de Gaulle fera le reste. En 1940, aux côtés du chef de la France libre, il occupe divers postes : secrétaire général de l'Afrique-Équatoriale française, chargé des affaires étrangères, des colonies et des finances au comité français de Londres en 1941, où Monnet est *persona grata*, chargé des colonies et de la marine marchande au comité d'Alger en septembre 1943, puis président de la conférence africaine de Brazzaville en février 1944. De quoi asseoir une solide réputation. Fait compagnon de la Libération, René Pleven possède désormais une légitimité et une réelle stature politique. Il entre alors au gouvernement de Charles de Gaulle, en septembre 1944, comme ministre des Colonies. Devenu député des Côtes-du-Nord, il poursuit sa carrière ministérielle, qui le conduit en 1950 à la présidence du Conseil.

À ce titre, il lui incombe de choisir ou du moins d'approuver la nomination de celui qui pilotera le projet du mouvement Paix et Liberté, concocté à Washington et relayé à Paris par David Bruce. Il adoube ainsi Jean-Paul David, secrétaire général du RGR, qui est présidé par Pleven. Jean-Paul David devient alors l'étendard de Paix et Liberté, avant d'être promu par David Bruce propagandiste en chef, pour l'Europe, de toutes les succursales nationales du mouvement.

L'IGEP et la SEDDES

Paix et Liberté s'installe villa Bosquet, qui donne sur la rue de l'Université, dans un petit hôtel particulier sans allure ni cachet, aux volets toujours clos et placé sous protection permanente de la police. Dans les mois qui suivent, la France se couvre d'affiches et de papillons anticomunistes. Les imprimeurs et afficheurs publicitaires se frottent les mains car Paix et Liberté dépense sans compter. En six mois, des centaines de millions de francs – de l'époque – sont ainsi dilapidés. L'aisance du mouvement s'étale avec ostentation sur tous les murs de France. Interrogé par un quotidien britannique sur l'origine des fonds, David reste vague : « Nous nous débrouillons », dit-il, avant d'ajouter : « Je suis un ami personnel de René Pleven, mais cela n'a rien à voir avec l'affaire »⁵, comme si Pleven – en tant que président du Conseil – et les fonds secrets dont il dispose pouvaient expliquer la richesse de Paix et Liberté. En effet, ils l'expliquent en grande partie : la manne provient du Fonds d'action politique, rempli pour une part par Washington.

Si chaque matin Jean-Paul David passe dans les locaux de Paix et Liberté, où il suit de près ses affaires, quelques collaborateurs triés sur le volet font tourner la boutique. L'un d'eux, Pierre Rostini, y joue un rôle de premier plan. Il s'occupe notamment de la liaison avec les imprimeurs et les principales sociétés d'affichage, dont Avenir Publicité⁶. Afin de faciliter les transactions financières vu la nature délicate des fonds, il a créé la société Informations générales et Publicité (IGEP), par laquelle transitent les fonds secrets. Pierre Rostini est un jeune homme plutôt vif, d'origine corse, né à Paris le 2 mars 1920 dans le XII^e arrondissement. Proche de Jacques Chevalier, futur maire d'Alger et ancien responsable des relations internationales de l'UNEF (Union nationale des étudiants de France), il prétend n'avoir aucune attache politique partisane, reconnaissant simplement avoir la fibre anticomuniste. Membre fondateur du Comité Pierre de Coubertin, dont il deviendra en 1953 le secrétaire général, Pierre

Rostini s'est lancé en 1947 dans les milieux de la presse et de l'édition⁷. Depuis, sa silhouette courtaude et replète hante les milieux de l'anticommunisme, où il fait figure, en 1950, d'homme lige. Cette année-là, un de ses amis journalistes, proche de Jean-Paul David, Christian Loyauté, le coopte à la direction de Paix et Liberté, où il pourra éprouver et satisfaire sa fibre anticommuniste.

À la villa Bosquet, Rostini ne s'occupe pas seulement de trouver des imprimeurs et afficheurs, de payer et établir des factures ou de l'IGEP. Quelques jours après la création de Paix et Liberté, le 20 septembre 1950, il déclare à la préfecture de la Seine la SEDDES (Société pour l'étude et la diffusion de documents économiques et sociaux), dont le siège, d'abord situé 37, rue Étienne-Marcel, près des Halles, est transféré le 19 décembre 1950 à la villa Bosquet, dans l'hôtel particulier où s'est installé le mouvement de Jean-Paul David et que la SEDDES achète pour 3 millions de francs⁸. Selon les Renseignements généraux, qui ont rédigé à l'époque plusieurs notes sur la SEDDES, celle-ci se compose « de membres titulaires et de membres bienfaiteurs. Ces derniers, industriels, financiers, commerçants, groupements divers [...], acquittent une cotisation annuelle de 2 000 francs et sont astreints en outre à régler les frais occasionnés par les travaux ou les études [qu'ils commandent]. [...] Les ressources de l'association comprennent aussi des subventions de l'État ». Si l'on devine bien, l'IGEP sert à payer les fournisseurs, tandis que la SEDDES veille de son côté à la collecte des fonds. L'une se charge des entrées, l'autre des sorties d'argent.

Malgré ses airs de maison abandonnée que lui donnent ses volets toujours clos, la villa Bosquet bourdonne comme une ruche. En effet, elle héberge d'autres associations qui gravitent autour de Paix et Liberté. À partir d'octobre 1951, la section polonaise de Paix et Liberté y élit domicile, et son bulletin, *Pokoj I Wolnosc*, tiré à quatre mille exemplaires, est expédié sous pli gratuitement deux fois par mois : Jean-Paul David en est le gérant, et Jerzy Jankowski le rédacteur. Polonais né à Kalisz et réfugié en France depuis le 29 janvier 1940, licencié en droit, Jankowski s'est depuis converti au journalisme. Accrédité au ministère de l'Information, il appartient à la Fédération des journalistes libres de l'Europe centrale et orientale et des pays Baltes et balkaniques. Cet homme, qui ne manque visiblement pas d'occupations, est aussi le correspondant en France de plusieurs

journaux polonais édités aux États-Unis et en Grande-Bretagne, tous évidemment antisoviétiques. Parmi les autres commensaux de la villa Bosquet, on peut citer l'Association internationale des camps de la paix, que David a créée le 13 octobre 1951⁹. Bien sûr, tous perçoivent des contributions du Fonds d'action politique.

Paix et Liberté n'édite pas seulement des affiches qui, une fois les textes traduits, sont souvent expédiées aux quatre coins de l'Europe, ou des tracts et des brochures, dont *Défendre la vérité*. Avec la bénédiction des autorités, il sponsorise un programme à la RTF. En 1951, le chef des informations adresse au rédacteur en chef du soir du journal parlé une note de service qui l'avertit qu'à partir du 22 mai l'émission *Paix et Liberté* sera diffusée sur la chaîne parisienne entre 20 h 30 et 20 h 35, avant d'ajouter : « J'attacherais le plus grand prix à ce que le journal parlé se termine au plus tard à 20 h 20 tous les mardis. » Objectif : faire bénéficier David de l'audience du journal parlé.

Ces cinq minutes consacrées aux méfaits du communisme et des communistes valent à Paix et Liberté et à Jean-Paul David de violentes attaques du parti. L'homme, son passé, ses affaires, y compris privées, ses liens avec le département d'État ou encore avec l'OTAN, où il participe à certaines réunions, sont consciencieusement déballés et vilipendés dans la presse communiste. *L'Humanité*, *Regards*, *France nouvelle*, mais aussi des feuilles syndicales d'entreprise tirent à boulets rouges sur David. Un des dirigeants du parti, Fernand Grenier, exige même qu'une enquête officielle détermine « l'origine des fonds considérables » du mouvement Paix et Liberté. Invité à plusieurs reprises à comparaître devant une commission, Jean-Paul David se dérobe. En mars 1955, Fernand Grenier l'attaque encore et fustige de nouveau son émission de radio : « L'émission d'une officine [...] aux ressources louches improprement appelée "Paix et Liberté"... » Il s'indigne qu'un parlementaire puisse ainsi bénéficier « d'une sorte de monopole pour faire entendre à des millions de Français ses mensonges dans des allocutions qui, toutes, naturellement, sont dirigées contre la CGT ou le Parti communiste français ». Il revient sur la question évidemment délicate de l'argent : « Certains employés de la radio, qui ne sont pas des nôtres, mais qui sont eux-mêmes écœurés de ces émissions de Jean-Paul David, nous ont informés que la Radiodiffusion payait 30 000 francs à ce dernier pour chacune de ces

émissions d'une durée de trois à cinq minutes ; 30 000 francs, c'est-à-dire plus que le salaire mensuel de la moitié au moins des salariés de l'industrie privée et de l'État. Si cette information était confirmée, nous en tirerions la conclusion que, pour certains, l'anticommunisme n'est pas seulement d'ordre politique mais aussi d'ordre alimentaire, et que le train de vie que mènent maintenant certains personnages par rapport à celui qu'ils menaient il y a quelques années a évidemment des justifications officielles »¹⁰.

Plusieurs notes des RG montrent que cette critique n'est pas l'apanage du PCF. David fait des jaloux dans son propre camp, et au sein même du RGR, parmi les amis d'une de ses grandes figures, Édouard Daladier, ancien président du Conseil. Le 6 novembre 1952, les RG écrivent : « Jean-Paul David s'est vu reprocher à plusieurs reprises sa prodigalité. Certains milieux sont même allés jusqu'à déclarer que le secrétaire général de Paix et Liberté avait dilapidé des fonds qu'il recevait soit du gouvernement français (qui lui aurait alloué en 1952 40 millions de francs pour lancer la "croisade de la vérité"), soit du côté de services de propagande américains. C'est ainsi que ces derniers, estimant excessives, voire scandaleuses les dépenses engagées par Jean-Paul David, auraient donc décidé de lui supprimer toute subvention. Les services américains, par ailleurs, apprécieraient peu le comportement de l'intéressé qui aurait copié, pour le compte du mouvement Paix et Liberté, un modèle d'affiche que lesdits services se proposaient de diffuser. Cette opération aurait causé une perte sèche importante à l'ambassade des États-Unis à Paris. Les difficultés pécuniaires qui résultèrent de cette situation pour Paix et Liberté entraînèrent le licenciement de membres du service d'ordre du RPF qui étaient à la disposition de M. Jean-Paul David et rémunérés par lui... »

Au mois de mai 1954, le train de vie de Jean-Paul David fait l'objet d'une nouvelle note : « M. Jean-Paul David circulant depuis quelques jours dans une automobile Comète Monte-Carlo [...], des commentaires sévères sont faits dans certains milieux politiques, notamment les sphères dirigeantes du RGR, sur "l'enrichissement excessivement rapide" du secrétaire général de Paix et Liberté. En effet, outre que le député de Seine-et-Oise est, par ailleurs, propriétaire d'une Vedette Ford, sa femme se déplace dans une Comète de couleur verte [...]. En réalité, M. et Mme Jean-Paul David ne sont pas les possesseurs effectifs des voitures qu'ils conduisent

actuellement. La carte grise est établie au nom de la société SEDDES, 10, villa Bosquet (VII^e), et celle de Mme David au nom des établissements laitiers Préval¹¹, 18, rue du Cotentin (XV^e), dans lesquels M. David possède des intérêts. Cette entreprise a acheté la voiture le 19 novembre 1953 à la SEDDES qui en était propriétaire depuis le 5 mai de la même année. » Et le rédacteur des RG d'ajouter : « Il semble cependant ne faire aucun doute que la SEDDES, qui travaille en étroite liaison avec le mouvement Paix et Liberté, permet à M. Jean-Paul David de dissimuler une partie des profits qu'il peut tirer de la gestion de son organisme de propagande ».

Jean Dides et M. Charles

Un organisme plutôt bien traité, à en croire la presse américaine. En décembre 1951, celle-ci fournit le premier bilan chiffré de la « croisade pour la vérité » lancée l'année précédente, dont Paix et Liberté a évidemment profité. Selon le *New York Times*, « le gouvernement des États-Unis a dépensé, en 1950, en France, pour l'information 7 millions de dollars, soit, au cours officiel, 2 450 millions de francs¹² ». Paix et Liberté n'a pas été bien sûr le seul bénéficiaire de la manne financière américaine. Et l'effort de Washington s'est maintenu les années suivantes. Ainsi, en 1952, l'agence gouvernementale United States Information and Education (USIE), qui sert souvent à l'époque de couverture aux agents de la CIA et emploie en France 289 personnes d'origine française ou américaine, disposera d'un budget de 500 000 dollars pour contrer la propagande communiste et faire l'éloge de la libre entreprise. Ce service a financé la réalisation de films promotionnels consacrés à l'*American way of life* et la diffusion de programmes à la station de radio Ici New York. Au début des années 1950, chaque mois 800 000 personnes voient des films sponsorisés par les services d'information américains et diffusés dans les écoles, les clubs ou des réunions privées.

Jean-Paul David et son mouvement couvrent aussi des activités moins visibles, comme celles d'un petit service action aux allures de police parallèle composé d'anciens militaires, de policiers épurés ou en activité, et encore d'aventuriers que cornaque le commissaire des Rg Jean Dides¹³.

Ce policier chevronné et expérimenté, entré comme gardien dans la police, a fait carrière aux Renseignements généraux sans interruption de 1937 à 1944. Au moment de l'insurrection de Paris, il dirige la 5^e section des Rg de la préfecture – service des étrangers, juifs compris, et des réfractaires au STO. Le 20 août 1944, accusé d'avoir tenu des propos défaitistes aux inspecteurs de son service, leur indiquant qu'ils étaient au « service de la France » et non à celui « des

Anglais, des Américains ou des Boches », il est suspendu. Après un passage, le 18 octobre 1944, devant la commission d'épuration, qui lui reproche également d'avoir envoyé dans des camps de travail des étrangers et des réfractaires, et de ne pas avoir « freiné » le rythme de sa 5^e section, il est rétrogradé. La punition est modeste. Dides ne redevient commissaire qu'en 1948 et ne réintègre son service d'origine qu'en 1951, avant de rejoindre la direction des RG en janvier 1952. À son retour aux RG, il prend la tête de la 7^e section, chargée des communistes¹⁴...

Cette affection n'est pas le fait du hasard. Depuis 1947, Jean Dides a pris du poids dans le système anticommuniste mis en place à Paris après l'expulsion des communistes du gouvernement. En attendant de récupérer ses galons, il a grimpé les marches de l'appareil gaulliste du RPF, donnant le meilleur de lui-même à l'échelon « gros bras ». Il y a drainé d'anciens miliciens, d'anciens parachutistes, d'anciens combattants d'Indochine et, plus tard, de Corée, ainsi que ses relations dans la police, dont quelques-unes, sulfureuses, ont été révoquées à la Libération. Après la guerre et sous le coup de la sanction qui l'a frappé – fût-elle modeste –, Dides paraît avoir cultivé ses liens avec l'Amicale des épurés. Parmi ces « parias », dont le *lobbying* pressant pour obtenir leur réintégration dans la police finira par être couronné de succès, Dides a mis la main sur une perle rare, le dénommé « M. Charles ». Il le couve, attentionné. Ce dernier a de quoi plaire. Il possède en effet une « documentation » sur les communistes si alléchante qu'en ces temps de guerre froide elle pourrait faire saliver jusqu'au sommet de l'État. Mais la médaille a son revers. Si la documentation de M. Charles est alléchante, l'homme l'est moins et doit être pris avec des pincettes¹⁵. De son vrai nom Alfred Robert Ferdinand Delarue, il mesure 1,65 mètre, a les cheveux châtain clair, est marié, a deux enfants et a longtemps été domicilié à Fontenay-sous-Bois. Né le 18 décembre 1913 dans l'Eure, cet ancien sous-officier d'infanterie militaire a servi sous l'Occupation à la section chargée de la répression du terrorisme, avant de rejoindre, en juin 1941, la brigade spéciale n° 1, la Bs1, dont le chef a été fusillé à la Libération tant son service avait été performant sous l'Occupation.

Son passage aux RG fait de Delarue un spécialiste de l'anticommunisme, ou du moins un policier hors pair et apprécié de ses chefs. En 1942, ses supérieurs le couvrent d'annotations flatteuses

et le décrivent comme un « spécialiste de la filature », un « homme de confiance » sachant assumer les « missions délicates », doté d'un « courage physique très grand » et d'une « intelligence très vive ». Début 1944, cet élément d'élite est arrêté pour trafic de faux titres de rationnement et condamné à dix-huit mois de prison. Il séjourne quelque temps à la maison d'arrêt des Tourelles avant d'être relâché, puis de s'évanouir dans la nature à l'approche de la Libération.

Le 9 mars 1945, alors que la commission d'épuration s'est saisie de son cas, Alfred Robert Ferdinand Delarue est en fuite. La justice lui reproche l'arrestation de 136 patriotes au moins, dont 10 ont été fusillés ou déportés, et a décidé de le poursuivre pour « atteinte à la sûreté extérieure de l'État ». Le 6 juin 1946, une sous-section de la cour de justice de la Seine étudie en quarante-huit heures l'affaire et condamne le futur M. Charles à vingt ans de travaux forcés... une peine qu'il n'effectuera jamais. Toujours en cavale, le « contumace » est finalement arrêté et interné au camp de Noé, dont il s'évade presque aussitôt, en 1947, avec, dit-on, l'aide de Jean Dides¹⁶, avant de se rendre sous un faux nom aux États-Unis, à l'invitation d'un « service d'information » américain.

Emporte-t-il alors les précieuses archives qu'il a dérobées au cours de l'été 1944 aux RG, puis mises en lieu sûr avant de s'enfuir¹⁷ ? On peut le supposer, bien que l'histoire ne le dise pas. Tout comme elle ne précise pas quel est le « service d'information » qui a facilité son départ pour les États-Unis. À Paris, en tout cas, Jean Dides entretient des contacts étroits avec les agents du FBI. Ces derniers ont leurs entrées rue des Saussaies, où ils viennent régulièrement éplucher les fichiers des services spécialisés, apportant en signe de convivialité des bouteilles de bon whisky. Quoi qu'il en soit, à son retour des États-Unis « Fred » a fait place à « M. Charles » et reprend aussitôt contact avec Dides. Début 1951, alors que la lutte anticommuniste bat son plein, Jean Dides se rend dans le bureau de Roger Léonard, préfet de police de Paris, et lui révèle l'existence du mystérieux M. Charles et d'un petit groupe de policiers épurés. Il évoque, bien sûr, la nature de la documentation dont ils disposent et fait miroiter au préfet les coups terribles que les services pourraient porter au parti. À condition, et Dides insiste sur ce point, que le secret le plus absolu entoure l'existence de ce groupe, qu'il faut traiter, exploiter, financer et, naturellement, protéger. La moindre fuite compromettrait les

possibilités offertes par M. Charles, ses hommes et leur documentation. Le préfet acquiesce. Il prend l'histoire de Dides très au sérieux et en informe personnellement le président du Conseil, Henri Queuille, ainsi que Jean Baylot, qui doit lui succéder comme préfet de police. Dès lors, tout s'enchaîne. Jean Dides est rétabli à son grade de commissaire en avril 1951 et nommé à la tête de la 7^e section, chargée de la lutte anticomuniste. Il supervisera le travail de M. Charles et de son équipe. De son côté, Jean Baylot, ancien collaborateur de Paul Ramadier, décide avec le ministre de l'Intérieur, Charles Brune, d'installer M. Charles avec ses fichiers et ses collaborateurs dans un local de Paix et Liberté, situé rue Taitbout, tandis que les fonds secrets pourvoient au fonctionnement de l'officine policière. Nul ne devra désormais connaître l'existence de cette organisation.

Pour Jean Dides, homme qui monte dans l'appareil anticomuniste, et le petit groupe action qu'il coiffe au sein de Paix et Liberté, le travail de renseignement n'est qu'un des aspects de la lutte anticomuniste. À Paix et Liberté, certains de ses proches excellent dans le maniement des explosifs. Au cours de l'été 1951, quelques mois à peine après la mise en place de l'officine de M. Charles, une série d'attentats détruit à Paris plusieurs locaux communistes. Au mois d'août, trois librairies du parti, dont celle de l'association France-URSS, sont soufflées, ainsi que le Centre de diffusion du livre et de la presse. Sur les lieux d'un des attentats, la police retrouve dans les décombres une grenade de fabrication américaine. Le 5 septembre, la Banque commerciale (soviétique) pour l'Europe du Nord est à son tour plastiquée. Dans les gravats, les policiers trouvent à chaque fois des cartes de visite de Paix et Liberté.

Audace, imprudence ou sentiment d'impunité ? À la suite d'un attentat raté contre une permanence du parti – la machine infernale n'a pas fonctionné –, les RG rédigent une note bien informée, puisque les plastiqueurs sont identifiés et nommés noir sur blanc. L'un d'eux est « adhérent du RPF et du mouvement Paix et Liberté » et « responsable du sixième secteur de banlieue du service d'ordre de la délégation parisienne du RPF »¹⁸. L'autre est un militant d'extrême droite, très actif avant la guerre.

L'enquête judiciaire n'aboutira pas et l'on peut imaginer pour quelles raisons. En tout cas, la lutte anticomuniste semble prendre en Occident un nouveau tournant. Il ne s'agit plus simplement

d'opposer une autre vérité à la propagande soviétique. Quelques mois à peine après la campagne d'attentats de Paix et Liberté, le 16 octobre 1951, le gouvernement américain fait voter la loi sur la sécurité mutuelle, qui se démarque de l'esprit du plan Marshall. Elle prévoit 100 millions de dollars supplémentaires destinés à l'entretien d'agents de renseignement, opérationnels à l'extérieur et à l'intérieur des pays du bloc soviétique. Cette fois, Washington paraît ne plus se contenter de faire imprimer des affiches, de financer des programmes de radio ou des films à la gloire de la libre entreprise. Lors des débats, un parlementaire précise : « Ces 100 millions de dollars sont destinés à aider des personnes choisies qui se sont enfuies des pays de l'au-delà du rideau de fer ou qui y résident pour les constituer en unités armées ou dans d'autres buts. » En avril 1952, un journaliste de *Nation Business* se montre encore plus précis : « Nous sommes en train de dresser des saboteurs et des spécialistes dans les formes les plus dures de la guerre psychologique [...]. Nous leur apprenons entre autres à faire sauter des ponts, des voies ferrées et des usines de guerre. »

Ou peut-être tout autre bâtiment, par exemple des librairies ou des sièges de partis et de syndicats...

1.

Voir « Jean-Paul David, l'homme aux mensonges entre les dents », *Regards*, 19 octobre 1951.

2.

Selon d'anciens agents de la CIA, David Bruce pourrait avoir appartenu à celle-ci ; voir Philip Agee et Louis Wolf (éd.), *Dirty Work*, *op. cit.*, p. 32.

3.

Sur la CIA et la construction européenne, voir *infra*, chap. « La CIA et les comités européens ».

4.

Entretien avec l'auteur.

5.

Regards, 26 octobre 1951.

6.

Entretien avec l'auteur.

7.

La revue *Ésope* qu'il crée, paraît toujours en 2006. Elle a comme collaborateurs les plus en vue André Bergeron, ancien secrétaire

général de Fo, ou encore Michel Slavinsky, ancien des Jeunesses fédéralistes européennes et des solidaristes russes du NTS.

8. Chiffre avancé dans diverses notes des Renseignements généraux consacrées à Paix et Liberté et à Jean-Paul David, auxquelles l'auteur a eu accès.
9. Le trésorier en est Noël Combeau, alors employé au siège du mouvement, par ailleurs secrétaire général des Amis de Paix et Liberté, association créée en mars 1951.
10. *Journal officiel*, Assemblée nationale, troisième séance du 17 mars 1955.
11. Le gérant des établissements Préal (commerce de porcs, expédition des viandes, salaisons, charcuterie en gros) est Georges Caillard, le beau-père de Jean-Paul David.
12. *New York Times*, 13 décembre 1951.
13. Selon une note des RG du 6 novembre 1952, les « services américains de propagande » reprocheraient à Jean-Paul David son « entourage d'hommes de main », tandis qu'une autre évoque « le licenciement de membres du service d'ordre du RPF » employés par Paix et Liberté après la décision de l'ambassade de couper les vivres au mouvement de David.
14. Le dossier de Jean Dides aux RG, que l'auteur a pu consulter, mentionne, selon une note du 17 août 1960, que Jean Dides est à cette époque président d'honneur de l'Association nationale des policiers rapatriés d'Afrique du Nord et des territoires d'outre-mer, dirigée par Antoine Méléro, un ancien de la Main rouge, impliquée dans une série d'assassinats commis en Afrique du Nord pendant les guerres coloniales et liée aux services spéciaux français.
15. Sur la carrière d'Alfred Delarue, l'auteur a pu consulter le dossier établi à son nom par les RG de la préfecture de police de Paris et le compte rendu de son procès.
16. Sur le camp de Noé et l'évasion de Delarue, voir Robert Aron, *Histoire de l'Épuration*, Fayard, 1975.
17. D'importantes archives des RG et de la police parisienne tomberont entre les mains des Soviétiques à Berlin en 1945. Dont, notamment, les comptes rendus des activités des Bs1 et Bs2 des RG de la préfecture de police de Paris. Les Soviétiques s'empareront au passage des

archives de la LICA (Ligue internationale contre l'antisémitisme) ou encore de celles du Grand Orient de France, et de bien d'autres archives françaises que les Allemands avaient préalablement transférées à Berlin.

18.

Note du 2 mai 1953, archives de l'auteur.

La centrale *Est et Ouest*

Georges Albertini

Paix et Liberté n'est qu'une des annexes de cet « appareil anticomuniste » en pleine expansion au cours de la guerre froide et au sein duquel, on l'a vu, les réseaux de Jean-Paul David ou de Jean Dides, chacun à sa manière, exercent leurs talents.

Les Américains et la CIA, mais aussi le « clan SFIO » du SDECE et la DST portent une attention toute particulière à une autre officine, celle-là plus discrète, qui s'organise autour d'un homme et d'une revue. La plupart de ceux qui y travailleront prendront l'habitude de l'appeler la « centrale ». Sans doute parce que, mieux que quiconque, ils savent de quoi ils parlent.

L'homme qui la dirige se nomme Georges Albertini. À la Libération, cette personnalité de premier plan de la Collaboration l'a échappé belle. Il aurait pu, tout aussi bien, finir criblé de balles dans les fossés du fort de Châtillon ou de Vincennes. En septembre 1944, recherché par la police, Georges Albertini est arrêté, conduit au contrôle général de la surveillance du territoire et interrogé par Achille Peretti, alors commissaire des services spéciaux français – et futur maire gaulliste de Neuilly –, avant d'être écroué à la prison de Fresnes au deuxième étage de la première division. Jusqu'à son procès, Albertini occupe la cellule 257.

Qu'a-t-il fait de si pendable ? La justice lui reproche un acte de trahison ou, comme on dit alors, d'« intelligence avec l'ennemi ». De 1942 à 1944, Georges Albertini a été le secrétaire général du Rassemblement national populaire et le chef de cabinet de Marcel Déat, chef du RNP et ministre du Travail dans le second gouvernement de Pierre Laval, de février à août 1944. Au printemps 1944, Albertini est le numéro 2 d'un des plus influents partis collaborationnistes, pas moins. Il coiffe même l'important groupe de presse de son mouvement, qui est accrédité par la Propagandastaffel. Dans une période où la sensiblerie et le pardon ne sont pas de mise, l'accusation portée à l'encontre de Georges Albertini est grave. D'autres ont été

conduits devant un peloton d'exécution pour des faits plus véniels. Pourtant, le 22 décembre 1944, Albertini écope de cinq années de réclusion. Dans ce contexte et au vu des responsabilités assumées, la sanction paraît pour le moins légère, voire clément.

Comment expliquer ce miracle ou cette mansuétude ? En fait, diverses explications se conjuguent : à une instruction bâclée qui a rarement établi les faits avec précision se sont ajoutés des témoins de l'accusation se succédant à la barre pour plaider en faveur de l'accusé. Or rares sont les témoignages qui ont été contrôlés et vérifiés, ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils soient mensongers ou fabriqués. Cela confirme simplement que la justice n'a pas fait son travail correctement. Même les policiers qui ont mené l'enquête judiciaire ont fait preuve d'empathie envers l'accusé. L'un d'eux, Marc Albertini² – originaire, tout comme l'ancien dirigeant du RNP, du même village corse de Moncagnano –, est l'auteur d'un rapport sur l'accusé « favorable et laconique³ ».

Enfin et surtout, Albertini a opté pour une ligne de défense habile, renforcée par son talent d'orateur⁴. Contrairement à ce qui lui est reproché, il affirme tout d'abord qu'il n'a pas fréquenté d'Allemands sous l'Occupation et qu'il est intervenu en faveur de résistants⁵. Preuve de sa lucidité retrouvée, il accable son ancien chef, alors en fuite, Marcel Déat, et le qualifie de traître, de lâche et d'ambitieux. Surtout, il parvient à se faire passer pour un autre en campant le personnage inattendu du militant de gauche un peu naïf, pour ne pas dire distrait. Il fait vibrer la corde sensible en brochant sur les tourments d'un pacifiste débousolé et égaré par la défaite⁶. Car Georges Albertini ne concède qu'un fait à l'accusation. Oui, il admet que le socialiste et républicain qu'il est – qu'il semble même, à l'entendre, n'avoir presque jamais cessé d'être – a commis une erreur, une seule : celle d'avoir cru à la victoire définitive de l'Allemagne. Refusant la politique de la « chaise vide », il a prôné la seule politique réaliste selon lui, celle de la Collaboration. Il se défend de tout apparemment idéologique avec le nazisme et réfute l'étiquette de national-socialiste. Albertini ergote sur cette expression, qu'il jure n'avoir jamais employée « avec un tiret »... Il a été national et socialiste, nuance. Ses écrits n'ayant pas été réunis, on ne peut vérifier ce qu'il affirme. Dans le box, il réalise un tour de passe-passe étourdissant. Il s'absout lui-même, se mue et redevient républicain et

socialiste. C'est un homme de gauche, comme le sont d'ailleurs ses deux avocats habilement choisis, Maurice Paz et Eugène Frot. Il n'est qu'un de ces nombreux socialistes munichois – qui ont approuvé les accords avec Hitler en 1938 afin, croyaient-ils, d'empêcher la guerre – qui se sont égarés et n'ont commis qu'une faute politique, une erreur d'appréciation. Sous les auspices d'un tribunal où tout lui sourit et où peu le contredisent, Albertini réussit à escamoter ses responsabilités tout en faisant de son procès celui d'une partie de la gauche française syndicale, politique et maçonnique.

Qu'a-t-il fait de plus pendable qu'un Léon Emery, un Émile Roche ou encore un Paul Faure, personnalités issues des mêmes milieux que lui et qui ont été en contact, comme lui, avec Marcel Déat tout au long de l'Occupation ? C'est un fait et non une excuse, mais Albertini n'a pas été le seul « homme de gauche » à se fourvoyer dans la Collaboration.

Son procès, qui a pris en quarante-huit heures d'audience des airs d'exorcisme collectif, pouvait-il se terminer autrement que par un verdict clément ?

L'Institut d'histoire sociale

Le 22 décembre 1944, les avocats d'Albertini obtiennent une condamnation de principe. D'autres y ont probablement veillé en coulisse et se hâtent de solliciter, en 1948, sa libération anticipée : l'ancien numéro 2 du RNP bénéficie d'une grâce spéciale du président de la République, Vincent Auriol, qui écourte d'un an son séjour à la maison d'arrêt de Poissy⁷. Hébergé quelques jours par Michel Junot, chef de cabinet de Pierre Laval en 1942 qui fera plus tard carrière chez les indépendants, Albertini s'empresse de résister au communisme à défaut d'avoir résisté aux nazis. En 1948, un homme de sa trempe, avec ses contacts, ses dossiers et ses réseaux, son intelligence et son goût de l'intrigue, est certainement plus utile en liberté qu'en prison. Certains dirigeants de la SFIO, dont André Le Troquer et André Weil-Curiel, n'ont pas oublié qu'il était un des leurs avant la guerre et l'un des plus brillants militants socialistes de sa génération. Dès 1944, et des années plus tard, ils s'efforcent d'aider Albertini à se sortir d'une mauvaise passe⁸. Dès lors, quoi de plus normal qu'une fois libéré les amis qu'il compte à la SFIO lui remettent le pied à l'étrier, utilisent ses compétences, et qu'Hippolyte Worms, un banquier connu à la prison de Fresnes en septembre 1944, lui offre de son côté une situation ? Albertini devient « ingénieur-conseil » à la banque Worms, « avec bureau et salaire », comme le précise lui-même l'intéressé dans sa biographie⁹.

Albertini est gracié l'année du « coup de Prague », du blocus de Berlin, celle des grandes grèves insurrectionnelles matées par l'ancien du 2^e Bureau de la marine, l'inflexible ministre socialiste de l'Intérieur Jules Moch. Or, bien que chassé du pouvoir, le Parti communiste reste puissant. Il bénéficie encore du noyautage de l'État entrepris à la Libération, impose sa férule sur la CGT et pèse encore près du tiers des électeurs français. C'est dans la lutte contre le soviétisme qu'Albertini trouve alors son utilité : l'anticommunisme servira d'enclos à la carrière de cet homme de l'ombre, carrière discrète et effacée à

laquelle il paraît désormais voué.

Dès sa sortie de prison, Albertini songe à créer une revue d'un genre spécial, entièrement consacrée à l'étude du phénomène communiste. Son avocat Maurice Paz, à qui il parle de son projet, le présente lors d'un dîner à Boris Souvarine, qui pourrait lui être d'une grande utilité : avec Raymond Aron, Souvarine est sans doute un des esprits les plus puissants de l'anticommunisme de l'après-guerre. Petit et souffreteux, homme au physique grêle et disgracieux et à la vue défaillante, Souvarine est l'un des fondateurs de la III^e Internationale, qu'il a quittée au moment de la mort de Lénine, avant de s'éloigner peu à peu du marxisme au cours des années 1920 et de rallier dans la décennie suivante le camp de l'anticommunisme. Pendant la guerre, grâce à une intervention de Vichy, il obtient un visa et s'exile aux États-Unis, où il collabore avec les services secrets de la France libre, avant de rentrer en France en 1947 doté d'une bourse universitaire que lui a fait attribuer la CIA¹⁰. Avec ce subside, il édite une *news letter*, et, avec l'appui de son ami Jacques Chevalier, qui a lui aussi passé la guerre en Amérique, il refonde l'Institut d'histoire sociale (IHS), dissous au moment de la guerre et qui, bientôt associé à la centrale d'Albertini, en deviendra une succursale. Dans sa remise en selle de l'IHS, Souvarine reçoit également l'aide financière du groupe Worms et, à partir de 1952, celle du président de la Ligue juive anticommuniste américaine, Alfred Kohlberg¹¹. Cet industriel du textile, introduit en Chine depuis les années 1930, anime à New York un puissant lobby favorable à la Chine nationaliste. En 1949, date qui marque l'exil définitif de Tchang Kaï-chek sur l'archipel formosan, il est à l'origine de l'une des premières grandes enquêtes inquisitoriales du sénateur du Wisconsin, son ami Joe McCarthy. En 1952, il contribue à la mise en accusation de plusieurs chercheurs américains soupçonnés d'avoir influé sur les choix de la politique étrangère américaine et favorisé un partenariat avec la Chine de Mao. Durant des années, il entretient des relations étroites avec Boris Souvarine, notamment une correspondance soutenue faite de lettres mais aussi d'échanges d'informations et de documents sur le communisme et ses propagandistes, publics ou secrets¹². Lors d'un dîner à Paris, ce dernier lui présente Raymond Aron, qu'il félicite chaudement après la parution de son essai *L'Opium des intellectuels*, dans lequel il dénonce les « mythes » fondateurs idéologiques de la gauche. Kohlberg l'a

d'autant plus apprécié qu'avant Aron il a déjà développé la même analyse. Ce qu'il avouera dans un courrier adressé à l'auteur, tout en admettant qu'il l'a fait avec moins de talent et de brio.

En 1948, après le repas pris dans la salle à manger de Maurice Paz, Souvarine réfléchit au projet de revue d'Albertini et sonde longuement ses intentions, peut-être afin de s'assurer qu'il peut le faire profiter de ses introductions aux États-Unis dans les milieux politiques, universitaires, mais aussi du renseignement. Ce contact a sans aucun doute pesé dans le démarrage de l'aventure dans laquelle se lance Albertini. Or, dans le récit que ce dernier fait de l'histoire de sa revue, il affirme que seulement trois hommes ont soutenu en 1948 son projet et ne mentionne pas le nom de Souvarine. Il cite en revanche ceux de Maurice Coquet, ancien journaliste du *Populaire*, auteur de libelles anticomunistes¹³ et proche de Boris Souvarine, d'Étienne Villey, un haut responsable patronal, et d'Émile Roche, ancien radical et futur président du Conseil économique et social, qui entretiendra jusqu'à sa mort des relations fraternelles avec l'IHS. En 1948, Albertini voyage beaucoup. Il se rend en Suisse, en Suède, en Belgique pour y prendre contact avec d'autres « experts » de la propagande anticomuniste. De retour à Paris, il réunit les fonds nécessaires au démarrage de son entreprise. Voilà, en résumé, la vulgate – ce qu'indique sobrement le récit officiel. On ne sait rien de la qualité de ces « experts » qu'il a consultés, encore moins qui ils sont, ni précisément qui lui a fourni les fonds et encore moins si Souvarine lui a ouvert des portes aux États-Unis, dont celles de la CIA. Selon Albertini, Hippolyte Worms a été l'un des contributeurs de son *Bulletin d'études et d'informations politiques internationales (BEIPI)*, mais un de ses plus proches collaborateurs réduit la portée de cette aide en affirmant qu'il n'a jamais payé autre chose que les reliures de la revue¹⁴. Cette difficulté à éclairer avec précision les sources de financement des entreprises d'Albertini s'explique par la nature particulière des activités de l'ancien bras droit de Marcel Déat. Au-delà de la revue indiscutablement de qualité qu'il édite, ses activités ne revêtent pas en effet qu'un simple aspect documentaire. Elles s'apparentent à celles d'une « officine » et restent en conséquence inavouables.

Quoi qu'il en soit, il est peu probable que Worms ait été le seul à favoriser matériellement le *BEIPI* à ses débuts. En fait les appuis ont été divers. C'est au sein d'une nébuleuse où s'entremêlent des cercles

syndicaux de Fo liés à la SFIO, certains organismes américains comme le FTUC et l'OPC, ainsi que le patronat, que le BEIPI trouve les soutiens nécessaires. De 1948 à 1949, Albertini collabore ainsi au Bureau d'études et de documentation économiques et sociales (BEDES), en grande partie créé par l'Union des industries minières et métallurgiques. Cet organisme patronal accueille un moment dans ses locaux Albertini et son BEIPI, à la fois comme locataire et associé, avant qu'ils n'aillent s'installer dans des locaux plus vastes, 86, boulevard Haussmann, tout près du futur siège du Congrès pour la liberté de la culture, où le BEIPI connaîtra sa période de vaches grasses. En attendant cette époque héroïque, Albertini fait tout d'abord ses classes au BEDES, où il supervise la publication d'un bulletin patronal qui paraît de 1948 à septembre 1953 et pour lequel il rédige une vingtaine d'éditoriaux. Si le BEDES est dirigé par un certain Paul Mathot – de son vrai nom Zons –, spécialiste en contentieux, le véritable patron est Léon Chevalme, un ancien de la SFIO membre du secrétariat général de la Fédération de la métallurgie. Homme influent de la presse syndicale indépendante, Chevalme préside le conseil d'administration de l'association Forces ouvrières syndicalistes européennes et appartient au conseil d'administration du Mouvement français pour les États-Unis d'Europe. Il est un des hommes qui ont contribué à remettre en selle Albertini. La petite équipe qu'il réunit autour de lui se compose de Guy Lemonnier, dit « Claude Harmel », ancien du RNP, et d'Henri Barbé, ancien dirigeant du PCF passé à la Collaboration. Avec elle il travaille pour le BEDES¹⁵, où ils éditent anonymement une quinzaine de fascicules anticomunistes à caractère pamphlétaire, regroupés sous l'intitulé *Dictionnaire des girouettes*. Jusqu'en juin 1981, Georges Albertini et ses collaborateurs se font dès lors une spécialité de ce genre de libelles anonymes, financés sur les fonds secrets et les deniers patronaux¹⁶. L'IHS entretiendra jusqu'en 1986 des liens étroits avec le *labor attaché* de l'ambassade américaine à Paris.

Le BEDES

Le BEDES n'est pas un simple organisme de propagande patronal et anticomuniste lié à Fo et employant quelques rescapés de la Collaboration. Le BEDES est aussi une officine qui, *via* deux sociétés, centralise des flots de publicités regroupés par certains cercles patronaux, destinés à financer le développement de la presse régionale de Fo. Plutôt gênant, le paiement des publicités anticipe la parution des encarts et sert d'avances de trésorerie. Cette pratique, ni bien régulière ni très légale, ne fait pas l'unanimité à Fo et le scandale ne tarde pas à s'étaler sur la place publique.

Lorsque les « affaires » du BEDES éclatent, elles rouvrent des plaies encore très vives liées à la scission de la CGT et au financement « étranger » et patronal de Fo. Elles relancent les polémiques sur les fonds du plan Marshall attribués au « syndicalisme libre », une aide distribuée par les canaux croisés de l'AFL, de l'OPC et du FTUC, d'ailleurs revendiquée en 1950 à la tribune du syndicat américain CIO par le secrétaire d'État Dean Acheson. En 1947, la fédération des PTT de Fo a été l'une des premières à en profiter, comme l'indique le *New York Times* : « Le premier groupe syndical français qui a bénéficié de cette sorte de plan Marshall syndicalisé était la fédération des PTT affiliée à Fo. Par l'organisation internationale des ouvriers des PTT, des fonds ont été donnés au groupe français pour lancer une campagne avant les élections des délégués aux commissions paritaires – organismes qui représentent les ouvriers lors des discussions avec les autorités postales régionales¹⁷. » Ironie de l'histoire, en 1952, dans *La Voix syndicaliste des PTT Force ouvrière*¹⁸, René Molinier, chef de file des scissionnistes en 1947, qualifie avec virulence le BEDES d'entreprise de corruption de l'esprit du syndicalisme libre et en appelle au « redressement moral de la direction de la fédération syndicaliste [Fo] ». Il s'en prend à Paul Mathot, directeur du BEDES, qu'il accuse d'avoir servi d'intermédiaire pour les fonds patronaux destinés à subventionner la presse syndicale nationale et régionale de Fo. Cela

fait deux ans que le scandale couve. Alors qu'il s'inquiétait déjà des pratiques illicites du BEDES, René Molinier s'est attiré cette réponse : « Il n'y a aucun souci à se faire avec le trésorier, il met les choses au point. Dans quelques semaines l'affaire sera parfaitement régulière. Les sommes reçues correspondront parfaitement à un volume de publicité à insérer dans le journal, après une période d'irrégularités tout rentrera dans l'ordre. » Lors du congrès de Fo en 1950, quelques-uns, dans d'autres branches comme celle des travaux publics, s'étaient également indignés. Un membre du comité confédéral de Fo, Roger Lapeyre, avait lui aussi protesté à la tribune¹⁹. Faisant éclater le scandale en 1952, le journal syndical des PTT Fo s'attire les foudres d'une feuille de chou, *Le Combat syndical*. Ce journal est dirigé par un certain Grimaldi, qui travaille depuis deux ans aux côtés de Jean-Paul David et Pierre Rostini à la villa Bosquet, au siège de Paix et Liberté. Il a créé avec Rostini l'IGEP, cette société chargée de faire l'interface entre les imprimeurs et les afficheurs de l'officine américaine de propagande Paix et Liberté. Dans le petit monde des officines, il est bien normal qu'on se serre les coudes.

En 1953, sur fond d'invectives et alors que les accusations se succèdent, l'équipe d'Albertini décide de quitter les locaux qu'elle sous-loue au BEDES et de prendre ses distances avec Paul Mathot, avec qui Albertini s'entend de toute façon assez mal. En fait, Albertini acquiert de la surface. En 1951, lors des élections législatives, lui et son équipe ont soutenu pour le compte de la SFIO et de Fo diverses opérations de propagande financées par le patronat et les services de presse de l'ambassade américaine à Paris²⁰. Albertini joue désormais dans la cour des grands, plus que jamais patronné par la SFIO en la personne de Pierre Commin, ancien résistant qui, selon un de ses ex-collaborateurs, est à l'époque « l'homme qui a le contact avec Albertini²¹ ». Membre du comité directeur de la SFIO depuis 1946, Commin est devenu l'année suivante secrétaire général adjoint chargé de la presse et de la propagande, et l'un des plus proches collaborateurs de Guy Mollet²². Il est également président du Centre international de presse, administrateur du *Populaire*, et dirige l'Agence de presse de la liberté qui contrôle les publications politiques du Parti socialiste. Si le rôle d'Albertini s'étoffe, il n'en reste pas moins discret et sa situation paraît manquer de panache. Si la Cour de justice a été clémentine, elle l'a néanmoins flétri durablement. À deux reprises

pourtant, l'éminence grise aurait pu retrouver les feux de la rampe et sortir de son ghetto : son ami Ludovic Zoretti, issu des milieux socialistes et pacifistes d'avant-guerre, le présente à Guy Mollet, devenu numéro 1 de la SFIO²³. Les deux hommes sympathisent. Au milieu des années 1950, Guy Mollet propose à Albertini une circonscription gagnée d'avance où il sera élu député. Albertini hésite avant de refuser²⁴. Plus tard, Louis Vallon, un ancien maréchaliste proche alors du général de Gaulle, lui fait la même proposition, sans plus de succès. Ses amis francs-maçons, nombreux à l'entourer, lui proposeront aussi d'entrer à la Grande Loge de France, mais il déclinera également cette offre.

Albertini semble s'être résigné à son rôle d'éminence grise.

1.

Achille Peretti, futur maire de Neuilly et président de l'Assemblée nationale, lui aurait dit : « Vous nous avez été livré d'une façon ignoble » (*Est et Ouest*, mai-juin 1983).

2.

Signalons que le patronyme Albertini est répandu en Corse, où il passe pour l'équivalent de Durand ou Dupont.

3.

Laurent Lemire, *L'Homme de l'ombre : Georges Albertini, 1911-1993*, Balland, 1989.

4.

Pour le procès, nous nous appuyons sur les comptes rendus parus dans *Combat*, signés par Roger Grenier.

5.

Après la mort d'Albertini, dans *Est et Ouest* de mai-juin 1983, un rédacteur de la revue évoquait les relations d'Albertini pendant la guerre avec les Allemands et indiquait qu'elles se limitaient à des « sociaux-démocrates » affectés en France pendant la guerre. Précisons que le régime hitlérien avait supprimé les partis politiques et les syndicats et que, sous l'Occupation, Grosse, un des contacts d'Albertini, contrairement à ce qu'écrivait *Est et Ouest*, ne représentait ni la social-démocratie, ni un syndicat allemand. Être et avoir été n'est pas la même chose. La plupart des sociaux-démocrates s'étaient ralliés ou soumis au régime nazi, avaient été enfermés dans des camps ou avaient émigré aux États-Unis. Enfin, la revue indiquait que les relations allemandes d'Albertini se limitaient « essentiellement » à ce cercle. Cet « essentiellement » sous-entend donc qu'il en avait eu d'autres. Lesquelles ? *Est et Ouest* n'a pas poussé le souci de vérité plus loin.

6. En marge du procès d'Albertini, la commission d'épuration du Parti socialiste exclut de la SFIO un certain nombre de ses parlementaires pour l'attitude qu'ils ont eue sous l'Occupation : ils ont commis la même erreur d'appréciation qu'Albertini ; la plupart seront réintégrés par Guy Mollet. Voir *Combat*, 22 décembre 1944.
7. Parmi ceux qui sont intervenus, citons Anatole de Monzie, non socialiste mais cofondateur avant la guerre, avec Souvarine, de l'Institut international d'histoire sociale, Édouard Herriot, figure historique du radicalisme français, ainsi qu'André Le Troquer et André Weil-Curiel. La liste n'est probablement pas exhaustive.
8. Entretien avec Charles Pot, ancien du réseau Libération-Nord, des services spéciaux français après la guerre et chef de cabinet de Guy Mollet en 1951.
9. Jean Maitron, *Le Dictionnaire du mouvement ouvrier français*, op. cit.
10. Voir Frédéric Charpier, *Génération Occident*, Seuil, 2005.
11. Le 30 septembre 1952, Alfred Kohlberg transmet à Souvarine, via la National Provincial Bank de Londres, un paquet d'actions de la Shell Transport & Trading Company Limited d'un montant de 1 000 livres de l'époque. Ces titres sont ensuite vendus à la Bourse de Paris et le produit de leur vente est affecté à un « compte de passage » ouvert au nom de l'IHS. L'ensemble des documents concernant cette transaction est en possession de l'auteur.
12. L'auteur possède un important dossier consacré aux relations entre Kohlberg et Souvarine. Ces éléments montrent une étroite collaboration idéologique, voire « policière » entre les deux hommes.
13. Dont deux écrits pour Paix et Liberté.
14. Déclaration faite à l'auteur par Guy Lemonnier, numéro 2 de l'IHS. Voir Frédéric Charpier, *Génération Occident*, op. cit.
15. Sur les membres de l'équipe d'Albertini, voir Philippe Randa et Roland Gaucher, *Des rescapés de l'Épuration*, t. 2 : *Les Réseaux de Georges Albertini*, Dualpha Éditions, 2007. Pour plus de détails sur le fonctionnement de l'officine, voir Frédéric Charpier, *Les RG et le PC dans la guerre froide*, Plon, 2000.
16. En mars 1979, dans sa revue *Est et Ouest* – titre donné à son bulletin en janvier 1956 par Boris Souvarine –, revenant sur ses trente

dernières années d'activités, Georges Albertini écrit : « Nous avons travaillé en liaison avec tous ceux qui en France et à l'étranger, au pouvoir ou dans l'opposition, dans les partis, les groupes, les syndicats, les journaux, combattaient le communisme, sans nous soucier de rien d'autre. C'est pourquoi nous avons si souvent été en communion de pensée avec la SFIO qui a été, de Ramadier et Vincent Auriol à Guy Mollet, Pierre Commin et Georges Brutelle, parmi les adversaires les plus déterminés et efficaces du Parti communiste [...]. C'est pourquoi aussi nous avons toujours considéré comme un devoir de répondre favorablement soit aux pouvoirs publics, soit aux partis politiques, quand ils nous demandaient de les aider dans cette lutte, qui était une lutte de salut national à laquelle il n'était pas question de se dérober. » En termes voilés, on ne saurait être plus clair.

17.

New York Times, 2 avril 1952.

18.

La Voix syndicaliste des PTT Force ouvrière, n° 2, 1952.

19.

1950 aura été une année difficile pour le secrétaire confédéral de la CGT-FO, Albert Bouzanquet, qui démissionne du secrétariat général. Membre depuis 1945 de la commission permanente de coordination des affaires musulmanes et membre d'honneur de l'American Legion (anciens combattants américains), il devient expert de la haute autorité du *pool* charbon et acier créé par Jean Monnet et fera désormais carrière à la Grande Loge de France. Cette année-là, Bouzanquet subit le contrecoup d'une affaire d'une autre ampleur que celle du Bedes, qui éclabousse la classe politique française : l'affaire du trafic des piastres. Bouzanquet est alors accusé de prévarication.

20.

Pour plus de détails, voir Frédéric Charprier, *Les RG et le Pc dans la guerre froide*, op. cit.

21.

Entretien avec Charles Pot.

22.

Voir *infra*, chap. « La CIA et les comités européens ».

23.

Entretien avec Guy Lemonnier.

24.

Ibid.

La guerre psychologique

Pierre Ferri-Pisani

En 1951, les réseaux de Jean-Paul David, l'officine policière parallèle de Jean Dides, la centrale d'Albertini et ses parrains de la SFIO, tous liés à des degrés divers aux services français et américains, forment les piliers de cet appareil anticomuniste non officiel déployé en France. Ils coiffent une myriade de petites annexes, comme les maisons d'édition Wapler ou les Îles d'or, des groupuscules politiques, comme le Mouvement communiste indépendant, des groupes de réfugiés des pays de l'Est, dont beaucoup s'organisent dans des loges maçonniques ou au sein du comité de rédaction des *Lettres mensuelles* – une revue abritant un réseau maçonnique favorable au préfet de police Jean Baylot –, des revues syndicales, des syndicats indépendants ou encore dans le Comité des marins libres.

Au début des années 1950, la CIA a décidé d'utiliser des hommes de main sur les docks, à Bordeaux, à Cherbourg, à La Rochelle ou encore à Marseille, pour contrer les dockers CGT, qui s'opposent au déchargement de matériel militaire américain. Une fois encore, la CIA a recours à Irving Brown, qui prend alors contact, sur les conseils des dirigeants de Fo, avec Pierre Ferri-Pisani. Cet homme né au début du ^{xx}e siècle est une figure controversée du syndicalisme marseillais d'avant-guerre. Si les communistes le haïssent, ses proches ne tarissent pas d'éloges sur lui et le présentent comme un « esprit encyclopédique », « poète à ses heures », « ouvert aux mathématiques »¹. Selon Pierre Rostini, l'ancien bras droit de Jean-Paul David à Paix et Liberté, « Ferri a été très important dans le syndicalisme de Fo, et, au-delà de sa spécialité, un homme d'une culture considérable² ». Adorateur de Napoléon, dont le buste trône sur son bureau, Ferri-Pisani a été dans les années 1920 secrétaire général du syndicat des dockers CGT et a recréé sous l'Occupation, en accord avec Léon Jouhaux, dit-il, un syndicat clandestin. En 1943, la police allemande l'arrête et l'expédie à Buchenwald, d'où il est acheminé dans les mines de sel de Hadmersleben. C'est un homme

décharné et moralement atteint qui rentre de déportation, alors que ses proches l'ont longtemps cru mort³. Mais Ferri-Pisani se ressaisit et reprend goût à la politique. En 1945, il tente d'évincer Gaston Defferre de la direction de la fédération de la SFIO des Bouches-du-Rhône qu'il a rejointe. Le coup rate, son putsch échoue et c'est lui qui se retrouve exclu le 5 octobre 1945⁴. Aigre et versatile, il monte ses propres listes aux élections municipales avant de rejoindre le RGR de Jean-Paul David. Ferri-Pisani se rapproche aussi d'un autre adversaire de Gaston Defferre, le radical Vincent Delpuech, ancien patron du *Petit Provençal* et ami d'Allen Dulles, puis il se lance dans la formation de sections Fo qu'il installe dans plusieurs ports français. Lorsqu'il fonde un comité méditerranéen « anti-Kominform » – le Comité des marins libres –, qui dispose de sa propre revue, *Mer, air, terre*, Brown fait bien entendu appel à Ferri-Pisani, qui lui amène sur un plateau ses amis corses⁵ et ses hommes de main. Début 1950, pour l'entretien de ses sections Fo sur les docks, Ferri-Pisani reçoit 15 000 dollars, qui, selon Thomas Braden, un des dirigeants de la CIA, doivent servir à « protéger les transports du plan Marshall⁶ ». Une mission dont il se sort avec brio⁷, comme paraît l'indiquer la lettre de félicitations que lui envoie, le 12 février 1951, Jay Lovestone, le patron du FTUC⁸.

Cette année-là, tous les réseaux de l'appareil anticomuniste qu'un fil relie à l'ambassade américaine à Paris vont bientôt être associés à l'une des plus importantes opérations de guerre psychologique menées en France durant la guerre froide par les services américains. Relève-t-elle, selon la formule de Constantin Melnik, conseiller technique en 1951 au cabinet du ministre de l'Intérieur Charles Brune⁹, d'un simple *software* auquel la CIA se serait limitée en France¹⁰ ? En tout cas il ne s'agit en effet ni d'un coup d'État, ni d'assassinats. Cette opération a été conçue à Washington par un nouvel organisme, créé en 1950 sur une idée de George Kennan, le même qui en 1948 a suggéré la création de l'OPC. Placé sous l'égide du National Security Council et de la CIA, on l'appelle le PSB (Psychological Strategic Board).

Sous la direction d'un universitaire de Caroline du Nord, le professeur Gordon Gray, ce nouveau service a pour tâche d'échafauder, de concevoir, de proposer et de fournir des plans pour ce qu'il est convenu d'appeler la *psychological warfare*, la « guerre psychologique ». Ce concept a le vent en poupe depuis 1945. On dénombre alors aux États-Unis pas moins de six organismes ou

services militaires et civils d'importance centrés sur la guerre psychologique. La plupart des responsables de la communauté scientifique américaine spécialisés dans la recherche sur la communication de masse, qui émerge à la fin du conflit, ont contribué au cours de la guerre à améliorer l'efficacité des services de guerre psychologique de l'Oss et de l'armée américaine. Certains d'entre eux s'imposent désormais comme de véritables experts en la matière : Alexander Leighton de l'université Cornell, Nathan Leite de la Rand Corporation et surtout Edward Barrett. Journaliste à *Newsweek* et futur fondateur de la revue de journalisme de l'université Columbia, ce dernier a joué un rôle majeur dans l'appel de Truman d'avril 1950 pour la mobilisation générale de la presse « libre ». Pendant la guerre, il a servi au sein de l'OWI (Office of War Information), avant d'être nommé au quartier général des forces alliées, où il a supervisé les opérations spéciales à l'étranger jusqu'à la fin du conflit. Aux postes successifs qu'il a occupés, Barrett a parfait ses connaissances dans les techniques de la propagande et acquis en la matière un réel savoir-faire. En 1946, il a repris la plume en tant qu'éditorialiste en chef du magazine *Newsweek*, avant de devenir, en 1950, secrétaire d'État adjoint aux Affaires publiques dans le gouvernement de Harry Truman. L'année suivante, il est un des principaux supporters du PSB.

La propagande noire

Que recouvre en fait la formule « guerre psychologique » ? Utilisée pour la première fois en 1941, elle dérive d'une expression allemande employée dans les années 1930 par les organismes de propagande nazie, *Weltanschauungskrieg*, qui se traduirait littéralement en anglais par *worldview warfare*¹¹. Les techniques de la guerre psychologique – propagande « blanche » et « noire », manipulation, désinformation, intoxication, sabotage, terrorisme... – se sont propagées dans les états-majors militaires et le renseignement civil américain durant la guerre. Elles s'inscrivent dans le prolongement d'études universitaires déjà plus ou moins secrètes, notamment réalisées à la fin des années 1930 dans le cadre de séminaires financés par la fondation Rockefeller. Des psychologues et des sociologues de l'université de Princeton, qui a par ailleurs fourni d'innombrables agents de la CIA, recherchaient les techniques et moyens, fussent-ils contraires aux valeurs de la démocratie américaine, de manœuvrer une opinion publique encore hostile à l'idée d'une éventuelle entrée en guerre des États-Unis ou réceptive aux propagandes de l'Axe ou du Komintern¹².

Pendant la guerre, les mêmes chercheurs ont été rejoints par des journalistes, des éditeurs, des spécialistes de la publicité, de la radio, du cinéma, des sondages, des relations publiques et du marketing, et ils ont perfectionné ces techniques. Début 1942, le concept de guerre psychologique pénètre l'OwI et l'Oss, tandis que l'armée se dote de sa propre division de guerre psychologique. L'ancien avocat d'affaires de Wall Street John McCloy, futur patron de la Chase Manhattan Bank, alors secrétaire d'État adjoint à la Guerre, crée ainsi au sein du G2 – le service de renseignement de l'état-major général du département de la Guerre – une section psychologique ultrasecrète. Ce que les initiés appellent la « propagande noire » est désormais prisé à Washington. Mais le service qui déploie la plus grande ingéniosité dans ce domaine encore presque vierge et balbutiant est sans aucun doute la MOB (Moral Operations Branch) de l'Oss.

Créée en janvier 1943, la MOB s'installe dans les sous-sols de l'immeuble qui abrite, à Washington, les bureaux de l'Oss. En dépit de cet effet de mode, les propagandistes ont encore mauvaise presse aux États-Unis, ce qui explique le caractère confidentiel qu'ont revêtu avant la guerre les séminaires de Princeton et de la fondation Rockefeller. Aussi la MOB est-elle tout d'abord tenue à l'écart et même négligée par les autres divisions de l'Oss. Son chef, Frederick Oechsner, est un ancien journaliste d'*United Press*, en poste à Berlin avant la guerre, où un jeune confrère, Richard Helms, un des futurs patrons de la CIA, travaillait sous ses ordres. Les premiers agents de la MOB sont déployés sur le terrain en Afrique du Nord après le débarquement allié de 1942. Leur travail se limite encore à diffuser des émissions radio et à distribuer des libelles à l'arrière des lignes ennemies. Son crédit reste limité. À Londres, au siège de l'Oss pour l'Europe, on refuse de décoder les télégrammes de la MOB, un travail qu'on considère comme une perte de temps. À Alger le colonel de l'Oss Eddy les jette à la poubelle sans même les lire, tandis qu'en Suisse Allen Dulles orchestre ses propres campagnes d'intoxication. En s'installant à Londres et en se rapprochant ainsi du centre de gravité opérationnel de l'Oss, Oechsner pense que les projets de la MOB auront plus de chances d'aboutir. Mais, à la fin du mois d'août 1943, un rapport interne douche son enthousiasme. Il souligne le peu d'efficacité de cette branche, suggère un nouvel état-major plus qualifié pour la diriger, mais propose tout de même qu'elle devienne une division à part entière¹³. Ces critiques ne désespèrent ni Oechsner, ni ses hommes.

Durant l'été 1943, afin de dérouter la population allemande, la MOB fabrique une brochure qui formule un point de vue libéral sur l'éducation sexuelle et l'attribue officiellement au ministère de la Jeunesse du Reich. Ce faux, réalisé avec soin, utilise la typographie et le papier employés à l'époque en Allemagne. En septembre 1943, les vingt-cinq premiers exemplaires sont envoyés en Italie à Arthur Goldberg, patron de la Labor Branch et représentant du Cio à Londres, qui les diffuse à travers l'Europe en recourant aux réseaux clandestins du syndicat international des transports. Ce libelle a réussi à semer le doute au sein même du ministère de la Jeunesse du Reich. Il n'est qu'un échantillon de la production de la MOB. Un autre projet, celui-là d'ampleur, lui a été soumis par un psychiatre de Harvard, Walter

Langer. Il propose de dresser un portrait psychologique de Hitler qui servirait à lancer une campagne de rumeurs sur son état mental, afin de détruire ou simplement d'altérer l'image du Führer. Cette fois encore, les propagandistes de l'Oss atteignent, du moins en partie, leur objectif. Des rumeurs, lancées à partir des pays neutres – Suisse et Suède –, se répandent bientôt et évoquent l'état mental défaillant du chef nazi, ainsi que son retrait du pouvoir, tandis que d'autres annoncent tout simplement sa mort. Cette pure opération psychologique, conçue et orchestrée dans les règles de l'art, a parfaitement fonctionné.

Dans le même esprit, l'Oss se lance dans le projet *soldiers radio*, destiné aux soldats allemands. À Washington, dans les sous-sols de l'Oss, les chefs de la Mob réfléchissent à la création d'une station de radio, avec ses propres programmes musicaux, ses artistes, ses compositeurs, ses auteurs et même son animateur vedette. Ils dressent une liste d'artistes et d'auteurs allemands et autrichiens susceptibles de travailler avec une agence installée à Hollywood ou encore la firme de disques Columbia à New York. On voit grand. Très grand. Pour ce qui est de l'animateur vedette, plusieurs pistes sont étudiées : le cinéaste Max Ophüls ou encore le dramaturge Bertolt Brecht, qui, pendant quelques semaines, tient la corde. Mais l'examen de sa biographie politique établie par les services de sécurité de l'Oss le disqualifie finalement pour le rôle. Bertolt Brecht a critiqué publiquement Staline lors de la dissolution du Komintern et affiche depuis des positions trotskistes. Or Staline est un allié et, à ce titre, doit être traité avec égard. Ensuite, Brecht a vivement critiqué la reconnaissance du gouvernement du général Badoglio en Italie en 1943, ce qui a pu déplaire aux Italiens et à la Maison-Blanche. Enfin, Brecht passe aux yeux de l'homme de la rue – l'Allemand ordinaire – pour un intellectuel et un artiste élitiste. Trop loin du peuple, trop critique à l'égard de Moscou et Washington, Brecht ne fait pas l'affaire, il est écarté. Finalement, le choix de l'Oss se portera sur Lothar Metzl, un ancien avocat autrichien devenu écrivain. Installé aux États-Unis depuis 1938, l'Oss l'a déjà utilisé pour écrire des pamphlets. L'opération prend le nom de code « Musac », *Musical Action*. Elle bénéficie d'un budget de 21 500 dollars qui permet le recrutement d'artistes lyriques de haut niveau. Metzl sera le parolier de plusieurs chansons antinazies diffusées par la radio Soldiers

Station, que plébisciteront les soldats allemands¹⁴.

Voilà de quelle façon l'Oss a, durant la Seconde Guerre mondiale, mis à l'honneur la guerre psychologique. Au début de la guerre froide, le concept s'est affiné, bien que les grandes bases déjà établies par l'Oss subsistent. Mais, surtout, il doit s'adapter à la nouvelle situation : l'ennemi n'est plus le même et le champ de bataille est invisible. Les États-Unis recourent à des paravents et ne sont officiellement en guerre avec personne. Même en Corée, ils agissent sous le drapeau de l'ONU. À Paris, en 1951, ils s'apprêtent à livrer un des épisodes secrets du combat qu'ils mènent contre le communisme. Le nom de code de l'opération est « Cloven ».

1.

Peter Coleman, *The Liberal Conspiracy*, op. cit.

2.

Entretien avec l'auteur.

3.

Notons que Pierre Ferri-Pisani ne figure pas sur le mémorial des anciens déportés de Buchenwald. Le recensement a été effectué à partir de documents officiels et d'archives françaises et allemandes qui ne mentionnent pas son nom. Entretien avec Guy Ducoloné, ancien président de l'Association française Buchenwald-Dora et Kommandos, 27 avril 2006.

4.

Voir la brochure archivée à l'Office universitaire de recherche socialiste, intitulée « La vérité sur la dissolution de la fédération des Bouches-du-Rhône », éditée par la fédération des Bouches-du-Rhône du PS-SFIO, et le *Rapport aux fédérations socialistes sur la dissolution de la fédération des Bouches-du-Rhône*, octobre 1945.

5.

Depuis plus de trente ans, il est fait allusion à une réunion à Bordeaux après la guerre, où Ferri-Pisani aurait mis en contact Brown et/ou la CIA avec un certain nombre de trafiquants et de gangsters corses. Voir notamment Alain Jaubert, *D comme Drogue*, Alain Moreau, 1974.

6.

Saturday Evening Post, 8 mai 1967.

7.

Mais le vent tourne et, au milieu des années 1950, Ferri-Pisani et ses hommes de main perdent le contrôle des ports. En 1961, encore affecté, dit-on, par sa déportation, Pierre Ferri-Pisani se tirera une balle dans le crâne.

8. Voir Ted Morgan, *Jay Lovestone*, *op. cit.*, p. 186.
9. Voir le récit que fait Melnik de cette collaboration dans son livre *Politiquement incorrect*, Plon, 1999.
10. Entretien avec l'auteur.
11. Voir Christopher Simpson, *The Science of Coercion*, Oxford University Press, 1994.
12. Voir *ibid.*
13. Voir Christof Mauch, *The Shadow War against Hitler*, *op. cit.*
14. Voir *ibid.*

Le plan « Cloven »
ou comment liquider
le Parti communiste
français

Une influence inacceptable

À l'automne 1951, le PSB entame l'élaboration d'un plan de guerre psychologique qui a pour objectif de briser les reins du Parti communiste français. Sont associés aux préliminaires le Pentagone, le département d'État et la CIA.

Tout s'appuie sur un constat : malgré les efforts entrepris depuis 1947, les positions du Parti communiste restent fortes et inquiétantes. Aux élections législatives de juin 1951, le PCF a réuni près de 27 % des suffrages exprimés et a remporté 103 sièges à l'Assemblée nationale. Avec 5 056 605 électeurs, le PCF reste le premier parti en voix : plus d'un électeur sur quatre a voté pour lui¹. À Washington, une telle influence est inacceptable. Elle compromet à la fois la sécurité des États-Unis et sa politique étrangère, et fait peser une menace sur l'OTAN et ses plans de bataille en cas de guerre. Cette fois, des mesures plus appropriées doivent être envisagées. Il ne s'agit plus de se contenter de couvrir la France d'affiches ou de patronner des bulletins anticomunistes, d'arroser des politiciens ou d'organiser des festivals de musique, ni même de souffler sur les braises de la division syndicale. Washington entend durcir ses interventions et envisage de recourir à un éventail de mesures actives, allant de la provocation au recours aux barbouzes, voire à la promulgation de lois scélérates comme la mise au ban des fonctionnaires communistes ou, si possible, la dissolution du PC et l'arrestation de ses dirigeants.

En septembre 1951, les premières réunions du comité de coordination étudient le détail de ce qui va s'appeler le plan « Cloven » et qui aura son pendant en Italie : le plan « Demagnetize »². En effet, les deux projets sont simultanément étudiés à Washington et prévoient une étroite collaboration entre les ambassadeurs américains à Rome et à Paris. En bien des points, la situation italienne est comparable au contexte français : quoiqu'il ait perdu la plupart des grandes villes italiennes en juin 1951, le Parti communiste italien (PCI) demeure un des plus puissants partis de la Péninsule.

Les membres du comité de coordination s'appuient dans leur réflexion sur une liste d'actions déjà menées par le gouvernement français contre le parti depuis 1950, afin d'en effectuer une évaluation précise et de faire le tri des plus efficaces. Ils ont également étudié avec attention l'essai d'un certain Charles Micaud, diplômé de Sciences-Po, consacré à « l'organisation et la direction du PCF ». Soigneusement décortiquée par les experts en guerre psychologique, son analyse du phénomène communiste donne naissance à une version revue, intitulée *Psychological Operations Plans for Reduction of Communist Power in France*, qui sert alors de matrice au projet « Cloven ».

Qu'écrivait au départ ce jeune diplômé de Sciences-Po de si lumineux sur le parti que le PSB en ait fait un levier du plan « Cloven » ? Micaud fait une analyse nouvelle et dérangeante : il pense en effet que l'amélioration de la situation économique n'est pas suffisante en soi pour faire reculer l'influence du parti. Or, depuis 1946, ce postulat a dominé au sein de l'élite gouvernementale américaine, ainsi d'ailleurs qu'à la direction de l'AFL. Charles Micaud prend à rebrousse-poil les analystes américains. Il les invite à reconsidérer la nature même du communisme telle qu'ils se l'imaginent, en particulier à revoir leur perception du phénomène communiste proprement français. Contrairement à ce qu'ils ont cru jusqu'à présent, il est insoluble par le seul plan Marshall, destiné à redresser l'économie et à améliorer le train de vie des Français. D'autres explications moins terre à terre et moins rationnelles éclairent le succès des communistes. Ces derniers, écrit en substance Charles Micaud, s'alimentent à la source de la tradition révolutionnaire française et se nourrissent du sentiment de frustration qu'a suscité la « révolution manquée » à la Libération. Indubitablement, il existait en France après-guerre une situation révolutionnaire de double pouvoir. Les conditions idéales étaient réunies pour que le parti prenne le pouvoir. Il en avait les moyens militaires et disposait d'un soutien considérable dans la population. Les communistes puisent aussi une partie de leur légitimité et de leur force dans la condition d'aliénation où se trouve la classe ouvrière, ainsi que dans la disparition du libéralisme en France après la guerre. Le gouvernement du général de Gaulle a en effet entrepris à la Libération une vague de nationalisations sans précédent, qui n'a épargné aucun secteur – banques, sociétés de crédit, usines

automobiles, etc. Enfin, les communistes ont créé une société fermée qui cultive un ardent prosoviétisme, qu'ils conjuguent à une forme spécifique de nationalisme. Charles Micaud en conclut que l'approche économique ne suffit pas pour les combattre et faire refluer leur influence. En effet, il ne croit pas que la seule répression y parviendra. Aussi il préconise malgré tout de renouveler la campagne de propagande lancée en 1950, dont le mouvement Paix et Liberté a été la clé de voûte. Il suggère également de soutenir les manifestations des titistes antisoviétiques ou de renforcer les positions d'une gauche française réformatrice, voire « travailliste ». Micaud s'aventure jusque dans certains détails. Il propose que la police française appuie la petite fraction de militants titistes qui affirment travailler à l'intérieur du parti contre la direction et se regroupent autour d'une revue intitulée *Unir*. Son analyse et ses recommandations vont alors nourrir le plan « Cloven », qui se fixe désormais comme objectif d'éreinter le mythe soviétique qui cimente puissamment le mouvement communiste français. Sur ce point, le plan « Cloven » encourage les « forces indigènes », telles que les a surnommées la presse américaine, à procéder elles-mêmes à ces efforts de propagande. Des fonds seront donc attribués à la revue *Preuves*, aux quotidiens *Combat* et *Franc-Tireur*. Le plan « Cloven » établit trois axes forts, cette fois plus répressifs : s'attaquer aux positions du Pc dans l'enseignement et les universités, réduire les postes de responsabilités occupés par des communistes dans l'administration, réduire l'influence du parti dans le mouvement syndical en usant de mesures discriminatoires envers les entreprises qui tolèrent les syndicats communistes.

Le 30 novembre 1951, David Bruce, l'ambassadeur des États-Unis à Paris et l'un des concepteurs du plan « Cloven », rencontre René Pleven, alors président du Conseil. On sait quels liens unissent les deux hommes et leur ami Jean Monnet. Bruce lui dévoile le plan et lui indique que, vu son ampleur, les opérations seront placées sous « le contrôle direct et l'autorité » de l'ambassadeur, et non de la CIA et de son chef de poste à Paris³. René Pleven écoute et approuve avec un tel enthousiasme qu'il se déclare prêt à en assurer lui-même la mise en œuvre. Quelques semaines plus tard, le 31 janvier 1952, après l'accord du National Security Council, les chefs du Psb valident à Washington le plan « Cloven ». Or, entre-temps, le gouvernement de René Pleven tombe et Edgar Faure succède à René Pleven à Matignon. Cette

anicroche n'empêche pas la machine bureaucratique de se mettre en mouvement afin de veiller à ce que le plan « Cloven » soit appliqué sur le terrain dans les meilleures conditions et qu'il atteigne ses objectifs.

L'arrestation de Jacques Duclos

À Paris David Bruce a installé un petit comité chargé de suivre les développements du communisme et de l'anticommunisme afin de travailler en symbiose avec le comité basé à Washington, où, dès la mi-février 1952, les réunions hebdomadaires du comité de coordination présidées par Charles Norberg se succèdent. Les comptes rendus qui en sont faits permettent de suivre l'évolution pratique du plan, les questions qu'il soulève, ainsi que le rôle d'aiguillon de la politique française que joue le comité⁴. En avril 1952, Norberg hésite encore entre Porter et Tasca, directeur des opérations de la mission américaine en Italie – deux fonctionnaires du département d'État –, pour représenter à Paris le comité de coordination du plan « Cloven ». Tous deux deviendront plus tard des experts des affaires françaises, notamment du Maghreb francophone, et ambassadeurs des États-Unis⁵. Le 11 avril, le compte rendu *top-secret* de la réunion du comité est plus abondant. Il passe en revue une série de détails sur l'organisation du plan. Ainsi apprend-on que Richard Eldridge – l'homme qui a tenté, on s'en souvient, de recruter le journaliste et ancien trotskiste Louis Dalmas⁶ – a été chargé de présider le comité de coordination à Paris, créé par l'ambassadeur David Bruce, et que sa première réunion s'est tenue sous la présidence de Clement Dunn – ambassadeur américain en Italie et bientôt en poste en France. En ce qui concerne la « liaison avec le gouvernement français », le comité mise sur le gouvernement Pinay, installé le 8 mars 1952. Il le considère plus adéquat pour les contacts que Dunn devra prendre avec lui au moment opportun. Malgré son accueil enthousiaste, le comité considère qu'il « n'est pas souhaitable de tenir Pleven informé ni de contacter des officiels du gouvernement ». Afin d'assurer la pérennité de l'opération, il lui paraît plus important d'« établir des contacts avec des groupes stables et extérieurs au gouvernement comme des industriels et des groupes agricoles ». Le comité se félicite que, depuis 1947, la puissance du PCF dans la presse ait été réduite de moitié.

Après la guerre, 45 % de la presse confisquée à la Libération par les socialistes, les démocrates-chrétiens du MRP et les communistes, *via* la Société nationale des entreprises de presse, la SNEP, étaient tombés entre les mains des communistes. Le comité espère qu'Antoine Pinay poursuivra cet effort. D'ailleurs David Bruce l'a rencontré pour évoquer le plan « Cloven » et l'a pressé de couper les subsides à la presse communiste. Pinay a été également invité à réviser les lois sociales qui, depuis 1945, ont favorisé l'émergence de la puissance communiste et à « décommuniser » l'administration afin de réduire les « possibilités de financement » qu'en retire le PCF. Un « grand espoir » semble être placé dans le gouvernement d'Antoine Pinay, qui devrait même pouvoir faciliter le rapatriement des « 3 milliards de dollars de capitaux français placés à l'étranger ». Si Pinay parvient à rétablir la « confiance », alors « les entreprises rapatrieront leurs capitaux ». En conclusion, le comité pense qu'« un gouvernement fort et stable pourrait contribuer à l'affaiblissement des communistes, à développer des syndicats libres et à revoir le système fiscal français ».

Le 18 avril, le représentant du département d'État au sein du comité propose que l'ambassadeur Bunker, à Rome, et Bruce, à Paris, établissent une liaison permanente afin de faciliter l'application des plans « Cloven » et « Demagnetize ». Il s'agit avant tout d'échanger des informations et des expériences. Le compte rendu indique au passage que « le gouvernement italien est moins réceptif » aux « pressions politiques » américaines. Le 25 avril 1952, lors d'une réunion du PSB, le chargé des affaires franco-ibériques Robert MacBride propose d'établir un contact permanent avec un fonctionnaire d'un ministère plutôt qu'un membre ou un officiel du gouvernement Pinay. Un représentant du ministère de la Défense français sera bientôt associé à Paris au groupe « Cloven ». Le 6 mai 1952, le plan « Cloven » devient officiellement le plan « Midiron », tandis que William Crawford est désormais chargé de suivre à Paris le problème communiste. Le 9 juillet 1952, les responsables du comité se frottent les mains. Ils ont reçu un rapport sur l'arrestation de Jacques Duclos, un des chefs du PCF, événement qu'ils considèrent comme le plus important qui se soit produit en France depuis les grèves – et leur répression – de 1947 et 1948. Les 28 et 29 mai 1952, les communistes français et le Mouvement de la paix ont organisé une manifestation contre la venue en France du général américain Matthew Ridgway. Arrêté sur les lieux

de l'affrontement, on a trouvé dans la mallette de Jacques Duclos des documents, une arme à feu sur son garde du corps, dans sa voiture un poste de radio et... un « couple de pigeons » grâce auquel Duclos était censé communiquer avec les services soviétiques.

Le rapport attribue tout le mérite de son arrestation et la campagne déclenchée dans la foulée contre le parti au préfet de police de Paris, Jean Baylot, et au ministre de l'Intérieur, Charles Brune. Un câble de Rome ajoute de son côté que Jean Letourneau, ministre du gouvernement français en visite en Italie, a assuré à des diplomates américains qu'avec l'affaire Duclos il y avait « de quoi dissoudre le parti et impliquer les Soviétiques dans des activités de sabotage et d'espionnage ». Selon Crawford, un des membres du comité « Cloven » à Paris, le PCF serait maintenant sur la défensive. Dunn, successeur de Bruce à l'ambassade de Paris, a établi de bons contacts avec les ministres et le chef de la police parisienne, Jean Baylot. Le 29 octobre 1952, le comité propose que le gouvernement français procède dans l'industrie et chez les dockers à un transfert de pouvoir des syndicats communistes aux syndicats anticommunistes...

Peu à peu, les liaisons se mettent en place depuis l'approbation du plan « Cloven », le 31 janvier 1952, par le National Security Council⁷, et son acceptation par le gouvernement d'Antoine Pinay, à qui le département d'État américain rend hommage pour son efficacité dans la lutte anticommuniste⁸. Le comité multiplie les propositions et les mesures concrètes, et suggère des orientations. À distance rapprochée, il mène la danse.

Ses représentants à Paris collaborent avec les services officiels et les officines, particulièrement actives en 1952. Cette année-là, une série d'affrontements critiques d'une rare violence oppose le pouvoir et le Parti communiste : arrestation d'officiers membres du parti soupçonnés d'activités d'espionnage, établissement de listes de fonctionnaires communistes, affaire Marty et affaire Tillon (deux dirigeants du PCF soumis à un procès pour trahison à Paris), toutes deux largement exploitées dans la presse et dans les cercles propagandistes anticommunistes⁹, perquisition au siège du PCF, vol de ses archives.

Coordination de l'action anticomuniste

Lors de l'arrestation de Jacques Duclos, incarcéré à la Santé et poursuivi pour espionnage, la police s'est emparée d'un carnet de notes personnelles qu'elle s'est empressée de faire publier anonymement par l'officine d'Albertini, qui, après son impression, a pris soin de détruire toutes les traces de cette publication pirate et illégale, pièce d'instruction qui lui a été transmise par le préfet Jean Baylot.

Difficile, dans cette série d'événements, d'établir avec précision ceux qui pourraient être directement liés à la mise en place du plan « Cloven ». En tout cas, la menace d'une interdiction du PCF n'aura jamais été aussi grande. Toutes ses difficultés sont également exploitées par l'équipe chargée sur le terrain de la coordination du plan. Les chefs de cet état-major, dont le nombre ne dépasse pas la demi-douzaine, apparaissent dans les comptes rendus de réunion qui font le point sur l'état d'avancement du plan¹⁰. Le groupe comprend évidemment le préfet de police de Paris, Jean Baylot, et les chefs des officines : Jean-Paul David, le secrétaire général de Paix et Liberté, Boris Souvarine, Georges Albertini et Henri Barbé, son bras droit. Ces hommes de confiance, si proches des services américains, ont naturellement mis leurs réseaux au service de l'opération « Cloven », qu'ils coordonnent en France en liaison avec l'ambassade.

Le 13 janvier 1953, l'équipe se réunit au complet. Le compte rendu de cette réunion permet d'apprécier plus précisément en quoi consiste son travail, les contacts et les collaborations qui s'y attachent, et comment il s'inscrit et s'insère dans les objectifs du plan « Cloven ». Il s'agit du compte rendu de la deuxième réunion de l'état-major, dite de « coordination de l'action anticomuniste ».

Il passe en revue le plan d'action :

« A. AU SUJET DU JOURNAL *LE MONDE*

« 1) La brochure¹¹ : des critiques ont été faites quant à la violente polémique. C'est notamment le point de vue de René Courtin

[professeur à la faculté de droit de Paris, futur membre de l'Association française pour la communauté atlantique et actionnaire fondateur du *Monde*]. Mais il est certain qu'elle est efficace.

« 2) Le journal : comment combattre la politique du *Monde*¹² ? Une occasion sera offerte en mars prochain lorsqu'il s'agira de savoir si Beuve-Méry [fondateur et alors directeur du *Monde*] doit être maintenu à la direction. Il serait bon à cet égard de contacter dès maintenant Joannès Dupraz [ancien fonctionnaire vichyssois, député MRP, actionnaire du *Monde*], Catrice [alors cogérant du *Monde*] et Christian Funck-Brentano [actionnaire du *Monde*]. Il importe de trouver un directeur qui s'impose au comité de rédaction. Il y aura intérêt à voir pour tout ce qui concerne cette question Bidault [ancien président du Conseil et du CNR], Letourneau [ancien ministre et député de la Sarthe] et plus particulièrement le président Mayer¹³. Une hypothèse a été formulée par Delpuech [député radical, ami de Pierre Ferri-Pisani, auquel Allen Dulles, patron de la CIA, remet des fonds en liquide à l'hôtel Ritz lors de ses passages à Paris] : *Le Temps* [ancien quotidien de "référence" auquel *Le Monde* a succédé à la Libération] n'ayant pas été condamné [à la Libération], ne pourrait-on, dans ces conditions, suivre la politique toujours adoptée dans ce domaine, à savoir rendre les locaux de l'imprimerie du *Temps* ?

« B. AU SUJET DES POURSUITES CONTRE LES COMMUNISTES

« 1) Les brochures : les brochures *Henri Martin et le communisme devant la justice* ont été largement diffusées¹⁴. Chaque magistrat en a reçu un exemplaire.

« 2) Les levées d'immunité : ne convient-il pas de laisser les juges militaires se prononcer d'abord ? L'instruction est terminée. Seul reste à mettre au point le réquisitoire introductif. Le procès pourrait avoir lieu en mars. Il serait très mauvais évidemment que l'Assemblée [nationale] prît avant le procès une décision défavorable susceptible d'influencer les magistrats. Il est nécessaire de choisir une tactique. Des démarches sont à effectuer auprès des parlementaires et surtout auprès de Pleven et du président du Conseil.

« C. LE "COMLOT DES MÉDECINS JUIFS"¹⁵

« À expliciter au maximum. L'effet de démoralisation pourrait être considérable. Les 4/5^{es} des médecins juifs sont communistes. Tirer argument du principe de la liberté du médecin quant au choix de la thérapeutique. Toucher Lafay et le professeur Debray. Il serait très bon

également d'obtenir de Duhamel [écrivain alors renommé et académicien] par l'intermédiaire de Pierre Brisson [ami de Pierre Rostini, de Paix et Liberté] un article dans *Le Figaro*¹⁶.

« D. ACTION SYNDICALE

« Critique de l'action des syndicats indépendants. Il y a trois solutions possibles :

« 1) Remettre de l'ordre par le haut : en touchant Périllhou¹⁷ au CNP. (On pourrait préparer une entrevue avec J. B. [Jean Baylot].) Ce serait peut-être un moyen de procéder à une réorganisation en imposant des conditions.

« 2) Recréer un syndicalisme indépendant : en éliminant Dewez [ancien du Pc passé à la Collaboration et employé après la guerre par les officines], ainsi qu'un certain nombre de personnages mauvais et inutiles, et en invitant Parsal [autre ancien du Pc passé à la Collaboration et proche d'Irving Brown] à se mettre en retrait. Au fond, on a moins besoin d'une direction que d'une solide organisation à l'échelon fédéral.

« 3) La troisième solution consisterait à favoriser le développement des syndicats autonomes "syndicats maison" qui groupent 1 500 000 employés. On pourrait tenter de faire évoluer Renault vers cette formule.

« E. UNIVERSITÉ

« Un important nettoyage est à effectuer au sommet. À ce sujet, on peut se réjouir de la récente nomination de Berger au poste de sous-directeur de l'Enseignement supérieur. Il serait utile de prendre contact avec lui... »

L'état-major de la lutte anticomuniste s'emploie à suivre à la lettre les objectifs du plan « Cloven » : s'attaquer aux positions du Pc dans l'enseignement et les universités, réduire les postes à responsabilités occupés par des communistes dans l'administration publique, réduire l'influence du parti dans le mouvement syndical en usant de mesures discriminatoires envers les entreprises qui tolèrent encore les syndicats communistes. Quant au « mythe soviétique » que Micaud préconisait d'ébranler, on lui soumet la variante stalinienne du « complot juif ». À toutes fins utiles, *Le Monde* est dénoncé comme neutraliste, mot qui se traduit alors dans la langue de bois du « campisme » et du maccarthysme par « cryptocomuniste » et « prosoviétique ». Le plan « Cloven » prévoyait encore une

intensification de la contre-propagande. Elle ne se relâche pas, comme l'indique, à titre d'exemple, cette note des Renseignements généraux de la préfecture de police, le 4 octobre 1952 : « À la suite de l'affaire Marty-Tillon, le Parti communiste s'efforce de retirer de la circulation une brochure publiée au début de l'année sous le titre *Des Français en qui la France peut avoir confiance*. Cette brochure contenait des passages élogieux à l'adresse des deux “épurés” que le mouvement Paix et Liberté va faire diffuser sous forme de tracts, tirés à 20 000 exemplaires par les Imprimeries Watelet-Arbelot, 69, avenue du Général-Leclerc, XIV^e arrondissement¹⁸. »

Unir

S'inspirant encore de l'étude de Charles Micaud, le plan « Cloven » suggère enfin d'exploiter la campagne antititiste alors menée par le parti. En 1950, elle frise l'hystérie. Tito est accusé de collusion avec Washington et traité de fasciste. Ces attaques fielleuses contre un ancien leader du mouvement communiste et héros de la résistance à l'occupation allemande en Yougoslavie ont créé des remous à gauche et au sein même du PCF. Micaud conseillait d'utiliser ces divisions en instrumentalisant *via* la police le bulletin *Unir*, qui regroupe une poignée d'oppositionnels et défend une ligne protitiste. En fait, la méthode n'est pas nouvelle. En 1951, Jean Baylot, Georges Albertini et Henri Barbé ont déjà utilisé des groupes marxissants afin de concurrencer le parti sur son propre terrain et tenter d'en détacher le plus grand nombre d'ouvriers. À cette époque, ils ont fait main basse sur une autre feuille, *La Lutte*, créée en 1949 par un ancien député communiste, Darius Le Corre. *La Lutte* était alors l'organe d'un squelettique Mouvement communiste indépendant sans réelle base militante ni argent. Son directeur, qui a été « récupéré » par la SFIO¹⁹, collabore avec l'équipe d'Albertini. Son mouvement a attiré quelques partisans français de Tito. En juin 1951, alors qu'elle paraissait jusque-là sous une forme ronéotée, *La Lutte* bénéficie à l'approche des élections législatives d'une impression offset, d'un format agrandi et même d'une première page en couleurs. Darius Le Corre et son groupuscule, qui présentent des candidats à ces élections, parviennent à recueillir dans deux départements plus de sept mille voix. Le patronat a contribué à ce relatif et modeste succès en faisant preuve de largesses²⁰, tout comme Irving Brown et le chef du service de presse de l'ambassade des États-Unis – situé rue du Faubourg-Saint-Honoré –, tout aussi généreux dans la distribution de fonds²¹.

La suggestion de Micaud, reprise dans le plan « Cloven », s'inscrit dans la continuité : exploiter les contradictions et les oppositions apparues au sein du mouvement communiste après le schisme titiste,

en manipulant des petits groupes d'opposants qui servent de piètaille. D'autres feuilles socialistes, communistes et même libertaires sont elles aussi financées par le denier occulte des officines. Cette fois, la feuille s'intitule *Unir*. Il s'agit de la « coiffer » en usant même de l'« appui de la police ». Ce travail d'orfèvre en manipulation, qui fleure la basse police, revient à l'officine de Georges Albertini et à son bras droit, Henri Barbé. Tous deux appartiennent à l'état-major anticommuniste et, dans cette entreprise, sont entourés de véritables spécialistes. L'équipe d'Albertini comprend en effet d'anciens militants communistes formés et rodés aux techniques policières du Komintern, qui ont pris l'habitude de travailler en liaison avec les services de police et de renseignement, notamment la DST²² et les Renseignements généraux. Quelques-uns de ces experts serviront plus tard d'analystes à la CIA, formeront sur les questions du communisme, lors de séminaires rémunérés et organisés à Paris, des « conseillers » américains, et d'autres rabattront vers la centrale américaine des communistes manipulés ou dévoyés, ou rejoindront en Afrique les réseaux de barbouzes. Henri Barbé sera solidement épaulé dans sa tâche de manipulation du bulletin *Unir*. Après avoir impulsé de faux comités de soutien au dirigeant déchu André Marty, truffé son entourage d'indicateurs²³ et manœuvré le Mouvement communiste indépendant en liaison avec les services de police, l'équipe Albertini se concentre maintenant sur cet objectif particulier du plan « Cloven » que constitue le bulletin *Unir*.

Cette feuille ronéotée est dirigée par Jacques Courtois, de son vrai nom Fernand Tocco. Par l'intermédiaire d'un service de police – probablement la Sûreté nationale – qui le manipule déjà, Henri Barbé devient le « traitant » de ce mystérieux Tocco²⁴, tandis que Paix et Liberté met à sa disposition une secrétaire²⁵. La manipulation durera jusqu'en 1974 ! Entre-temps, *Unir* est devenu bien plus qu'un simple bulletin favorable aux thèses titistes. Au fil des ans s'y sont ralliés en effet les opposants à la ligne du parti encore munis de cartes ou exclus. De nombreux ex-dirigeants, d'anciens élus du PCF, des anciens membres des Brigades internationales ou encore des trotskistes en « mission entriste » au sein du PC se sont affiliés au groupe que dirige pour des « raisons de sécurité » un seul homme, le fameux Courtois/Tocco. Lui seul connaît les noms et les adresses des abonnés et des adhérents. Lui et ceux qui le manipulent. Durant plus de vingt ans,

Unir sera donc un repaire de dissidents et d'opposants coiffé par un indicateur de police. Apparemment, cette opération qu'avait suggérée Charles Micaud a été couronnée de succès. Pourtant la manipulation n'est pas passée inaperçue. En effet, le Pc a éventé cet aspect pourtant secret du plan « Cloven ». En février 1959, l'organe communiste *France nouvelle* dévoile la manipulation en détail dans un article troublant de précision. D'emblée, l'auteur anonyme de l'enquête écrit : « *Unir* est un bulletin policier par ses origines, l'individu qui le dirige, ses "parrains", ses sources d'information, ses méthodes. » On ne peut être plus précis et mieux informé. La direction communiste paraît avoir suivi l'affaire de près. Mais de quelle façon et jusqu'à quel point ? En 1959, l'hebdomadaire trace un portrait au vitriol de Fernand Tocco, exclu avant-guerre des Jeunesses communistes des Bouches-du-Rhône. Il dresse le portrait tout en noirceur d'un mouchard, d'un indic, d'un agent provocateur chassé du parti pour une sombre affaire d'avortement clandestin. Entre 1941 et 1943, selon *France nouvelle*, Tocco aurait travaillé pour la Gestapo et les Rg du Vaucluse, qui, à l'époque, appointaient un certain Jacques Gabin, lequel, pour *France nouvelle*, ne serait que Tocco lui-même. L'organe communiste prétend que celui-ci a appartenu à la légion SPER et à la SNKK – deux groupes de choc nazis –, et qu'il a suivi Darnand, chef de la Milice, en Italie. Il révèle encore que Tocco a été démasqué à deux reprises après la guerre. La première fois au Perreux en 1946, ville où Tocco a publié, sous le nom de Nollot, le 1^{er} juillet 1948 le premier numéro du bulletin *Unir*, avant de se rendre à Nice, où il a été à nouveau démasqué en 1951, sous le nom de Jean d'Érèbe. De retour à Paris, poursuit *France nouvelle*, Tocco entre en contact avec Pierre Rostini, un des hommes clés de Paix et Liberté. Début 1952, décision est prise de recréer *Unir* – qui a entre-temps cessé de paraître – avec une nouvelle formule, dont le premier numéro sort en octobre 1952, l'année de démarrage de « Cloven ». Si Pierre Rostini rencontre en effet Fernand Tocco « à deux ou trois reprises²⁶ », il se contente, dit-il, de lui apporter une aide matérielle qui n'est pas désintéressée. La secrétaire que Paix et Liberté a mise au service de Tocco tiendra Rostini au courant des activités d'*Unir*. Mais, contrairement à ce qu'écrit l'organe communiste, celui qui suit réellement Tocco et *Unir* est Henri Barbé²⁷. *France nouvelle* livre d'autres précisions. Le bulletin aurait été tout d'abord édité à Toulon dans une imprimerie socialiste,

puis à Arras, ville bastion de Guy Mollet, tandis que la correspondance qui lui était adressée aurait transité par un gendarme maritime à la retraite, membre de la SFIO et secrétaire de mairie d'une petite ville du Var, qui servait de boîte aux lettres.

Une telle précision dans le récit a de quoi surprendre. Quelqu'un a-t-il tenu informé le parti de la manipulation, et qui ? Le PC avait-il une « taupe » au cœur même du dispositif ou au sein du groupe Albertini ? Dans ce cas, pourquoi avoir publié cette histoire en 1959 et livré en pâture le nom de Tocco ? Il est vrai que cette révélation ne sera suivie d'aucun effet. Lorsque l'article paraît, les amis de « Jacques Courtois », qui ne connaissent alors aucun Tocco, sont habitués à ce genre de dénonciations dont le parti est coutumier, aussi ils n'en tiennent pas compte. *Unir* continue ses activités sans que celui qui le dirige soit inquiété. Pour l'instant du moins, car des années plus tard, en 1974, l'histoire rebondit. Fernand Tocco est démasqué pour la troisième et dernière fois.

Fernand Tocco

Au cours de l'été 1973, il commet une erreur. Lors d'un déjeuner trop arrosé²⁸, il s'épanche devant l'épouse d'un ancien responsable du parti dans le Vaucluse qui vient de mourir, à laquelle il rend une visite protocolaire. La veuve est soudain troublée. Son convive se fait passer pour un membre du parti qu'elle a connu. Intriguée et soupçonneuse, elle prévient peu après des amis membres d'*Unir* qui décident d'enquêter et de tirer l'histoire au clair. Surprise, quelques mois plus tard, les faits mis au jour par l'enquête menée par des militants d'*Unir* concordent à quinze ans d'intervalle avec le contenu de l'article de *France nouvelle*. D'autres révélations complètent le tableau, comme la confirmation des liens de Fernand Tocco avec Georges Albertini, les nombreuses identités et boîtes aux lettres. Alors que le rapport d'enquête circule dans les milieux oppositionnels, Fernand Tocco disparaît, et, dans la foulée, *Unir* cesse d'exister²⁹. Ce n'est pas tout. À l'aune du plan « Cloven », les conclusions minutieuses du rapport rédigé par des militants d'*Unir*³⁰ laissent perplexe. On peut y lire en effet : « Tocco travaillait presque certainement pour la CIA dès 1952 (si ce n'est depuis plus longtemps), avec la bénédiction de la SFIO qui pendant la guerre froide collaborait étroitement avec la CIA³¹. » Comme rien n'est simple dans ce genre d'intrigues et de manipulations, les rédacteurs du rapport croient devoir tempérer leur affirmation et ajoutent que dès 1952 « Tocco travaille aussi presque certainement pour le service de renseignement du PCF ». Dans ce cas, quel intérêt le PC aurait-il eu à balancer son homme en 1959 ? Des années plus tard, un dirigeant du parti, Gaston Plissonnier, avance une explication. Il affirme que le parti a retourné Tocco et que l'article de *France nouvelle* était destiné à égarer les soupçons qui pesaient sur lui dans le microcosme anticomuniste en 1959³². Mais le seul témoignage de Plissonnier ne suffit pas à accréditer cette thèse, d'autant que, engagé par une agence littéraire new-yorkaise que certains qualifient de « couverture » de la CIA, Tocco, une fois

découvert, se serait exilé en 1974 aux États-Unis, un curieux refuge pour un agent secret, fût-il double.

Après avoir visiblement appliqué à la lettre le plan « Cloven », les officines n'en ont pas fini avec leurs jeux d'ombres, leurs manipulations et leurs intrigues. À la suite de Marty et de Tillon, un autre dirigeant du PCF, et non des moindres, connaît à son tour la disgrâce. Il s'agit du secrétaire à l'organisation du parti, longtemps présenté comme le dauphin présumé de Maurice Thorez, Auguste Lecœur. Comme à leur habitude, les officines dressent l'oreille et salivent. Elles vont suivre son calvaire avec une compassion intéressée et guetter leur proie jusqu'à ce qu'elle se prenne dans leurs filets. Quasiment battu à mort par des militants communistes après son exclusion du PC en 1954, Lecœur prend peur. Il craint désormais pour sa vie. Dès lors, il accepte de recevoir deux émissaires officiels de la SFIO, Darius Le Corre, l'ex-directeur de *La Lutte* et chef du fantomatique Mouvement communiste indépendant, et Charles Pot, ancien du mouvement de résistance Libé Nord et des services spéciaux français, qui représente la SFIO aux réunions du vendredi de l'officine d'Albertini³³. Ayant grand besoin d'argent, Lecœur se laisse convaincre et passe entre les mains de l'équipe d'Albertini. Selon un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur de l'époque³⁴, les fonds secrets seront aussi mis à contribution... Quelque temps plus tard, l'imprimeur d'*Est et Ouest* publie le récit de son « affaire »³⁵, qui se vend à plus de deux cent mille exemplaires. Lecœur lance ensuite une petite revue, *La Nation socialiste*, à laquelle collabore une poignée d'oppositionnels et d'anciens trotskistes.

Mais les officines ne sont pas éternelles. Depuis la mise en place du plan « Cloven », elles ont pris trop d'assurance, pour ne pas dire trop de pouvoir, sans pour autant obtenir des résultats concluants face à la puissance communiste qui demeure à peu près intacte. Sur bien des points, le plan « Cloven » a échoué. Il n'est pas parvenu notamment à faire interdire le Parti communiste.

En 1953, les officines s'entre-déchirent. Misant sur l'implantation dans les usines de syndicats patronaux – comme cela est dit dans le compte rendu de réunion de l'état-major de lutte anticomuniste –, l'équipe d'Albertini porte le coup de grâce aux syndicats « indépendants » qu'appuie Jean Dides, l'homme de Paix et Liberté devenu depuis son retour à la direction des RG secrétaire général du

syndicat des commissaires de police de Paris. Depuis, la bataille fait rage. En 1953, deux notes – de sept et huit pages adressées au ministère de l'Intérieur par un informateur qui évolue au cœur des officines – livrent sur la guerre fratricide qu'elles se mènent une peinture saisissante du milieu et des hommes³⁶. Ultraconfidentielles et rédigées en trois exemplaires seulement, elles détaillent les luttes intestines qui secouent le microcosme anticomuniste. On découvre, au-delà des querelles personnelles, que les questions d'argent occupent une place déconcertante dans ce marigot : les invitations d'un « service d'information » aux États-Unis ou encore la générosité de la General Motors suscitent des jalousies et des rancunes tenaces. Mais cette animosité évoquée par l'informateur de la place Beauvau, cache en vérité une guerre pour le pouvoir qui n'est pas sans conséquences. L'année suivante, le paysage des officines s'éclaircit. En 1954, le préfet Jean Baylot est limogé, accusé d'avoir couvert les activités occultes du réseau anticomuniste du commissaire Jean Dides, qui, lui-même, est révoqué de la police le 26 novembre 1954. Paix et Liberté, de Jean-Paul David, qui a abusé de la manne financière américaine et suscité dans son parti, le RGR, de nombreuses inimitiés, n'a plus que deux ans à vivre.

Seuls Georges Albertini et son officine échappent en 1954 au naufrage général. Dans l'ombre, sa notoriété grandit : la CIA et quelques autres services de renseignement n'hésitent plus à utiliser leurs compétences.

1.

Le RPF gaulliste obtient 4 058 336 voix, soit 21,6 % des suffrages exprimés – moins que le PCF, bien qu'il le dépasse en sièges (121) ; la SFIO réunit 2 744 842 voix, soit 14,6 % des suffrages.

2.

Sur le plan « Demagnetize », voir la thèse de Mario del Pero, *Containing Containment : Rethinking Italy's Experience during the Cold War*, New York University, avril 2002.

3.

Voir Irwin Wall, *The United States and the Making of Postwar in France, 1945-1954*, *op. cit.*, p. 214.

4.

L'ensemble des documents que nous évoquons ou citons a été fourni à l'auteur par la Truman Library.

5. Henry Tasca deviendra en 1967 ambassadeur des États-Unis au Maroc.
6. Voir *supra*, chap. « Presse, propagande et CIA ».
7. DDE Library, NSC, n° 6, « Psychological program », 18 février 1953.
8. Voir Irwin Wall, *The United States and the Making of Postwar in France, 1945-1954*, op. cit., p. 215.
9. Le 26 mai 1952, lors d'une réunion secrète du secrétariat du parti, on interroge Marty : « André, depuis combien de temps es-tu en désaccord avec le parti ? » L'affaire Marty vient de commencer et les interrogatoires se poursuivent les 26 et 27 mai. Le 24 août, Marty remet sa première lettre au secrétariat, quelques jours avant qu'un autre homme le rejoigne dans l'épreuve. Le 1^{er} septembre, Charles Tillon, le chef des FTP (Francs-tireurs et Partisans) sous l'Occupation, est à son tour mis en accusation. Devant le comité central, réuni à Montreuil le 4 septembre, Marty reconnaît ses torts et admet s'être livré à un travail fractionnel ; il promet une autocritique et vote les sanctions prises contre lui et Tillon. Le comité central de Gennevilliers raye de ses rangs Marty et Tillon, puis, le 25 décembre, la cellule de Marty prononce son exclusion. Comme cela ne suffit pas, *L'Humanité* du 2 janvier 1953 publie un long article d'Étienne Fajon intitulé « Les liaisons policières de Marty » : dans son entourage grenouillaient des membres de l'officine d'Albertini... Pour Marty, le déclin est brutal. Les anciens des Brigades internationales le chassent de leur amicale. Sa femme, reçue par la direction du parti, le quitte, son chauffeur et son garde du corps font de même, et on lui retire son logement. Ses autocritiques successives, où il s'accable et s'accuse de tous les crimes, n'auront servi à rien. En quelques mois, le parti a fait du numéro 3 du P^c une épave politique. L'affaire, à laquelle s'est jointe celle de Tillon, a été exploitée par l'appareil anticommuniste.
10. Documents en possession de l'auteur, archives personnelles.
11. Brochure que Souvarine a publiée anonymement sous l'égide du BEPI, intitulée *Le Monde auxiliaire du communisme*, parue en octobre 1952.
12. En 1949, *Le Monde* traverse une grave crise opposant les « atlantistes » aux « neutralistes », qui conduit, en décembre 1951, Hubert Beuve-Méry à remettre sa démission, ouvrant momentanément la voie aux atlantistes André Catrice et René Courtin. Une vague de protestations s'élève alors des milieux universitaires et de la rédaction du journal, puis la médiation du président Vincent Auriol ramène le calme et Hubert Beuve-Méry à la

direction du journal. En ce qui concerne *Le Monde* en mars 1953, le projet de l'état-major anticommuniste a échoué.

13.

Administrateur de sociétés, ancien collaborateur avant la guerre de Pierre Laval, René Mayer rejoint Alger en 1942 et devient député radical-socialiste à la Libération, puis président du Conseil en 1953.

14.

Accusé de complicité de sabotage dans la rade de Toulon en février 1950, Henri Martin, militant communiste, a été dénoncé par l'auteur du sabotage, qui prétend l'avoir tenu informé de son projet. Martin se retrouve au centre d'une campagne d'agit-prop menée par le parti, qui dénonce alors la « sale guerre » que mène la France en Indochine. Martin sera relâché par la justice militaire.

15.

Complot inventé par Staline, qui a donné lieu à une nouvelle purge à connotation antisémite en Union soviétique.

16.

Pierre Brisson est alors le directeur du *Figaro*.

17.

Étienne Périllhou : directeur des établissements Kuhlmann, intermédiaire financier entre le patronat et les syndicats indépendants et membre de la direction du Centre des hautes études américaines.

18.

Archives de l'auteur.

19.

Entretien avec Charles Pot, qui représente en 1951 la SFIO aux réunions hebdomadaires de l'équipe d'Albertini.

20.

Voir Pierre Assouline, *Une éminence grise*, Balland, 1986.

21.

Voir Frédéric Charprier, *Les RG et le PC dans la guerre froide*, op. cit.

22.

Les inspecteurs de la DST ne se contentent pas de consulter, à *Est et Ouest*, les collections de *L'Humanité* et de la *Pravda*. Après l'arrestation, en 1977, de Georges Beaufile, soupçonné de travailler pour les services soviétiques, le responsable du contre-espionnage chargé de l'enquête se rend au siège d'*Est et Ouest* : « Vous n'auriez pas un livre sur la Seconde Guerre mondiale en Bretagne ? Surtout sous l'angle FTP. Je n'ai pas le temps de rechercher », dit-il. Un des responsables d'*Est et Ouest* l'aiguille alors sur les Mémoires de Charles Tillon, *On chantait rouge*, qui viennent de paraître aux éditions Robert Laffont, et lui explique que Beaufile n'était pas dans la ligne en 1964. Il lui apprend que Tillon et lui déjeunaient ensemble à l'occasion de repas à caractère commémoratif et que deux officiers soviétiques du GRU ont participé à l'un de ces déjeuners en 1964. Or l'un des deux agents était justement au centre de l'affaire d'espionnage dans

laquelle était impliqué Beaufils, alors que ce dernier n'ait l'avoir rencontré. Quarante-huit heures plus tard, le policier de la Dst reparaît fou de joie. Le responsable d'*Est et Ouest* comprend : l'affaire Beaufils est alors devenue publique. (L'histoire a été rapportée à l'auteur par l'ancien d'Est et Ouest qui a aiguillé la Dst sur le passé de Beaufils.) Un autre collaborateur d'Est et Ouest a raconté à l'auteur qu'un chauffeur du ministère de l'Intérieur apportait régulièrement des documents du contre-espionnage à la centrale. Voir Patrice Hernu, en collaboration avec Frédéric Charpier, *L'Affaire Hernu*, Ramsay, 1997.

23.

L'auteur possède le dossier policier assez complet d'un de ces indicateurs, membre du parti et traité à l'époque par les RG du ministère de l'Intérieur. Durant toute la période où Marty s'est opposé au parti, cet indicateur a rendu compte non seulement à la police qui le payait, mais aussi à Henri Barbé. Avant d'être recruté, il avait eu maille à partir avec la justice dans des affaires crapuleuses dans le sud de la France. Nous ne jugeons pas utile de livrer son nom publiquement. L'homme est aujourd'hui décédé.

24.

Voir déclaration à l'auteur de Guy Lemonnier, *alias* Claude Harmel, in *Les RG et le Pc dans la guerre froide*, *op. cit.*

25.

Entretien avec Pierre Rostini.

26.

Entretien avec Pierre Rostini.

27.

Confirmé à l'auteur il y a quelques années par Guy Lemonnier.

28.

L'auteur assistait à ce déjeuner, dans un mas provençal situé à une vingtaine de kilomètres d'Avignon.

29.

On n'entend alors plus parler de Tocco, ni de Courtois.

30.

Document en possession de l'auteur.

31.

L'enquête a établi qu'en 1971 Tocco déclarait des revenus de documentaliste pour l'agence Universal Script (230, Park Avenue, New York, 10 017, États-Unis). Il n'en fallait pas moins pour imaginer qu'elle n'était qu'une couverture de la CIA.

32.

Déclaration faite à Roger Faligot et Rémy Kauffer, *Les Éminences grises*, Fayard, 1992.

33.

Entretien avec Roland Gaucher (décédé au cours de l'été 2007) et Charles Pot.

- 34. Source anonyme de l'auteur.
- 35. L'autocritique attendue.
- 36. Archives de l'auteur.

La CIA et les comités européens

Le Comité français pour une Europe libre

Faire obstacle coûte que coûte à la menace soviétique afin de sauver les valeurs occidentales et la libre entreprise constitue la clé de voûte de la pensée stratégique américaine. La reconstruction de l'Allemagne et la construction européenne vont alors servir de leviers. Très tôt et au plus haut niveau, la CIA s'engage sur ce nouveau front.

Alors que le plan « Cloven » entre en application, en avril 1952 s'installe avenue Bosquet, à quelques mètres du siège de Paix et Liberté, le Comité français pour une Europe libre. L'ancien président du Conseil Paul Reynaud, qui a eu la même maîtresse que Carmel Offie, le préside, entouré d'un comité de parrainage proatlantiste composé de Paul Devinat – homme de cabinet ministériel et ami d'Allen Dulles, encore numéro 2 de la CIA¹ –, Robert Lecourt – ancien ministre et député MRP –, François Mitterrand, Marcel-Edmond Naegelen et Maxime Blocq-Mascart – ancien directeur du *Parisien libéré*, gaulliste et conseiller d'État.

Voilà pour la façade de ce comité proeuropéen, mais surtout très antisoviétique. Le véritable maître d'œuvre, celui qui en tient les rênes, est son secrétaire général, figure de la Résistance et ancien officier du contre-espionnage français, Henri Frenay². Ce dernier incarne dans la France d'après-guerre le courant fédéraliste européen. Plus discrètement, il fréquente les officines anticomunistes et dirige lui-même un petit bulletin anticomuniste, *Riposte*. C'est un ami de Georges Albertini, dont il organisera les obsèques en 1983, et de Guy Lemonnier, ancien du RNP et homme lige d'*Est et Ouest* et qui, sous l'égide du BEDES, publie *La Tribune européenne*. Cet homme très actif durant la guerre froide collabore au XX^e Siècle fédéraliste et anime les Jeunesses fédéralistes européennes³, liées, selon les services français, à une autre organisation de jeunesse intitulée les Jeunes Amis de la Russie, que Lemonnier préside en 1954⁴. Cette association émane d'un groupe d'exilés russes, le NTS, basé à Francfort-sur-le-Main, en Allemagne occidentale, non loin du quartier général de la CIA en

Europe, où le groupe possède une imprimerie. Dans une synthèse datée de 1957, la direction des Renseignements généraux écrit sur ce groupe qui sera longtemps la bête noire des services soviétiques : « Depuis près de deux ans [depuis 1955 donc], le NTS semble de plus en plus en proie à des difficultés financières importantes intervenues principalement en raison de l'arrêt des subventions américaines [...]. En France, la section du Nts avait été prise en charge financièrement à l'époque par le groupement français Paix et Liberté de M. J.-P. David⁵. » Les Amis de la Russie éditent un bulletin ronéotypé, *Faits et Convictions*, que dirige l'animateur du NTS Michel Slavinsky, aujourd'hui collaborateur de la revue *Ésope* de Pierre Rostini. Ancien membre de la direction de l'Institut d'histoire sociale de Boris Souvarine, il a collaboré à la revue *Est et Ouest*. Celle-ci a toujours imposé aux jeunes disciples qu'elle recrutait deux obligations : être anticomuniste et partisan du fédéralisme européen⁶. Deux séquelles de l'histoire, renvoyant à ses bailleurs de fonds et à la guerre froide.

En effet, depuis 1946, les Américains soutiennent la cause fédéraliste. Comités et mouvements se réclamant de cette vision supranationale de l'Europe, de l'unionisme ou encore de l'Europe libre ne cessent de proliférer. Le comité de l'avenue Bosquet n'est qu'un avatar, une sorte de filiale du National Committee for Free Europe, imaginé et conçu par les services américains en accord avec le Policy Planning Staff de George Kennan, l'ami de Raymond Aron. Tout comme pour le plan « Cloven », l'impulsion initiale est venue de Washington.

Tout a démarré en avril 1948. Richard Coudenhove-Kalergi, président et fondateur de l'Union paneuropéenne, juge alors opportun de rajeunir et réorganiser la branche américaine de son mouvement. Sans doute sent-il, à juste titre, que les thèses proeuropéennes qu'il défend depuis l'entre-deux-guerres ont le vent en poupe et espère profiter de cet effet d'aubaine. Pour redonner du lustre à son Union, il se tourne vers un spécialiste de l'Europe et des services secrets. Il demande conseil à Allen Dulles, l'ancien patron de l'Oss nommé en 1948 directeur de la division des plans, autrement dit chef des opérations clandestines de la CIA. Il est alors l'adjoint de Bedell-Smith, le directeur de la centrale. Dans le domaine de la politique européenne, la CIA ne se contente pas d'inspirer et s'implique même au plus haut niveau. Pour Coudenhove-Kalergi, Allen Dulles semble

l'homme de la situation. Il possède, selon Constantin Melnik, une « formidable ouverture sur le monde⁷ », ce qui fait de lui, dans la rhétorique des conservateurs d'alors, un libéral. Cette « ouverture sur le monde » le qualifie pour entreprendre la rénovation du mouvement de Coudenhove-Kalergi. Dulles a passé dix années aux Affaires étrangères et a davantage vécu à l'étranger, en particulier en Europe, qu'aux États-Unis. Avant la Première Guerre mondiale, il a étudié quelques mois à l'École alsacienne à Paris, tandis que son frère aîné, John Forster, futur secrétaire d'État, suivait des cours à la Sorbonne⁸. Diplômé de l'université de Princeton, avocat d'affaires lié aux milieux financiers et industriels, il partage avec Raymond Aron la conviction qu'« on ne bâtit pas une paix durable par l'humiliation et l'oppression du vaincu ». Le traité de Versailles de 1919 obsède encore l'administration américaine et lui sert d'épouvantail depuis 1945. Allen Dulles est d'autant plus conscient du danger qu'il a lui-même participé à la conférence de Versailles, en tant que délégué du département d'État. Les conséquences catastrophiques du traité, qui a plongé l'Allemagne dans le chaos, la banqueroute et la misère, ont fait du ^{xx}e siècle l'un des plus funestes de l'histoire de l'humanité, engendrant Hitler et les soixante millions de morts de la Seconde Guerre mondiale. Déjà par conviction mais aussi par pragmatisme, Dulles s'est attaché, avant même la fin des hostilités, à ménager l'avenir en protégeant une partie du personnel du gouvernement et de l'administration nazis. Lui et quelques autres *cold warriors* de la CIA, dont Frank Wisner et Carmel Offie, se sont appliqués à ce que la dénazification n'ait qu'une portée limitée. Des généraux, des hauts fonctionnaires, des policiers, des industriels, des juristes, des économistes, des diplomates, des savants et d'authentiques criminels de guerre ont été épargnés et remis en selle⁹. L'homme chargé du plan Marshall après la guerre en Allemagne était ainsi un ancien conseiller du maréchal Göring, ministre de l'Air... Ménager les vaincus et les soustraire à une dénazification tatillonne leur semble d'autant plus important que, depuis 1945, une partie de l'Allemagne est sous occupation militaire communiste et que le glacis soviétique s'étend à plusieurs pays de l'est et du centre européens.

Le Free Europe Committee

Adeptes de la diplomatie parallèle et secrète, hommes du renseignement à la fois prudent et audacieux, Allen Dulles perçoit aussitôt dans le travail de ravalement que Coudenhove-Kalergi lui a confié une opportunité stratégique. Il va ainsi transformer le mouvement en une opération spéciale : une *covert action*. Tout d'abord, Dulles procède à un nettoyage par le vide. Il élimine la plupart des membres de la direction, tandis qu'il installe à sa tête William Donovan, l'ancien patron de l'Oss. Ensuite, tous les dirigeants sont écartés et remplacés par des hommes que choisit personnellement Allen Dulles ; le nom de Coudenhove-Kalergi disparaît même des papiers à en-tête du mouvement. C'est l'amorce d'un changement profond d'orientation. Alors que le mouvement s'y est toujours opposé, il soutient désormais la formule d'un *Commonwealth* pour les nations européennes. Coudenhove-Kalergi n'a d'autre choix que se soumettre. Il morigène, se plaint, mais finit par empocher les aides financières que lui accordent les amis d'Allen Dulles. Il n'est plus qu'un faire-valoir. Dulles et Frank Wisner, le chef de l'OPC, associent alors Eisenhower à leur projet de Free Europe Committee, qui va supplanter la branche américaine du mouvement de Coudenhove-Kalergi, avant de s'y substituer et de devenir un simple et pur instrument de guerre froide. Composé de personnalités américaines de haut niveau, il entend tout d'abord secourir les leaders politiques et intellectuels qui ont fui la tyrannie des pays de l'Est et qui constitueront, le jour de la reconquête, les nouvelles élites gouvernementales. Des « gouvernements en exil », comme il a pu en exister pendant la guerre.

Frank Wisner et Allen Dulles utilisent le prestige d'Eisenhower pour lever des fonds et financer leur croisade pour la liberté. Le comité obtient l'appui de quelques sociétés du Dow Jones, de grands patrons comme Henry Luce (du groupe *Time*) ou encore du puissant leader syndical américain William Green (AFL). Au printemps 1949,

épaulé par l'état-major de l'OPC et en particulier Carmel Offie, l'ancien secrétaire de William Bullitt, le Free Europe Committee se mue en National Committee for Free Europe. Devenu son vice-président en avril, Allen Dulles fait nommer comme trésorier Frank Altschul, un des conseillers les plus en vue et influents de la banque Lazard – banque privée très entreprenante en France, qui contrôle la Banque de l'Indochine et la Banque de Paris et des Pays-Bas, et dont plusieurs dirigeants et conseillers seront très impliqués dans la construction européenne. Bien qu'il s'agisse d'une opération clandestine, l'affaire donne lieu à un battage médiatique. Le comité annonce la couleur : il veut restaurer dans les pays de l'Est les libertés sociales, politiques et religieuses, et prend sous son aile les dirigeants de ces pays contraints à l'exil. À Strasbourg se crée dans la foulée une « université de l'exil », idée lancée, on s'en souvient, par James Burnham, avec une dotation de la fondation Carnegie. Mais le National Committee caresse d'autres projets, comme celui de permettre aux exilés de l'Est de s'adresser directement à leurs compatriotes restés derrière le rideau de fer. Les capacités de Radio Free Europe, fondée peu après la naissance de la CIA et dont les bureaux parisiens se situent sur les Champs-Élysées, ont été accrues en 1951 grâce à l'installation d'un émetteur ultrapuissant.

Officiellement, les activités du National Committee sont financées par des fonds privés apportés par les fondations Carnegie, Ford et Rockefeller, soit une aide globale variant selon les années entre 10 et 30 millions de dollars et même davantage. En réalité, 90 % – soit la quasi-intégralité des fonds qui ne sont en fait que blanchis par les fondations – proviennent du gouvernement américain. On estime également qu'environ 2 millions de dollars ont été prélevés sur les fonds nazis confisqués et gérés par le fonds de stabilisation et d'échange¹⁰.

La plupart des initiatives qui gravitent autour du National Committee for Free Europe sont autant de couvertures pour des activités parallèles et clandestines. C'est le cas, par exemple, du Comité américain pour la libération du bolchevisme, que l'on doit au décidément très inventif George Kennan, qui se fixe comme objectif de secourir les Russes qui souhaitent quitter leur pays. Afin de couvrir ces activités d'un manteau de respectabilité, on dresse des paravents qui servent de camouflage officiel. Deux instituts sont créés, l'un à

Brooklyn, l'autre à Munich, dirigés par d'anciens nazis d'origine slave. Le Comité Asie, le Comité pour la libération de la Russie, le Conseil contre l'agression communiste et même le Congrès pour la liberté de la culture participent au même mouvement centrifuge créé autour du National Committee. Dirigé par des hommes formés à l'école du renseignement, celui-ci se structure comme un véritable service de renseignement. Il comprend quatre divisions secondaires, une affectée aux opérations pour le bloc communiste, une autre pour le monde libre, une troisième pour l'Europe occidentale et enfin une quatrième destinée aux exilés politiques. Tous ces comités, tournés vers la Russie et les pays satellites de l'Est, sont animés d'un esprit de reconquête. Il s'agit de disputer le pouvoir de son adversaire sur son propre territoire. Comme l'imaginait l'écrivain Sidney Hook dans son discours à Bryant Park en 1949, il s'agit de porter la sédition derrière le rideau de fer, où les opérations clandestines prennent de plus en plus un tour paramilitaire.

À l'échelon politique, Washington appuie et finance donc les courants de pensée proeuropéens, alors représentés par les fédéralistes et les partisans d'une union européenne. Il s'agit en fait de donner une substance politique à l'esprit de reconquête, de consolider le bloc occidental, qui, en cas de conflit, sera naturellement en première ligne. En prononçant, en septembre 1946, son célèbre discours de Zurich, Winston Churchill a jeté les jalons du futur Mouvement européen. 1946 est une année de grande ébullition et de fièvre dans les milieux européenistes. Tout d'abord à Hertenstein, non loin de Zurich, se tient une importante rencontre internationale qui réunit les principaux mouvements fédéralistes européens. Puis, dans la foulée, en décembre 1946, se constitue à Paris l'Union européenne des fédéralistes (UEF), que préside Henri Frenay. Enfin, en novembre 1947, se crée un comité de coordination qui rassemble l'UEF, l'United Europe Movement de Winston Churchill, le Mouvement pour les États-Unis socialistes d'Europe de Jean Monnet et les Nouvelles équipes internationales. Du 7 au 10 mai 1948, le Comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne organise à La Haye un congrès international, sous la présidence d'honneur de Winston Churchill et en présence des souverains des Pays-Bas. Trois ans seulement après l'armistice en Europe, ce congrès marque la naissance du Mouvement européen, qui

n'existera officiellement que le 5 janvier 1949, à la suite d'une réunion solennelle qui se tiendra à New York sous les auspices de la fondation Woodrow Wilson, du nom de l'ancien président des États-Unis.

Présidées par l'Anglais Anthony Eden et le Hollandais Paul Van Zeeland, les séances plénières se déroulent dans un ancien relais de chasse, la Ridderzaal, dite « salle des chevaliers » du château de La Haye. Dix-sept pays sont représentés, dont la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie et l'Allemagne, les mêmes qui vont en 1949 créer l'OTAN et signer le pacte atlantique. Près d'un millier de délégués sont présents, dont douze anciens Premiers ministres (parmi eux les Français Paul Ramadier et Paul Reynaud), de nombreux ministres et parlementaires (dont François Mitterrand), ainsi que des intellectuels, qui, pour la plupart, participeront l'année suivante à la fondation du Congrès pour la liberté de la culture. Ainsi assistent au congrès Salvador de Madariaga, Denis de Rougemont, Raymond Aron, Bertrand Russell, qu'entourent des prix Nobel, des artistes et des personnalités de la Résistance. Parmi celles-ci, Altiero Spinelli, coauteur du texte fondateur du mouvement fédéraliste, le *Manifeste de Ventotene*, qu'il a rédigé en 1941 dans la petite île de la mer Tyrrhénienne, lorsque le régime mussolinien l'a exilé pour ses opinions antifascistes.

Le congrès de La Haye consacre la naissance du Mouvement européen, constitué sous l'autorité de Winston Churchill, de Paul-Henri Spaak, d'Alcide de Gasperi et de Léon Blum, qui, à sa mort, sera remplacé par Robert Schuman. Ce congrès marque une étape importante dans la construction européenne. En avril 1949 l'idée du *pool* charbon-acier placé sous une autorité supranationale est lancée, et son principe sera accepté en avril 1951 par plusieurs pays européens. En mai 1949, les statuts du Conseil de l'Europe sont signés à Londres au Saint James Palace par dix gouvernements. Si la plupart des dirigeants occidentaux sont acquis à la cause européenne, il faut désormais créer dans les opinions un mouvement favorable afin de l'installer dans la durée. Les organismes gouvernementaux vont s'y employer avec discrétion et en multipliant les paravents.

Le Comité américain pour l'Europe unie

Quelques fonds du plan Marshall ont servi à l'organisation du congrès de La Haye, couvrant notamment les frais d'hébergement des sept cent cinquante participants. Mais s'il veut s'inscrire dans la durée, le Mouvement européen a besoin d'aides financières importantes, régulières, et d'un camouflage approprié pour ses canaux de financement. Ainsi apparaît en 1949 le Comité américain pour l'Europe unie (CAEU). Son « staff » dirigeant comprend notamment plusieurs anciens pontes du renseignement, comme William Donovan (ex-patron de l'Oss) qui en est le président, et son vice-président Allen Dulles, directeur des plans de la CIA. On y retrouve également Thomas Braden, futur chef de la division des organisations internationales, David Dubinsky, dirigeant de l'ILGWU et représentant à Paris depuis 1945 du Jewish Labor Committee, Arthur Goldberg, patron de la division syndicale de l'Oss, Walter Bedell-Smith, alors directeur de la CIA, ou encore Lucius Clay, le haut gouverneur militaire américain en Allemagne. Le CAEU servira aux transferts de fonds distribués aux divers propagandistes de la cause européenne. Ces fonds seront d'abord puisés dans ceux du plan Marshall, puis imputés au budget de la division des organisations internationales de la CIA, lorsque cette dernière prendra le relais comme elle l'a déjà fait dans le cadre d'autres opérations syndicales, politiques ou culturelles (Fo, Congrès pour la liberté de la culture...). Quelques mois auront suffi à la CIA et à l'OPC pour mettre au point cette nouvelle opération et obtenir le feu vert du département d'État.

À partir du printemps 1949, la machine se met en place. Les subventions pleuvent alors sur les mouvements proeuropéens. Le Comité et la CIA, son principal bailleur de fonds, débloquent une première tranche d'un peu moins de 14 millions de francs, qui permet de financer les premières réunions du Conseil de l'Europe à Strasbourg¹¹. Peu à peu et par le biais de circuits financiers labyrinthiques, les proeuropéens empochent, entre 1949 et 1951,

l'équivalent de 5 millions d'euros. À partir de l'année suivante, l'aide se constitue pour l'essentiel de fonds alloués spécialement à la CIA par le département d'État. L'ensemble des chefs du Mouvement européen, Churchill et son gendre, le secrétaire général Joseph Retinger, et le trésorier Edward Beddington-Behrens recevront discrètement leur « quote-part ». Une partie de cette manne est reversée à l'Union européenne des fédéralistes d'Henri Frenay, par ailleurs secrétaire général du Comité français pour une Europe libre. L'homme n'est pas un converti de fraîche date. Dès 1943, dans le journal clandestin *Combat*, Frenay écrivait : « La résistance européenne sera le ciment des unions de demain¹². » Un ciment qui semble n'avoir pris cependant que grâce à la générosité des États-Unis et de leurs services secrets, et dont Frenay bénéficie à plusieurs reprises. Ainsi le Comité américain pour l'Europe unie apporte, en novembre 1950, sa contribution financière au lancement, à Strasbourg, de son Congrès des peuples européens, aussi appelé Comité européen de vigilance. Et, en 1952, il finance cette fois son éphémère comité d'initiative pour l'Assemblée constituante européenne¹³.

D'autres comités ont été soutenus et financés par des fonds de la même origine, qu'ils aient transité par le CAEU ou diverses fondations ayant partie liée avec les services américains. Mais, de toutes les contributions de la CIA à la cause européenne, la plus importante a sans doute été la campagne de soutien au Mouvement européen, lancée en 1951 par Shepard Stone¹⁴. En 1967, alors responsable de la fondation Ford, ce dernier volera au secours du Congrès pour la liberté de la culture, dénoncé publiquement comme une opération de la CIA et remplacé alors par l'Association internationale pour la liberté de la culture. Shepard Stone sauvera provisoirement la revue *Preuves*, avant de la céder au groupe de presse Réalité, vendu quelques mois plus tôt par René Pleven au groupe d'édition Hachette.

Mais, en 1951, Stone ne travaille pas encore pour la fondation Ford. Impressionné par l'énorme manifestation organisée cette année-là par la jeunesse de Berlin-Est contre les « bellicistes occidentaux », le haut-commissaire allié en Allemagne John McCloy, son patron d'alors, demande à Stone d'étudier un moyen de riposter¹⁵. Shepard Stone se tourne alors vers le Mouvement européen. Plutôt que répliquer par une opération ponctuelle, ses dirigeants lui suggèrent une campagne de longue haleine afin d'attirer la jeunesse vers les thèses d'une

Europe unie. Cette proposition une fois acceptée, débute une campagne de la jeunesse européenne qui durera de 1951... à 1959. Pour la seule année 1952, elle se traduit par 1 899 sessions et conférences, la distribution de 1,8 million de brochures et 900 projections cinématographiques... Tous ces frais sont couverts par la CIA. En 1975, le magazine londonien *Time Out*, premier à livrer des chiffres précis, révélera le rôle de la CIA et l'importance des fonds qu'elle a consacrés au Mouvement européen. À Paris, ils ont transité par le Centre d'action européenne... Cette révélation est un peu due au hasard puisque ces chiffres figuraient dans la thèse d'un doctorant d'Oxford dont le père, Georges Rebatet, chef du maquis des MUR (Mouvements unis de la Résistance) de la zone sud de 1943 à 1944, était l'ancien secrétaire général adjoint du Mouvement européen. Le fils avait eu accès aux archives confidentielles du Mouvement¹⁶.

Joseph Retinger

En tant que dirigeant, cette fois, de la fondation Ford, Shepard Stone contribue à partir de 1952 au financement d'un groupe d'hommes influents, celui-là restreint et secret – et qui entend le rester. Discrètement, Stone règle ses faux frais et supervise les problèmes d'intendance. Le mentor, l'âme, pour ne pas dire la clé de voûte de ce petit groupe aux allures mystérieuses se nomme Joseph Retinger. En 1952, il crée un des réseaux d'influence les plus secrets de la guerre froide. Ce groupe se voit en effet comme une antichambre confidentielle abritant les conciliabules d'une diplomatie secrète de très haut niveau. Il se conçoit comme un intermédiaire, un joint, entre Washington et les dirigeants politiques européens, un lieu discret où l'on débat librement des grands sujets touchant à la construction européenne, ainsi qu'à la politique européenne face à l'Union soviétique. Ce groupe se fixe avant tout comme objectif d'améliorer les relations entre l'Europe et les États-Unis. Celui qui l'anime aime s'entourer de mystère et affiche apparemment un réel penchant pour le secret.

Mince, chevelure de geai et regard noir, élégant, le visage émacié, officiellement Joseph Retinger est le secrétaire général du Mouvement européen. En juillet 1948, il s'est démené auprès de ses nombreuses relations pour appuyer la création du Comité américain pour l'Europe unie et lui trouver des mécènes. Deux mois après le congrès de La Haye, dont il a été l'un des principaux organisateurs, il se rend à Washington plaider sa cause au département d'État et dans les bureaux de la CIA afin d'obtenir les soutiens financiers qu'il réclame et qui lui sont finalement attribués. Sans doute, cet homme qui paraît évoluer avec aisance dans les coulisses secrètes de la politique internationale et entretenir des liens étroits avec les services secrets est, de l'*underground* européen de l'après-guerre, le personnage le plus fantasmatique. Certains de ses détracteurs le présentent comme le chancre, le pionnier, l'« agent » du mondialisme moderne, d'autres

comme un « agent de la franc-maçonnerie internationale ». Dès lors, doit-on s'étonner que sa biographie ait alimenté tant de controverses ?

Deux documents soulignent la singularité et la complexité du personnage. L'un, daté de 1949, émane des services secrets français et le dépeint comme un personnage trouble et suspect ; l'autre, fourni après sa mort en 1960 par des amis et proches, le sculpte en éminence grise de la construction européenne et dresse de lui le portrait flatteur d'un homme d'exception. La vérité sur le personnage, fût-elle relative, ne ressort probablement ni de la démonologie ni de l'hagiographie. Le premier document, daté de 1949, fait ainsi la part belle à l'aspect mystérieux du personnage. En substance, il affirme que Joseph Retinger, juif d'origine polonaise né à Cracovie en 1888, est un ancien agent du 2^e Bureau polonais. Il l'aurait été officiellement jusqu'en 1922, puis officieusement lorsqu'il a pris en charge l'agence de presse ATP, qui, dans le monde du renseignement, avait alors la réputation de n'être que la façade d'une section du contre-espionnage polonais. Peu de temps avant la Seconde Guerre mondiale, Retinger aurait trempé dans l'affaire d'espionnage « Salamander », nom d'une organisation qui construisait des maisons de repos à proximité de points considérés comme stratégiques de la frontière polono-allemande.

Dans ce document, Retinger n'est pas seulement présenté comme un agent de renseignement polonais. On le soupçonne à la fin de la guerre d'avoir mené double jeu avec les Soviétiques, qui auraient facilité ses déplacements en Pologne alors occupée par l'Armée rouge. On le décrit également, et cette fois sans conteste, comme un partisan résolu d'une union européenne et comme ami du Belge Spaak et du Néerlandais Van Zeeland, président de l'Association internationale pour l'unité européenne. Enfin, le document des services français pose cette question : au fil des ans, Retinger ne serait-il pas devenu un agent de l'Is ? L'homme est en tout cas discret, effacé, indiscutablement introduit dans les cercles du pouvoir à Londres, à Bruxelles, à La Haye ou encore à Washington, et ses rapports avec les services sont bien réels. Signe de cette discrétion qu'il cultive, l'auteur de la note de service, malgré tous ses efforts, avoue qu'il n'a repéré qu'une fois la trace publique des activités de Retinger. Il écrit : « J'ai trouvé une seule fois mention de son nom dans le bulletin de l'agence News Exchange du 31 juillet 1948 comme délégué pour la Pologne à la Ligue indépendante pour la collaboration européenne¹⁷. »

Dans ce portrait établi en 1949, Joseph Retinger n'est pas à son avantage. Il s'en tire mieux dans la brochure qui lui est consacrée et qu'ont publiée, après sa mort, ses amis du Centre européen de la culture. Cet organisme, financé par les fonds secrets américains, basé à Genève et que dirige Denis de Rougemont – l'un des principaux animateurs du Congrès pour la liberté de la culture –, a été fondé par Retinger lui-même. À sa mort en 1960, la brochure qu'édite le Centre se compose de textes rédigés par plusieurs de ses amis, regroupés sous le titre *Hommage à un grand Européen, J. H. Retinger*. Cet ensemble de soixante pages ruisselle d'éloges. On y trouve tout d'abord une biographie bien moins sombre que celle esquissée en 1949 dans la note des services français. Sous la plume de Constantin Jelenski, collaborateur de la revue *Preuves*, on y apprend qu'après la mort de son père, alors qu'il n'avait que 4 ans, Retinger a été élevé par le comte Ladislas Zamoyski, ce qui expliquerait ses entrées dans les milieux aristocratiques européens. Ou encore que, tout jeune homme, il se destinait à l'Église. Après avoir obtenu un doctorat ès lettres à la Sorbonne, il s'est apparemment lancé dans une carrière internationale de « conseiller » plus ou moins occulte. Entre 1919 et 1939, il s'est rendu onze fois au Mexique, ce que la note des services français a passé sous silence ou qu'elle ignorait. Pourtant Retinger s'est beaucoup investi dans ce pays. Il a ainsi conseillé le gouvernement mexicain, lui proposant même un plan de nationalisation, avant d'engager pour son compte des négociations secrètes avec les Américains, qui, se méfiant de lui, le jetèrent en prison. Retinger y séjourna après avoir déjà connu les prisons d'Autriche et de France, faits également occultés dans la note de 1949 ; tout comme le fait qu'il a pris part en 1924 à l'organisation de la première grande conférence internationale qui a réuni les syndicats ouvriers de Mexico. Après moult péripéties qui soulignent son côté homme d'action et aventurier, Retinger sert, à partir de 1939, de conseiller diplomatique auprès du général Sikorski, le chef du gouvernement polonais en exil à Londres. Rien de tout cela ne contredit ce qui relèverait de ses activités d'agent des services polonais, puis de l'Intelligence Service, selon la note de 1949.

Voilà en substance ce qu'écrit Jelenski. À la suite de cette biographie se succèdent plusieurs textes au ton presque obséquieux, mais qui permettent de se faire une idée plus juste de la personne de Retinger et surtout de son rôle après la guerre dans la construction

européenne. Un rôle visiblement occulté si l'on s'en tient aux louanges réservées aux seuls Jean Monnet et Robert Schuman. On y trouve ces quelques morceaux choisis : « On l'appelait souvent l'éminence grise [...]. Il fut la cheville ouvrière de la plupart des grands congrès, associations et institutions privées qui ont travaillé depuis la dernière guerre à promouvoir l'union de l'Europe, la Ligue européenne de coopération économique, le Mouvement européen, le Centre européen de la culture... » Ou encore : « Le Congrès de l'Europe, La Haye, fut son œuvre, et le Conseil de l'Europe en fut la conséquence. Plus récemment, c'est lui encore qui avait conçu et qui animait le groupe de Bilderberg dédié à l'entente atlantique. » Le prince Bernhard des Pays-Bas loue à son tour Retinger, qu'il présente comme « l'apôtre et le champion de l'Europe unie, puis d'une communauté atlantique efficace ». Selon lui, il « s'inquiétait beaucoup de l'éloignement déjà manifeste ou menaçant qui se produisait entre les États-Unis et l'Europe à l'occasion de plusieurs questions importantes, estimant qu'il était d'un intérêt vital pour le monde libre de réparer ces fissures et de rassembler à nouveau tous ceux qui appartiennent par nature à la même communauté. C'est ainsi que commencèrent entre personnalités américaines et européennes en vue ces rencontres désormais connues sous le nom de “conférences de Bilderberg”. Il en fut de fait le grand inspirateur ».

Comme l'écrivit Roger Mennevé, le premier à avoir, dans les années 1960, levé le voile sur ce fameux groupe de Bilderberg, Retinger et ses amis ont opté d'emblée pour le secret : « Les séances de ce groupe ont toujours lieu à huis clos ; les assistants ne font aucune déclaration et il n'y a pas de communiqué partiel ou final. » Lié aux services américains, financé secrètement par la fondation Ford, le groupe a été baptisé « Bilderberg » après avoir tenu en mai 1954 une réunion à l'hôtel Bilderberg d'Oosterbeek, en Hollande. Assistaient à cette grande messe européenne secrète plus d'une centaine d'universitaires, de banquiers, de politiciens, de diplomates, de hauts fonctionnaires internationaux, ainsi que l'inévitable Irving Brown. Tous étaient venus célébrer la construction de « l'unité européenne contre l'expansion soviétique », ce qui explique que Moscou ait toujours combattu la communauté européenne qui s'adossait à l'OTAN.

Naturellement, le groupe Bilderberg a ses correspondants français. Le plus éminent d'entre eux, associé dès le début à l'entreprise, est

Guy Mollet, le patron de la SFIO. Les contacts entre le dirigeant socialiste et le groupe datent même d'avant la réunion de Bilderberg. Ils débutent en réalité en 1952, lorsque Joseph Retinger, alors secrétaire général du Mouvement européen, fait savoir qu'il désire rencontrer le chef de la SFIO¹⁸. En avril, l'« éminence grise », ou pour d'autres l'agent de l'Intelligence Service, annonce son arrivée à Paris. Guy Mollet a été choisi pour son engagement, certes tardif mais inébranlable, pour la construction européenne. Le premier contact entre Retinger et Guy Mollet semble positif puisque le chef socialiste est sollicité pour intégrer le groupe de réflexion, encore en gestation, auquel est associé un autre social-démocrate européen, Hugh Gaitskell, dirigeant du Parti travailliste britannique.

C'est à Paris, le 25 septembre 1952, que se tient une des toutes premières réunions du groupe. Elle se déroule chez le baron François de Nervo, un ami d'Antoine Pinay, alors président du Conseil. Ce cénacle occulte, qui n'est pas encore devenu le groupe Bilderberg, réunit John Pomian, le secrétaire de Retinger, Retinger lui-même, Guy Mollet, le prince Bernhard des Pays-Bas, Paul Rykens, président de la multinationale Unilever, Paul Van Zeeland, Sir Colin Gubbins, le Danois Ole Bjorn Kraft, président du Conseil de l'Atlantique, et Antoine Pinay.

Ils ne vont pas tarder désormais à faire des émules.

1.

Voir Philippe Thyraud de Vosjoli, *Lamia*, Little, Brown and Company, 1970, p. 214.

2.

Voir Paul Paillole, *Services spéciaux*, *op. cit.*

3.

En 1963, Guy Lemonnier siège au comité directeur du Mouvement fédéraliste européen.

4.

Les Jeunes Amis de la Russie sont déclarés le 17 août 1954 et installés 13, passage Barrault, Paris XIIIe.

5.

Archives de l'auteur. Les Jeunes Amis de la Russie avaient alors leur siège 125, rue du Théâtre (XVe). Le journal *La Pensée russe* était lui aussi financé par les Américains.

6.

Voir Frédéric Charprier, *Génération Occident*, op. cit.

7.

Entretien avec l'auteur.

8.

Voir James Srodes, *Allen Dulles, Master of Spies*, Regnery Publishing Inc., 1999. ont bénéficié de peines symboliques et se sont retrouvés presque aussitôt en liberté. Voir les Documents relatifs à la condamnation et à la décartellisation de l'Ig Farben, La Documentation française, n° 1581, 1952. Dans son livre *L'Affreux Secret* (Plon, 1983), John Loftus raconte comment l'Opc a organisé la fuite d'un certain nombre de criminels nazis. De nombreuses archives américaines récemment déclassifiées confirment également (comme l'opération « Rusty ») ces entreprises de récupération d'anciens hauts fonctionnaires du Reich hitlérien. Dans *The Old Boys*, op. cit., Burton Hersh raconte qu'Allen Dulles avait dressé une liste de hauts fonctionnaires de l'État nazi à protéger, en les faisant passer pour des « opposants à Hitler ».

9.

De très nombreux ouvrages attestent cette remise en service après la guerre d'anciens cadres de plus ou moins haut niveau dans l'appareil d'État nazi. Bien que publié en RDA (communiste), le plus complet est celui du Front national de l'Allemagne démocratique, *Le Livre brun : les criminels de guerre et nazis en Europe occidentale*, paru en 1968 et qui comprend des dizaines de biographies. Au procès d'Ig Farben à Nuremberg, la plupart des condamnés

10.

Voir Burton Hersh, *The Old Boys*, op. cit., p. 241, et Cord Meyer, *Facing Reality : From World Federalism*, Harper & Collins, 1980.

11.

Voir Rémi Kauffer, *Historia*, 23 février 2003.

12.

Cité dans « Les socialistes et l'Europe », *Bulletin du centre Guy-Mollet*, juin 1990.

13.

Voir Rémi Kauffer, *Historia*, 23 février 2003.

14.

Sur Shepard Stone, voir Volker Berghahn, *America and the Intellectual Cold Wars in Europe : Shepard Stone between Philanthropy and Diplomacy*, Princeton University Press, 2001.

15.

Voir « Uncle Sam goes to market », *Time Out*, 23 mai 1975.

16.

Philip Agee et Louis Wolf (éd.), *Dirty Work*, op. cit., p. 202.

De 1947 à 1953, le Mouvement européen a reçu 440 000 livres (source : EM Archives, FIN/P/6 « European Movement : EYC Treasurer's Report 1949/53 »).

17.

Note publiée en décembre 1967 dans *Les Documents politiques* de Roger Mennevé.

18.

Voir « Guy Mollet et le groupe Bilderberg », *Histoires socialistes*, n° 1, novembre 1999.

La bataille de Saigon : CIA contre 2^e Bureau

Ngô Đình Diêm

Alors qu'à Paris la lune de miel entre les services français et américains se poursuit, depuis le désastre de Diên Biên Phu rien ne va plus à Saigon. Les Américains n'ont jamais réellement cru que les Français avaient une chance de l'emporter politiquement ou militairement sur la guérilla communiste du Vietminh. Le 29 décembre 1950, la CIA envisageait déjà le retrait d'Indochine des Français, et ses analystes le prédisaient d'ici six à neuf mois¹. La prophétie s'est réalisée, et plus sombrement encore, malgré les efforts financiers consentis par les États-Unis. De 1950 à 1954, Washington a englouti des sommes faramineuses – 500 millions de dollars par an – et contribué à hauteur de 78,25 % à l'effort de guerre français en Indochine². 2 milliards de dollars ont ainsi été versés au Trésor français et convertis en piastres, libéralité très appréciable pour les finances publiques françaises en piteux état. Le mois de mai 1954 sonne le glas de l'armée française, humiliée dans la cuvette de Diên Biên Phu, avant que les accords de Genève du 15 juin, qui consacrent la partition du Vietnam, scellent définitivement l'avenir de la France. Le 17^e parallèle coupe désormais le pays en deux : au nord de cette ligne invisible le gouvernement communiste d'Hô Chi Minh, au sud celui soutenu par les puissances occidentales. Le scénario que redoutait tant Washington s'est produit.

Le 12 août 1954³, après plusieurs jours de délibérations, le Conseil national de sécurité tire les leçons de ce fiasco général. Il qualifie les accords de Genève de « désastre » qui « couronne une avance importante du communisme et peut conduire à la perte du Sud-Est asiatique ». Quelques jours auparavant, une note des services de renseignement se montre sans illusions : même avec l'appui des États-Unis, la France aura du mal à établir et à maintenir un gouvernement fort à Saigon, susceptible, le moment venu, de faire front à la République démocratique du Nord-Vietnam. D'ici à juillet 1956, date à laquelle doivent se dérouler des élections générales, les forces

militaires occidentales devront avoir quitté le Vietnam et, à partir d'août 1954, celles qui s'y trouvent déjà ne pourront plus être renforcées. Une véritable course contre la montre s'engage car les Américains se refusent à toute forme de résignation. À eux désormais de mener la danse, quitte à bousculer leurs alliés. Le 20 août, le chef du département d'État, John Forster Dulles – frère du patron de la CIA –, réévalue en conséquence la position américaine et soumet au président Eisenhower un plan pour le Vietnam. Il prévoit une coopération avec les Français afin de mettre sur pied une armée autochtone, une assistance économique directe des États-Unis aux Vietnamiens du Sud – la France servait jusque-là d'intermédiaire – et, enfin, une collaboration politique avec Diêm, le nouveau chef du gouvernement vietnamien⁴.

Eisenhower valide ce projet, même si le choix de Diêm soulève peu d'enthousiasme. Les chefs d'état-major de l'armée le considèrent comme un personnage médiocre et s'en méfient. Mais il n'existe, paraît-il, aucune solution de rechange, comme le soutient Allen Dulles dans un mémo daté de décembre 1954 : « Nous n'avions pas d'autre solution que de continuer notre assistance au Vietnam et notre appui à Diêm », ajoutant : « Nous n'avons plus qu'à nous jeter à l'eau avec lui. » En fait, le pion Ngô Dinh Diêm n'a pas surgi par hasard dans un mouvement d'improvisation. Cela fait déjà quatre ans que l'hypothèse Diêm figure en réserve de la stratégie américaine, depuis que, en 1950, un petit groupe bien décidé à favoriser sa carrière s'est constitué aux États-Unis.

Cette année-là, un jeune diplômé en sciences politiques de l'université de Chicago, Wesley Fishel, est tombé sous le charme de Ngô Dinh Diêm, qu'il a rencontré lors d'une conférence qui se tenait à Tokyo. Les deux hommes ont conversé plus de quatre heures en tête-à-tête ; Wesley Fishel est sorti de l'entretien séduit, enthousiasmé, conquis. Diêm pourrait en effet incarner au Vietnam une solution de rechange idéale, cette « troisième voie » très à la mode au début de la guerre froide mais restée souvent introuvable. Pour Fishel, Ngô Dinh Diêm possède trois atouts qui en font une pièce précieuse : son nationalisme indépendant, son anticomunisme forcené et son goût apparemment sincère pour la réforme sociale – un avatar de cette gauche non communiste mise en avant en Europe. De surcroît, en 1950, Diêm est convaincu que la carte française en Indochine n'a

aucun avenir. Cet ancien gouverneur de la province de Phan Viêt, surnommé « le Mandarin catholique », vit retiré de la politique depuis 1933 et attend depuis l'heure d'un hypothétique *come back*. Dans sa retraite, il cultive l'ascétisme, pratique la vertu et nourrit un sentiment antifrançais qui s'est affermi au fil des ans.

Une fois de retour aux États-Unis, Fishel communique son enthousiasme et convainc l'État du Michigan d'inviter Diêm en Amérique. Un groupe de soutien ou lobby se forme alors au sein de l'université de Chicago, où une vingtaine de professeurs lui font tour à tour des offres de services. Puis le noyau initial des supporters s'élargit et s'étend à une poignée d'intellectuels de gauche, réunis autour de la revue *The New Leader* de Sidney Hook, l'orateur enflammé de Bryant Parks⁵. Fervent catholique – un de ses frères est prêtre –, Diêm reçoit l'appui du cardinal Spellman, une personnalité très influente et réactionnaire de la hiérarchie catholique américaine. Épaulée par une agence de communication qui travaille également pour le China Lobby de Kohlberg, le bienfaiteur de Souvarine et de son Institut d'histoire sociale, la revue *New Leader* bat du tambour autour de son héraut. Peu à peu, Diêm conquiert les cœurs et les esprits à Washington. Un juge de la Cour suprême organise à son intention un petit déjeuner auquel sont conviés les sénateurs John Fitzgerald Kennedy et Mike Mansfield, tous deux opposés à la présence française au Vietnam et partisans d'une solution nationaliste indépendante. Diêm rallie aussi à son comité informel de patronage le dirigeant du puissant International Rescue Committee, tandis que ses partisans plaident avec insistance sa cause au département d'État et à la CIA, auprès des deux frères Dulles.

La carte Diêm ne sort donc pas par inadvertance de la manche d'Allen Dulles. Le 17 juin 1954, cinq semaines après Diên Biên Phu, Diêm, le proaméricain et antifrançais, s'installe au palais du Conseil à Saïgon. Bien qu'officiellement la France ait son candidat, un certain Trân Van Huu, il reçoit de Paris le soutien de Paul Reynaud, président depuis 1952 du Comité français pour une Europe libre, une des fabrications de la CIA.

En fait, la donne a changé de mains. Depuis la signature des accords de Genève, les Américains se sont fixé deux objectifs : asseoir et renforcer le pouvoir de Diêm, dans la perspective des élections de juillet 1956, et se substituer aux Français au Vietnam. Deux objectifs qu'ils vont atteindre avec d'autant plus de facilité que Paris a

officieusement abdiqué. Le 29 septembre 1954, des accords secrets sont signés à Washington, entre le ministre Guy La Chambre et le général Bedell-Smith, engageant la France à soutenir Diêm, bien qu'il ne soit pas officiellement son candidat. Le 23 décembre, un nouvel accord est cette fois conclu entre le général Paul Ely, qui coiffe le corps expéditionnaire français en Indochine, et le général Collins, qui vient d'être nommé ambassadeur à Saigon. Il donne carte blanche aux Américains sur les plans militaire et politique : simple officialisation d'un état de fait. Depuis des mois déjà les États-Unis conduisent le bal, notamment grâce à leurs services secrets qui, depuis 1954, au nez et à la barbe des Français, opèrent sous le camouflage de la SMM (Saigon Military Mission). La mission a pour triple objectif de saboter les accords de Genève, faire campagne par tous les moyens contre le Vietminh et conforter le pouvoir de Diêm.

La mission militaire de Saïgon

Le chef de la mission, Edward Lansdale, a débarqué à Saïgon peu de temps avant la signature des accords de Genève, le 1^{er} juin 1954. Il est arrivé sur un vol du SA-16 spécialement organisé à son intention par la 13^e force aérienne de la base Clark, située aux Philippines. De taille moyenne – 1,69 mètre –, l'allure discrète, cet ancien publicitaire né à Detroit le 6 février 1908 est devenu à 37 ans officier d'aviation, avant d'être affecté à l'état-major du conseiller militaire des troupes nationalistes chinoises au nord de l'Indochine. Depuis, il a fait carrière dans le Sud-Est asiatique et a même séjourné au Vietnam au cours de l'été 1953 pour le compte de la CIA. Il connaît ainsi les dessous des services français même les plus inavouables, comme leurs liens avec les trafiquants de drogue et les producteurs d'opium, que le SDECE couvre et utilise comme milice anticomuniste.

À sa descente d'avion, Lansdale n'a pour tout bagage qu'une petite valise bourrée de vêtements et une machine à écrire portable. Il vient en éclaireur, expédié en avant-garde pour installer la Saigon Military Mission, créée dans le but de camoufler un projet d'opérations clandestines discuté en grand secret quelques mois plus tôt. Dans un rapport destiné au Pentagone et publié en 1968 par le *New York Times*, Lansdale écrit : « L'idée de la SMM est née du programme d'une réunion tenue à Washington au début de l'année 1954, alors que Diên Biên Phu tenait encore bon contre le Vietminh qui l'encerclait. La SMM devait s'établir discrètement au Vietnam et aider les Vietnamiens, plus que les Français, à livrer une guerre non conventionnelle. Au cours des opérations de la mission, les Français devaient être considérés comme des alliés amis dans la mesure du possible⁶. »

Lansdale s'y connaît en missions non conventionnelles. Il passe même pour un expert en guerre psychologique depuis qu'il a dirigé, aux Philippines, les opérations paramilitaires contre la guérilla communiste des Huks. Il a su exploiter avec habileté les superstitions locales et a réussi à faire croire aux villageois d'une région occupée

par les communistes qu'un vampire des légendes locales, Asuang, sévissait encore⁷. Il est vrai qu'il a particulièrement soigné sa mise en scène afin d'obtenir ce surprenant résultat. Lors d'une embuscade, il a fait capturer vivant un guérillero et l'a fait saigner à blanc, avant de lui perforer le cou de deux marques caractéristiques de la morsure d'un vampire. Cela a suffi. La région s'est aussitôt vidée de ses habitants, coupant la guérilla de sa base et l'obligeant à lever le camp. À Saigon, cet expert en coups tordus bénéficie de la couverture diplomatique d'attaché de l'air adjoint, ce qui facilite ses contacts avec les officiers vietnamiens, contacts alors prohibés pour les officiers américains du MAAG (Military Assistance Advisory Group).

La mission de Lansdale n'est connue que par une poignée d'officiels, dont le lieutenant général John O'Daniel, patron du MAAG, et le chargé d'affaires de l'ambassade, Robert McClintock. Cet officier chevronné de la CIA sera nommé plus tard ambassadeur des États-Unis au Cambodge, où il s'évertuera, en vain, à convaincre le chef d'État cambodgien, le prince Norodom Sihanouk, de rallier l'OTASE (Organisation du traité d'Asie du Sud-Est) et d'abandonner son statut de pays neutre⁸. Il est le contact officiel de Lansdale à l'ambassade de Saigon. Ne disposant pas à ses débuts d'un bureau, d'un véhicule ni même d'un coffre-fort pour mettre à l'abri ses précieux dossiers *top-secret*, Lansdale est provisoirement hébergé par le général O'Daniel, avant de s'installer dans une petite maison que le MAAG met à sa disposition.

Lansdale s'empresse alors de réunir son équipe au complet avant la date butoir du 11 août 1954, qui a été fixée à Genève. Au-delà de cette date, tout accroissement des effectifs des forces militaires étrangères est interdit⁹. Arrivant de Corée et d'Okinawa, au Japon, une dizaine d'agents familiarisés aux opérations paramilitaires et clandestines viennent renforcer son équipe sous couverture du MAAG. Puis, le 1^{er} juillet 1954, le major Lucien Conein, autre expert en coups tordus et spécialiste des opérations paramilitaires, rejoint à son tour l'équipe. Tout comme Edward Lansdale, ces agents dépendent de la station locale de la CIA qui assure la liaison avec Washington.

Une fois l'équipe constituée, il ne reste plus qu'à élaborer le plan d'action. Là encore, le temps presse. L'échéance d'octobre se rapproche. À cette date, selon les accords de Genève, le Vietminh va officiellement prendre le pouvoir au nord du 17^e parallèle, tandis que

les forces étrangères et notamment françaises commenceront à se replier au sud avec les Vietminh qui le souhaitent. Lansdale et son équipe se mettent au travail en liaison avec le général O'Daniel, le « chargé d'affaires » Robert McClintock, des officiers sud-vietnamiens et le chef à Saigon de l'Usis, le service d'information des États-Unis. Des militaires de l'armée vietnamienne, ainsi que quelques membres du département de l'Information américain en poste à Saigon, apportent leur concours et reçoivent une formation accélérée aux techniques de la guerre psychologique.

L'objectif de la mission de Lansdale peut dans un premier temps se résumer ainsi : faire pression sur le Vietminh et les populations – notamment catholiques du Nord –, et perturber le processus de transfert du pouvoir. Autrement dit, saboter la mise en place des accords de Genève. Dans ce but, les moyens employés sont ceux de la guerre psychologique : rumeurs, mensonges, etc. Dans une atmosphère un peu fébrile, les premières mesures d'intoxication sont élaborées. Edward Lansdale explique dans quel but : « La première campagne de rumeurs visait à propager soigneusement l'histoire d'un régiment communiste chinois au Tonkin, où il exerçait des représailles contre un village du Vietminh : les femmes étaient violées, ce qui rappelait la conduite des troupes nationalistes chinoises en 1945 et confirmait les craintes que pouvaient avoir les Vietnamiennes d'une occupation chinoise sous un régime vietminh. L'histoire devait être propagée par des soldats en civil de la compagnie vietnamienne de la guerre psychologique d'Hanoi [...]. Quelques semaines après, les Tonkinois se racontaient l'histoire sensationnelle des méfaits des divisions chinoises sur le territoire du Vietminh¹⁰ », tout à fait imaginaires, précisons-le.

Fort de son expérience aux Philippines, Lansdale exploite les superstitions et les croyances vietnamiennes. Ainsi table-t-il sur le penchant des autochtones pour l'art divinatoire et recourt-il à l'astrologie à des fins militaires. Sous le contrôle d'un membre de la SMM, moyennant finance, des astrologues réputés conçoivent un almanach prédisant un échec désastreux pour les chefs du Vietminh et un avenir radieux pour le sud du Vietnam. Cet almanach est destiné aux zones du nord que le Vietminh ne contrôle pas encore. Puis, dans une autre veine, l'équipe rédige une série de pamphlets exaltant le patriotisme vietnamien face au communisme du Vietminh. Distribués

dans les milieux dirigeants du Vietnam, des extraits de ces libelles sont reproduits dans le principal quotidien de Saigon, qui les commente dans ses éditoriaux. Lansdale ajoute lui-même ces précisions : « Une belle Vietnamiennne, connue de la SMM sous le nom de “Dragonne”, s’était chargée de la publication. Elle avait été la maîtresse d’un civil français antiaméricain. En dépit de l’antiaméricanisme de son amant, elle avait pu, grâce à nous, maintenir la publication de son journal, menacé d’interdiction par le gouvernement [...], et avait trouvé avantageux de suivre nos conseils dans la rédaction de ses éditoriaux. »

Après les rumeurs, l’almanach et les essais patriotiques, de fausses brochures sont à leur tour distribuées. Peu avant le 9 octobre 1954, jour du début de l’évacuation d’Hanoi par les troupes françaises, la Mission fait diffuser dans la ville des libelles attribués au Vietminh afin d’apeurer la population. Le lendemain, le nombre de personnes désirant être rapatriées dans le Sud a brusquement triplé. Puis Lansdale et ses hommes montent de vraies opérations à caractère humanitaire. Ils s’en servent à la fois de cheval de Troie et d’instrument de propagande. L’une d’elles a pour nom « opération “Brotherhood” ». Elle prévoit la création d’équipes médicales bénévoles constituées de médecins asiatiques « libres » pour soigner des Vietnamiens « libres ». Lansdale lance également un organisme vietnamien chargé de défendre les réfugiés et de leur apporter de l’aide. Patronné officiellement par les représentants de la mission économique des États-Unis, le général O’Daniel, le chef du MAAG, le président Diêm et les Français, il sert en fait de couverture aux agents de la CIA qui circulent dans le pays, à répandre des rumeurs, à recueillir des renseignements ou encore à transporter du matériel.

La SMM n’a pas comme seule vocation de s’illustrer dans la littérature et les affabulations, ni davantage d’orchestrer des opérations humanitaires. Elle n’emploie pas seulement des astrologues et des journalistes. Sa mission comporte aussi des opérations paramilitaires, pour lesquelles elle emploie des mercenaires armés, équipés et entraînés par ses soins au Vietnam ou aux Philippines. Le major Conein a été chargé d’installer dans le Nord une organisation paramilitaire avant que le Vietminh n’en prenne possession, objectif qui sera atteint juste avant le blocage d’Haiphong par le Vietminh¹¹. Au nord, la SMM a prévu de livrer une guérilla et d’y implanter des

réseaux de saboteurs, selon une des grandes théories de Frank Wisner, l'ancien patron de l'Opc. Lansdale dispose de deux groupes opérationnels : l'équipe de Conein au nord, qui opère sous le nom de code « Minh », et celle du major Allen, basée à Saigon et opérant au Tonkin sous le nom de code « Hao ». Dans ses opérations de guérilla, la mission bénéficie d'un groupe de soutien composé d'éléments de la marine, chargé de l'approvisionnement pour les opérations paramilitaires. La mission va conduire diverses opérations de ce type, comme la contamination des réserves d'huile d'une compagnie d'autobus d'Hanoi afin de détraquer les moteurs des véhicules, ou les préparatifs de sabotage de voies ferrées, qui sera exécuté par une équipe technique spéciale de la CIA dépêchée du Japon. Pour ces opérations, les troupes de Lansdale disposent d'un petit arsenal introduit secrètement au Vietnam, soit 8,5 tonnes de matériel, dont 14 radios, 300 carabines avec 90 000 cartouches, 50 pistolets avec 10 000 cartouches et 300 livres d'explosifs. Plus d'un quart équipe les agents de Lansdale au Tonkin, tandis que le reste, avec l'aide de la marine, est dissimulé le long du fleuve Rouge. Pour l'année 1955, la mission dépense 228 000 dollars, auxquels il faut ajouter les soldes des officiers américains et le prix des armes prélevées dans les stocks de l'armée.

Les jeux sont faits

Bien qu'ils ne soient pas informés officiellement des agissements de la mission de Lansdale, les services français la suivent à la trace. Si le sabotage des accords de Genève les agace, ils laissent pourtant faire les Américains. En revanche, à Saigon, les manœuvres de Lansdale finissent par mettre le feu aux poudres. En effet, Lansdale et la SMM ont également pour mission de protéger le président Diêm et de consolider son pouvoir, notamment en dotant le Sud-Vietnam d'une armée puissante et bien entraînée. Car les Américains redoutent avant tout la réunification du Vietnam sous l'égide du Nord. D'où la nécessité de renforcer le pouvoir de Diêm et de forger une armée indigène capable d'affronter victorieusement le Vietminh.

Alors que son équipe fabrique de faux almanachs et de fausses brochures attribuées au Vietminh, l'énergique Lansdale prépare déjà l'étape suivante. Il entreprend de se lier avec l'élite politico-militaire afin de resserrer l'emprise américaine sur Diêm et l'armée sud-vietnamienne. Tandis que Robert McClintock, le « chargé d'affaires », lui ouvre les portes de l'établissement militaire sud-vietnamien, le rusé Lansdale recourt de son côté à un stratagème singulier pour étoffer ses réseaux. Il crée une classe d'apprentissage de la langue anglaise, qu'il réserve aux maîtresses et aux favorites des personnalités importantes de Saigon. Sous couvert de cours de langue, cette classe lui sert de tremplin pour accéder aux dirigeants eux-mêmes. Une de ses élèves l'introduit ainsi auprès d'un chef d'état-major de l'armée proche des Français, le général Nguyễn Văn Hinh, ce qui lui permettra de faire avorter le coup d'État qu'il a fomenté contre Diêm.

L'entente cordiale n'est en effet qu'une façade. Si à Paris et à la tête du corps expéditionnaire français à Saigon les jeux sont faits et la page vietnamienne en passe d'être tournée, certains n'acceptent pas ce transfert d'autorité aux Américains et refusent de soutenir Diêm.

Au-delà des simagrées officielles, une guerre d'influence se livre dans l'ombre. Le « baroud d'honneur », le patriotisme et

l'antiaméricanisme ne sont pas les seuls ressorts de cette dissidence française qui semble jouer la montre alors que le cours de l'histoire indique que la France n'a plus sa place au Vietnam. De puissants intérêts financiers sont également en jeu. Aussi certains s'emploient à retarder l'inéluctable dénouement. Lansdale devient une vraie bête noire, d'autant qu'au fil des mois il ne ménage pas ses coups. Ainsi a-t-il entrepris de diviser l'opposition profrançaise à Diêm et de saper l'influence française dans l'armée vietnamienne. Le coup d'État qu'il fait échouer illustre sa mainmise sur Saigon : informé de la conjuration, il expédie à Manille deux de ses principaux organisateurs le jour où Diêm doit être assassiné. Bien que le putsch ait échoué, Lansdale et la CIA ont décidé de doter Diêm d'une force de sécurité renforcée, loyale et fidèle. La garde personnelle du président a en effet mystérieusement déserté le palais le jour du coup... À la fin de l'année 1954, Lansdale fournit à Diêm une garde prétorienne entièrement financée par la CIA et dirigée par le général Trinh Minh The¹², chef dissident d'une des nombreuses sectes religieuses qui pullulent au Vietnam, la secte caodaïste. Pour acheter sa loyauté, la CIA débourse 2 millions de dollars : tout s'achète et tout se vend. Il suffit d'y mettre le prix. L'arrivée dans le jeu américain du général The a de quoi déplaire aux Français, réfractaires à l'influence qu'exerce la mission de Lansdale sur Diêm. En effet, on attribue à The l'assassinat du général Charles-Marie Chanson le 31 juillet 1951 et l'explosion d'une voiture piégée à Saigon, qui fait une vingtaine de morts, en 1953. Selon les services français, l'explosif utilisé lors de cet attentat est entré à Saigon dans une valise diplomatique. Son destinataire, un membre de la mission économique américaine que le 2^e Bureau surveillait de près, sera quelque temps après repêché dans le fleuve. Quant à Lansdale, il est prévenu que le général The sera liquidé, et lui avec s'il se trouve à ses côtés.

Il règne à Saigon un tel entrelacs d'intrigues que Diêm finit par s'en inquiéter et redoute même un nouveau coup d'État. La garde de supplétifs que lui a fournie la CIA et qui est censée le protéger ne lui paraît plus suffisante. Il désire que la SMM forme un véritable bataillon chargé de la défense du palais présidentiel. Son souhait est exaucé. Lansdale fait jouer ses relations et le président philippin Ramon Magsaysay envoie aussitôt à Saigon son conseiller militaire personnel, le colonel Valériano. Ce dernier s'est illustré aux côtés de Lansdale

dans les combats qu'il a livrés contre les Huks communistes et a réorganisé le bataillon de la garde présidentielle de Magsaysay. Accompagné de trois officiers subalternes, Valeriano débarque en janvier 1955 à Saigon. Quelques officiers vietnamiens triés sur le volet sont peu après expédiés à Manille afin de s'entraîner avec la garde présidentielle, et une unité efficace et loyale se constitue bientôt aux côtés de Diêm.

Alors que les Américains renforcent leur crédit et leur pouvoir en offrant à Diêm, pour 2 millions de dollars et sur un plateau, une bande de supplétifs et une garde présidentielle formée à grands frais, l'influence française subit un nouveau revers en janvier 1955. Les Américains s'appêtent à rogner le peu qu'il en reste dans l'armée sud-vietnamienne. Le général O'Daniel, du MAAG, a décidé de créer un centre d'entraînement et d'instruction franco-américain, baptisé le TRIM. Placé officiellement sous son commandement, il doit en réalité être contrôlé par le commandant en chef des troupes françaises, le général Ely. Les Français ont exigé le haut commandement de la moitié des services du TRIM, et en priorité ceux chargés du programme de sécurité nationale que les Vietnamiens doivent réaliser. Ils veulent conserver le contrôle que la France a exercé jusqu'à présent sur les éléments clés de l'armée et de la population. Mais les Français ont, semble-t-il, oublié que depuis Diên Biên Phu et les accords de Genève leur crédit a fondu et que leurs exigences doivent être revues à la baisse. Lansdale leur inflige alors un nouveau camouflet : l'ambassadeur Collins et le général O'Daniel décident de l'affecter au TRIM, afin qu'il dirige lui-même le programme de sécurité nationale que les Français voulaient justement se réserver. Ce nouvel affront les humilie et les blesse. Non seulement le programme de sécurité nationale leur échappe, mais les pouvoirs de Lansdale, leur principal ennemi, s'en trouvent accrus.

Le 11 janvier 1955, Collins donne carte blanche à Lansdale pour coordonner les activités américaines civiles et militaires. Aux côtés de Diêm, il exerce désormais le pouvoir d'un véritable proconsul. Depuis des mois, les membres de sa mission ont infiltré l'armée sud-vietnamienne, acheté la police, corrompu des groupes politiques et se sont offert les services de bandes armées¹³. Lui qui voulait réduire la voilure de la puissance française au Vietnam est parvenu à ses fins. Le voilà doté de pouvoirs quasi spéciaux.

Il ne lui reste plus qu'à isoler les derniers adversaires profrançais du président Diêm. Appuyé par la station de Saigon de la CIA, il se concentre sur cet ultime obstacle qui déploie ses forces dans Saigon et sa région. Appuyée par le 2^e Bureau français et une partie des gros colons, une bande armée qui professe un fatras ésotérique et religieux y occupe encore le haut du pavé. Or Lansdale sait que celui qui tient la rue tient Saigon, et que celui qui tient Saigon commande l'accès au delta du Mékong et à ses rizières¹⁴. Aussi ce dernier obstacle que constituent les Binh Xuyên doit être levé pour que les Américains et Diêm deviennent les maîtres du Sud-Vietnam.

Lê Van Bay Viên, chef des pirates

L'histoire des Binh Xuyên remonte à plus de trente ans. En 1920, ils ne sont qu'une bande de pirates de deux cents à trois cents hommes qui vit cachée et opère dans les rizières et les marécages de Rung Sat. À l'époque, on a baptisé leur sanctuaire la « forêt des assassins » une « forêt de Sherwood » version vietnamienne. Les Binh Xuyên excellent dans le racket, les enlèvements, et se livrent sur le fleuve à des actes de piraterie. Ils forment une des nombreuses bandes criminelles qui pullulent en Indochine. En 1943, ils collaborent avec les Japonais, avant de faire momentanément alliance avec le Vietminh en 1945. À la fin de la guerre, le 15 août 1945, leur allié vietminh est peu à peu chassé, puis expulsé de Saigon par des troupes franco-britanniques. Le 25 octobre, c'est au tour des Binh Xuyên d'être rejetés dans leurs marais d'origine. Leur aventure pourrait alors connaître son crépuscule, mais l'année suivante le patron du 2^e Bureau de Saigon, Antoine Savani, se déplace en personne pour rencontrer dans les marais le nouveau chef de la secte de pirates, Lê Van Bay Viên, un ancien bagnard autoproclamé général, dont le véritable nom est Bay Viên. Non sans exercer sur lui de puissantes et efficaces menaces, il le retourne. Savani et ses chefs jugent que ces pirates peuvent leur être utiles dans leur lutte contre les communistes et veulent en faire des auxiliaires. Bay Viên accepte et, le 16 juin 1946, fait acte d'allégeance à l'empereur Bao Dai, la potiche française. Il devient pour les services français un informateur privilégié. En effet, lui et sa bande possèdent une réelle expérience en matière de lutte antimaquis, qu'ils vont désormais utiliser avec cruauté et sans retenue contre leurs anciens alliés du Vietminh. Mais, surtout, dans le delta du Mékong, Bay Viên dispose d'un réseau pléthorique d'informateurs. Grâce à lui, les services de renseignement français contrôlent et protègent Saigon, la ville voisine de Cholon et la route stratégique qui relie Cap-Saint-Jacques à Saigon. Un axe d'autant plus sensible qu'il sert aux trafiquants d'opium que protègent les services français.

Cet ensemble constitue la zone géographique sur laquelle s'étendra le futur empire de Bay Viêt. L'ancien pensionnaire de Poulo Condore, l'île du bagne, n'a pas eu en effet à regretter son allégeance à l'empereur Bao Daï, ni sa collaboration avec les services de renseignement français. En 1954, lorsque Lansdale débarque à Saigon, Bay Viêt est l'homme le plus riche de la ville. Il est l'invité de toutes les soirées privées et officielles de la bonne société et ne se déplace jamais sans son tigre. Ses hommes, coiffés d'un béret vert, font régner la loi à Saigon, où le chef militaire des Binh Xuyên, Lai Van Sang, occupe le poste officiel de directeur général de la police nationale. Comparé à Saigon, le Chicago des années 1930 fait presque pâle figure. Les Binh Xuyên contrôlent la quasi-totalité des fumeries de Saigon et règnent sur le trafic d'opium en Cochinchine (Sud-Vietnam). En fait, ils contrôlent toutes les activités criminelles et les trafics illicites. Bay Viêt détient le monopole du jeu et de la loterie depuis que, en décembre 1950, il s'est emparé du Grand Monde, un complexe monumental bâti à Cholon et dévolu à tous les vices de la Création.

L'ancien bagnard a fait du chemin depuis qu'Antoine Savani l'a recruté dans les marais de Rung Sat.

Voilà l'homme qui, au début de 1955, tient la rue, tient Saigon et commande le delta du Mékong, voilà l'homme dont le pouvoir constitue l'ultime obstacle à la mission de Lansdale. Il est le dernier gros morceau à avaler, mais ne sera pas le plus tendre. Pour éliminer Bay Viêt et écraser ses Binh Xuyên, Lansdale forme, avec l'aide du chef de poste de la CIA, une équipe spéciale. Il recrute l'ex-chef de la police de Saigon qui a créé le service de la sécurité militaire et le colonel qui commande le périmètre Saigon-Cholon. En s'en prenant à Bay Viêt, Lansdale ne défie pas seulement le 2^e Bureau d'Antoine Savani, surnommé « le Machiavel corse ». Au-delà, il se heurte au lobby colonial et à la puissante communauté corse de Saigon, un méli-mélo d'hommes d'affaires, de colons et de membres de la pègre, dont la personnalité emblématique est Mathieu Franchini, ex-planteur et propriétaire de l'hôtel Continental, devenu richissime grâce au trafic des piastres. Lansdale défie donc une puissante coalition d'intérêts. En février 1955, sous prétexte d'assurer la sécurité de Diêm, il fait entrer à Saigon deux mille cinq cents soldats, alors que les Français commencent, sous la pression de Washington, leur retrait du Sud-Vietnam. La voie est presque libre, mais la partie n'est pas gagnée

pour autant. Les « coalisés » réagissent et des incidents armés sporadiques éclatent en plein Saigon, opposant les Sud-Vietnamiens, soutenus par les Américains, aux Binh Xuyên, appuyés par le 2^e Bureau et les potentats coloniaux. Lansdale s'installe alors au palais de Diêm, tandis que Savani rejoint le siège de la police que contrôlent les Binh Xuyên. La ville devient une poudrière qui peut exploser à la première étincelle. La tête de Lansdale est mise à prix. Le général Fernand Gambiez, commandant en chef des forces françaises de la région de Saigon, tente alors de ramener le calme dans les esprits et organise une entrevue secrète avec le colonel Lansdale. Méfiant, ce dernier vient accompagné de son inséparable chien-loup qui lui sert de garde du corps, tandis que le général, lui aussi sur la réserve, caresse pendant l'entretien son pistolet automatique, qu'il tient posé sous la table sur ses cuisses. En fait, la confiance n'existe plus : aux escarmouches et aux attentats succèdent des combats de rue meurtriers. Le 28 avril 1955, après une semaine d'affrontements acharnés, les Binh Xuyên sont repoussés dans les marécages de Rung Sat auxquels ils semblent voués. À Saigon, quelques irréductibles refusent la défaite et se livrent à des représailles. Des grenades sont lancées contre les maisons où logent des Américains, tandis que leurs voitures sont détruites ou piégées. Celle du colonel Lansdale est elle-même mitraillée, tandis qu'un Français, dont le seul tort est de lui ressembler, est abattu. Le chef de la mission fait à son tour lancer des grenades sur les habitations de certains officiers du 2^e Bureau. Puis Saigon retrouve son calme.

En mai 1955, John Forster Dulles et le président du Conseil Edgar Faure rompent officiellement l'alliance conclue en Indochine entre les États-Unis et la France. Sur le terrain cela fait déjà des mois qu'elle n'était qu'un chiffon de papier. En octobre 1955, tous les objectifs de la mission de Lansdale sont définitivement atteints. Le président Diêm organise un référendum, enterrant ainsi les accords de Genève qui prévoyaient l'année suivante des élections générales : elles n'auront pas lieu et toute idée de réunification est désormais écartée. Prenant en 1955 la relève au Vietnam, Washington ne fait cependant que retarder l'inéluctable. Vingt ans plus tard, au prix d'innombrables pertes humaines¹⁵ et destructions, le Vietnam se réunifiera sous l'égide du Nord et Saigon tombera aux mains des communistes.

1. Voir Irwin Wall, *The United States and the Making of Postwar in France, 1945-1954*, *op. cit.*, p. 243.
2. Voir Georges Chaffard, *Les Deux Guerres du Vietnam : de Valluy à Westmoreland*, La Table Ronde, 1969, p. 184.
3. 1954 est une année délicate pour les États-Unis. Fin août, l'Assemblée nationale française va rejeter le projet de CED (Communauté européenne de défense), soutenu depuis 1952 par Guy Mollet. Il s'est heurté à une coalition trop forte, alliant les gaullistes et les communistes, ainsi qu'une partie de la SFIO emmenée par Daniel Mayer et Jules Moch.
4. Voir Neil Sheehan, *Le Dossier du Pentagone*, Albin Michel, 1971. Beaucoup de documents qu'il contient ont d'abord été révélés par le *New York Times*, qui les a reçus d'un ancien de la Rand Corporation, Daniel Ellsberg, alors haut fonctionnaire au Pentagone.
5. Voir *A Vietnam Primer*, recueil d'articles parus dans le magazine *Ramparts*, sans date mais probablement de 1966, réunis et édités par *Ramparts Magazine*, 301, Broadway, San Francisco, California 94133. Consulter notamment celui de Robert Scheer et Warren Hinckle.
6. Neil Sheehan, *Le Dossier du Pentagone*, *op. cit.*
7. Voir Victor Marchetti et John Marks, *La CIA et le culte du renseignement*, Robert Laffont, 1974 ; Neil Sheehan, *Le Dossier du Pentagone*, *op. cit.*
8. Voir Norodom Sihanouk, *La CIA contre le Cambodge*, Maspero, 1973, p. 63. Parce que Sihanouk refuse de céder aux injonctions de Washington et maintient une ligne neutraliste, la CIA organise en 1970 un coup d'État au Cambodge, entraînant le pays dans la guerre, avec l'issue tragique désormais connue : le million de morts attribués au régime de Pol Pot, mais qui comprend également ceux victimes de la guerre.
9. Voir Neil Sheehan, *Le Dossier du Pentagone*, *op. cit.*
10. *Ibid.*
11. Voir *ibid.*
12. La relation entre The (le nom se prononce « Té ») et Lansdale a été

racontée à sa façon par l'écrivain Graham Greene dans son livre *Un Américain bien tranquille*, 10/18, 2003, et les films successifs qui en ont été tirés.

13.

Voir Jean Lartéguy, « Notre guerre d'Indochine », *Historia*, hors-série n° 25, 1972.

14.

Voir Alfred McCoy, *La Politique de l'héroïne*, Éd. du Léopard, 1999, p. 177 ; Catherine Lamour et Michel Lamberti, *Les Grandes Manœuvres de l'opium*, Seuil, 1975.

15.

Près de 2 millions de Vietnamiens seront tués, ainsi que plus de 58 000 GI américains.

Les circuits de la CIA au Maghreb français

Louise Page Morris

Depuis 1952, les analystes de la CIA ne voient pas plus d'avenir pour la France en Afrique du Nord qu'ils ne lui en prêtent à la même époque au Vietnam. Plusieurs études pronostiquent à plus ou moins moyen terme un effondrement de la puissance coloniale française. Parmi les scénarios imaginés en cas d'abandon de l'Algérie aux nationalistes, l'un d'eux envisage même une sédition militaire à Alger, anticipant sur l'histoire et la création de l'OAS. En attendant que ce scénario se réalise, certains se demandent s'il ne serait pas judicieux d'accompagner en sous-main ce mouvement irrésistible de décolonisation. Mais la CIA peut-elle prendre le risque de s'exposer ?

Officiellement, les États-Unis se veulent des alliés indéfectibles et respectueux. Officieusement, on sait avec la mission de Lansdale qu'ils savent aussi jouer double jeu. Au Maghreb, le rôle de Lansdale pourrait être attribué à d'autres qui, ayant les coudées plus franches, auraient la latitude d'afficher sans complexes une posture anticoloniale, ce que ni le département d'État ni la CIA ne peuvent se permettre. Cette tâche incombera à des « électrons libres », déjà liés par un pacte secret au chef du contre-espionnage de la CIA, le duo Lovestone et Brown. Mieux vaudrait parler de trio. Dans l'ombre, une femme les assistera et assumera à leurs côtés un rôle de tout premier plan. Elle est si discrète et effacée que seule *L'Humanité* du 22 décembre 1956 a évoqué son nom dans un article d'Alain Guérin consacré aux relations de Georges Albertini : « Entre autres amis de langue anglaise, l'ex-secrétaire général du RNP n'a-t-il pas une certaine dame Morrisson Page, dont la fille Sheila est employée à l'ambassade des États-Unis ? Tous trois ne sont-ils pas liés au célèbre Irving Brown soi-même, dont on sait qu'à poches bourrées de dollars il met si facilement la main ? »

Le Parti communiste a ainsi identifié ce maillon secret des services américains en Afrique du Nord. Cette « dame Morrisson Page » n'est pourtant pas un petit poisson. À notre connaissance, Alain Guérin a

été le seul journaliste français à avoir cité son nom, certes en l'écorchant. Or Louise Page Morris – et non Morrisson – joue au moment de la décolonisation un rôle éminent dans les colonies françaises d'Afrique du Nord. À l'époque, certains cercles du renseignement américain la considèrent comme l'un des meilleures spécialistes des questions arabes et du Maghreb. Égale d'Irving Brown, elle va servir d'entremetteuse entre les chefs nationalistes, l'administration américaine et sa représentation à l'ONU.

En 1956, lorsque *L'Humanité* l'évoque au détour d'une phrase, Louise a déjà derrière elle une longue carrière d'agent, entamée en 1942 au sein de l'Oss, où elle a collaboré avec William Donovan et Ray Murphy, présenté comme l'expert attitré du communisme au département d'État. Elle n'est ni une débutante, ni une dilettante. Personnage cultivé, elle ne manque ni de charme, ni de panache. Sa vie durant, elle a parcouru le monde, accomplissant des missions secrètes pour le compte des services américains. Faut-il le préciser, son mari n'est autre que Jay Lovestone, le patron du FTUC¹. Ne serait-ce que pour cette raison, comme le suggère Alain Guérin, elle connaît Irving Brown, qui a lui-même épousé l'ancienne secrétaire de Lovestone et en a fait son « assistante ». Ces liens si intimes donnent aux opérations clandestines conjointes de l'AFL et de la CIA un aspect clanique et familial, faisant au passage des secrets d'État des secrets de famille.

Les origines sociales de Louise ne la prédestinaient pas à cette vie aventureuse². Fille d'un magnat de l'industrie minière américaine, elle se marie en 1925 avec un amateur de golf et de backgammon, John Boucher Morris, dont elle divorce sept ans plus tard pour épouser un Russe blanc. Afin d'améliorer la communication avec son nouvel époux, Louise décide de suivre des cours de russe à l'université Columbia. Ces études et l'appui de son père lui ouvrent au printemps 1943 les portes de l'Oss, où elle devient, à Londres, chef adjoint de la section URSS. Quand elle est démobilisée après-guerre, William Donovan, qui a un faible pour elle, la confie à Ray Murphy, qui lui propose alors d'infiltrer le Congress of American Women, une organisation du Parti communiste américain. Ce travail de moucharde, sa connaissance du monde soviétique et les appuis qu'elle possède dans l'établissement du renseignement lui procurent dès lors une certaine notoriété. James Angleton, patron depuis 1947 de l'Oso, le

bureau des opérations spéciales de la CIA, lui demande de travailler pour lui. En 1949, Louise devient un agent secret de renseignement doublé d'un agent d'influence. Elle porte le nom de code « Martha », touche 500 dollars par mois et, officiellement, travaille à la Research Library de New York, dont le patron, Samuel Gompers, est une éminente figure de l'AFL. En fait, Louise est payée sur la cagnotte de James Angleton, ce qui n'en fait pas à plein titre un authentique officier de la CIA. Elle est une sorte d'agent non officiel. Les rapports qu'elle rédige pour le chef du contre-espionnage de la CIA transitent par un avocat de New York, Mario Brod, un ancien officier du contre-espionnage de l'Oss qu'Angleton a connu en Italie ; un proche, dit-on, de la mafia italienne.

Louise effectue de nombreux voyages au Caire, à Karachi, Bombay, Rangoon, Bangkok, Djakarta ou encore Taipei. Officiellement dotée de la carte de presse de *Free Trade Union News*, l'organe du FTUC créé après la guerre sous l'égide de l'AFL et avec les fonds de l'OPC, elle porte la casquette syndicale. Elle sera aussi chargée d'apaiser le colonel Nasser en l'assurant que la CIA et l'AFL ne sont pas « prasionistes ». Mais rien ne garantit que Nasser l'ait crue.

James Angleton l'utilise également pour recruter des informateurs, notamment dans les Balkans, toujours sous le couvert de l'AFL. Elle prodigue aussi ses conseils, voire ses avertissements. Ainsi elle dissuadera son époux Jay Lovestone et l'avocat Mario Brod de financer le magazine *Jeune Afrique*, comme le leur a demandé le journaliste Simon Malley, en qui elle n'a aucune confiance : il a envoyé à Lovestone des cartes postales de Chine, mais, d'après elle, il n'y a jamais mis les pieds.

Louise s'impose comme un émissaire fiable dans le monde arabe, où elle fait office de pèlerin à la fois de l'AFL et de la CIA. En 1959, Angleton l'enverra en Irak, gouverné depuis 1958 par Abdul Karim Al-Kassem. Louise y retournera en 1963, alors qu'il aura été renversé et que John McCone aura succédé à Allen Dulles à la tête de la CIA.

L'indépendance de l'Algérie

La carrière de Louise Page Morris s'effectue surtout en Afrique du Nord depuis que, dans les années 1950, Jay Lovestone y concentre ses efforts. Le chef du FTUC a commencé par la Tunisie, où le parti du Néo-Destour d'Habib Bourguiba – qui a obtenu le soutien de la Ligue arabe fondée en 1945 – conduit son mouvement vers l'indépendance avec une grande habileté³. Lovestone appuie les syndicats indépendantistes impulsés depuis l'après-guerre par le Néo-Destour. En septembre 1951, ignorant les pressions sur le département d'État du gouvernement français, il invite Habib Bourguiba et le secrétaire général de l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens), Ferhat Hached, à la convention de l'AFL qui se tient à San Francisco. Des liens étroits sont alors noués entre les deux centrales syndicales et Irving Brown joue son rôle habituel. Depuis la fin des années 1940, il est en contact avec Habib Bourguiba, qu'il a rencontré à Paris. Depuis, il se rend régulièrement en Tunisie, où il travaille en étroite collaboration avec celui qui est devenu son ami, Ferhat Hached. Le FTUC, dont on connaît l'opacité de la comptabilité, accorde, au début des années 1950, 350 000 dollars à Bourguiba et à l'UGTT⁴.

En avril 1952, Jay Lovestone suscite de nouveau l'agacement à Paris. Il obtient un visa américain pour Ferhat Hached, qui débarque à New York alors que doit se dérouler à l'ONU le vote sur la Tunisie, vote qui met la politique coloniale française sur le gril. Mais l'antisioniste Jay Lovestone n'oublie jamais qu'il porte une double casquette et saisit l'occasion pour jouer les entremetteurs, en présentant Hached à un député israélien de passage à New York, Eliezer Livneh. Au cours du repas, qui se déroule dans un restaurant grec, la discussion s'engage sur l'aide éventuelle qu'Israël pourrait apporter à l'indépendance tunisienne. Apparemment, le marxisme-léninisme intransigeant que professe, paraît-il, Ferhat Hached n'inquiète guère outre-Atlantique. À Paris et à Tunis, l'appui que lui apportent l'AFL et les services américains finit par agacer, d'autant que les

indépendantistes gagnent du terrain.

Quelques mois après ce curieux déjeuner dont on ignore les conséquences, la pression de la rue se fait plus forte que jamais à Tunis. La notoriété d'Hached y grandit de jour en jour, ce qui ne peut que déplaire à ses nombreux ennemis, au point que sa vie est désormais menacée. Le 5 décembre 1952, le secrétaire général de l'UGTT tombe dans une embuscade qu'on lui a tendue à une dizaine de kilomètres de ses bureaux. Il est presque 7 heures du matin lorsqu'une berline ouvre le feu sur lui au pistolet mitrailleur. Atteint plusieurs fois, blessé, Hached réussit à arrêter sa Simca où on l'a pris pour cible et s'arrache du véhicule tandis que la berline et les assassins s'éloignent. Venant en sens inverse, une Aronde de couleur grenat se dirige vivement vers lui. Ferhat soupire de soulagement. Il se poste au milieu de la route. La voiture ralentit, s'immobilise et l'embarque avant de s'éloigner. Pour le conduire non à l'hôpital, comme il a pu le croire, mais dans un endroit isolé où, d'une balle dans la tête, il est achevé. L'Aronde faisait partie du plan et servait de couverture à l'équipe de tueurs. Ferhat Hached avait 39 ans et dirigeait un syndicat fort de cent mille adhérents.

Ses liens avec les Américains ont-ils pesé dans cette exécution revendiquée le jour même par un escadron de la mort baptisé « la Main rouge » ? Probable. Cet assassinat survient dans un climat de haine et de tension. Une semaine plus tôt, un appel au meurtre était lancé dans une publication tunisienne proche des milieux coloniaux les plus réactionnaires. Fin novembre 1952, *Paris-Hebdo* publiait un appel au meurtre à peine déguisé. Noir sur blanc, il invitait ses lecteurs à « accomplir le geste viril et libérateur qui s'impose » : éliminer Ferhat Hached. Dans des tracts que distribue la Main rouge, les exécuteurs ne justifient pas la liquidation d'Hached par son seul rôle d'agitateur indépendantiste. Ils incriminent aussi ses liens avec Irving Brown, qui, deux jours avant l'assassinat, se trouvait à Tunis dans les bureaux de la CSIL, une des couvertures locales de la CIA avec le consulat et le Centre américain d'information⁵. Malgré les menaces qui pèsent sur lui, Irving Brown reviendra à Tunis pour assister aux funérailles d'Hached.

En Tunisie mais aussi dans les autres pays du tiers-monde, l'émotion grandit. Le magazine *Time* relate sur deux colonnes l'assassinat d'Hached et les troubles qu'il a provoqués⁶. À Tunis de

violents incidents ont éclaté devant la résidence générale, alors qu'un mouvement de grève de trois jours a été déclenché. La colère déborde jusqu'au Maroc, où sept Français ont été affreusement mutilés. En représailles, la police tire sur la foule et tue quarante manifestants à Casablanca. Protégée par les autorités françaises et les services secrets, la Main rouge a fait d'une pierre deux coups. Elle a liquidé un agitateur de premier plan de la cause indépendantiste et éliminé un pion de la politique occulte conduite en Tunisie par une faction des services américains et de l'AFL. Ce n'est qu'en 1956 que les quatre membres du commando sont identifiés : Luciani (mort entre-temps), Rouffignac, Ruisi et Aouizerat. Torturés et jetés en prison, ils échappent à une mort certaine grâce à l'intervention du ministre de la Justice de l'époque, François Mitterrand, qui, en grand secret, les a fait exfiltrer. Les trois survivants du commando et les autres membres de la Main rouge démasqués ont embarqué à Bizerte, dans un avion militaire qui les a rapatriés à l'aéroport de Marignane⁷. L'État français se sentait-il engagé par les actes que les terroristes avaient commis ?

Bien que touchés par la mort d'Hached, Jay Lovestone et James Angleton n'abdiquent pas. Ils se mobilisent dans les coulisses de l'ONU afin de contraindre cette fois la France à accorder son indépendance à la Tunisie. Dans ce but, Louise Page Morris prend contact avec l'observateur tunisien à l'ONU Bahi Lagdham et s'efforce de faire inscrire la question tunisienne à l'agenda de l'ONU. En 1953, la nomination de Henry Cabot-Lodge au poste d'ambassadeur des États-Unis à l'ONU lui facilite la tâche. Il a été son premier flirt⁸. Chance supplémentaire, le nouvel ambassadeur partage la même position que l'AFL sur la question coloniale et la nécessité d'accorder leur liberté aux peuples colonisés d'Afrique du Nord. Intentions louables, mais derrière lesquelles se cache la volonté farouche de ne pas céder du terrain au communisme.

En mars 1956, l'indépendance tunisienne finit par triompher et, dès le mois de novembre, la Tunisie siège à l'ONU.

Kermit Roosevelt

En 1955, un an après les tueries de la Toussaint qui marquent le début de la guerre d'indépendance en Algérie, Louise Page Morris met cette fois ses talents au service du FLN algérien. Si elle intervient en électron libre, les services américains veillent sur l'Algérie depuis le débarquement anglo-américain de novembre 1942. Ils ont tissé depuis des réseaux d'influence et dépêché bien avant la fin de la guerre des spécialistes de la prospection minière et pétrolière⁹. Les Américains s'intéressent en effet particulièrement au pétrole algérien. D'ailleurs, quelques années plus tard, 385 millions de francs provenant d'un fonds spécial pour le Maghreb français seront affectés au développement des ressources pétrolières algériennes¹⁰. L'ombre des services américains plane également sur la révolte de Sétif, qui, en quatre jours d'émeutes en mai 1945, a fait une centaine de morts parmi les Européens et provoqué une répression féroce, faisant, selon les sources, entre 3 000 et 10 000 morts du côté musulman. Leur implication apparaît noir sur blanc dans les rapports des services français consacrés à l'explosion de violence dans la région du Constantinois, à Sétif et à Guelma. L'un de ces documents signale à la fin de l'année 1944 le passage dans la région d'un officier américain de l'Oss et lui attribue un rôle actif dans la brusque effervescence des tribus kabyles babores, réfugiées dans les massifs montagneux du nord de Guelma, qu'il serait venu « chauffer »¹¹. Le gouverneur général d'Algérie se plaindra lui aussi de l'ingérence des États-Unis et des Anglais, et les accusera d'avoir attisé les désordres de Sétif et de Guelma¹², sans nommer cependant l'officier de l'Oss – au nom célèbre, il est vrai. Petit-neveu de l'ancien président des États-Unis Theodore Roosevelt, Kermit, dit « Kim », Roosevelt appartient à la petite élite qui se réunira après la guerre dans la *room*, un appartement secret situé à New York, 34, 62^e Rue Est¹³. En grand secret, ceux qu'on surnomme les « anglophiles » de l'Oss réfléchissent alors à l'allure, au rôle et aux contours de la future CIA, et comptent notamment parmi

eux le futur ambassadeur à Paris David Bruce. Kermit Roosevelt entrera dans la « légende noire » de la CIA comme ayant été le maître d'œuvre de l'opération « Ajax », nom de code du premier grand coup d'État qu'a organisé la CIA et qui a renversé Mohamed Mossadegh, dont la seule faute avait été de nationaliser l'industrie pétrolière iranienne¹⁴. En 1958, lorsque Kermit quitte la CIA, la Gulf Oil Company, qui depuis le coup d'État a récupéré une partie du pactole pétrolier iranien, le recrute avant d'en faire, deux ans plus tard, son vice-président.

Dix ans après la visite de Kermit dans les massifs montagneux de Guelma, une femme se met cette fois au service de la rébellion. En 1955, Louise Page Morris prend en main les observateurs du mouvement armé clandestin et leur prête son appartement new-yorkais, où elle traduit leurs discours en anglais. Elle leur arrange un rendez-vous avec George Meany, le tout-puissant chef syndicaliste américain, leur obtient une déclaration officielle de soutien de l'AFL-CIO au FLN, tandis qu'Irving Brown aide de son côté au lancement de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). Le soutien du groupe Lovestone au FLN est si voyant et ouvertement affiché que le gouverneur d'Algérie, Jacques Soustelle, convoque à Alger en août 1955 le consul américain Louis Clark. Il l'informe que les services français ont la conviction que les États-Unis se sont rangés aux côtés des rebelles. Comme ils l'ont fait au Vietnam avec l'opération « Brotherhood », chapeautée par Lansdale et servant de couverture à sa mission, les Américains utilisent des œuvres caritatives privées pour venir en aide aux réfugiés et aux blessés rebelles. Paris se plaint aussi des agissements inamicaux de certaines sociétés américaines¹⁵, comme la Standard Oil of New Jersey, les compagnies minières – qui réalisent des prospections sauvages –, la firme Coca-Cola – dont le soda est très prisé par la population algérienne –, ou encore des missions protestantes qui appuient les nationalistes, dont les organisations ont pignon sur rue à New York et où leurs représentants sont accueillis sans la moindre restriction¹⁶. Trop, c'est trop.

À l'Assemblée nationale, le 29 mai 1956, le ministre socialiste Robert Lacoste décrète Irving Brown *persona non grata* en Algérie. Depuis des années, ce syndicaliste métissé d'agent secret n'en finit plus d'incommoder le gouvernement français. Déjà en 1952, le Quai d'Orsay s'était plaint auprès de l'ambassadeur David Bruce du rôle

inamical qu'il jouait au Maghreb français, en particulier en Tunisie aux côtés de Ferhat Hached. Mais, en 1952, ni René Pleven ni Antoine Pinay – qui ont tous deux parrainé et approuvé le plan « Cloven » – n'auraient osé prendre la moindre mesure contre le représentant de l'AFL en Europe. Certes, on ne parlait encore ni de guerre ni de pacification, et les massacres de la Toussaint 1954 n'avaient pas encore eu lieu. Mais en 1956 la coupe déborde. Guy Mollet, l'homme du groupe Bilderberg, est devenu président du Conseil. Sa volonté d'appliquer une politique libérale et de ramener la paix civile en Algérie n'a pas suffi à apaiser les esprits. La situation ne cesse au contraire de se dégrader, et Guy Mollet apparaît désormais comme l'homme de l'enlissement et des « pleins pouvoirs », de la « sale guerre ». Avec Robert Lacoste, il est aussi celui qui a donné licence aux militaires pour pratiquer la torture. Or peut-on encourager d'un côté l'utilisation de l'électricité à Alger, fermer les yeux sur les sinistres « corvées de bois¹⁷ », et laisser un syndicaliste, fût-il de l'AFL, soutenir publiquement les « terroristes » ? Toute complaisance a ses limites.

Le 9 mai 1956, le *New York Times* annonce que le gouvernement français a retiré son visa à Irving Brown et expulsé d'Algérie le président de la jeune chambre de commerce d'Alger, accusé de connivence avec un service de sécurité étranger. La CIA n'est pas expressément citée. Entre la France et les États-Unis le torchon brûle. L'ex-président Vincent Auriol somme les Américains de mettre un terme à leurs intrigues. Plusieurs semaines seront nécessaires pour que la tension entre Paris et Washington retombe et, au moins publiquement, que le conflit s'estompe. Car, sur le terrain, l'aide américaine au FLN ne faiblit pas – elle s'intensifie. La Surveillance du territoire a ainsi intercepté à la frontière algéro-tunisienne deux militants du FLN transportant plusieurs dizaines de milliers de dollars. Elle soupçonne certains journalistes américains de servir d'intermédiaires et de livrer aux maquisards des fonds d'origine américaine¹⁸. En 1957, George Meany et Jay Lovestone poussent le sénateur John Kennedy à prendre position sur l'Algérie, comme il l'a fait sur le Vietnam en appuyant le lobby pro-Diêm. Désormais et jusqu'à la fin du conflit, les Américains maintiendront leur soutien au FLN. En novembre 1958, pressentant que la politique du nouveau pouvoir pourrait lui être plus favorable, Irving Brown invite le FLN à

écouter les éventuelles offres de négociations que pourrait formuler de Gaulle. Sans doute, bien informée et clairvoyante, la CIA pense que l'arrivée du Général au pouvoir changera la donne en Algérie. En 1962, peu de jours après l'officialisation de l'indépendance, Irving Brown revient à Alger, d'où il a été expulsé deux ans plus tôt – cette fois à la tête d'une délégation de l'AFL... Mais au cours de l'été suivant, lors des cérémonies de l'indépendance algérienne, lui et ses amis de l'AFL sont tenus à l'écart des délégations américaines officielles. Fou de rage, Jay Lovestone s'en plaint à Averell Harriman et, peu de temps après, traite Ben Bella de pion et d'admirateur de Castro.

-
1. Voir *supra*, chap. « De Force ouvrière aux réseaux Jx de la CIA ».
 2. Pour la biographie de Louise Page Morris, nous empruntons à Ted Morgan, *Jay Lovestone*, *op. cit.*
 3. Voir Charles-André Julien, *Et la Tunisie devint indépendante, 1951-1957*, JA, 1985.
 4. Sur les liens entre l'UGTT, l'AFL et la CISL (Confédération internationale des syndicats libres), voir les textes réunis et commentés par Mohamed Sayah, *Histoire du mouvement national tunisien*, documents XIII, et *Le Néo-Destour face à la troisième épreuve, 1952-1956*, t. 1 : *Échec de la répression*, Dar El-Amal, 1979 ; Ted Morgan, *Jay Lovestone*, *op. cit.* ; Irwin Wall, *France, the United States and the Algerian War*, University of California Press, 2001 ; Irving Brown, « Importance du syndicalisme tunisien », *Preuves*, mars 1953. Lovestone jouera aussi la carte indépendantiste au Maroc en offrant des fonds, en décembre 1954, au chef syndicaliste marocain Taïeb Bouazza pour l'aider à créer l'Union des travailleurs marocains.
 5. Témoignage anonyme d'un ancien de la DST en poste en Tunisie lors des événements.
 6. *Time*, 15 décembre 1952.
 7. Voir Antoine Méléro, *La Main rouge*, Éd. du Rocher, 1997, p. 49-53.
 8. Voir Ted Morgan, *Jay Lovestone*, *op. cit.*
 - 9.

Entretien avec Laurent Preziosi. Attaché au cabinet d'Yves Chataigneau, gouverneur général de l'Algérie de 1945 à 1948, il a participé avant le débarquement à la mise en place du dispositif militaire de la Résistance en Corse.

10.

La partie la plus importante du fonds, soit 3 679 000 000 francs, sera attribuée aux territoires africains sub-sahariens.

11.

Entretien avec Gérard Mainetti, ancien des services de renseignement français en Algérie.

12.

Voir Irwin Wall, *France, the United States and the Algerian War*, *op. cit.*

13.

Voir Burton Hersh, *The Old Boys*, *op. cit.*

14.

L'ensemble des éléments de l'affaire a été révélé en détail par le journaliste James Reisen dans le *New York Times* du 16 avril 2000. Ajoutons que James Burnham, ancien trotskiste, parrain du Congrès pour la liberté de la culture, devenu un des gourous de la CIA, a été sollicité avant l'exécution de l'opération « Ajax » afin de donner un avis éclairé.

15.

Voir Irwin Wall, *France, the United States and the Algerian War*, *op. cit.*

16.

Voir Ted Morgan, *Jay Lovestone*, *op. cit.*

17.

Formule alors employée pour évoquer les exécutions sommaires de prisonniers qu'on laissait opportunément s'évader pour mieux les abattre dans le dos.

18.

Selon un ancien agent de la DST alors en poste en Tunisie, entretien avec l'auteur.

Troisième partie

De Gaulle et la C_{IA} : l'ère du soupçon

La fin de la docilité française

Jusqu'à son limogeage en 1961, à la suite du fiasco de la baie des Cochons, le directeur de la CIA Allen Dulles passe à Paris pour l'une des éminences les plus influentes de Washington. Ce francophile modéré parle le français avec un léger accent alsacien¹, connaît bien le personnel politique français et le clan gaulliste qu'il a eu à maintes occasions le loisir de pratiquer, tout comme les membres de son service de renseignement, le BCRA (Bureau central de renseignements et d'action), en tant que chef de l'Oss à Berne. Allen Dulles compte ainsi dans l'entourage de Charles de Gaulle quelques amis, dont Pierre Guillain de Bénouville, fait compagnon de la Libération, futur bras droit de Marcel Dassault et patron du luxueux *Jours de France*².

Ce petit homme à la voix stridente, au teint pâle et au haut front dégarni a servi au sein de la France libre, qui en a fait un général³. Plutôt secret, fin connaisseur de Baudelaire, Bénouville a davantage la réputation d'un homme lettré que celle d'une ganache obtuse et bornée. Né Bénouville, sans particule, cet ancien camelot du roi a écrit avant la guerre dans la presse de la droite extrême. Responsable à Nice de l'hebdomadaire pétainiste *L'Alerte*, il a rallié début 1943 la Résistance et le groupe Combat, l'un des mouvements, avec Libération Nord, les plus proches des services américains. Bénouville a chaussé les bottes du voyageur clandestin, est devenu un spécialiste des identités d'emprunt et s'est familiarisé avec les missions secrètes, ce qui le désignait pour succéder au comité directeur des Mouvements unis de résistance à cet autre ami des États-Unis et de ses services qu'est Henri Frenay. Tout comme Allen Dulles, homme instruit et cultivé, Bénouville s'épanouit dans l'ombre et le mystère. À la Libération, l'Oss l'a même soutenu quand les Américains projetaient d'installer en France un régime conservateur et anticommuniste. Depuis, Bénouville est resté pour Dulles un contact précieux à Paris, où il multiplie les escales depuis qu'il dirige la CIA. Tout au long de la guerre froide, il a ses habitudes à l'hôtel Ritz, où il tient table ouverte

durant ses séjours. Les dessous de la politique française n'ont aucun secret pour lui. Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement ? Depuis 1947, la CIA s'est insinuée dans presque tous les rouages de la vie politique. Elle finance des syndicats et des partis, soutient la presse « libre », cornaque des officines et en rétribue les agents, utilise des fondations culturelles souvent prestigieuses et organise même des concerts de musique classique. Combien d'agents et d'amis compte-t-elle dans les universités, les services secrets et les états-majors où ses officiers de liaison jouent les maîtres de cérémonie ? Si, depuis 1946, les accords « Totem » régissent les relations entre les services alliés, peut-on pour autant parler de réciprocité quand à Washington le SDECE dispose d'un seul représentant officiel – d'ailleurs probablement « retourné » par James Angleton ?

Le 13 mai 1958, lors du retour du général de Gaulle au pouvoir, Allen Dulles et ses analystes savent qu'ils vont avoir affaire à forte partie. Intrônisé à la Chambre des députés en juin, de Gaulle enterre à l'automne la IV^e République, qui n'a longtemps survécu que grâce à la politique interventionniste américaine et à un corps préfectoral d'élite qui, au fil des crises ministérielles, a maintenu le régime sur ses fondations. Avec de Gaulle, le ton et la musique changent, qu'il s'agisse de l'instauration d'un État fort doté d'une nouvelle Constitution, de la politique étrangère de la France et de ses alliances militaires, d'ouverture à l'Est et à la Chine de Mao, de l'avènement d'une forme de neutralisme, voire de non-alignement, de la consolidation des positions françaises en Afrique-Équatoriale ou encore de la création d'une force de frappe nucléaire indépendante marquée dès 1959 par un essai nucléaire dans le Sahara. À quelques exceptions près, dont l'aventure de Suez en 1956, la France s'est jusque-là comportée en alliée obéissante, de Bidault à Pleven, de Pinay à Mollet.

En mai 1958, la docilité, voire la servilité d'autrefois n'est plus de mise. Une page de l'histoire politique française se tourne. Les dirigeants américains le pressentent déjà, non sans inquiétude. Ils redoutent qu'avec de Gaulle la France quitte l'OTAN, malgré les propos rassurants que le Général a tenus au chancelier allemand Adenauer. Allen Dulles a pris le dossier en main. Après avoir reçu à Washington, en mai 1958, Paul Grossin, le patron du SDECE, il juge que rien ne vaut les contacts directs. Afin de sonder les intentions du Général, le

directeur de la CIA s'envole pour Paris, où l'ambassadeur américain a sollicité pour lui une audience privée auprès de De Gaulle. Décrit par l'un de ses proches comme « dépourvu d'arrogance », qualifié de « diplomate visionnaire », Allen Dulles ne se formalise pas lorsqu'il apprend que sa demande a été rejetée et que le président refuse de le recevoir. De notoriété publique, de Gaulle éprouve un mépris hautain pour les SR. Les rapports du SDECE et de la DST dont sont abreuvés ses collaborateurs ne sont à ses yeux que des récits à la « Bibi Fricotin ».

L'entente franco-américaine

Pour Allen Dulles, le refus de De Gaulle de le recevoir constitue déjà le premier signe d'un changement. Habituellement son titre lui ouvre les portes les plus fermées, mais, à l'évidence, de Gaulle n'est ni Mollet ni Pleven. À défaut de converser avec le nouveau chef du gouvernement français, Allen Dulles est reçu par un de ses plus proches et fidèles collaborateurs, le ministre de la Justice Michel Debré. Ce dernier y met les formes et organise Place Vendôme un dîner officiel : au programme, l'« entente franco-américaine ». Dans le détail, Dulles aimerait en savoir davantage sur la position de De Gaulle sur l'OTAN, l'Algérie et surtout la force de frappe dont il veut doter la France, intention qui inquiète tout spécialement Washington.

Dulles se rend au dîner flanqué du chef de poste de la CIA à Paris, Jim Hunt. Cet homme de grande taille, blond, distingué, réservé, est très occupé, dit-on, par tout ce qui relève de l'intendance. Il veille à Paris sur une soixantaine d'agents, dont certains suivent les affaires africaines ou nord-africaines. À ce nombre faut-il ajouter les contractuels, les officiers servant sous l'égide de l'OTAN dont le quartier général se trouve en France ou encore les « chercheurs » qui opèrent dans le cadre d'instituts comme celui de l'Alliance atlantique, installé à Boulogne-Billancourt ?

De son côté, Michel Debré a convié au dîner deux « jeunes-Turcs » de la haute administration, deux de ses poulains : Christian de La Malène, ancien secrétaire administratif du RPF au Sénat qui a œuvré en coulisse le 13 mai, et Constantin Melnik, un brillant haut fonctionnaire d'origine russe. Bien qu'encore fort jeune, ce dernier possède déjà un solide bagage intellectuel et une réputation de fin analyste. Lors d'une des périodes les plus tendues de la guerre froide, il a servi comme conseiller technique aux cabinets de Charles Brune, où il s'occupait, au début des années 1950, de la lutte anticommuniste. Quelques mois après ce dîner offert par Michel Debré à Allen Dulles, Melnik servira auprès de Debré, entre-temps devenu

Premier ministre, de conseiller pour les questions de sécurité et de renseignement. Melnik le côtoie en fait depuis des années et lui doit une rencontre capitale qui a probablement décidé de sa carrière. Alors qu'il occupait le poste de secrétaire du groupe radical au Sénat, Michel Debré l'a présenté à Raymond Aron⁴.

L'homme lige de la revue *Preuves* détecte aussitôt en lui de grandes dispositions intellectuelles et de rares compétences dans un domaine encore en friche, celui de la « soviétologie ». Introduit dès l'après-guerre dans les hautes sphères de l'atlantisme, ami personnel de George Kennan, stratège du département d'État, Raymond Aron encourage le jeune Melnik à poursuivre ses études sur l'Union soviétique et le communisme, avant de l'orienter vers la Rand Corporation où ses talents d'analyste seront appréciés. Basée à Santa Monica, en Californie, la Rand passe au Pentagone pour le « cerveau de la guerre froide » et on lui attribue la théorie de la dissuasion nucléaire. Quant à l'autre jeune que Debré a convié au dîner, Christian de La Malène, il a également frayed avec le *think tank* de l'Us Air Force. Plus modestement, il s'est contenté de faire des piges, cosignant un rapport avec Constantin Melnik.

Dulles et Hunt ont face à eux deux jeunes hauts fonctionnaires informés, initiés aux coulisses de la vie politique française et introduits dans le cercle restreint des penseurs de la Rand. Ce sont eux d'ailleurs qui font l'essentiel de la conversation, ponctuée de plaisanteries. Courtois, souriant, la pipe aux lèvres, la moustache en bataille, Dulles relance quelquefois Debré sur ce qui le préoccupe, mais le ministre de la Justice évite de s'engager dans un véritable dialogue. Soit il se méfie, soit de Gaulle le lui a conseillé. Comme il le dit lui-même, son énergie intellectuelle est entièrement absorbée par le projet de nouvelle Constitution, que de Gaulle lui a confié et qu'il doit rédiger avant qu'il soit soumis au peuple français, à l'automne prochain. Quoi qu'il en soit, Dulles reste sur sa faim. Rien ne transpire ce soir-là des intentions de De Gaulle en matière de politique de défense ou de relations internationales.

De retour à l'hôtel Ritz, Allen Dulles tire cependant des enseignements de la soirée, qui, intuitivement, confirment ses craintes. De Gaulle promet d'être un partenaire coriace et hostile qui veillera à mettre fin au laisser-aller qui, jusqu'ici, a affecté les mœurs de la IV^e République. L'heure est peut-être venue de faire preuve au moins

de discrétion. La CIA va opter pour un profil bas. En signe d'apaisement, Allen Dulles renvoie aux États-Unis Jim Hunt, qui incarne l'omniprésence de la CIA dans les affaires intérieures françaises. Mais cette décision purement symbolique peut-elle apaiser de Gaulle et freiner ses velléités d'indépendance ? Certainement pas. Au contraire, dans les mois qui suivent les relations entre la CIA et la France vont même se tendre et se détériorer.

Le nettoyage

Le directeur du SDECE, Paul Grossin, reçoit l'ordre d'en finir avec l'omniprésence américaine au sein des états-majors et la multiplication des liaisons officielles de la CIA au sein des services français. Charbonnier veut rester maître chez lui. Mais de Gaulle n'entend pas seulement réduire le nombre officiel des officiers de renseignement américains. Au fil des mois, il va remodeler le paysage du renseignement français. En 1959, la traditionnelle alliée de la CIA qu'est en France la DST perd son légendaire patron, Roger Wybot, congédié par le nouveau pouvoir qui l'accuse d'avoir truffé de micros l'hôtel Lapérouse, où de Gaulle recevait ses visiteurs lors de sa traversée du désert. L'homme a surtout le défaut d'avoir trop longtemps survécu sous la IV^e République. Un autre pilier du renseignement français prend sa retraite. En 1961, atteint par la limite d'âge, le directeur du SDECE est prié de laisser sa place pour « pantoufler » à la présidence d'une société d'autoroutes. Plutôt respecté pour ce qu'il a fait à la tête du SDECE depuis sa nomination en 1956, Paul Grossin a commis l'erreur de refuser d'engager son service dans la lutte anti-OAS. Franc-maçon et socialiste, il se retire avant de rejoindre en 1965 le comité de campagne du candidat François Mitterrand. Officiellement, il part à la retraite. En fait, l'Élysée se débarrasse d'un homme dont la fidélité au clan gaulliste n'a jamais été inconditionnellement acquise. On prétend aussi que, lors d'un déjeuner à Washington avec l'ancien chef de l'OPC Frank Wisner, il aurait affirmé que le retour du général de Gaulle aux affaires signifiait également celui des communistes. Le SDECE ne perd pas seulement son directeur : le 11^e choc, bras armé de son service action, auquel de Gaulle reproche d'avoir servi de vivier aux auteurs du putsch d'Alger du 21 avril 1961 est dissous. Certains chefs de service sont limogés ou ne vont pas tarder à l'être. Les anciens serviteurs de la SFIO, considérés comme trop proches des Américains, sont peu à peu écartés des services spéciaux. Les gaullistes élaguent dans l'ossature socialiste

du SDECE, qui, en 1946, avait supplanté leurs hommes. À l'époque directeur de la DGER et gaulliste de la première heure, le colonel Passy avait été accusé d'avoir détourné et dissimulé dans une banque londonienne des fonds secrets de son service. Selon lui, ils étaient destinés à alimenter une caisse noire devant servir en cas de conflit. Pour d'autres, ils devaient surtout pourvoir à la cagnotte secrète du parti gaulliste. Cette affaire avait entraîné la disgrâce du colonel Passy, remplacé par le socialiste Henri Ribière.

Fondateur en 1942 du réseau Police et Patrie, ancien collaborateur du ministre de l'Intérieur Marx Dormoy, ami de Jean Moulin, Ribière a rejoint le comité directeur de la SFIO à la Libération et était jusqu'à sa nomination le député de Montluçon⁵. Quelques mois après son arrivée à la tête des services spéciaux, il a transformé la DGER en SDECE et a participé à l'élaboration des accords « Totem ». L'année suivante, alors que Paul Ramadier a congédié les ministres communistes, il purge le service de ses éléments communistes ou « cryptocommunistes » et élimine au passage un certain nombre de gaullistes. Ribière s'entoure alors d'hommes de la SFIO, qu'il place à des postes clés et dont la plupart ont appartenu au mouvement de résistance Libération Nord, comme lui. Sous la direction de Ribière se constituent les réseaux clandestins Arc-en-ciel, futurs *stay-behind* de l'OTAN⁶, destinés en cas d'invasion soviétique à former une cinquième colonne agissant sur les arrières de l'ennemi. Vingt ans plus tard, la fine fleur socialiste du service est remerciée. En 1962, ultime victime de la mainmise gaulliste sur le renseignement français, Constantin Melnik lui-même, après mille jours passés à Matignon, est invité à exercer ses talents ailleurs. Il décline alors la proposition d'Allen Dulles de prendre la direction d'une organisation privée de renseignement que la CIA envisage de créer dans le tiers-monde. Melnik a d'autres projets et se lance dans l'édition⁷.

Même le chef de poste de la CIA qui a succédé à Hunt en 1958 doit quitter Paris en 1962. Cet ami d'Allen Dulles et de Frank Wisner a failli être purement et simplement expulsé. Nommé à la place de Hunt en signe d'apaisement, Alfred Ulmer n'a en fait rien d'un bureaucrate soucieux d'arrondir les angles, au contraire. Pur spécimen de la guerre froide, non celle de l'après-Staline mais celle de la croisade antisoviétique débridée, pavée de coups d'État, d'opérations paramilitaires et de distribution généralisée de pots-de-vin, Ulmer

incarne le prototype du *cold warriors*⁸. Diplômé lui aussi de l'université de Princeton, il est intelligent, rusé, instruit et arrogant. Initié à l'espionnage à Vienne, en Autriche, pendant la guerre par un mineur juif hongrois, Martin Himmler, qui lui enseigne les rudiments de la guerre secrète, Ulmer rejoint l'Oss qui l'affecte alors au secteur Moyen-Orient, puis Maghreb. Après la guerre il rempile et se retrouve en poste en Autriche, puis en Espagne, avant de rejoindre en 1951 la Grèce, dont il va d'ailleurs devenir un des spécialistes à la CIA. Avant de succéder à Hunt à Paris durant trois ans, cet ami personnel du milliardaire Niarchos a dirigé les opérations spéciales de la CIA en Extrême-Orient. Depuis 1956, il suit les affaires françaises par le biais indochinois.

En 1958, sous couvert d'apaisement, Allen Dulles n'a-t-il pas plutôt glissé dans un gant de velours une main de fer ? Durant les années qu'Ulmer passe à Paris, non seulement aucune réduction des effectifs de la CIA n'a lieu, mais les « malentendus » se succèdent. Dès les premières heures du putsch d'avril 1961, alors qu'à Paris l'ambassadeur américain se précipite à l'Élysée pour y faire part de l'appui de John Kennedy, le bruit se répand que les insurgés ont reçu le soutien de la CIA et que leurs chefs ont obtenu la promesse d'une aide américaine⁹. Dans la foulée, pêle-mêle, on évoque un déjeuner pris par un partisan du putsch avec deux responsables de la CIA, les amitiés américaines du général Challe, un des chefs du complot, le rôle du général Salan, autre dirigeant du putsch, au sein de l'OTAN, ses sympathies avec le général américain Clark, ou encore la présence à Alger, le 22 avril, de l'attaché militaire américain à Paris, le général Gobern-Smith. En bon chef de poste de la CIA qui tient à être informé et suivre l'évolution d'une situation au plus près, Ulmer a envoyé ses hommes sur le terrain. L'un d'eux a ainsi écrit dans un rapport que le coup avait des chances de réussir, du moins s'il recevait du soutien en métropole. Une analyse qui se situait à cent lieues de celle transmise à Washington par l'ambassadeur américain à Paris¹⁰. Ces écrits et ces contacts ont laissé des traces que la presse internationale, notamment communiste, n'a eu ensuite qu'à monter en épingle afin d'accréditer l'implication de la CIA dans la machination d'Alger¹¹. Cette fois dans un registre moins fantasmagique, la CIA a été prise sur le fait à plusieurs reprises, comme lors du lancement du projet du supersonique franco-anglais Concorde. Elle pilote alors secrètement

une équipe baptisée par le contre-espionnage français le réseau « sous-marin »¹².

En 1962, quelques mois avant la crise des fusées soviétiques à Cuba, une autre affaire vient alourdir le contentieux. Celle-là va empoisonner durablement les relations entre la France et les États-Unis. En 1963, elle entraîne même une révision partielle des accords « Totem » de 1946 qui régissent les relations entre le SDECE et la CIA.

1.

Voir Philippe Thyraud de Vosjoli, *Lamia*, *op. cit.*

2.

Ces liens étroits entre Dulles et Bénouville nous ont été confirmés par Constantin Melnik et Pierre Failland de Villemarest.

3.

Voir Pierre Viansson-Ponté, *Les Gaullistes*, Seuil, 1963.

4.

Voir Constantin Melnik, *Politiquement incorrect*, *op. cit.*

5.

Bulletin du Centre Guy-Mollet, n° 25, juin 1995.

6.

Sur les réseaux *stay-behind*, voir Daniel Ganser, *NATO's Secret Armies*, *op. cit.*, et Jean-François Brozzu-Gentile, *L'Affaire Gladio*, Albin Michel, 1994.

7.

Voir Charles Brune, *Politiquement incorrect*, *op. cit.*

8.

Ulmer est mort le 22 juin 2000.

9.

Voir Jacques Fauvet et Jean Planchais, *La Fronde des généraux*, Arthaud, 1961.

10.

Voir la lettre de l'ambassadeur Gavin au département d'État du 3 mai 1961, reproduite in Pascal Krop, *Les Secrets de l'espionnage français*, Payot, 1995, p. 551.

11.

Cette théorie s'appuie alors sur l'existence d'un réseau de financement au centre duquel se trouve la société Perminindex. En 1961, elle est présentée comme une couverture de la CIA servant à financer l'OAS et des mouvements néofascistes italiens. En fait, comme cela sera établi une vingtaine d'années plus tard, il s'agit d'une opération de désinformation montée à Moscou et lancée dans la presse communiste italienne.

12.

Voir Jean Fusil, « Concorde, France-Empire », cité in Alain Guérin, *Qu'est-ce que la CIA ?*, Éd. sociales, 1968.

CIA contre S_{DECE} : de l'affaire Golitsine à Colombine

L'affaire Golitsine

L'affaire débute à la fin de l'année 1961. Un officier du KGB repéré par la CIA depuis 1954 comme un transfuge potentiel, Anatoli Golitsine, fait défection au mois de décembre. Cet homme à lunettes, petit, mince et vif, que la CIA ne connaît que sous le nom de Golitsine, se présente sous l'*alias* de « Klimov » au chef de poste de la station de la CIA à Helsinki, en Finlande. Muni de documents qu'il a emportés afin de crédibiliser sa trahison, il demande l'asile politique aux États-Unis. Méfiante, la CIA envisage tout d'abord une tentative d'intoxication. Depuis des années, le KGB a pris l'habitude d'envoyer de faux transfuges afin d'intoxiquer le camp adverse et d'y semer le doute¹. Quarante-huit heures après sa défection, la CIA se convainc de l'importance et de la sincérité de Golitsine. Expédié à son siège à Langley, en Virginie, la division du bloc soviétique de la CIA le prend en main pour son *debriefing* – une tâche délicate et souvent de longue haleine. Un transfuge n'est jamais facile à manier, mais les spécialistes de la CIA découvrent en Golitsine un spécimen tout à fait hors norme et qui dépasse en difficulté ce qu'ils ont connu jusqu'à présent.

L'homme se montre tout à la fois retors, coléreux, exigeant et mégalomane. Selon un psychiatre de la centrale, il souffrirait même de paranoïa. Il se méfie de tout le monde et refuse de répondre aux questions des officiers du contre-espionnage. Il exige des interlocuteurs dignes de lui et de ses révélations. Il ne veut parler qu'à des chefs de la CIA ou encore au président des États-Unis. Golitsine finira par rencontrer Robert Kennedy, le frère du président. En attendant, il accepte finalement de se confesser à James Angleton, le chef du contre-espionnage de la CIA, qui, tout comme lui, a tendance à voir des « taupes » un peu partout. Golitsine lui confie que le KGB en aurait même une à la tête de la CIA. Il ignore son nom, tout comme ceux des autres agents qu'il s'apprête à dénoncer, mais suffisamment de documents sont passés entre ses mains pour qu'il en soit convaincu. James Angleton n'est pas surpris. Depuis des années lui-même en est

persuadé. N'est-ce pas son rôle, d'ailleurs, de concevoir l'inconcevable ? Ayant enfin trouvé un interlocuteur complaisant, Golitsine se met à table. Au cours des séances de *debriefing* qui se succèdent, il ne révèle pas seulement ce qu'il croit savoir de la pénétration du KGB au sein de la CIA². À l'en croire, aucun service des pays de l'Alliance atlantique n'est épargné. Certains sont même très pénétrés, selon lui, comme l'Allemagne ou la France, qui l'est tout particulièrement. James Angleton, qui, depuis des années, s'immisce par la bande dans les affaires françaises *via* les réseaux de Lovestone qu'il finance sur sa caisse noire, l'a probablement déjà subodoré, d'autant qu'il est aussi en charge pour la CIA, là officiellement, d'une partie des contacts avec les services français³. Aussi se montre-t-il attentif et réceptif aux informations de Golitsine concernant la pénétration en France des services soviétiques, qui, selon le Russe, disposeraient même d'une « taupe » dans l'entourage du général de Gaulle. Cette indication paraît si sérieuse à Angleton qu'il presse aussitôt le directeur de la CIA, John McCone – qui a remplacé Allen Dulles après le fiasco de la baie des Cochons –, de la transmettre à la Maison-Blanche. En mars 1962, McCone, dont la carrière à la tête de la CIA sera brève, informe le président Kennedy. Il lui conseille de rédiger une lettre personnelle à l'attention de De Gaulle, qu'un messenger ira lui remettre en mains propres. L'émissaire secret se rend à Paris, porteur d'un tapuscrit contenant les révélations de Golitsine et dans lequel, péremptoire, Kennedy suggère à de Gaulle d'envoyer à Washington un expert pour mieux les évaluer et en juger avant de faire le ménage chez lui.

En lisant la missive, de Gaulle grimace et retient sa colère. Cette façon de l'informer, qu'il juge cavalière, froisse sa susceptibilité et blesse son orgueil. Il n'oubliera jamais ces mauvaises manières ni le ton comminatoire de la lettre. Kennedy semble n'éprouver que du mépris pour la France. Cela agace de Gaulle, par ailleurs déçu par la politique que mène dans le tiers-monde ce jeune président issu de la grande bourgeoisie catholique de la côte Est, infatué de sa personne. Il la juge aussi inefficace que malvenue. De Gaulle a stigmatisé l'aventure de la CIA à la baie des Cochons. Il s'identifie toujours à l'homme du discours de Brazzaville, alors fortement coloré de tiers-mondisme. Il pense qu'« on ne combat pas l'expansion soviétique avec un bâton⁴ ». Le courant passait déjà mal entre les deux hommes. Avec

cette lettre impérieuse qui l'invite à faire le ménage dans son propre cabinet, ses relations avec Kennedy ont peu de chances de s'améliorer. Pour autant il ne peut traiter avec dédain les accusations du transfuge relayées par la Maison-Blanche et les ignorer ; il y va de sa crédibilité et de celle de la France. Aussi dépêche-t-il à Washington un émissaire personnel, le général Jean-Louis Temple de Rougemont. Chef du 2^e Bureau à l'état-major de la Défense nationale, il est très introduit dans les milieux officiels américains. Ni les services français ni l'ambassadeur de France aux États-Unis n'ont connaissance de sa mission ultrasecrète.

Après une série de trois entretiens avec Anatoli Golitsine, Rougemont rentre à Paris convaincu, au moins, de la sincérité du transfuge. Il ne fait aucun doute pour lui qu'il ne s'agit pas d'une de ces torpilles lancées par les services de désinformation du KGB. Il livre sa conviction au secrétaire général de l'Élysée et approuve l'envoi aux États-Unis d'une équipe française formée d'agents du SDECE et de la DST pour creuser cette histoire. De Gaulle, qui continue de croire que les accusations de Golitsine ne sont qu'une manœuvre destinée à semer la zizanie entre la France et les États-Unis, accepte.

Début juin 1962, conduits par les chefs du SDECE et de la DST, des experts français débarquent à Washington, où, dans son bureau de Wyoming Avenue, les accueille Philippe Thyraud de Vosjoli. Thyraud, et rien d'autre pour l'état civil, sert depuis le 11 avril 1951 d'officier de liaison entre le SDECE et la CIA⁵. En dix ans, il a développé des liens professionnels étroits avec la CIA, et d'autres plus personnels et amicaux avec ses principaux dirigeants, comme Angleton, Dulles ou Wisner avec lesquels il déjeune régulièrement. Lorsque son père est mort, attentionné et plein de tact, Dulles lui a passé un coup de fil pour le réconforter. De la CIA au FBI, la communauté du renseignement américain a adopté ce jeune officier français, ancien directeur de cabinet du patron du SDECE qui a participé en Extrême-Orient à la traque des criminels de guerre japonais. Depuis tant d'années passées à Washington, Thyraud de Vosjoli fait désormais partie de la famille, ce qui lui vaut à Paris une réputation d'américanophile. Elle est si établie que les patrons des services français ont décidé de le tenir à l'écart des interrogatoires de Golitsine, qu'ils ont baptisé entre eux du nom de code « Martel ».

L'interrogatoire

Les séances de *debriefing* commencent. L'interrogatoire, réalisé par des agents français en présence d'officiers de la CIA, est enregistré sur bandes magnétiques, puis retranscrit. Chaque jour les déclarations de Golitsine sont expédiées à Paris. En moins de quinze jours se dessine un aperçu de ce que serait, selon le transfuge, la pénétration soviétique en France. Effarante à l'en croire : les ministères de l'Intérieur, des Armées et des Affaires étrangères, ainsi que la représentation française à l'OTAN seraient pénétrés, et à un niveau supérieur, par le KGB. Golitsine dresse un tableau cruel de la porosité des services français. Un réseau baptisé « Saphir » regrouperait, au sein du SDECE, plusieurs agents du KGB, dont au moins un serait chef de service. Mieux encore, les Soviétiques disposeraient d'une « taupe » au cabinet du général de Gaulle.

De quoi laisser songeur, en effet. Mais le transfuge ne fournit que les noms de code des agents. Il ne possède aucune de leurs identités réelles. En fait, ses accusations ne reposent que sur des déductions. Il ne connaît les agissements des réseaux qu'il décrit que par les notes et les rapports qu'il a eus en main à Moscou, où il occupait un poste d'analyste qui lui procurait une vision d'ensemble plutôt précise des activités du KGB en Europe et au sein de l'OTAN. Il ne peut aller au-delà et être plus précis. Aux Français de remplir eux-mêmes les cases blanches en y ajoutant les noms. Ni le chef de la DST ni celui du SDECE ne semblent convaincus. De retour à Paris, ils soumettent leurs conclusions au président. Golitsine leur paraît sincère et être un authentique transfuge. En revanche, ils croient qu'Angleton le manipule. Le chef du contre-espionnage de la CIA l'utiliserait pour jeter le discrédit sur les services français et, au-delà, ternir l'image de la France et affaiblir son gouvernement. Qu'y a-t-il de vrai et de vérifiable dans le tableau apocalyptique que dresse Golitsine d'une France truffée d'espions soviétiques ?

Ne disposant d'aucun nom mais seulement de pistes, une liste de

plusieurs dizaines de suspects est établie par recoupements et déductions. Elle aligne des membres de l'institution militaire, des services secrets ou de la haute administration, tous détenteurs de secrets et liés à l'appareil d'État. Les effets de cette enquête, qui tourne rapidement au massacre, s'avèrent dévastateurs. Comment autant d'hommes présumés de confiance peuvent-ils être ainsi soupçonnés de trahison du jour au lendemain ? Sérieusement, les services français seraient-ils devenus de simples annexes du KGB ? À en croire ceux qui dressent les listes et les accusations de Golitsine, cela pourrait être le cas. Pourtant ces longues séances d'autoflagellation accouchent d'une souris. Une seule affaire liée aux révélations du transfuge connaît en France un dénouement judiciaire. Non sans mal d'ailleurs, la DST ayant longtemps hésité sur l'identité du coupable avant qu'une personnalité en vue du monde du renseignement lui apporte un concours décisif. Un seul agent travaillant pour le KGB a été réellement démasqué : Georges Pâques, un analyste employé par l'OTAN, arrêté en août 1963, jugé et condamné à perpétuité⁶. À cette prise il faut ajouter la mort suspecte d'un colonel du SDECE en poste à Moscou comme attaché de l'air. Il aurait été assassiné dans son bureau. Si le résultat est maigre, le SDECE sort en revanche affaibli et déboussolé de cette histoire. Son ancien directeur de la recherche – chef du renseignement – a été soupçonné, son successeur également et, pour finir, l'homme chargé de mener les investigations au sein du service. Une bouffée de paranoïa a submergé la « piscine », comme on surnomme le SDECE, dont les bureaux sont situés non loin de la piscine des Tourelles à Paris. Pourtant les soupçons n'ont jamais reposé sur des faits réellement étayés, comme c'est souvent le cas dans les affaires de contre-espionnage. Aux yeux de la CIA, le SDECE paraît en tout cas désormais « aussi pénétré qu'une vieille putain dans une maison d'abattage⁷ ». Était-ce le but recherché à travers l'exploitation des révélations réelles ou suscitées d'Anatoli Golitsine ? Y a-t-il dans cette affaire, en arrière-plan, une réelle intention de nuire aux services spéciaux français ? Est-elle d'origine soviétique ou américaine ?

Quarante ans plus tard, la question n'est toujours pas tranchée, même si certains à la CIA croient aujourd'hui qu'Anatoli Golitsine a pu être un faux transfuge⁸...

Cette histoire de « taupes » soviétiques n'a pas fini d'agiter le microcosme. Quelques années plus tard, en mars 1968, alors que les

relations entre le SDECE et la CIA se sont encore distendues, l'affaire rebondit lors de la parution d'un roman à clés. Écrit par Léon Uris, un auteur de best-sellers, il s'intitule *Topaz*. L'affaire devient cette fois publique. Dès sa sortie, l'ouvrage bénéficie d'un important battage médiatique, du moins dans les pays anglo-saxons. Le groupe *Time-Life*, pour le moins proche depuis la Seconde Guerre mondiale des services secrets américains, ne lésine pas sur la publicité et la promotion du roman d'Uris. En France, la presse d'extrême droite, qui n'a pas digéré l'abandon de l'Algérie, la traque des anciens de l'OAS, et reproche à de Gaulle son *Ostpolitik*, la russophilie de sa diplomatie, fait un écho tapageur au livre, dont elle relaie les révélations avec délectation. L'ouvrage devra attendre quelques années et le film d'Alfred Hitchcock pour être distribué en France. En 1968, le pouvoir gaulliste emploie tous les moyens pour le faire interdire.

En fait de roman à clés, tout y est transparent, et surtout l'identité de la « taupe » élyséenne. Un brin de jugeote et un zeste de connaissances du sérail politique permettent sans difficulté d'identifier derrière le nom de code « Colombine » Jacques Foccart, né Koch⁹, surnommé après la guerre par ses amis « le Bacille ». Le fameux espion de Moscou, la « taupe » infiltrée aux côtés de De Gaulle, ce serait lui !

Jacques Foccart

Mais qui est Jacques Foccart, réputé pour sa discrétion, son effacement, dont l'influence et le pouvoir seraient en coulisse aussi insondables qu'étendus¹⁰ ?

Homme d'affaires spécialisé dans l'import-export, Jacques Foccart a rejoint le BCRA (les services secrets gaullistes) en 1944, avant de suivre une formation accélérée aux techniques des services spéciaux dans le mythique SOE (Special Operations Executive) britannique. L'esprit roué de cet homme discret, très croyant et à la vie d'ascète semble s'épanouir dans le monde de l'espionnage, qu'il intègre à la fin de la guerre. Contrairement à la légende, il n'a pas été un Résistant de la première heure : « Sans doute l'a-t-il été davantage après que pendant la guerre¹¹ », admet un de ses anciens proches collaborateurs. Honorable correspondant du SDECE au cours des années 1950, Foccart s'illustre avant tout comme un homme de réseaux non officiels ou parallèles et fondateur en 1958 du SAC (Service action civique). Le SAC, qui rimera désormais et jusqu'à sa dissolution en 1982 avec police parallèle, constituera en France une des colonnes vertébrales invisibles de l'appareil gaulliste.

En juin 1958, Jacques Foccart rejoint le staff rapproché de De Gaulle. Il supervise bientôt les services français et en particulier le SDECE, qu'il gouverne à partir de 1961 par personnes interposées. Cette année-là, les tensions s'aggravent entre la CIA et Paris, alors que Foccart a fait nommer à la tête des services spéciaux, à la place de Grossin, une de ses créatures, le général d'aviation Paul Jacquier. Ce passionné de tennis ne semble guère avoir d'attrance pour les activités absorbantes des services spéciaux, à tel point que certains le qualifient d'« homme de paille ». Il doit en fait cette promotion à son frère, le colonel parachutiste Henri Jacquier, ex-patron du Palm Beach de Cannes, vétéran du RPF et fidèle éprouvé de Jacques Foccart. Indirectement, ce dernier exercera sa tutelle sur les services qu'il a été chargé de réformer et dont les missions doivent être réorientées. Ainsi

a-t-il été décidé que désormais les États-Unis et les autres pays de l'Alliance atlantique seront considérés comme des cibles potentielles. Mais le pouvoir de Foccart ne se limite pas à la sphère des services. Il fait figure d'apôtre du néocolonialisme français en Afrique noire francophone. D'origine antillaise, Foccart s'est imposé après la guerre comme le « M. Afrique » du RPF, le parti gaulliste d'alors, qui lui a confié en 1949 les Départements et Territoires d'outre-mer, avant de le faire nommer conseiller de l'Union française en 1952. Durant sa « traversée du désert », Foccart met à la disposition de l'ancien chef de la France libre ses réseaux, qui contribueront largement à son financement, à son information, puis à sa résurrection politique en 1958. Ses réseaux se composent, jusqu'à la fin des années 1980, de militaires à la fibre patriotique, d'anciens des services spéciaux de la France libre, de représentants de grosses sociétés nationales qui opèrent en Afrique, notamment dans les ports ou les aéroports, d'amis français qui forment dans les anciennes colonies un petit monde hétéroclite où se côtoient aussi bien un responsable de la compagnie UTA, bien pratique pour ses relais aériens, que des voyous corses expatriés et recyclés dans les salles de jeux. Le système Foccart sera longtemps relié au colonel de Marolles du SDECE via son représentant à Abidjan, qui veille notamment aux intérêts de la Lyonnaise des eaux. S'appuyant sur ces réseaux implantés au Gabon, au Congo, au Niger, au Mali, en Haute-Volta ou encore au Sénégal, où ils contrôlent la plupart des services de sécurité locaux, Foccart s'efforce de préserver ce pré carré des intérêts français en Afrique, riche en matières premières comme le pétrole ou l'uranium.

Une des spécialités de Foccart consiste à mettre en contact d'affaires les entreprises françaises et les chefs d'État africains : Francis Bouygues, le futur géant du BTP, ou Ambroise Roux, longtemps patron de la puissante Compagnie générale d'électricité, ont ainsi profité de l'entregent de Jacques Foccart et de ses réseaux¹². Dans cette zone réservée, la France conduit une diplomatie qui échappe au Quai d'Orsay, une diplomatie aussi parallèle que les activités du SAC ou des réseaux Foccart. La politique y est définie à l'Élysée et assumée sur le terrain par Foccart, tandis que ses véritables agents consulaires sont en fait des agents secrets officiels ou non officiels. Il ne s'agit pas seulement d'assurer la pérennité des intérêts français ou l'héritage de la francophonie dans les anciennes colonies. La Safiex, une société

anonyme française d'import-export que Foccart a créée en 1946 et qu'il codirigera par la suite avec Ernest Cazelles, un ancien collaborateur de Guy Mollet, ainsi que quelques autres sociétés d'import-export qui lui sont associées profitent elles aussi du système. Durant de nombreuses années, elles s'illustrent dans le commerce des armes et participent au financement du mouvement gaulliste. Elles vont engranger au fil des ans un confortable trésor de guerre, que Foccart contrôle lui-même. En 1968, officiellement, Foccart est le secrétaire général à la présidence de la République pour la communauté et les affaires africaines et malgaches. Dans la réalité, l'homme règne tout à la fois sur les services secrets, une partie de l'Afrique noire et des Caraïbes, et le magot du mouvement gaulliste.

Voilà l'homme que Léon Uris, dans son roman *Topaz*, présente comme la « taupe » du KGB dans l'entourage élyséen de De Gaulle. Il serait le fameux Colombine, la super-« taupe » du KGB. Intox ou réalité ? En 1962, Golitsine n'a pas décrit avec suffisamment de précision la « taupe » pour qu'elle puisse être identifiée avec certitude. Six ans plus tard, ses vagues indications ont finalement dessiné le portrait de Jacques Foccart. Seul événement notable qui pourrait expliquer ce soudain excès de certitude : les relations entre les services français et américains n'ont cessé de se dégrader. Si certains proches de Foccart admettent aujourd'hui qu'il a pu avoir des « sympathies pour les Soviétiques », imaginer qu'il ait pu être un agent relève de la pure fantaisie. Pas plus en 1968 qu'en 1962 ne sera fournie la moindre preuve d'une éventuelle appartenance au KGB¹³. Pourtant certains à la CIA ne se privent pas d'alimenter le soupçon et de soutenir l'hypothèse, fût-ce anonymement et par personne interposée. C'est le cas apparemment avec *Topaz*, derrière lequel planent l'ombre de l'ancien officier de liaison à Washington entre la CIA et le SDECE Thyraud de Vosjoli et, au-delà, celle de James Angleton, le chef du contre-espionnage de la CIA. Ce roman qui retrace l'histoire de Golitsine depuis sa défection met aussi en exergue l'amitié qui unit Thyraud de Vosjoli à James Angleton.

Or l'agent français a quitté le SDECE en 1963. Très en cour à la CIA, il ne se sentait plus en phase avec la nouvelle politique d'indépendance prônée à l'Élysée par de Gaulle et appliquée dans les services secrets sous la tutelle de Foccart. Ses états d'âme l'ont poussé à démissionner. Thyraud de Vosjoli se justifie alors en accusant son

ancien service d'avoir transmis aux Soviétiques les noms des membres de son réseau cubain qui avait contribué à révéler l'existence d'une base de missiles en construction. Leurs informations ont été en partie à l'origine de la « crise des fusées », survenue à l'automne 1962 et qui a bien failli embraser la planète. Thyraud de Vosjoli a également refusé d'espionner pour le compte de la direction du SDECE des personnalités françaises séjournant aux États-Unis, comme le patron de *L'Express*, Jean-Jacques Servan-Schreiber. En fait, il a refusé les nouvelles orientations du SDECE, qui prévoyaient de traiter les Américains au même titre que les Soviétiques. Craignant d'être finalement liquidé, en 1963, il n'a pas voulu rentrer en France, a envoyé sa lettre de démission à l'Élysée et s'est installé aux États-Unis. Est-il alors devenu, comme certains l'affirment, un agent de la CIA ? Ou plutôt celui d'Angleton, qui, tout comme Jacques Foccart, semble avoir une prédilection pour les réseaux parallèles ? En tout cas, en 1963, Thyraud a facilité le cambriolage de l'ambassade de France à Washington en ouvrant la porte à son ami James Angleton. Devant son épouse et des proches, ce dernier aurait reconnu le plaisir éprouvé à photographier lui-même les codes de communication de l'ambassade française¹⁴. Si cette histoire qui n'a jamais été démentie était avérée, elle jetterait une ombre sur le prétendu patriotisme de Thyraud. Si le roman d'Uris connaît un grand succès commercial, l'attaque contre Foccart fera long feu. Même ses ennemis et adversaires d'extrême droite reviendront sur les accusations d'Uris. Se substituant à celui de Foccart et sans plus de preuves, d'autres noms apparaissent, comme ceux de Louis Joxe et Bernard Tricot, ou encore de Saar Demichel, un ancien agent reconverti dans les affaires. Cet ami de Michel Debré, dont il a financé le journal *Le Courrier de la colère*, avait, dans les années 1960, ses entrées à l'Élysée¹⁵.

Thyraud de Vosjoli publiera à son tour et sans masque une violente charge contre les gaullistes et le système Foccart. Dans son livre *Lamia*¹⁶, il dénonce le règne de la barbouzerie gaulliste, lui attribuant divers assassinats politiques et soulignant le rôle déterminant qu'y aurait joué Foccart. Il rapporte l'intérêt de Jacques Foccart pour la CIA et relate sa seule et unique rencontre avec lui : « [Foccart] ne paraissait s'intéresser qu'à une seule chose : la façon dont travaillait la CIA, et il me posa d'innombrables questions à ce sujet [...]. Il me pria de préparer pour lui un diagramme montrant l'organisation du

service américain de renseignements [...]. Il me demanda de lui fournir cette information dans les quarante-huit heures. Il [...] se déclara surpris de ce qu'aucun service du genre d'"action" n'y figurait. "Mais comment les Américains se débarrassent-ils des gens ?" me demanda-t-il. Je lui répondis qu'à ma connaissance l'assassinat n'était pas une pratique courante aux États-Unis. »

En 1962, l'intérêt de Jacques Foccart pour la CIA s'expliquait sans doute par la recommandation du général de Gaulle à Paul Jacquier, le patron du SDECE : « J'entends que les missions d'espionnage ne soient plus seulement à sens unique et menées contre les seuls pays de l'Est. Les États-Unis doivent devenir à leur tour un objectif permanent¹⁷. »

1.

Entretien avec Pete Bagley.

2.

Entretien avec Pete Bagley. Voir aussi David C. Martin, *KGB contre CIA*, Presses de la Renaissance, 1980 ; Christopher Andrew et Oleg Gordievsky, *Le KGB dans le monde*, Fayard, 1990 ; John Barron, *Enquête sur le KGB*, Fayard, 1983 ; Thierry Wolton, *Le KGB en France*, Grasset, 1986.

3.

Entretien avec Pete Bagley.

4.

Formule employée par Constantin Melnik, entretien avec l'auteur.

5.

Voir Philippe Thyraud de Vosjoli, *Lamia*, *op. cit.*, p. 213.

6.

De Gaulle commuera sa peine en vingt années de réclusion et Georges Pompidou la ramènera à sept.

7.

Constantin Melnik, *Politiquement incorrect*, *op. cit.*, p. 138.

8.

Entretien avec Pete Bagley.

9.

Jacques Koch est devenu Jacques Foccart à la suite d'un arrêté du *Journal officiel* daté du 19 juin 1952.

10.

Voir Pierre Péan, *L'Homme de l'ombre*, Fayard, 1990.

11.

Entretien avec Jean-François Probst.

12.

Entretien avec Jean-François Probst.

13.

Dans son livre *L'Homme de l'ombre*, *op. cit.*, p. 398, au registre de la « preuve », Pierre Péan cite le témoignage de l'évêque de Fort-Lamy, au Tchad. L'ecclésiastique rapporte qu'il aurait, « fin 1974, début 1975 », entraperçu Jacques Foccart « dans le couloir menant aux appartements privés de l'ambassadeur d'URSS ». Surpris, Foccart se serait alors précipité vers une porte entrouverte afin d'échapper au regard de Monseigneur. Comme l'écrit Pierre Péan, « la “grande preuve” est bien menue ». Péan cite encore divers documents du SDECE alimentant le soupçon sur une liaison suspecte entre Foccart et les services soviétiques, sans qu'ils constituent là encore, et comme l'écrit Péan, « le début du commencement d'une preuve » (p. 399).

14.

Rapporté par Tom Mangold, *Cold Warrior James Jesus Angleton : The CIA Master Spy Hunter*, Simon and Schuster, 1991.

15.

Pierre Péan, dans sa biographie de Jacques Foccart (*L'Homme de l'ombre*, *op. cit.*), rapporte à ce sujet le sentiment du chef de poste de la CIA à Paris (qu'il ne cite pas, mais qui est en fait Campbell) lors de l'affaire Golitsine, qu'il a rencontré dans la banlieue de Washington. Cet ancien chef de poste de la CIA à Paris aurait acquis la conviction que Saar Demichel était l'agent de liaison entre Foccart et les services soviétiques. Hélas, une conviction ne constitue pas une preuve et nul n'est tenu de croire sur parole un ancien responsable de la CIA.

16.

Op. cit. Philippe Thyraud de Vosjoli est également l'auteur du *Comité*, Éd. de l'Homme, 1975. *Lamia*, sous-titré « l'anti-barbouze » a été publié en français chez le même éditeur.

17.

Philippe Bernert, *SDECE service 7*, *op. cit.*, p. 335.

La C_{IA} convoite les élites scientifiques

Les savants d'obédience communiste

Est-ce un simple hasard sémantique si le mot « renseignement » se traduit en anglais par *intelligence* ? Dirigée par des universitaires, des professeurs, des avocats et des hommes d'affaires, employant des journalistes, des écrivains et même des intellectuels, dès ses débuts la CIA manifeste un indéniable intérêt pour les élites, quelles que soient leur nature et leur nationalité. Le chef de la CIA Allen Dulles a même pris très tôt l'habitude de s'entourer des avis éclairés de penseurs, d'intellectuels, de professeurs d'université. Dans les années 1950, il anime autour de lui un réseau secret de consultants, pour la plupart sélectionnés parmi la crème de Princeton. Durant des années, cette élite universitaire contribue secrètement à éclairer le bureau national des évaluations (Office of National Estimates) de la CIA, chargé chaque année de tracer des perspectives pour le renseignement américain.

Dans le vaste champ de l'information, les élites scientifiques constituent un véritable enjeu stratégique. Dès l'après-guerre, les services américains ont ainsi exercé une surveillance tatillonne et étroite sur la communauté scientifique française, avant tout sur ses spécialistes de la recherche nucléaire. Dans un flot de documents déclassifiés au début des années 2000, une note dissèque ainsi l'état de la recherche atomique française. Datée du 25 juillet 1946, elle passe au crible les lieux où elle s'effectue, comme l'Institut du radium, le Collège de France, le laboratoire de synthèse atomique d'Ivry ou encore l'École normale supérieure de physique et de chimie de Paris. La note dresse l'état d'avancement de la recherche atomique française. En 1946, les Américains ne redoutent pas simplement que des informations sur les modalités de fabrication de l'arme nucléaire puissent être transmises à l'Union soviétique, mais aussi que la France puisse posséder la bombe. Cela explique qu'ils s'intéressent aussi à ses sources d'approvisionnement en matière radioactive, comme l'indique une autre note datée de juillet 1946. Selon les services militaires

américains, la France ne disposerait pas encore de l'uranium nécessaire « à la mise au point rapide d'un programme atomique » et aurait passé en avril un contrat avec une firme norvégienne pour l'acquisition de 5 tonnes d'eau lourde. Les services américains suivent attentivement les avancées de la recherche française. Ils bénéficient pour cela de sources d'information dans les milieux gouvernementaux, ainsi que dans ceux de la recherche. Leur principale inquiétude concerne la personnalité d'un savant réputé et talentueux. Nommé après la guerre haut-commissaire à la recherche, Frédéric Joliot-Curie n'a jamais caché ses opinions communistes. Or, en cette veille de guerre froide, les Américains n'oublient pas que Moscou – qui va faire exploser sa première bombe atomique en 1948 – conduit des recherches afin de se doter elle aussi de l'arme nucléaire. Joliot-Curie constitue donc un redoutable danger en raison de sa soviétophilie.

De nombreuses notes lui sont d'ailleurs consacrées, ainsi qu'à quelques membres de son entourage professionnel suspectés de partager les mêmes opinions politiques que lui. Un rapport *top-secret* adressé en 1946 à Washington au colonel Shuler souligne cette obsession des services américains. Non seulement Joliot-Curie y est présenté comme un communiste « confirmé », mais le nouveau directeur du CNRS, Georges Teissier, paraît l'être également. En conséquence, lui aussi est écarté de son poste, alors que le budget du CNRS est amputé de 575 millions de francs, notamment dans le secteur de la recherche fondamentale. Sur la liste noire des services américains figure un autre chercheur français de haut niveau, Paul Langevin, directeur de l'École de chimie de Paris et membre du Collège de France. Accusé de sympathies communistes, il est à son tour mis à l'écart. On y trouve aussi le nom de Francis Perrin. Sans doute y figure-t-il à tort, à en croire une autre note des services américains datée du 24 avril 1951 et rédigée par la division biographique du département d'État. Francis Perrin y est en effet officiellement blanchi de tout soupçon de sympathie à l'égard des communistes. Preuve en est, il remplace à la tête du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) Joliot-Curie, qui en a été écarté à la demande des services américains en avril 1950. Le 4 février, le *New York Herald Tribune* annonçait le bannissement du savant français et révélait que l'ambassadeur des États-Unis à Paris avait « reçu des instructions pour exiger du gouvernement français le remplacement de

Joliot-Curie à la tête du Commissariat à l'énergie atomique ». La note consacrée à la nomination de Perrin précise que sa candidature a été appuyée par les socialistes. Elle rappelle qu'« en dépit de son amitié avec Joliot-Curie, Perrin n'est pas un sympathisant communiste », et qu'en 1942 il était aux États-Unis le représentant officiel de la France libre, avant d'ajouter que les sphères officielles américaines à Paris louent son honnêteté, sa fiabilité et la sûreté de son jugement. Sans doute s'agit-il des conseillers politiques de l'ambassade... Après avoir obtenu le départ de Joliot-Curie, les Américains ont adoubé son successeur, à moins qu'ils ne l'aient préalablement eux-mêmes agréé.

Les savants d'obédience communiste donnent des sueurs froides aux services américains et français, qui, à la même époque, paraissent moins soucieux à l'idée d'employer des savants allemands ayant contribué à l'essor de guerre du régime nazi. Afin de les utiliser à leur profit, les services se sont même livrés à une saine et vigoureuse compétition.

Officiellement, la France aurait été le seul grand pays occidental à ne pas avoir utilisé d'anciens nazis, que ce soit en matière d'espionnage ou de recherche scientifique. En fait, elle a profondément refoulé ces épisodes de son histoire, si profondément qu'elle en a perdu le souvenir. Outre-Atlantique, où l'on célèbre le pragmatisme, on en a fait moins mystère, dès lors, il est vrai, que la vérité a été connue. À Huntsville, Wernher von Braun, l'inventeur des V1 (bombes volantes) et V2 (missiles balistiques) allemands, passé à la postérité avec le film de Stanley Kubrick *Docteur Folamour*, dispose d'un musée à sa gloire. Le site officiel de la NASA (National Aeronautics and Space Administration) rend hommage à sa contribution à la balistique et à la conquête spatiale américaines. Honoré par plusieurs universités, encensé par celle de Notre Dame, naturalisé américain, von Braun a été l'un des plus grands savants nazis que les services américains ont récupérés dans le cadre de l'opération « Alsos », alors imaginée dans le prolongement du projet « Manhattan » consacré à la réalisation de la première bombe atomique.

« Alsos »

Avec « Alsos », il s'agissait de faire main basse, avant même la fin des hostilités, sur les travaux et les recherches des savants atomistes, mais aussi de s'emparer physiquement de ces derniers¹. Alors que la France se transforme au cours de l'été 1944 en champ de bataille, les éléments avancés de la mission « Alsos » se faufilent jusqu'à Neuilly, à la lisière de Paris, et y établissent discrètement leur quartier général. Dirigée par Boris Pash, « Alsos » bénéficie du soutien du secrétaire d'État adjoint Henry Stimson, qui l'a défendue après l'échec qu'elle a subi en Italie fin 1943 et qui a failli compromettre son existence. Ses agents sont revenus bredouilles, sans savoir ni le moindre document. Fin mars 1944, le nouveau chef du renseignement militaire, le général Bissel, a réactivé la mission « Alsos » et décidé de lui adjoindre sur le terrain une équipe de spécialistes qui veilleront à ne laisser échapper aucun indice, comme cela s'est produit en Italie². Dirigée de Londres par le commandant Calvert, qui a dressé une liste de savants et d'institutions, la mission est conduite sur le terrain par l'équipe de Pash. Au cours du mois d'août 1944, ce dernier écume les maisons de campagne de Joliot-Curie et de deux de ses proches collaborateurs, sans pour autant y faire la moindre découverte utile. Le 24 août, dans les environs de Paris, il se présente au domicile de Joliot-Curie et apprend que le savant, que l'Intelligence Service a surveillé à Paris tout au long de la guerre³, se trouve en fait à son laboratoire du Quartier latin. Le 25, Pash débarque dans ses bureaux du Collège de France et se retrouve enfin face à face avec Joliot-Curie, avec lequel il discute longuement de l'état d'avancement de la recherche atomique...

« Alsos » n'en est alors qu'au début de cette course brève mais effrénée, dont l'objectif consiste à s'emparer, dans le plus grand secret, des armes secrètes fabriquées par les Allemands, du matériel utilisé, des notes et des documents liés à la recherche et, bien sûr, des savants et des techniciens eux-mêmes. Or l'intérêt que portent les services

alliés à la matière grise allemande ne passe pas tout à fait inaperçu. La presse s'en fait même l'écho. En 1945, la revue *Aviation française* écrit que « des ingénieurs allemands » ont appris « aux Britanniques à se servir des V2 »⁴. Elle indique, photo à l'appui, le « lieu de lancement », situé « au milieu des bois, non loin de Cuxhaven, sur la côte de la mer du Nord », et précise que le but de ces essais est d'« examiner la possibilité de suivre la bombe par radio ». L'année suivante, l'hebdomadaire *La Concorde* est plus précis encore. Il s'interroge : « Anglais, Américains et Russes se disputent-ils les savants nazis ? » Et il répond lui-même à la question : « Près de deux cent cinquante savants allemands et autrichiens » se trouvent déjà aux États-Unis. Selon lui, le directeur de l'Institut Kaiser Wilhelm à Berlin, Otto Hahn, est tombé fin 1944 « entre les mains des Américains ». Pour ce journaliste plutôt bien informé, il est « établi que les armées alliées, celles de l'Ouest comme celles de l'Est, ont, lors de la conquête de l'Allemagne, entre autres objectifs celui de s'emparer des savants nazis ». Pas un mot sur la France et sur son éventuelle participation à la traque des cerveaux allemands. Elle semble curieusement hors du coup. Pourtant elle y participe et rivalise même avec l'allié américain. Depuis 1944, elle conduit sa propre mission « Alsos ».

En fait, la France refuse de se contenter des miettes, comme cela a été le cas à Dora et à Peenemünde, où l'on testait pendant la guerre les V1 et V2. Elle a pu récupérer des comptes rendus de travaux des chercheurs allemands. Les Américains lui ont même permis d'emporter sept wagons remplis de matériel et d'un V1. Mais la France veut une part plus grosse du gâteau. Dès 1944, ses services se sont mis sur la piste des têtes pensantes, laborantins, techniciens et autres scientifiques qui, durant des années, ont servi le régime nazi. L'attestent les circulaires, les notes de service, les directives *top-secret* dont la DGER bombarde à l'époque ses agents. En mai 1945, des instructions de plus en plus précises sont adressées aux « officiers interrogateurs ». Dorénavant, ils devront procéder à des interrogatoires détaillés, notamment pour tout ce qui concerne « les secrets industriels, méthodes de fabrication et technologie ». À leur intention, on énumère les questions qu'ils doivent poser aux prisonniers. Ainsi, à la rubrique « Industrie et économie » : « Connaissez-vous des usines dont l'existence doit être tenue secrète ? », « Que fabriquent-elles ? », « Qui y travaille ? ». Un autre

interrogatoire, qualifié celui-là de « scientifique et technique », stipule que les agents doivent interroger leurs prisonniers sur « les plans, dessins, calculs ». Concernant un nouveau procédé ou une nouvelle invention, il faut savoir s'il existe « des maquettes ou des appareils d'essai » et si les prisonniers connaissent « des savants ou des techniciens », il faut obtenir d'eux « leurs noms, adresses et autres détails permettant de les retrouver »⁶.

Hubert Schardin

Tant de minutie et d'opiniâtreté dans la traque seront finalement récompensées. Les officiers des services français parviennent même à doubler la mission « Alsos ». En 1945, conduits par le général Cassagnou, ils s'emparent, dans le Wurtemberg, à Biberach, de plusieurs cerveaux de l'industrie nazie qu'ils rapatrient près de Strasbourg et qu'ils installent en grand secret dans les villages de Weil et Haltingen. La prise est considérable. La plupart des captifs ont formé l'équipe de l'Institut balistique de Berlin-Gatow du professeur Schardin... Or cet Hubert Schardin vaut bien un von Braun. Mathématicien et physicien d'exception, né à Plassow, en Poméranie, le 17 juin 1902⁷, ce génie précoce passe pour une sommité de la science allemande. À 30 ans, le professeur Carl Cranz, de l'Institut de physique technique de l'université de Berlin, en fait son assistant. En 1935-1936, Schardin séjourne en Chine, à Nankin, occupée alors par les Japonais, et y monte un laboratoire de balistique avant de rentrer en Allemagne, où, jusqu'en 1945, il dirige le prestigieux Institut de balistique et de physique technique de la Luftwaffe. Durant une dizaine d'années, sa contribution à l'industrie nazie de l'armement peut être considérée comme une des plus productives. En le capturant en 1945, les Français s'emparent aussi d'autres savants allemands, tel Robert Saurer, un spécialiste de la dynamique des gaz, nommé en 1946 professeur au laboratoire de Saint-Louis, où les services français confinent à la fin de la guerre quelques-uns des cerveaux les plus compétents du défunt Reich sur lesquels ils ont mis la main⁸.

En avril 1951, Schardin et ses hommes se retrouvent à pied d'œuvre en Algérie, à Hama-Guir, lors des premiers essais de la fusée-sonde Véronique. Placés sous la garde de tirailleurs sénégalais, ils disposent du matériel récupéré par les services français en Allemagne à la fin de la guerre, qui leur est familier puisqu'il s'agit en partie de celui qu'ils utilisaient déjà en Allemagne, comme cet appareil baptisé Chrono⁹. Il s'agit d'un système d'enregistrement ingénieux mis au

point à Berlin : il utilise cinq caméras reliées entre elles et déclenchées lors de l'ouverture des obturateurs afin de filmer sous plusieurs angles le décollage de la fusée. En 1951, l'aigle allemand gravé sur le Chrono n'a pas encore été effacé.

Les hommes de Schardin ne sont pas les seules prises importantes de la DGER et du général Cassagnou. Près d'une centaine de savants et de techniciens sont tombés entre leurs mains. La plupart ont été affectés à l'usine de Vernon, dans l'Eure, au laboratoire de recherche balistique français. D'autres travaillent en banlieue parisienne à la SNECMA (Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation) ou directement pour le ministère de la Défense. La plupart sont des ingénieurs et des chercheurs de haut rang ayant contribué à l'essor de la science du Reich. Helmut von Zborowski, expert en aviation et volontaire pour les Waffen Ss, a mis au point pour les nazis le chasseur à réaction ME163, puis la fusée Schmetterling. En 1945, son ingéniosité se mesure aux dizaines de brevets qu'il a personnellement déposés. La France lui doit le coléoptère, un avion à décollage vertical. Zborowski s'est adjoint de précieux collaborateurs, comme Wilhelm Seibold, un spécialiste de l'aéronautique, Heinrich Hertel, l'ex-directeur de la recherche de Junkers, Irene Bredt ou encore Eugen Sänger, qui travaillera à l'arsenal aéronautique de l'armée de l'air française. Expert en souffleries supersoniques, Sänger a imaginé une fusée à photons destinée à l'exploration de l'univers et un bombardier aile volante, propulsé par de puissantes fusées et capable de faire le tour de la terre. Autre recrue allemande, Rolf Engel, un ancien du Conseil de la recherche du Reich et un des plus grands spécialistes des fusées. *Hauptsturmführer* (capitaine) dans les Ss, il a dirigé, près de Danzig, la station d'essai pour fusées de Grossendorf ; en France il sert de conseiller à l'Office national d'études et de recherches aéronautiques, tout en continuant à collaborer, à Munich, à l'usine d'armement Bolow-Entwicklungen. À cette liste s'ajoutent un spécialiste du diesel, ancien de Peenemünde, Fritz Pauly, affecté à la SEPR (Société pour l'étude de la propulsion par réaction), et quelques autres experts ou spécialistes en rayons infrarouges ou en moteurs pour fusées, employés au laboratoire de la marine à Paris, à Air liquide ou à la SNECMA. En 1952, tous ces cerveaux participent à la conception du moteur d'avion de combat ATAR, qui équipera plusieurs modèles du constructeur Marcel Dassault, né Bloch, dont plus tard

l'appareil Rafale D.

Mais le plus grand nombre de recrues allemandes, dont quelques-unes de premier plan, se concentrent au laboratoire balistique de Vernon. Sur les cent vingt-trois employés allemands, plusieurs ingénieurs ont eux aussi contribué à la réalisation de la fusée-sonde Véronique. À l'évidence, l'industrie aéronautique française doit beaucoup à ces anonymes que sont Wolfgang Pilz, un ancien de Peenemünde, spécialiste de la propulsion, concepteur d'énormes fusées spatiales et de satellites, Goerke, un expert en téléguidage, ou bien encore Hans Kleinwachter, un as de l'acoustique et des transmissions. Mais l'usine de Vernon a surtout accueilli deux des futurs piliers des programmes spatiaux français, Heinz Bringer et Helmut Haberman, ce dernier étant l'un des plus fameux spécialistes de la recherche sur les « servomécanismes », soit de la robotique et des systèmes de guidage. On leur doit la mise au point du missile sol-air Parca et de la fusée-sonde Véronique. Plus tard Heinz Bringer élaborera le moteur de la fusée Ariane, qui fera de la France un leader dans le domaine du lancement de satellites commerciaux.

Cette collaboration scientifique franco-allemande ne sera officialisée qu'en 1958 par un accord encadrant les recherches de l'Institut Saint-Louis. Si les Français et les Allemands ont, durant des années, œuvré secrètement et la main dans la main pour le plus grand bénéfice de leur industrie aéronautique, notamment Nord Aviation et Messerschmitt, leurs travaux de recherche ont également bénéficié au géant américain Boeing. Depuis les années 1950, les États-Unis suivent et profitent aussi des avancées de la recherche européenne. Aussi voient-ils avec inquiétude les velléités d'indépendance du président de Gaulle dans des domaines aussi stratégiques que le nucléaire, l'informatique ou bien l'aéronautique.

Dès septembre 1958, alors que le peuple français n'a pas encore ratifié la nouvelle Constitution, Allen Dulles passe commande d'une série de notes et de rapports. Il veut connaître les capacités de la France à se doter rapidement d'une force de frappe indépendante. Dans une note datée du 18 septembre intitulée *French Nuclear Weapons Program*, la CIA rapporte que le directeur du laboratoire de l'Institut Saint-Louis, Hubert Schardin¹⁰, s'est rendu à Zaouiet, près de Reggane, dans le Sahara français, afin d'évaluer les possibilités de procéder d'ici à un an à un test grandeur nature. D'autres notes montrent que, depuis

1954, la CIA a toujours suivi de très près le programme de développement d'armes nucléaires lancé à l'époque par la France.

Les élites étrangères et la CIA

Mais la CIA drague aussi les élites étrangères. Au début des années 1960, elle se lance en plein Paris dans une entreprise de recrutement de grande ampleur dans les milieux étudiants africains. Depuis l'après-guerre, les opérations qu'elle mène en Afrique sont le plus souvent dirigées de Paris, où elles ont été longtemps supervisées par Francis Jetton, impliqué en août 1957 dans une tentative de coup d'État en Syrie. À l'époque, l'ambassadeur américain a dû quitter précipitamment Damas avec les principaux instigateurs du coup d'État raté, Howard Stone, l'attaché militaire américain, Robert Malloy, le second secrétaire de l'ambassade chargé des affaires politiques, Jarrel H. Richardson et Francis Jetton, alors vice-consul à Damas. Un autre officier de la CIA, Paul Sakwa, officiellement *labor attaché* de 1952 à 1962, a également couvert de Paris les opérations de la CIA en Afrique et approvisionné en fonds l'agent Jx Irving Brown, qui, deux ans après le retour de De Gaulle au pouvoir, en 1960, a finalement été expulsé de France en raison de son soutien trop affiché à la cause du FLN. Au-delà de la posture anticoloniale, à l'occasion le Jx Brown jouait aussi au sergent recruteur. Son rôle consistait à détecter parmi les recrues syndicales celles qui pouvaient être ensuite infiltrées, en Europe et en France en particulier, dans les organisations communistes, notamment étudiantes. C'est ainsi qu'en 1957 son attention se porte sur un jeune Algérien, responsable du syndicat des postes et télégraphes. Lors d'un congrès syndical qui se tient à Tunis, ce dernier lance un vibrant appel à l'indépendance. Son talent d'orateur et sa force de conviction ne passent pas alors inaperçus. L'homme est invité à Bruxelles pour y suivre un stage de perfectionnement au siège international de la Confédération des syndicats libres, que patronnent l'AFL et où grenouillent les hommes d'Irving Brown. En septembre, il débarque dans la capitale belge avec sept autres leaders syndicaux d'Afrique du Nord. Tous sont recherchés par la police française pour leurs engagements nationalistes. Ils ont dû voyager sous des identités

d'emprunt, munis de passeports de complaisance tunisiens. Ainsi le syndicaliste des postes et télégraphes prend provisoirement l'identité de « Charfi ». C'est sous cet *alias* qu'il effectue son stage à Bruxelles, où il loge dans un hôtel miteux dans les parages de la gare du Nord, touchant quotidiennement pour ses faux frais un maigre pécule de 4 dollars. En décembre 1957, alors que sa formation s'achève, Charfi décide de rester à Bruxelles jusqu'au printemps 1958 sur les conseils de son nouvel ami Irving Brown, qui semble alors convaincu qu'il détient là un élément d'avenir pour ses rapports Jx. Mais cet intérêt que Brown porte à Charfi éveille les soupçons d'un de ses opposants au sein de la centrale syndicale qui n'aime guère le mélange des genres. Il décide alors de « griller » sa recrue. Le 19 mars 1958, Dekkar-Charfi dîne dans un restaurant chinois avec Irving Brown et Richard Deverall, un ancien de l'Office of War Information et de la Labor Branch de l'Oss. À la sortie du restaurant, la police fait irruption et embarque Irving Brown et sa recrue spéciale. Si le dirigeant de l'AFL est aussitôt relâché, le syndicaliste algérien, porteur de faux papiers et identifié comme un militant du FLN, se retrouve en cellule pour de longues semaines. Avertie, la police française, qui le recherche, réclame son extradition. En mai 1958, alors que le 13 mai le coup d'Alger ramène de Gaulle au pouvoir, Irving Brown saute dans un avion et se rend à Tunis, où il a depuis longtemps ses entrées. Il presse le président Habib Bourguiba d'obtenir la libération de Charfi, ce qui est chose faite le 30 mai.

Si les intrigues de Brown restent officieuses et n'engagent pas directement les services américains, la CIA mène de son côté des opérations de recrutement, et même, comme on va le voir, sur une grande échelle. Au début des années 1960, alors que Brown a été expulsé de France, ses agents ont pris pour cible la Fédération des étudiants d'Afrique noire, dont le siège se situe au Quartier latin. En grand secret, la CIA met en place un système sophistiqué afin d'appâter les étudiants africains pour les recruter. Ainsi rachète-t-elle d'anciens bordels qu'elle transforme en hôtels et dont elle confie la gérance à des hommes de paille d'origine nord-africaine. Ces « prête-noms » sont censés offrir le gîte et le couvert pour un prix modique à des étudiants africains, mais aussi, selon leurs envies, des femmes et de la drogue, en échange de simples reçus que la CIA conserve soigneusement en attendant le moment propice pour s'en servir. L'officier de liaison de

la CIA auprès du SDECE supervise lui-même l'opération, secondé sur le terrain par un autre agent de la centrale qui s'occupe à plein temps du contrôle et de la surveillance des hôtels. La CIA aurait dû informer les services français de son entreprise. Or elle n'en a rien fait et agit en solo. Lorsque le SDECE découvre son manège, il proteste. Avant tout parce que la CIA n'a pas souhaité partager avec lui les résultats de son opération clandestine¹¹. Les Français s'empressent alors de faire capoter l'opération et récupèrent les reconnaissances de dette des étudiants africains¹².

Le recrutement des cadres des futures élites africaines illustre en fait le regain d'intérêt des États-Unis pour le continent noir, surtout depuis le début de « l'ère Kennedy ». Riche en pétrole et en minerais précieux, notamment l'uranium, l'Afrique noire constitue un enjeu pour Washington, qui concentrait jusque-là ses activités de renseignement sur la côte orientale de l'Afrique, d'où il peut suivre et observer les mouvements de la flotte soviétique. Au moment de la décolonisation, l'Afrique occidentale devient à son tour l'objet d'une attention particulière. Dès 1960, après l'élection de Kennedy, la CIA intervient au Congo, où elle tente de faire empoisonner le leader progressiste Patrice Lumumba et appuie son « agent », un ancien indicateur de la sûreté belge d'une cupidité sans limite, l'ex-sous-officier Mobutu¹³. En 1961, l'AFL-CIO crée l'Institut américain pour le développement du syndicalisme libre, qui dispose d'un fonds spécial pour le travail dans les syndicats d'Afrique, avant de fonder, en 1965, le Centre afro-américain du travail. Dès son arrivée au pouvoir, Kennedy met aussi en place le Peace Corps, une association humanitaire très présente en Afrique et dont certains membres, soupçonnés de travailler pour la CIA, utilisent des « passeports de service »¹⁴. Enfin, en 1962, le département d'État crée l'Africa Regional Services et l'installe à Paris, boulevard Haussmann, où se trouve déjà concentré un certain nombre de paravents de la CIA. Au-delà de ses activités officielles, qui comprennent notamment un programme d'édition d'ouvrages destinés à l'Afrique francophone, il sert aussi à l'occasion de couverture à quelques agents de la centrale.

Bien que l'Afrique soit désormais une priorité pour Washington, la CIA ne s'intéresse pas aux seuls étudiants africains. Son entreprise de racolage est plus ambitieuse et concerne l'ensemble des étudiants des pays du tiers-monde décolonisés ou en voie de l'être. L'agence est

même encouragée à faire du chiffre et à augmenter ses quotas. Autrement dit, à ne pas lésiner sur le recrutement, quitte à user de chantage ou, s'il le faut, d'autres moyens de coercition.

Ce racolage dans les facultés s'est rodé à la fin de la Seconde Guerre mondiale sur le sol américain. Il connaît une rapide expansion, qui s'explique en partie par la pléthore d'anciens agents de l'Oss – environ 5 000 enseignants, chercheurs ou administrateurs ! – qui exercent après la guerre au sein des universités. Leur rôle consiste à détecter chaque année, dans la masse des étudiants étrangers qui font leurs études aux États-Unis, entre 200 et 3 000 agents potentiels. Si 60 % des recruteurs trouvent dans cette mission un intérêt personnel – argent ou carrière –, les autres pensent contribuer utilement à l'avenir de leurs étudiants.

À partir de 1948, l'approche devient systématique : tout étudiant étranger, qu'il vienne aux États-Unis étudier la zoologie ou l'anthropologie, est une cible potentielle. Or, notamment en raison du programme d'échange universitaire dit « Fulbright » (du nom du sénateur William Fulbright) qui s'est mis en place cette année-là¹⁵, le nombre d'étudiants étrangers ne cesse de croître. De 1949 à 1950, il s'élève à plus de 8 000. En 1955, il passe à 34 323 et à 82 045 en 1965¹⁶. L'OPC, et par la suite les services des opérations spéciales, examine avec minutie les fiches de plus de un million d'étudiants étrangers afin de détecter parmi eux les futures élites nationales dans les domaines de la politique, des affaires, de la recherche et du renseignement. À titre d'exemple, la CIA est parvenue à contrôler 80 % des officiels de second ou troisième ordre du gouvernement iranien¹⁷. Mais il y a un prix à payer : depuis 1948, plus de 40 agents recrutés dans le milieu étudiant se sont suicidés, de peur que leur relation avec les services de renseignement américains ne soit un jour révélée¹⁸.

L'influence ne se mesure pas seulement au nombre d'agents recrutés. De façon plus informelle, elle se diffuse par des canaux relationnels, plus personnels. Il ne s'agit plus là de recrutement, mais plutôt de convergence idéologique, comme cela a été le cas avec le Congrès pour la liberté de la culture dont la plupart des affidés n'étaient pas, loin s'en faut, des agents de la CIA.

Gaston Berger

Ancien employé devenu industriel puis spécialiste du philosophe Husserl, Gaston Berger est honorablement connu dans les milieux officiels américains. Titulaire en France d'une chaire à la faculté d'Aix-en-Provence et professeur invité à l'université de Buffalo, dans l'État de New York, il devient en 1949 secrétaire général de la commission Fulbright, chargée du développement des échanges universitaires entre la France et les États-Unis¹⁹. En marge du plan « Cloven », il va devenir un des hommes clés de la lutte antimarxiste au sein de l'université française. En 1953, dans le compte rendu d'une des réunions du comité de coordination de la lutte anticomuniste, son rôle est ainsi abordé au détour d'un paragraphe : « 1) Université : un important nettoyage est à effectuer au sommet. À ce sujet on peut se réjouir de la récente nomination de Berger au poste de sous-directeur de l'Enseignement supérieur. Il serait utile de prendre contact avec lui²⁰. » Berger n'appartient pas au même univers qu'un Jean Baylot ou un Georges Albertini. En revanche, il partage avec eux le même souci : réduire la puissance communiste – pour ce qui le concerne, dans le secteur de l'enseignement. Gaston Berger va s'y employer avec audace et subtilité aux côtés de Clemens Heller. Il sera avec ce dernier un des principaux initiateurs de la prestigieuse et réputée VI^e section de l'École pratique des hautes études.

Grand échalas un peu voûté, Heller passe pour un des piliers de l'influence américaine dans le milieu universitaire français de l'après-guerre. Cet historien de l'économie, d'origine viennoise et marié à une « Américaine de Paris », est l'instigateur du « plan Marshall de l'intelligence » qu'il a lancé après avoir animé en 1947 les séminaires de Salzbourg, auxquels ont été associés une grande partie des intellectuels européens qui ont participé à la création du Congrès pour la liberté de la culture. Peut-être les véritables fondements intellectuels du Congrès se trouvent-ils dans les travaux de ces séminaires. Alors que la guerre froide débute, Heller s'installe à Paris

et participe activement à la fondation de la Maison des sciences de l'homme, tandis que son appartement de la rue Vaneau devient le salon huppé de la pensée française non communiste, dont une des personnalités les plus en vue est à l'époque l'ethnologue et pape du structuralisme Claude Lévi-Strauss.

Toujours à la recherche de talents nouveaux, Clemens Heller fait en 1949 une rencontre décisive, celle de l'historien Fernand Braudel, avec lequel il va peu à peu jeter les jalons de la future VI^e section de l'École pratique des hautes études, avec, à partir de 1953, l'appui de Gaston Berger. Ce projet ambitieux visant à réorganiser les sciences sociales suscite l'approbation immédiate des fondations américaines. L'historienne Brigitte Mazon écrit : « Gaston Berger était d'emblée favorable à une aide des fondations américaines que Fernand Braudel et Clemens Heller, forts des précédents dont pouvait faire état la VI^e section, songèrent immédiatement à solliciter²¹. » À partir du printemps 1955, la VI^e section se met en place. Elle s'étend peu à peu et dispose bientôt à Paris de nombreux locaux : rue de Varenne, où elle a son siège, au Collège de France, dans divers instituts, à la Sorbonne, à la faculté de droit de Paris, à l'École normale supérieure rue d'Ulm, et rue de la Baume où elle possède un local prêté par la fondation Rockefeller. L'enthousiasme suscité par le projet n'est pas seulement d'ordre intellectuel. Certes, il s'agit de réorganiser les sciences sociales, mais aussi de déconstruire l'influence de la pensée marxiste, alors très prégnante dans cette branche de la recherche. Détricoter le mythe, écrivait Charles Micaud dans son essai confidentiel qui a servi de base au plan « Cloven ». Combattre le communisme sur tous les fronts, voilà qui peut justifier l'enthousiasme soulevé par le projet de Braudel et Heller appuyé par Gaston Berger. Pour autant cette déconstruction doit se faire avec subtilité, intelligence, sans le moindre esprit de provocation, sans heurter inutilement. Dans sa biographie de Braudel, l'ancien journaliste communiste Pierre Daix écrit : « Braudel élimina, par précaution, toute tentative d'étudier le Parti communiste soviétique et, de même, l'idée d'un cours du dissident communiste A. Rossi (Angelo Tasca) sur l'histoire de l'Internationale communiste que son caractère explosif, notamment sur le PCF au temps du pacte germano-soviétique, rendait en effet unimaginable dans les rapports de forces du moment. En revanche, Clemens Heller, note Brigitte Mazon, introduisit à la

VI^e section, dix-huit mois plus tard, un séminaire de Ruth Fischer sur l'histoire du Parti communiste russe, Ruth Fischer étant, semble-t-il, en dépit de démêlés complexes avec le Pc allemand et le Komintern, d'une hétérodoxie plus conviviale²². »

Peut-on considérer Ruth Fischer comme un personnage plus « présentable », plus anodin, voire plus consensuel que l'ancien « conseiller politique » pour les affaires communistes de l'ambassade américaine à Paris, Angelo Tasca, dit Rossi ? Son petit bulletin *Network* (« Réseau »), qu'elle édite à New York à partir de 1944 et dans lequel elle dénonce ses anciens camarades du parti, a servi de modèle trois ans plus tard au journal « officiel » du maccarthysme *Counterattack*, que publie une poignée d'anciens agents du FBI reconvertis dans les relations publiques, avec la bénédiction de leur ex-patron Edgar Hoover. D'ailleurs, depuis qu'un de ses agents lui a obtenu en 1941 à Vichy un visa pour les États-Unis, Ruth Fischer entretient des liens soutenus et obscurs avec le FBI. Elle passe même à la fin des années 1940 pour un agent de l'Opc de Frank Wisner et contribue avec Melvin Lasky à la formalisation du projet du Congrès pour la liberté de la culture, comme l'établit une étude du service historique de la CIA²³. Une entreprise à laquelle la VI^e section est par ailleurs très liée, comme le souligne Pierre Daix : « Comme au temps de Gaston Berger, elle [la VI^e section] reste [...] directement en prise avec le Congrès pour la liberté de la culture, grâce à Clemens Heller, mais aussi à Georges Friedmann et Raymond Aron²⁴... » En 1959, un an avant sa mort, Gaston Berger assistait au dixième anniversaire du Congrès pour la liberté de la culture.

La fondation Ford

Si la fondation Rockefeller a appuyé avec enthousiasme le projet de VI^e section des Hautes Études, une autre déborde tout autant de générosité à l'égard de la recherche et des universités françaises : la fondation Ford, celle qui couvre les faux frais du groupe Bilderberg ou volera au secours de la revue *Preuves* en 1967.

De 1936 à 1950, la fondation Ford a d'abord cantonné ses activités à Chicago et à l'État du Michigan. Elle ne les étend à l'étranger qu'à la suite du discours de Truman sur la liberté et de la croisade mondiale contre le communisme qui s'ensuit. De concert avec la fondation Rockefeller, elle finance à l'époque l'IIP, qui vient d'être créé par les patrons de la presse américaine et occidentale. En 1952, un ancien membre de l'Oss, Richard Bissel, en prend la tête. Ce spécialiste du renseignement et des coups tordus devient en 1954 l'adjoint d'Allen Dulles, qui vient d'être promu directeur de la CIA, avant de prendre la direction des opérations clandestines de l'agence. À ce poste, Bissel supervise le débarquement de mercenaires cubains à la baie des Cochons ou encore le programme d'assassinats qu'a mis en place la CIA afin d'éliminer quelques dirigeants du tiers-monde qui la gênent, comme Lumumba au Congo ou Kassem en Irak. Lorsque Bissel quitte la présidence de la fondation Ford, John McCloy, l'ancien secrétaire d'État adjoint à la Guerre, ex-président de la Banque mondiale, ancien haut-commissaire en Allemagne occupée et adepte de la guerre psychologique, le remplace. En 1966, McGeorge Bundy, ancien conseiller du président pour la sécurité nationale (son frère William Bundy est de son côté un des chefs de la CIA) accède à son tour à la présidence de la fondation... La succession à sa tête de présidents liés si étroitement au renseignement et à la sécurité nationale explique sans doute le soupçon qui pèse sur le rôle de la fondation Ford, en marge de plusieurs opérations attribuées à la CIA.

Durant des décennies, la fondation se montre généreuse à l'égard des milieux universitaires français et de la recherche, au point de

susciter, au début des années 1960, une fronde parmi les chercheurs de la Maison des sciences de l'homme qui s'inquiètent de la trop grande importance des financements américains, eu égard au principe : qui paie commande. En 1954, la fondation Ford contribue pour 1 million de dollars au programme de la Lafayette Fellowship Foundation, un programme d'échange d'étudiants entre les États-Unis et la France, et finance plusieurs recherches universitaires²⁵. L'année suivante, elle verse 50 000 dollars à l'université catholique de Lille pour soutenir la création d'une filière d'enseignement de l'économie. En 1956, elle attribue 200 000 dollars au Centre européen d'échange international, un programme franco-allemand, puis 50 000 dollars au programme général de l'Institut pour l'économie appliquée. En 1957, le bureau national des écoles et universités françaises reçoit 16 000 dollars pour les échanges d'étudiants, de professeurs et de spécialistes entre la France et la Pologne. En 1958, une bourse de 90 000 dollars est attribuée à une recherche en économie sous l'égide de la Fondation nationale de sciences politiques, un programme étalé sur cinq ans. Plus de 77 000 dollars sont accordés à l'école d'été de science physique. 150 000 dollars sont alloués au centre de documentation créé en 1957 par le comité d'action pour les États-Unis d'Europe, une des nombreuses créations de la CIA. L'Institut de la Communauté européenne pour les études universitaires reçoit 500 000 dollars étalés sur cinq ans. Cet institut est dirigé par Jean Monnet, « le Père de l'Europe », Louis Armand, Walter Hallstein, Max Kohnstamm et Robert Marjolin. Ce dernier, marié en 1944 à Dorothy Thayer Smith, a obtenu avant la guerre une bourse de la fondation Rockefeller pour étudier à l'université Yale. Dépêché par le comité français de Londres aux États-Unis en 1943, Marjolin y a succédé à Jean Monnet. En 1958, la fondation Ford accorde une bourse de 15 000 dollars à un programme d'échange de physiciens entre la France et les États-Unis. En 1959, l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam reçoit 345 000 dollars pour une recherche sur le communisme international, etc. La même année, 75 000 dollars sont alloués au Comité d'aide aux étudiants nord-africains, un an avant que la CIA ne s'engage à Paris dans une vaste opération immobilière dont l'objectif consiste à racoler de force, par le chantage et la contrainte, des étudiants africains.

1. Sur « Alsos », voir Michel Bar-Zohar, *La Chasse aux savants allemands*, Fayard, 1965.
2. Voir Samuel A. Goudsmit, *Alsos*, Henry Schumann Inc., 1947 ; David Irving, *La Maison des virus*, Robert Laffont, 1969.
3. Voir *Histoire du CNRS*, publiée en huit volumes au CNRS.
4. *Aviation française*, 31 octobre 1945.
5. Article d'André Guerber, *La Concorde*, 31 octobre 1946.
6. « Nouvelles instructions pour les officiers interrogateurs », circulaire de la DGER du 8 mai 1945, archives de l'auteur.
7. Mort à Fribourg-en-Brisgau le 27 septembre 1965.
8. En 1964, Schardin deviendra le directeur scientifique de l'armement de la République fédérale d'Allemagne. Lui et ses équipes n'ont pas servi que les intérêts français, ils ont permis à l'Allemagne, dans l'après-guerre, de retrouver sa place dans la recherche et la technologie aéronautiques. Pour ce qui est des noms et des carrières des savants allemands cités dans ce chapitre, l'auteur a procédé à divers recoupements et utilisé une documentation disparate, souvent à caractère professionnel, en français et en allemand. D'éventuelles erreurs d'orthographe peuvent toutefois s'être glissées dans le texte, l'auteur s'en excuse par avance.
9. Entretien avec Gérard Mainetti.
10. Son nom est biffé, « caviardé » dans la note.
11. Entretien avec Jean-Pierre Lenoir, ancien chef de service du SDECE.
12. Voir Roger Faligot et Pascal Krop, *La Piscine*, Seuil, 1983.
13. Voir Jules Chomé, *L'Ascension de Mobutu*, Maspero, 1979. Sur la tentative d'assassinat de Lumumba, voir David Antonel, Alain Jaubert et Lucien Kovalson, *Les Complots de la CIA : manipulations et assassinats*, Stock, 1976, ou la commission d'enquête du Sénat américain dite « Church », 1975. Voir également John Stockwell, *In Search of Enemies : A CIA Story*, Replica Books, 1997.
- 14.

15. Le système des bourses Fulbright a été mis en place le 1^{er} août 1948, après la promulgation d'une loi présentée par le président Harry Truman. J. W. Fulbright, élu sénateur de l'Arkansas en 1943, s'est opposé au sénateur McCarthy, puis à l'intervention américaine de la baie des Cochons en 1961.
16. En 1975, leur nombre atteint près de 250 000. Voir William Corson, *The Armies of Ignorance*, The Dial Press James Wade, 1977.
17. *Ibid.*
18. *Ibid.*, p. 311.
19. Voir *Revue de l'enseignement supérieur*, n° 4, octobre-décembre 1960.
20. Archives de l'auteur.
21. Pierre Daix, *Braudel*, Flammarion, 1995, p. 351.
22. *Ibid.*, p. 295.
23. Voir Michael Warner, *Origins of the Congress for Cultural Freedom, 1949-1950*, *op. cit.*
24. Pierre Daix, *Braudel*, *op. cit.*, p. 406.
25. Tous les chiffres et les programmes cités dans ce chapitre sont fournis par la fondation Ford.

Radio Liberty drague l'extrême gauche française

Robert Ehlers

Allure élégante, la quarantaine, les yeux bleus, les cheveux clairs, Robert Ehlers n'est pas un agent « permanent » de la CIA : elle emploie parfois ce genre d'hommes qui n'ont qu'une utilité circonstancielle. Robert Ehlers est de ceux-là. Il travaille pour la CIA, mais n'a pas suivi l'entraînement du camp Peary, la ferme où sont formés tous ses agents. C'est une sorte d'analyste contractuel et d'intellectuel de terrain. Universitaire slavisant, diplômé de sociologie, il parle couramment le russe et possède une culture exceptionnelle. À la fin des années 1960, il occupe la fonction de directeur adjoint au bureau parisien de Radio Liberty¹.

Cette station de radio a vu le jour en 1949. L'OPC de Frank Wisner a veillé alors à ce qu'elle ne manque de rien, avant que la CIA et ses paravents assurent son financement. Depuis cette époque, elle dispose de bureaux en Europe et émet en direction des pays communistes. Lors de l'insurrection hongroise de 1956, elle s'illustre en annonçant l'arrivée de volontaires qui ne franchiront jamais le rideau de fer. Wisner ne supporte pas cet échec, qui le rend à moitié fou. Vers la fin de sa vie, il parlera, dit-on, à son revolver. En 1967, Radio Liberty dépend toujours des services américains et du département d'État. À Paris, son directeur se nomme Morrill Cody. Petit-fils de Buffalo Bill, on lui doit un guide de la gastronomie française. À Radio Liberty, son rôle reste essentiellement administratif. Son adjoint, Robert Ehlers, s'occupe des contacts discrets, se renseigne sur les milieux communistes, de préférence dissidents, et échange des informations avec les SR français. Il lui arrive de déjeuner avec un important avocat du Parti communiste ou un professeur de la Sorbonne proche des mouvements prochinois. Sa culture lui permet de donner le change à n'importe quel spécialiste.

À l'automne 1967, Robert Ehlers s'intéresse particulièrement aux nouveaux groupuscules révolutionnaires et à leurs jeunes dirigeants. Le travail d'un SR à l'étranger consiste tout d'abord à remplir un

certain nombre de missions, mais aussi à répondre à un plan d'objectifs que lui soumet sa direction. En 1967, l'un d'eux l'invite à tirer au clair l'impression que les actions conduites simultanément en Allemagne, en France, en Italie, en Belgique et en Angleterre par les nouveaux mouvements révolutionnaires réunis sous le drapeau de l'anti-impérialisme sont coordonnées. Certes, la plupart de ces mouvements dépendent d'organisations internationales. Mais cela suffit-il à expliquer cette coordination ?

Depuis quelque temps, à Langley, le siège de la CIA, une autre hypothèse est à l'étude. Créée en janvier 1966 à Cuba, l'OSPAAAL (Organisation de solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine), mieux connue sous le nom de « Tricontinentale », tire-t-elle dans l'ombre les ficelles ? La CIA le croit. Elle pense en effet que La Havane joue un rôle prééminent dans cette orchestration. D'autant que beaucoup de dirigeants de ces nouveaux mouvements se sont rendus ces derniers temps à Cuba ; quelques-uns y ont même suivi des cours pratiques de guérilla urbaine. Les services pensent même que Paris pourrait abriter des « appareils clandestins ». Mais un sentiment ou une impression ne suffit pas, seuls des faits précis peuvent conforter cette hypothèse. Quelques militants français sont ainsi dans le collimateur des services. Un trotskiste qui effectue de nombreux voyages à l'étranger et le bureau parisien de la IV^e Internationale, rue du Faubourg-Saint-Martin, sont mis sous surveillance. Le domicile et la cave d'un autre militant, considéré dans une note d'un service comme le « correspondant parisien de la Tricontinentale² », sont visités à son insu. Plusieurs notes ont été également rédigées sur un ancien membre, à la Libération, de l'état-major de la 1^{re} armée. Ce physicien de haut niveau qui enseigne en France et à Genève jouerait un rôle au sein de l'OLAS (Organisation latino-américaine de solidarité) et serait à Paris, selon un des rédacteurs, « l'agent de Castro ».

La recherche d'informations

Pour la CIA et les services français, Paris pourrait être devenu une plaque tournante des mouvements anti-impérialistes, d'où leur volonté de mieux les connaître. D'autant que ces dernières années de nouvelles têtes sont apparues dans les états-majors des groupuscules. Sur ces nouveaux dirigeants, la CIA et les services français manquent d'informations. Depuis septembre 1967, au cinquième étage de l'ambassade américaine, la CIA s'efforce donc de se renseigner et s'emploie à étayer ses dossiers en les mettant à jour. De son côté, le *labor attaché* de l'ambassade sollicite dans les dîners en ville quelques-uns de ses contacts. L'un d'eux occupe un poste de rédacteur en chef dans une grande agence de presse française. C'est un trotskiste, certes alors en roue libre, mais qui a conservé des rapports étroits avec ses anciens camarades. Mais ni ces repas ni les échanges de notes et de documentation entre services ne suffisent à éclaircir la question qui préoccupe Langley.

Un dîner offert par Robert Ehlers en novembre 1967 à l'un de ses contacts dans les services français va enfin permettre à la CIA d'approfondir ses connaissances sur l'extrême gauche française. Ce dernier passe pour un des meilleurs spécialistes de l'extrême gauche. Lors du repas, cet agent français que l'on appellera « M. »³ soumet alors une idée à Ehlers, qu'il connaît bien puisque sa femme collabore en tant que journaliste à Radio Liberty. M. s'applique depuis déjà des années à mettre en fiches les dirigeants de l'extrême gauche française, en particulier ceux de la JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire) d'obédience trotskiste, sans doute les plus remuants, qu'il a également placés sur table d'écoute⁴. Afin de mieux cerner la personnalité de ces nouveaux responsables, M. suggère d'entrer en contact avec eux en usant d'un stratagème qui reste encore à définir. Ehlers se montre d'emblée enthousiaste. A-t-il une idée de la façon dont il pourrait atteindre cet objectif ? M. propose alors d'utiliser son épouse comme appât. Se présentant comme l'envoyée spéciale d'un journal américain

de second plan, voire fictif, elle effectuera des interviews réalisées dans un local à l'avance sonorisé pour que les entretiens soient enregistrés. Robert Ehlers réfléchit, retourne le problème dans tous les sens, puis accepte finalement qu'une de ses journalistes prête son concours à l'opération. Évidemment, chaque service aura une copie des bandes. Entre amis, cela va de soi. Officiellement, bien sûr, cette opération n'existe pas. Reste alors à établir une liste de cibles. Quels jeunes révolutionnaires faut-il interroger en priorité ? Cette fois, M. prend quelques jours pour réfléchir, avant d'arrêter son choix sur Alain Krivine, Henri Weber, Daniel Bensaïd, tous trois membres de la direction de la JCR, et Charles Berg, dirigeant de Révoltes, un autre groupe trotskiste.

Contactés, tous les quatre acceptent de rencontrer la journaliste américaine de Radio Liberty⁵. M. songe également à mettre sur sa liste Maurice Schroedt et Jean Riou de l'Union communiste internationaliste, la future Lutte ouvrière, mais, plus âgés et prudents, ceux-là ont refusé. Une fois les contacts pris, M. rédige dans les jours qui suivent un long questionnaire que la journaliste utilisera comme pense-bête. Seuls Henri Weber et Alain Krivine acceptent de se rendre dans l'appartement truffé de micros du XIX^e arrondissement de Paris, où auront lieu les entretiens. Pour les autres, la journaliste devra se déplacer et utiliser un magnétophone⁶. Ainsi Charles Berg la reçoit dans le local de son groupe Révoltes, à l'abri d'une porte blindée. Les entretiens s'étalent sur plusieurs semaines. M. a ajouté à sa liste le dirigeant du Pc Jacques Duclos, qui a aussitôt accepté de rencontrer la journaliste. Peu à peu, les heures d'enregistrement s'accumulent sur bandes magnétiques. Début 1968, M. n'a plus qu'à les décrypter. Dans son bureau de la rue des Saussaies, où il dispose d'un magnétophone dont il se sert habituellement pour les écoutes téléphoniques, il se met au travail. Il s'agit maintenant d'exploiter cette abondante matière, d'isoler les analyses politiques des éléments à caractère plus personnel ou factuel. Quelque temps plus tard, M. a de quoi esquisser les portraits des dirigeants interviewés et mieux évaluer leur personnalité afin d'en tirer éventuellement des enseignements pratiques. Son travail d'analyse et de déchiffrement sera ensuite étudié et utilisé par d'autres. Il ignore dans quelles conditions, c'est la règle du cloisonnement qui s'applique dans tous les services de renseignement.

Cependant une déclaration d'un des interviewés l'intrigue encore.

Dans la discussion, le cigare aux lèvres, Charles Berg a confié à la journaliste de Radio Liberty que les jeunes de son mouvement acheminaient derrière le rideau de fer une littérature considérée comme subversive dans les pays du bloc soviétique, ce dont il paraît très fier⁷. Cette confidence, dont il a fait état non sans une certaine gloriole, suscite la curiosité de M. Ce dernier n'ignore pas en effet les liens qui existent entre le groupe de Berg, coiffé par un certain Pierre Lambert, et Fo, ni ceux de Fo avec la revue *Le Syndicaliste exilé* et le Centre d'études économiques et syndicales, ni davantage ceux d'Irving Brown avec Fo et les services américains. M. s'en ouvre alors à Robert Ehlers, qui ne semble pas étonné par la déclaration de Berg et mentionne même l'existence d'un certain *project book* que la CIA patronne d'après lui depuis des années. M. sourcille. Robert Ehlers ne lui a auparavant jamais parlé de ce projet. Évidemment, il veut en savoir davantage. Ehlers éclaire alors sa lanterne et lui révèle qu'il s'agit d'un programme de la CIA, doublé d'une opération de « dragage » dans les milieux de l'extrême gauche européenne, comparable à celle dont M. a eu l'idée en France, et à laquelle Radio Liberty est associée. Participent notamment au *project book* le NTS, un mouvement en exil de nationalistes russes lié à Paris à l'officine d'Albertini, certains réseaux de la Confédération internationale des syndicats libres et, en Allemagne, le groupe d'édition Possev. L'objectif est d'acheminer dans les pays de l'Est non pas du matériel de propagande, comme le font les amis de Berg, mais de simples livres. Hormis la Bible, l'ouvrage qui a remporté le plus vif succès au-delà du rideau de fer, selon Robert Ehlers, a été *La Mort de Staline* d'un certain Avtorkhanov, ce qui se traduit littéralement du russe par « Auteur anonyme ». Le *project book* a aussi des ramifications en France. Vladimir Gestkoff, le responsable du NTS à Paris, et son ami Vladimir Poremski, à Munich, en sont les principaux exécutants en Europe⁸. Durant la guerre froide, leur mouvement s'est illustré dans les opérations clandestines menées sur le territoire soviétique. Très secret et demeuré étanche malgré les tentatives d'infiltration du KGB, le NTS dispose d'un comité à Berlin spécialisé dans le passage des frontières. D'un côté il aide les fuyards à passer à l'Ouest, de l'autre il introduit à l'Est des milliers d'ouvrages interdits. Dans ce but, il utilise divers procédés, dont des lâchers de ballons atmosphériques ou encore un réseau de marins soviétiques recrutés par le NTS et qui fonctionne

également en France, au Havre et à Nantes. Voilà, c'est à peu près tout ce qu'Ehlers peut dire à son ami M., sous le couvert du secret, cela va de soi.

Finalement, il n'a pas été établi que Paris sert de base arrière à la Tricontinentale et qu'il abrite des appareils clandestins. Les services considèrent toutefois que la capitale française doit rester sous surveillance. Mai 68, que M. et son service ont prédit dans plusieurs notes, le rôle supposé de certains agitateurs cubains en maraude au Quartier latin lors des événements, l'installation de divers mouvements révolutionnaires en exil à Paris et le soutien que les trotskistes apportent aux déserteurs de l'armée américaine vont renforcer la collaboration entre services français et américains. Ces derniers ravitaillent ainsi en notes sur les mouvements révolutionnaires, mais aussi sur Jane Fonda ou Jean Seberg, deux actrices américaines dans le collimateur, l'une pour son soutien au Vietnam du Nord, l'autre pour celui qu'elle a apporté au mouvement des Black Panthers. La transmission s'effectue officiellement par l'intermédiaire du chef de la 7^e section des RG du ministère de l'Intérieur.

1.

Voir *Radio Liberty et la colonie russe en France*, note de la direction des RG, 12 mai 1976 ; *La Colonie russe en France*, synthèse de la direction des RG, juillet 1957, archives de l'auteur ; *Office of Policy Coordination, 1948-1952*, rapport de la CIA déclassifié.

2.

Archives de l'auteur.

3.

L'auteur a rencontré M. et s'appuie sur son témoignage pour ce début de chapitre. Durant les années 1960 et 1970, M. est, au ministère de l'Intérieur, un des meilleurs spécialistes des mouvements révolutionnaires.

4.

Voir Frédéric Charpier, *Histoire de l'extrême gauche trotskiste en France*, *op. cit.*

5.

Les services ont déjà accumulé à cette époque de nombreuses notes sur le groupe Révoltes, individuelles et avec photographies, dont une importante synthèse des RG datée du 7 décembre 1966 en possession de l'auteur.

6. Outre M., nous avons rencontré la journaliste, aujourd'hui décédée, qui a effectué ces interviews et qui, quelques mois plus tard et à sa demande, remettra les bandes au nouveau ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin.
7. Témoignage de M. et de la journaliste.
8. Entretien avec Vladimir Gestkoff, mai 1998.

Quatrième partie

La CIA traque à Paris un de ses ex-agents

Philip Agee

Fin 1971, la CIA fait à nouveau appel à ses amis français. Cette fois en urgence, car l'affaire est des plus délicates. Un de ses anciens agents, Philip Agee, démissionnaire depuis 1969, projette d'écrire un livre sur les dix années qu'il a passées à la CIA. Il se trouverait en France.

En décembre 1971, l'ex-agent Philip Agee débarque à Paris, où son seul contact est alors l'éditeur François Maspero, qu'il a rencontré quelques semaines plus tôt à La Havane. Philip Agee est un agent en rupture de ban. Après avoir opéré pendant plus de dix ans en Amérique latine, il ne croit plus à la mission civilisatrice et chevaleresque de la CIA. Non seulement il a démissionné, mais il veut maintenant témoigner. Il a même accepté de se rendre à Cuba, presque clandestinement et par des voies détournées, afin d'échapper à la surveillance de la CIA, pour y faire des recherches. À son arrivée, reçu et traité en VIP, Agee est logé dans l'ancien Hilton de La Havane. En novembre, François Maspero finit par le convaincre de venir écrire son livre à Paris. Mais avant de partir, l'ex-agent rédige un long memorandum destiné au gouvernement d'Allende, qu'il met en garde contre les opérations secrètes de la CIA au Chili, et fait parvenir une lettre au magazine uruguayen *Marcha*, dans laquelle il signale certaines opérations qu'a menées la CIA en Uruguay, où, après l'Équateur, Agee a été plusieurs années en poste. Or *Marcha* va publier cette lettre qui devait rester secrète. Aussitôt, sa parution met Langley sur les dents. Après avoir envisagé, par principe, l'éventualité d'une manipulation, la CIA déclenche ce qu'elle nomme dans son jargon une « opération défensive ». Agee constitue désormais une menace pour elle. Aussi l'agence doit-elle évaluer les conséquences que pourrait avoir sa défection sur un ou plusieurs agents de la centrale et s'assurer de ce qu'il sait et pourrait donc révéler sur les opérations dont il a eu connaissance et auxquelles il a lui-même participé. Son dossier personnel est soigneusement épluché avant que le directeur de la CIA,

Richard Helms, se décide à solliciter les services français afin de s'assurer, comme certaines informations le laissent croire, qu'Agee se trouve bien à Paris. Après vérification de divers fichiers, dont celui de la police des garnis¹, on lui communique le nom de l'hôtel où Philip Agee est descendu, à quelques pâtés d'immeubles de la Sorbonne, au cœur du Quartier latin. Pour la suite, la CIA se débrouillera toute seule. On lave son linge sale en famille.

Richard Helms, qui suit personnellement l'affaire, expédie aussitôt à Paris un de ses agents afin d'éclaircir avec Agee cette histoire de lettre publiée par *Marcha*. L'émissaire qu'il envoie n'a pas été choisi au hasard. Keith Gardiner a fait ses classes en 1957 avec Agee. Les deux hommes ont suivi le même stage de formation et se connaissent depuis leur entrée à la CIA. Leurs enfants fréquentent la même école en Virginie. La CIA lui dépêche donc une personne connue, en qui il peut avoir confiance. Fin décembre, Keith Gardiner débarque à Paris et se rend sur-le-champ à l'hôtel d'Agee : « J'étais à Londres et j'ai voulu faire un saut à Paris pour te dire bonjour. Janet [la femme d'Agee] m'a donné le nom de l'hôtel² », dit-il. Agee sourit. Janet ignore en fait le nom de l'hôtel où il séjourne. Les deux hommes ont alors une longue explication. D'emblée, Keith Gardiner ne lui cache pas que c'est la CIA qui l'envoie, qu'elle sait déjà qu'il veut écrire un livre et qu'il s'est même associé dans ce but avec François Maspero. Keith Gardiner a emporté avec lui une photocopie de la lettre qu'Agee a envoyée à *Marcha*, dans laquelle il mettait en garde la coalition de gauche contre les activités de la CIA en Uruguay. « Le quartier général, dit-il, veut connaître tes intentions et où tu veux en venir en parlant des opérations au Chili et au Brésil³. » Puis il s'étonne qu'Agee ait pu s'associer à un « type comme Maspero⁴ », qui, aux yeux de la CIA, passe davantage pour un ami des Cubains que pour celui des États-Unis. Enfin, insiste Gardiner, la CIA veut savoir ce qu'il y aura dans le livre. Philip Agee lui confirme qu'il écrit sur l'agence et qu'il bénéficie en effet de l'aide de François Maspero. Puis il évoque dans les grandes lignes le contenu des sept cents pages qu'il a déjà rédigées et qui sont encore à l'état de brouillon ; le livre ne pourra donc être publié avant quelques mois... Il précise qu'il a passé plusieurs semaines à Cuba pour y effectuer des recherches, avant d'ajouter, admiratif : « Tu devrais voir par toi-même ce qu'ils ont fait, putain ! » Gardiner reste pantois : « Tu plaisantes, tu n'as pas été à Cuba ? » La CIA ne savait pas

tout. « Comment as-tu pu te fourrer dans une telle affaire ! s'écrie Gardiner. – L'agence n'a aucune raison de s'inquiéter », rétorque Agee, qui ajoute : « Je n'ai rien dit aux Cubains. » Gardiner hausse les épaules. « Qui pourrait le croire ? Ils vont penser que tu es passé dans leur camp. Tu veux être le premier transfuge de l'histoire de la CIA ? » Agee se défend : « Je n'ai rien dit », et ajoute : « Mais je me fous de ce qu'ils croient. » Gardiner reprend : « Le QG m'a dit de te rappeler que tu t'es engagé à lui soumettre tout écrit avant parution, avant que quiconque ne l'ait lu, et cela vaut pour Maspero. – Dis-leur que je leur soumettrai tout ce qu'ils veulent et que je ferai les corrections qu'ils demanderont ». Agee ment. Tant que son livre n'est pas achevé, il ne veut pas avoir d'ennuis avec la CIA. Gardiner marmonne : « Phil, tu n'aurais jamais dû aller à Cuba⁵. »

Inside the CIA

Alors que Agee a changé d'hôtel et mis à l'abri certains documents dans le coffre d'une banque, la CIA déploie autour de l'ex-agent une surveillance rapprochée afin de suivre au plus près l'écriture de son livre. Quelques-uns des nouveaux « amis » qu'il se fait au Quartier latin travaillent ainsi pour la CIA, qui ne manque donc pas visiblement de collaborateurs non officiels. Afin d'exercer un plus grand contrôle sur lui, elle décide de l'aider financièrement et organise alors une rencontre fortuite. Agee croise un soir dans la rue une jeune fille plutôt charmante qui tient à la main le magazine *Time*. Il ne se méfie pas et engage la conversation. Le voilà ferré. Le premier contact est établi. Sur les conseils d'un de ses amis qui dit travailler pour la presse *underground* américaine, en fait de mèche lui aussi avec la CIA, Agee revoit la belle inconnue qui l'a « tamponné » quelques jours plus tôt. Elle se fait appeler Leslie Donegan et se dit diplômée de l'université de Boston. Elle a 23 ans et habite à Paris un studio au huitième étage d'un immeuble situé derrière la gare Montparnasse. C'est par elle que la CIA a choisi d'aider financièrement son ancien agent, qui est, comme elle le sait, continuellement à court d'argent. Par l'intermédiaire de Leslie, elle lui paie même la dactylographie de son livre. Durant des mois, la CIA subvient ainsi à ses besoins. Elle fournit encore à Agee une machine à écrire qu'elle a préalablement truffée de micros. Ce n'est qu'en les découvrant fortuitement que l'ex-agent comprendra que l'aide de Leslie et de son prétendu ami journaliste n'était pas désintéressée... Ce petit jeu du chat et de la souris va se poursuivre durant quelques mois jusqu'en 1975, au moment de la parution d'*Inside the CIA*. Le livre se présente comme le journal d'un ancien agent décrivant son travail au quotidien. Autant dire que jamais la centrale n'a été à ce point mise à nu. Non seulement Agee livre les petits secrets et dévoile les mécanismes ordinaires des activités de la CIA, mais il donne des noms et balance ses anciens camarades !

Le livre d'Agee remporte d'emblée un vif succès. Tout d'abord en Grande-Bretagne et au Canada, car la plupart des éditeurs américains se sont abstenus de le publier aux États-Unis. Ils redoutent les foudres de Langley et d'avoir à déboursier de monumentaux frais de justice. Après avoir publié le livre de l'ancien agent de la CIA Victor Marchetti, l'éditeur Knop a été ainsi poursuivi en justice et a dû déboursier 125 000 dollars. Seul l'éditeur de *Rolling Stone* a proposé un accord à Penguin Books, l'éditeur anglais d'Agee. Encore a-t-il averti qu'il soumettrait le texte à la censure de Langley.

Inside the CIA paraît quelques mois plus tard en France, au début de 1976⁶, alors que la CIA subit un déluge de critiques suscitées et alimentées par l'affaire du *Watergate*, le coup d'État au Chili et les enquêtes parlementaires qui, chaque jour, livrent à Washington leur lot de révélations scandaleuses. Les méthodes et les frasques de la CIA s'étalent à la une des journaux. En France, elle n'est pas épargnée non plus et n'échappe ni aux critiques ni aux investigations de la presse. Le 30 octobre 1975, alors que le livre d'Agee caracole outre-Manche en tête des ventes, *Le Canard enchaîné* livre le nom du chef de poste de la CIA à Paris, Eugen F. Burgstaller, que la DST a confraternellement prévenu que son identité et sa fonction allaient être rendues publiques. Le 13 janvier 1976, *Libération* publie « après trois mois d'enquête » la liste de trente-deux agents de la CIA en poste à Paris. Philip Agee a appris à des journalistes de *Libération* comment identifier un agent de la CIA qui opère sous une couverture officielle : en croisant certaines informations qui figurent dans des registres biographiques et autres documents officiels du département d'État⁷. Depuis novembre 1974, la méthode est sur la place publique. Un journaliste américain spécialisé dans le renseignement, John Marks, l'a explicitée dans un article du *Washington Monthly*, « How to spot a spook » (« Comment reconnaître un agent »). Le 19 janvier, *Libération* révèle cette fois qu'en juillet 1975, fait rarissime, onze fonctionnaires de la CIA ont été priés de quitter la France. L'affaire prend même un tour politique. Un député socialiste interpelle le gouvernement et réclame une enquête parlementaire sur les rapports entre les services français et la CIA. En janvier, *Le Nouvel Observateur* apporte sa contribution et publie une longue enquête consacrée aux activités et aux hommes de la CIA en France.

Mais l'article le plus sensationnel paraît le 16 février 1976 dans

L'Humanité, signé par Alain Guérin, qui depuis plus de vingt ans suit les services américains⁸. Il y décrit ce qu'il appelle l'opération « Aquarium ». D'après lui, le Parti communiste aurait déjoué quelques mois plus tôt une opération d'espionnage de la CIA dont l'entourage de personnalités dirigeantes du PCF constituait la cible. Elle avait comme objectif la pénétration de la direction du parti. Dans son article, Guérin raconte cette tentative de recrutement que le parti a finalement fait échouer.

L'opération « Aquarium »

Tout a commencé quelques mois plus tôt. En 1975, la CIA déploie autour du siège du parti un dispositif de surveillance. Il s'agit de repérer, d'identifier et de filer les cibles. Les voitures qui entrent et sortent du parking du comité central ou qui sont garées le long des trottoirs de l'avenue Mathurin-Moreau et de la place du Colonel-Fabien sont photographiées grâce à des appareils dissimulés dans des valises. Les négatifs sont ensuite transmis pour identification. À ce stade, seules « les identités et les adresses jugées intéressantes » sont retenues. Puis des employés du parti sont pris en filature à leur sortie de la place du Colonel-Fabien et suivis jusqu'à leur domicile. Alain Guérin commente ensuite des extraits d'une note de filature qu'il s'est étonnamment procurée et décrypte l'opération pour les lecteurs. D'après lui, « fille sans alliance » constituerait une indication utile, permettant d'envisager une éventuelle entreprise de « séduction » : sans alliance, donc peut-être un cœur à prendre... Mais la CIA ne s'est pas contentée de filer des employés du PCF. Elle prévoyait aussi des mises sur écoute et, afin d'y procéder, elle aurait envisagé l'achat ou la location de pavillons voisins ou d'appartements mitoyens avec ceux des cibles. Des propriétaires ont ainsi reçu des lettres à en-tête de firmes étrangères à la recherche d'« habitation pour [leurs] cadres ». Des transactions ont eu lieu « portant sur des dizaines de millions de francs ». Des branchements et la pose de micros dans des voitures ont été également envisagés, des correspondances ont été subtilisées dans des boîtes aux lettres avant d'être photographiées. La CIA aurait également tenté d'introduire des cendriers avec micros incorporés au siège du parti.

Guérin s'attarde ensuite sur l'équipe de la CIA. D'après lui, elle comprenait des agents de diverses nationalités, spécialement venus de l'étranger et agissant sous couverture professionnelle, comme celle d'agent immobilier ou de voyageur de commerce. Elle se constituait aussi, selon lui, d'anciens mannequins censés jouer éventuellement le

rôle de « séducteurs » et d'anciens des services de sécurité de l'OTAN affectés à l'équipe des filatures. Pour autant, l'opération elle-même aurait été directement suivie par la station de Paris. Pour la sonorisation du domicile du dirigeant du parti pris pour cible, la CIA aurait eu recours à une dizaine de spécialistes, dépêchés les uns de Washington, les autres de Francfort-sur-le-Main, experts en techniques sophistiquées, comme le sondage de murs au radar par percement avec des forets à gaz silencieux et extrafins. Le technicien chargé de l'écoute du pavillon du dirigeant du parti serait lui-même venu de Francfort, QG de la CIA pour ses opérations en Europe.

Guérin livre encore d'autres informations sur la CIA à Paris qui n'ont pas un rapport direct avec l'opération « Aquarium ». Selon lui, la CIA y disposerait de centres de formation et d'entraînement, avec des cours pratiques de filature et des projections de films, ou encore des exercices de mémorisation. L'un de ces lieux « conspiratifs » serait un appartement situé non loin de la place des Abbesses, dans le XVIII^e arrondissement. Les agents et les recrues seraient régulièrement soumis au détecteur de mensonges dans un hôtel du quartier des Tuileries ou dans un appartement situé aux alentours de la station de métro La Motte-Picquet-Grenelle. Des années plus tard, en 1983, d'autres précisions sur l'opération « Aquarium » viendront compléter les révélations de Guérin⁹. Ainsi, elle aurait débuté dans le sud-est de la France, à Marseille, alors que la police exerçait un chantage sur un secrétaire fédéral du PC à cause d'une histoire de mœurs. Elle l'aurait alors rétrocédé à la CIA en favorisant son recrutement. Quant au parti, il aurait eu vent de l'affaire, et son service de sécurité aurait mené son enquête et découvert peu à peu l'étendue de l'opération « Aquarium », qui visait à pénétrer les entourages de quatre des dirigeants les plus importants du parti : Georges Marchais, Georges Gosnat, Gaston Plissonnier et Jean Kanapa.

Telle qu'elle est rapportée, cette histoire ne convainc pas¹⁰. L'article affirme en effet que la CIA a mené son opération en solo et donc à l'insu des services français. Certes, ce ne serait pas la première fois que la CIA agirait sur sa seule initiative et sans en référer à ses homologues français. Dans l'absolu, l'hypothèse est donc envisageable malgré les dénégations de Pete Bagley. L'ancien chef de la division soviétique de la CIA en Europe juge en effet « impensable une initiative de pénétration unilatérale du PCF en France. En 1968, la CIA a recruté

un agent de renseignement tchèque en poste à Bruxelles. À Langley, on m'a donné l'ordre de ne pas prévenir la sûreté belge, et c'est pourtant ce que j'ai fait¹¹ ». D'autres n'ont peut-être pas eu ces scrupules. À Paris, des officines spécialisées comme *Est et Ouest* ont servi de rabatteurs à la CIA sans que l'agence en informe pour autant les services français¹². Les exceptions sont donc possibles. Pour autant, la collaboration reste la règle.

La CIA et le FBI n'ont jamais refusé leur aide documentaire, technique et financière aux services français, souvent moins bien lotis qu'eux. En retour, ils ont eu directement accès aux fichiers des services français, à l'exception d'une courte période durant laquelle le général de Gaulle a interdit la transmission d'informations à la CIA, notamment sur les mouvements révolutionnaires. C'était en 1966, peu après l'affaire Ben Barka. Cette année-là, un haut fonctionnaire de la DST jugé trop proche des Américains a dû prendre une retraite anticipée. Mais, en 1975, aucune tension n'existe entre les services français et la CIA. Au contraire, leurs relations sont au beau fixe. Français et Américains collaborent même étroitement en Afrique, où la CIA finance certaines opérations des services français¹³. Enfin et surtout, notre enquête permet d'affirmer qu'au moment où la CIA exerçait une surveillance solitaire sur la direction du parti, dans le même immeuble de l'avenue Mathurin-Moreau, au-dessus de la même pharmacie, les Renseignements généraux de la préfecture de police exerçaient eux aussi une surveillance. Ils procédaient à une tentative de sonorisation extérieure de la nouvelle coupole du siège du parti avec un matériel fourni justement par les Américains, en l'occurrence un microcanon directionnel ultramoderne. L'équipe de surveillance des RG planquait au dernier étage de l'immeuble, alors que, selon l'article de Guérin, la CIA se trouvait au premier. Étrange coïncidence tout de même... Autre question qui n'est pas sans conséquences : par quel biais le parti aurait-il pu se procurer le rapport de filature de la CIA cité dans l'article et qui n'est cependant pas produit ? Ne s'agirait-il pas plutôt d'une note de filature rédigée par un service français ? Le parti aurait certainement plus facilement bénéficié du concours de policiers des Renseignements généraux, au sein desquels il comptait depuis la Libération quelques affidés selon diverses sources policières. Dans ce cas, l'opération « Aquarium » n'aurait-elle pas plutôt été une opération combinée, organisée par la CIA avec l'appui

d'un service français ? Les ajouts à l'histoire de 1983 le laissent d'ailleurs supposer. En effet, il n'est pas dans les habitudes des services français de rétrocéder, fût-ce à la CIA, une « taupe » potentielle sans chercher à en tirer le moindre bénéfice. Il est même peu fréquent qu'ils livrent un de leurs propres indics à un service étranger, même allié. Quant à l'expulsion des agents de la CIA survenue durant l'été 1975, certains l'attribuent à une tentative d'effraction dans une ambassade étrangère à Paris.

Agee pop star

En 1976, *L'Humanité* aurait-elle concédé à l'air du temps en présentant l'opération « Aquarium » comme une initiative de la seule CIA, alors sous le feu des projecteurs et peu avant la sortie en France du livre de Philip Agee ? L'ancien agent et quelques autres dissidents de la CIA ont en effet le vent en poupe, et la centrale qu'ils contribuent à dépouiller de ses secrets vacille sous un torrent d'accusations publiques.

Depuis la sortie de son livre, Agee est devenu un homme célèbre que s'arrachent comme une pop star les mouvements de gauche et d'extrême gauche. Il fait figure d'emblème, de porte-drapeau. Il devient le pèlerin d'une campagne mondiale dirigée contre la CIA et donne des conférences à travers le monde. En juillet 1976, il est à Paris chez son ami américain Karl Van Meter. Journaliste, mathématicien de formation, né en Californie à San Diego en 1944, ce militant de gauche chevronné a participé au milieu des années 1960 à Berkeley aux premières grandes manifestations étudiantes contre la guerre du Vietnam en faisant obstruction aux convois militaires en partance pour l'Asie du Sud-Est. Il s'établit en octobre 1972 à Paris, où il s'inscrit à la Sorbonne¹⁴. Laissant tomber les études, Van Meter opte pour le journalisme engagé et collabore au journal anglophone *Paris-Metro*, ainsi qu'au *Monde diplomatique*, à *Politique Hebdo* ou encore à la revue *Counterspy*, créée à la suite des révélations de la commission Rockefeller par sept vétérans du mouvement d'opposition à la guerre du Vietnam et en partie financée par des dons privés, dont celui de l'écrivain Norman Mailer qui s'élève à 5 000 dollars¹⁵. Cette revue est très bien informée sur les questions de renseignement. Son rédacteur en chef, Winslow Beck, est lui aussi un ancien des services : il a appartenu à la NSA et a été en poste en Turquie, en Allemagne et au Vietnam. Depuis 1974, Van Meter écrit aussi dans plusieurs journaux portugais, depuis que le Transnational Institute, basé à Washington et à Amsterdam, a financé une enquête qu'il a menée au Portugal après

la révolution des Œillets. Depuis la sortie de son livre, il sert aussi d'agent littéraire à Philip Agee, qu'il héberge dans son appartement du Quartier latin.

En cette année 1976, Agee a retrouvé ses habitudes dans ce quartier, où il a en grande partie écrit son livre et où les petits bistrots comme le Lullu ou le Saigon, rue des Écoles, lui sont familiers. Mais Agee n'est pas de retour simplement pour brasser une bouffée de nostalgie ; il espère aussi y régler un compte personnel. À l'occasion d'un séjour en Suisse, il a retrouvé la femme qui lui a offert la machine à écrire piégée, la jeune étudiante qui tenait ostensiblement le *Time* à la main, cette fille si généreuse qui habitait un studio derrière la gare Montparnasse. Elle ne s'appelle plus Leslie Donegan, mais Leslie Janet. Il l'a retrouvée par hasard à Genève, où elle travaille sous la couverture de fonctionnaire internationale. Agee n'a plus qu'une idée en tête : dévoiler au grand jour ses véritables activités et son appartenance à la CIA.

Van Meter lui arrange alors un rendez-vous avec le journaliste René Backmann, qui lui propose de raconter dans *Le Nouvel Observateur* la véritable histoire de Leslie Janet¹⁶. Philip Agee fournira des photos pour « légender » l'article. Avec une équipe de photographes il se rend à Genève, où il s'introduit au siège du BIT (Bureau international du travail) et se faufile jusqu'au bureau de Leslie Janet. Il force la porte et lui lance : « Hello, Leslie, vous savez qui je suis ? » Elle feint de ne pas le reconnaître. Dans un crépitement de flashes, les photographes mitraillent la scène. « Foutez-moi le camp ! » crie-t-elle. Puis Leslie Janet quitte le bureau et se met à courir en hurlant dans les couloirs où les portes s'entrouvrent, laissant apparaître des visages crédules et surpris. Agee et son équipe en profitent pour disparaître. Trois jours plus tard, Philip Agee montre les photos à René Backmann et lui remet son papier. Il n'a plus qu'à attendre la parution du magazine. Déjà, il se frotte les mains. Il a même prévu de donner une conférence de presse au cours de laquelle il dénoncera l'espionne de la CIA au BIT. Mais la veille de la sortie du *Nouvel Observateur*, Van Meter lui apprend que son directeur, Jean Daniel, a fait retirer l'article au dernier moment. Il aurait dit à Backmann qu'il n'avait aucun intérêt à dévoiler de cette façon les opérations de la CIA. Agee s'effondre, puis s'emporte, fou de rage. Il téléphone à Backmann sur-le-champ pour se plaindre, puis appelle un

autre journaliste du *Nouvel Observateur*, Olivier Todd, en vain. Son article ne paraîtra pas.

A-t-il été censuré ? René Backmann, qui ne se souvient guère de l'affaire, admet cependant qu'au cours d'une conférence de rédaction Jean Daniel ait pu penser qu'il n'était pas nécessaire de dévoiler une opération de la CIA¹⁷. Surtout depuis l'assassinat, le 23 décembre 1975, du chef de poste de la CIA à Athènes, Richard Welch, abattu de trois balles dans le corps alors qu'il regagnait son domicile avec sa femme et son chauffeur. Pour la CIA, sa mort est en effet imputable à Agee et à ses déballages publics. Des déballages que ce dernier entend bien poursuivre avec ou sans l'aide du *Nouvel Observateur*. Depuis des mois, il songe ainsi à constituer un répertoire mondial dans lequel figureraient tous les agents de la CIA, avec noms, photos et biographies. Déjà en 1975, lors d'une réunion de soutien au Chili au palais des Congrès de Bruxelles, il avait esquissé publiquement ce projet et lancé un appel international pour que soient identifiés partout dans le monde les agents de la CIA. À son retour à Paris en 1976, il relance même ce projet de fichier, qu'il soumet d'abord à Régis Debray, puis à Claude Bourdet, l'ancien directeur de *France-Observateur*. Il s'en ouvre aussi à Claude Estier¹⁸ et au groupe CRISE, le Centre de recherche et d'information socio-économique, que dirige un militant maoïste. Son projet plaît, séduit, mais se heurte au caractère titanesque de l'entreprise. Il s'agit de mettre sur pied une petite PME, car la création d'un tel index répertoriant les agents de la CIA à travers le monde nécessite de nombreux concours humains. Une telle aventure ne peut être solitaire. L'ancien agent de la CIA a besoin d'aide, d'autant qu'il écrit un autre livre et ne pourra s'y consacrer à plein temps. En revanche, il promet d'en être le conseiller. Agee s'engage aussi à fournir du matériel et à former des gens capables par la suite d'analyser des biographies et de repérer les agents de la CIA camouflés au sein du personnel du département d'État.

Une organisation semble alors prête à lui fournir des volontaires ou semi-volontaires pour l'appuyer dans sa tâche. L'Action tricontinentale est un centre de solidarité animé par des groupes progressistes issus de l'Église protestante. Ce mouvement, que dirige un ancien missionnaire, soutient des réfugiés politiques de tous les pays du tiers-monde et en particulier d'Amérique latine. En cela, il est déjà sensibilisé aux activités clandestines de la CIA et à leurs effets.

À la demande de l'ancien missionnaire, Philip Agee rédige un synopsis d'une dizaine de pages. Il en ressort à l'évidence que, si le projet a besoin de cerveaux, il a tout autant besoin d'argent. Régis Debray pense que des fonds substantiels, qu'il estime à environ 150 000 dollars, pourraient être levés en France¹⁹. Pour Karl Van Meter, cela suffirait pour publier le *Who's Who* de la CIA et procéder à sa mise à jour régulière.

Le projet enthousiasme quelques groupes militants, mais suscite aussi de l'agacement au ministère de l'Intérieur. Dans la soirée du 17 août 1977, Philip Agee est interpellé par la police de l'air et des frontières à la gare maritime de Boulogne-sur-Mer. Frappé d'une mesure d'interdiction d'entrée et de résidence en France, il est reconduit dès le lendemain à la frontière belge. Le 18 août, le ministère de l'Intérieur déclare que sa présence en France est devenue indésirable. L'exil de Philip Agee reprend son cours chaotique. L'ex-agent se réfugie alors aux Pays-Bas, dont il sera de nouveau expulsé avant de se retrouver en Allemagne de l'Ouest.

Il faut attendre 1979 pour connaître les raisons précises de son expulsion de France. Le ministère de l'Intérieur vient de confirmer sa mesure d'expulsion, qu'il motive dans un long texte de sept pages. On reproche à Agee huit articles publiés en 1976 dans *Libération*, citant nommément des employés de l'ambassade américaine et les présentant comme membres de la CIA, son projet d'index, mais aussi la mort du chef de poste de la CIA à Athènes, qui illustre les conséquences fatales des entreprises d'Agee et leur caractère dangereux pour l'ordre public, puis un texte du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) qui reproduit une liste d'agents de la CIA et évoque le travail d'Agee, et enfin ses liens supposés étroits avec les avocats de la bande à Baader. Philip Agee paie la rançon de la célébrité qui est désormais la sienne.

Quant à son « œuvre », quelques-uns en France ont pris le relais après son expulsion. En 1980, ils créent l'Association pour le droit à l'information et éditent en septembre de la même année le premier numéro du *Bulletin d'information sur l'intervention clandestine*, *B.I.C.* En « exclusivité » y est reproduit un article de Louis Wolf, « Comment identifier les membres de la CIA ».

1. Service disparu au milieu des années 1970, après que le ministre de l'Intérieur Michel Poniatowski a supprimé la fiche de police impérativement remplie par les hôteliers.
2. Philip Agee, *On the Run*, Bloomsbury, 1987, p. 35.
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*
5. *Ibid.*, p. 38.
6. Publié au Seuil sous le titre *Journal d'un agent secret : dix ans dans la CIA*.
7. Jean Guisnel, « *Libération* », la biographie, La Découverte, 1999.
8. On lui doit notamment *Qu'est-ce que la CIA ?*, *op. cit.*, et, en collaboration avec Jacques Varin, *Les Gens de la CIA*, Éd. sociales, 1980.
9. Voir Roger Faligot et Rémy Kauffer, *Au cœur de l'espionnage*, Autrement, 1983.
10. L'auteur a consulté sur cette affaire plusieurs responsables des Renseignements généraux en poste à l'époque à la direction centrale et un ancien responsable de la CIA en Europe.
11. Entretien avec l'auteur.
12. Voir Frédéric Charpier, *Génération Occident*, *op. cit.*, témoignage de Nicolas Tandler.
13. Voir John Stockwell, *In Search of Enemies*, *op. cit.*
14. Sur Karl Van Meter, les éléments ont été puisés dans le maigre dossier des RG d'Agee, que l'auteur a pu consulter.
15. *Le Monde*, 24 novembre 1976.
16. Voir Philip Agee, *On the Run*, *op. cit.*, p. 146 sq.
17. Entretien téléphonique avec René Backmann.

18.

Selon le dossier Agee des Renseignements généraux.

19.

Voir Philip Agee, *On the Run*, *op. cit.*

Les drôles de journalistes du *Foreign Report*

Suzanne Labin

Robert Moss est un journaliste anglais aux convictions anticommunistes trempées dans l'acier¹. Après avoir séjourné au Chili sous le gouvernement d'Allende, il a publié un livre sur l'expérience marxiste chilienne, financé par la CIA et qu'achètera plus tard pour sa publicité le gouvernement de Pinochet, pour la coquette somme de 50 000 livres sterling². Une autre plume, celle-là française, s'est aussi appliquée à l'époque à faire reluire le régime militaire de Santiago. Depuis qu'elle a escamoté les 2 000 dollars censés financer la revue d'André Breton, celle qui prétendait diriger la future revue *Preuves*, Suzanne Labin, s'est spécialisée, en marge des services, dans la littérature anticommuniste. Dans les années 1960, elle sert aussi d'informatrice au sénateur américain Thomas Dodd. Diplômé de Yale et ancien agent du FBI, ce lobbyiste peu scrupuleux passe pour un proche de la CIA³. Quelques années plus tard, la revue *Foreign Affairs* éditera son livre *Le Crime de résister*, où elle s'acharne contre Salvador Allende en dissertant sur ses « vices », détaillant jusqu'aux caves du palais de la Moneda (l'Élysée chilien) regorgeant de magnums de champagne, ou encore la collection privée de cassettes pornographiques du défunt président. Labin fait partie de ces plumes dont les services ont fait la carrière au cours de la guerre froide. Tout comme Robert Moss, elle agit autant par intérêt que par conviction. Ce dernier a également dirigé pour le compte du dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza le magazine *Vision*, avant de collaborer au CICS (Centre d'études internationales et stratégiques), alors installé dans les locaux de l'université de Georgetown et étroitement associé à la CIA. Fondé en 1962 par Henry Kissinger et Ray Cline, un ancien directeur adjoint de la centrale, il sert à la fois de boîte à idées et de couverture. À partir de 1975, Robert Moss a également couvert l'affaire Agee dans le *Foreign Report*, une lettre confidentielle qui sert de niche à la CIA et aux services britanniques, et qu'édite le magazine *The Economist*. Au début de sa campagne contre Agee, la CIA a en effet utilisé les bonnes

relations qu'elle entretient à *Foreign Report*, où Robert Moss a publié ses premiers papiers sur l'ex-agent. Repris par la presse britannique puis allemande, ils ont alimenté la cabale de la CIA contre Agee. Cet organe de presse confidentiel a été durant de longues années dirigé par un autre journaliste, lui aussi très proche de la CIA, puisqu'il en a été l'agent, et même un agent très entreprenant à Paris.

Brian Crozier

Tout comme Moss, Brian Crozier n'est pas un simple journaliste et, comme lui, ses convictions antisoviétiques sont fermes et résolues. Seule différence notable entre les deux hommes, Crozier a précédé Moss dans la carrière journalistique. Anglais aux origines australiennes, Crozier a débuté en pleine guerre froide au *Sydney Morning News*, un quotidien pour lequel il travaille jusqu'en septembre 1951. Cette année-là, l'agence Reuter et l'Australian Associated Press, filiale australienne de l'AP, l'engagent pour couvrir l'Indochine et la Malaisie, pays en proie à l'époque à la guerre civile. Crozier y fait ses classes. Au Vietnam, il goûte même aux arômes parfois envoûtants émanant des relations complexes et ambiguës qu'un reporter peut entretenir avec des membres des services secrets. À Saigon, il se lie ainsi d'amitié avec un agent du M16 britannique. Dès son retour à Londres, en octobre 1953, ce service le prend alors en main. Durant des années, un de ses officiers les plus prestigieux sert de cornac à Brian Crozier, qui passe peu à peu sous l'amicale tutelle d'une des grandes figures du contre-espionnage anglais, Nicholas Elliott, fils de l'ancien directeur de l'université d'Eton, ancien chef de poste du M16 à Beyrouth et ami de la légendaire « taupe » soviétique Kim Philby.

Cet officier de l'Is couve désormais ce jeune journaliste qui a déjà la réputation d'un baroudeur et a, dans sa courte carrière, emmagasiné l'expérience du champ de bataille. De surcroît, Crozier parle plusieurs langues couramment, qualité précieuse pour un service de renseignement. La carrière journalistique de Crozier prend alors de l'ampleur. Sans doute ses amis du M16 n'y sont pas étrangers. L'ancien correspondant de Reuter collabore au service international de la BBC, puis se voit offrir la direction de *Foreign Report*. Crozier s'est fait des relations. Son mentor du M16 l'a introduit dans les cercles des services britanniques et les clubs feutrés que fréquentent ses agents. Mais Brian Crozier n'est encore qu'un journaliste. Ce n'est qu'en 1958 qu'il

franchit le pas. Il entame alors deux collaborations, l'une avec les services britanniques, le MI6 et l'IRD (Information Research Department), service spécialisé dans l'anticommunisme, l'autre avec la CIA⁴. Durant les neuf années qu'il va passer au service de la centrale, Brian Crozier se rendra trois ou quatre fois par an à Langley, plus précisément au département Covert Action de la CIA, pour y être « débriefé ».

Sa carrière d'agent secret commence en France en février 1958, quelques mois seulement avant qu'Alfred Ulmer n'y ait pris les fonctions de chef de la station de la CIA, au moment où les rumeurs sur un retour du général de Gaulle au pouvoir se font insistantes. Brian Crozier séjourne alors fréquemment à Paris. Il parle couramment le français, presque sans accent et même avec une certaine aisance ; il a vécu sept ans en France et fait ses études secondaires à Montpellier dans les années 1920. Alors qu'il couvre les événements d'Algérie et revient de reportage, dans l'avion qui le ramène à Paris il fait une de ces rencontres qu'on qualifie de providentielles. Ostensiblement, un passager lit à côté de lui une lettre que lui a adressée le général Raoul Salan, dans laquelle ce dernier le félicite pour la série de conférences sur la guerre psychologique qu'il vient de donner en Algérie. Or, depuis son séjour en Malaisie, Brian Crozier se passionne lui aussi pour la guerre psychologique et notamment l'un de ses aspects, le terrorisme. Aussitôt il engage la conversation. Une heure plus tard, les deux hommes se tutoient. Ils semblaient être faits l'un pour l'autre. Avant même leur descente d'avion, ils échangent leurs cartes de visite.

Grands yeux marron, la voix gutturale, le Français s'est présenté comme le colonel Antoine B. du ministère de la Défense. Décidément, les coïncidences se succèdent. À croire que cette rencontre n'a peut-être rien de fortuit, d'autant que lorsque Crozier indique qu'il s'occupe de *Foreign Report*, le colonel B. esquisse un sourire et avoue qu'il en est un lecteur assidu. Cet officier qui ne manque apparemment pas de liant confie quelque temps plus tard à Crozier qu'il appartient au SDECE et dirige non loin de la rue des Capucines, dans le IX^e arrondissement, le Centre de recherche du bien politique, qui sert de couverture à ses activités de renseignement. Cette rencontre ne préfigure pas seulement une longue amitié. Elle inaugure une collaboration qui n'aura jamais le moindre caractère officiel. Peu après le 13 mai 1958, le colonel B. invite Brian Crozier à un colloque que son centre organise à

Francfort. Afin que ce simple journaliste qu'il ne connaissait pas quelques semaines auparavant puisse y participer, il le fait passer pour un membre de la délégation française. Or ce colloque, comme ceux que le colonel B. a l'habitude d'organiser, n'a rien de public ni d'officiel. Il réunit confidentiellement des membres des services secrets de différents pays signataires du traité de Rome qui forment le noyau dur de l'Alliance atlantique. À Francfort, la délégation française est ainsi conduite par le chef d'état-major du général de Gaulle et la délégation allemande par le général Foertsch, un ancien adjoint du général Gehlen. Pendant la guerre, ce dernier a dirigé les services de contre-espionnage nazis sur le front de l'Est, que les Américains ont ensuite récupéré en 1945⁵. Brian Crozier est le seul Anglo-Saxon présent à cette réunion, dont il rend compte à des employeurs ravis, qui l'encouragent à cultiver ses nouvelles relations. Lui et le colonel B. posent peu à peu les jalons d'un réseau d'espionnage qui se déploiera d'ici quelque temps autour de l'Élysée. En effet, le colonel B. s'oppose bientôt au revirement de la politique de De Gaulle en Algérie, qui, du « Je vous ai compris » lancé au début, aboutit en 1962 aux accords d'Évian sur l'indépendance. Le colonel B. se retrouve alors écarté du ministère de la Défense. Avec Crozier, il décide de former un réseau d'informateurs. L'ancien expert en guerre psychologique compte encore en poste quelques amis bien informés, dont un ancien du SDECE, le colonel Gabriel D., qui possède des sources à l'Élysée, au cœur même du pouvoir. Durant des années, Crozier dirigera sur le sol français ce petit réseau d'espionnage qui alimentera ses divers employeurs. En décembre 1965, grâce au colonel D., Crozier transmettra aux Américains et aux Anglais une information capitale annonçant le retrait de la France du commandement intégré de l'OTAN. Le colonel D. poursuivra sa collaboration avec Crozier jusqu'en mai-juin 1968, lui transmettant des informations qui conforteront alors ce qu'écrira à la même époque la station parisienne de la CIA sur le rôle modérateur du parti lors des événements de mai et son souci de préserver les relations privilégiées que de Gaulle a établies avec l'Union soviétique⁶.

L'Institute for the Study of Conflicts

Dans les années 1960, grâce à son entregent, Crozier devient une personnalité du microcosme parisien de l'antisoviétisme. Ainsi fréquente-t-il les officines. Il a ses entrées à la revue *Est et Ouest*, à laquelle il collaborera encore au début des années 1980. Il déjeune régulièrement avec son ami Georges Albertini, qui entretient des relations étroites avec l'un des employeurs de Crozier, l'IRD, qui lui fournit notamment des moyens et des informations. Brian Crozier coiffe également une petite équipe de journalistes associés à diverses entreprises financées par la CIA et réunis au sein de l'agence de presse Forum Information Service, installée boulevard Haussmann dans les locaux du Congrès pour la liberté de la culture. Ses principaux collaborateurs sont Murray Mindlin, un juif new-yorkais qui a longtemps séjourné en Europe et qui parle l'allemand et le français, Gene Gately, un ancien publiciste de Madison Avenue, Tarzie Vittachie, un Srilankais qui a dirigé le programme Asie de l'Institut international de presse, créé en 1951 et financé à ses débuts par les fondations Ford et Rockefeller.

Cette petite phalange de journalistes sert ensuite de socle à une autre agence, Forum World Features, que Crozier lance le 17 mai 1965 avec le soutien du secrétaire exécutif du Congrès pour la liberté de la culture, le romancier John Hunt, que Crozier a rencontré au Stafford Saint James Hotel, à Londres, le 3 mai précédent. Il s'est assuré aussi l'appui de John Hay Whitney, propriétaire du *New York Herald Tribune*, ex-ambassadeur américain à Londres dans les années 1950, et dont les petits déjeuners qu'il offre au Connaught Hotel et les réceptions somptueuses qu'il donne à sa résidence de Regent Park sont très prisés. Autant, en tout cas, qu'est convoitée sa fortune personnelle. L'homme possède 200 millions de dollars, ainsi que la société de médias Communication Inc.

L'entreprenant Brian Crozier bouillonne d'idées. Ainsi ses activités de presse ne lui suffisent pas, bien que sa couverture journalistique

s'avère fort pratique. Il a cogité et suggère à la CIA et au SIS (Secret Intelligence Service) britannique de l'aider à lancer une collection de livres consacrés aux arrière-plans de l'histoire. Selon lui, les livres sont plus efficaces que les articles de journaux, surtout si l'on préfère la subtilité et l'habileté aux brûlots grossiers de propagande. En effet, à titre d'exemple et en grossissant le trait, il lui paraît plus judicieux d'avoir recours à un marxiste critique pour écrire un livre sur Marx qu'à un nazi. Tout est affaire de crédibilité. Un lecteur a ainsi plus de chances de se laisser influencer. L'idée plaît à ses employeurs, et un éditeur britannique accepte d'héberger sa collection. Brian Crozier patronne alors plusieurs ouvrages, dont ceux de Lord Gladwyn, Max Beloff et Sir William Hayter, ancien ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou. Crozier a pris de l'épaisseur et compte dans le petit milieu où il évolue.

Aussi trouve-t-il aisément les appuis nécessaires quand il décide de fonder l'Institute for the Study of Conflicts. Plusieurs mécènes, dont Shell et British Petroleum ou encore Richard Mellon Scaife, un actionnaire de premier plan de la Gulf Oil, ont mis au pot et réuni pour l'institut et la revue qu'il édite 100 000 dollars. Dans les années 1970, en partenariat avec son ami Crozier, Georges Albertini publiera la version française de *Conflict Studies*, *Le Monde des conflits*, qui ne dépassera pas son septième numéro.

Depuis les débuts de la guerre froide, la CIA, ainsi que la plupart des services secrets ont contribué à la prolifération de ce genre d'instituts, qui leur servent à la fois de couvertures et de boîtes à idées. Nombre de soviétologues et d'experts en stratégie y ont fait leurs classes et y ont acquis parfois une certaine notoriété. Ces instituts servent aussi de relais à des groupes de pression qui ambitionnent d'influer sur la politique internationale et les relations Est/Ouest. Depuis la fin des années 1960, la plupart prêchent pour la relance de la guerre froide et quelques-uns pour une confrontation plus musclée et directe avec l'Union soviétique.

Cold warrior dans l'âme, le journaliste et agent multiscartes Brian Crozier participe aux activités d'un de ces groupes d'études, partisan de la fin de la détente et réunissant, au début des années 1970, des spécialistes du communisme comme Max Beloff, Robert Conquest, Leopold Labedz, Ivo Lapenna et deux experts de Whitehall, Malcolm Mackintosh et Adam Watson. Son objectif : rendre plus offensive la

politique occidentale face à Moscou. En janvier 1972, le groupe publie son premier rapport, « European security and Soviet problem », que l'avocat français Jean Violet juge suffisamment intéressant pour le traduire et le publier à son tour dans sa revue *Le Monde moderne*.

Jean Violet est moins un avocat qu'un homme d'influence et de réseaux. Adeptes de la diplomatie secrète, il entretient des relations étroites avec la plupart des responsables des services secrets occidentaux. Lui-même a longtemps collaboré avec eux. Reinhardt Gehlen, le chef du BND allemand (Bundesnachrichtendienst), le service fédéral de renseignement, l'a employé jusqu'en 1966 comme « agent de liaison spécial » et lui a versé durant plusieurs années 6 000 marks par mois en accord avec le général Paul Jacquier, directeur du SDECE de 1962 à 1966, qui lui octroyait au cours de la même période une mensualité identique. Maniaque du secret, Jean Violet agit dans la coulisse. Il appartient à des structures quasi clandestines, comme le Sint Unum, une association qu'il a créée et qui travaille en liaison avec la représentation du Saint-Siège à l'ONU et avec le cardinal Tardini au Vatican. Elle regroupe des hommes aussi différents qu'Antoine Pinay, le démocrate-chrétien allemand Franz-Josef Strauss, dit « le Taureau bavarois », les généraux Grossin et Gehlen, des Français et des Allemands ayant joué un rôle important dans la poursuite de la réconciliation franco-allemande lors du retour du général de Gaulle aux affaires. Avec l'appui de Henry Kissinger, Sint Unum s'illustre au cours des années 1970 dans la négociation de la « troisième corbeille » des accords d'Helsinki, qui prévoit la libre circulation des hommes et dont les Soviétiques ne se remettent jamais. Jean Violet ne manque donc pas de relations, ce qui est le propre d'un homme d'influence digne de ce nom, et il n'en a pas seulement au Vatican et dans les services secrets.

Ainsi a-t-il présenté Crozier, toujours à l'affût de fonds pour ses entreprises, au richissime industriel italien Carlo Pesenti ou encore à Antoine Pinay, ancien président du Conseil et ex-membre historique du groupe Bilderberg.

Mais Violet est surtout respecté pour la qualité et la sûreté de ses analyses et de ses jugements. Après avoir lu, en mars 1973, dans sa revue le nouveau rapport du groupe d'études auquel collabore Crozier, « The peacetime strategy of the Soviet Union », son ami Antoine Pinay se montre si emballé qu'il emporte le texte à Londres et le remet en

maines propres au Premier ministre Edward Heath. Grâce à Violet, le groupe d'experts jusqu'ici « débutants » auquel appartient Crozier accède aux hautes sphères du pouvoir. Antoine Pinay s'associe même dans la foulée à ses travaux. En mai 1975, l'ancien président du Conseil assiste à la conférence internationale de Ditchley Park, que l'institut de Crozier organise près d'Oxford avec son ami le roi du ciment Carlo Pesenti et le patron de la firme Marconi.

Jean Violet est encore et enfin l'homme du cercle Pinay depuis que ce dernier se tient en retrait pour des raisons de santé. Ce groupe informel se réunit deux fois par an dans des lieux différents. Il se compose de politiciens, de journalistes, de banquiers et de quelques personnalités. Tous ont en commun la même conviction. Aucun ne croit à la détente, qui ne profiterait, selon eux, qu'à l'Union soviétique, et tous plaident pour une relance de la guerre froide. Dans le but de convaincre ceux qui ont le pouvoir, ils se livrent à un *lobbying* ciblé au plus haut niveau. Le 1^{er} décembre 1979, le cercle se retrouve au Madison Hotel à Washington, où il a invité un ancien ministre de la RFA, un ancien ministre de l'Air britannique, un ancien directeur de la CIA, le directeur de la Federal Reserve Bank, le président de la Heritage Foundation – qui concocte alors le futur programme de Ronald Reagan –, le ministre italien des Finances ou encore un général sud-africain. Les 5 et 6 janvier 1980, il accueille, à Zurich cette fois, le comte Hans Huyn – ancien député au Bundestag et conseiller du président de Bavière –, l'inévitable Brian Crozier, ainsi que son ancien mentor du SIS, Nicholas Elliott, ou encore le général Stinwell, un ancien de la DIA (Defense Intelligence Agency), service de renseignement militaire américain. L'élection de Ronald Reagan à la Maison-Blanche sonnera la fin de leur *lobbying*. Le nouveau président des États-Unis décide en effet de doper le budget militaire des États-Unis et de mettre un terme à cette trop conciliante détente, qui paraît n'avoir profité qu'aux Soviétiques.

1.

Sur le personnage, voir Fred Landis, « Moscow rules Moss's mind », *Covert Action Information Bulletin*, été 1985. Landis parle de lui comme d'un « jeune-Turc » de la presse papillonnant autour de la CIA.

2.

Voir *Inquiry*, septembre 1979.

3.

Voir « Le cas du sénateur américain Dodd et ses “antennes” en France », *Documents politiques, diplomatiques et financiers*, août 1966 ; le bulletin *Information et Conjoncture*, 29 juin 1966 ; *Foreign Affairs Letter*, date non précisée mais du début de 1966. Ce dernier bulletin confidentiel était rédigé et publié à Paris par Harold Hilaire du Berrier, un ancien de l'Oss à Shanghai et du Cig, correspondant après la guerre à Paris de la John Birch Society. Ami du photographe surréaliste Man Ray et d'Ernest Hemingway, il était aussi proche du général Salan, avec lequel il avait collaboré pendant la guerre en Indochine dans le cadre de l'unité renseignement de guerre n° 1.

4.

Voir Brian Crozier, *Free Agent : The Unseen War, 1941-1991*, Harper & Collins, 1993.

5.

Voir Alain Guérin, *Les Commandos de la guerre froide*, Julliard, 1969 ; Reinhardt Gehlen, *L'Organisation Gehlen : Mémoires*, Presses de la Cité-Fayard, 1972 ; et les documents déclassifiés de l'opération « Rusty », Truman Library.

6.

Voir Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, Seuil, 2000.

La CIA veut la peau de Régis Debray

La multiplication des signes d'apaisement

En mai 1981, la CIA, que sa station de Paris ravitaille de télégrammes urgents depuis quelques semaines déjà, s'inquiète du retour au pouvoir en France, après une longue éclipse, d'un gouvernement socialiste et communiste. D'autant que les relations Est/Ouest sont à nouveau tendues. À la Maison-Blanche, où, depuis l'élection de Ronald Reagan, les « faucons » et les *cold warriors* font la pluie et le beau temps, on est tout aussi inquiet.

François Mitterrand, qui vient d'être élu président de la République, devine cette inquiétude et la comprend. Quoi de plus naturel que Washington s'émeuve de la présence de quatre ministres communistes au sein du gouvernement d'un des pays les plus puissants de l'Alliance atlantique ? Mais cette émotion est-elle réellement légitime ? Si sa vieille ferveur antisoviétique a paru s'émousser au cours des années 1970 après la visite à Cuba où Régis Debray lui a arrangé un accueil chaleureux, elle reste en fait intacte.

Dès son élection, Mitterrand se veut rassurant et envoie des signaux explicites à Washington. Le 24 mai 1981, il informe le chancelier allemand Helmut Schmidt qu'il soutiendra le déploiement en Europe des fusées Pershing, prévu à partir de décembre 1983. Il tiendra parole. Le 4 juin, il dépêche Claude Cheysson, son ministre des Relations extérieures, à Washington. Il rencontre le général Alexander Haig, secrétaire d'État. Il l'apaise sur l'attitude française concernant l'Alliance atlantique : la France y assumera pleinement ses responsabilités. Cette fois encore, Mitterrand tiendra parole. Davantage européen, proche même au début de sa carrière des milieux fédéralistes et, à l'évidence, moins séduit par les sirènes de l'indépendance nationale, Mitterrand n'est pas de Gaulle. En 1981, les relations entre la France et l'OTAN se sont depuis longtemps pacifiées. En 1974, à la suite de Georges Pompidou qui s'était montré soucieux d'aplanir le contentieux franco-américain, Valéry Giscard d'Estaing a resserré les liens avec la communauté atlantiste que lui et sa famille

entretenaient naturellement de longue date : un de ses frères, pilier du Club interallié, était devenu une des huiles de la Trilatérale¹, tandis que son père avait longtemps présidé le Comité France-Amérique. Si, après son élection, Giscard s'est affiché pour les photographes dans une île des Caraïbes en maillot de bain au bord d'une piscine en compagnie du président Gerald Ford, loin des objectifs il s'est employé à réchauffer les relations atlantistes franco-américaines. Ainsi a-t-il institué une réunion de palabres mensuelle quasi clandestine ou du moins très discrète des directeurs du Quai d'Orsay. Comme l'explique un ancien du Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay : « Ces discussions avaient pour but de se rapprocher d'un consensus occidental et d'intégrer la diplomatie européenne à la diplomatie américaine². » En 1981, quelques-uns incitent Mitterrand à supprimer cette réunion. En vain : « On ne peut lutter en France contre le grand patronat et les Américains en même temps. C'est l'un ou l'autre. Sinon vous serez comme Allende, vous ne durerez pas trois ans », répond François Mitterrand³. Prudent et conscient de l'équilibre des forces entre Paris et Washington, Mitterrand ne souhaite donc pas l'affrontement, ni même ouvrir une crise avec les Américains. Il multiplie plutôt les signes d'apaisement. Le 18 juin, il reçoit à l'Élysée Kathy Graham, la propriétaire du *Washington Post* venue plaider la cause d'Israël. Le 24 juin, le jour même où les quatre ministres communistes entrent au gouvernement, le vice-président George Bush Sr emprunte une porte dérobée et se faufile dans le parc de l'Élysée. François Mitterrand tient personnellement à le tranquilliser. Il lui confie lors de l'entretien qu'il n'a épousé la religion marxiste que par commodité politique, afin de parvenir au pouvoir⁴. George Bush sort rassuré et même, paraît-il, impressionné. Mitterrand semble avoir réussi à dissiper ses craintes, bien que la Maison-Blanche publie le soir même un communiqué annonçant que la présence de quatre ministres communistes au gouvernement affectera ses relations avec la France.

Mais cette déclaration était prévisible. Dans les faits, la présence des quatre ministres communistes n'intimide pas la CIA, qui n'a visiblement pas renoncé à poursuivre ses activités secrètes. Tout en relançant ses liaisons avec les services français, elle renoue ainsi discrètement avec quelques-uns de ses vieux comparses, tel le vieillissant Georges Albertini, dont elle a financé depuis de longues années la revue *Est et Ouest*. En 1981, elle le sollicite et lui réclame le

portrait des quatre ministres communistes, ainsi que des analyses sur la situation politique⁵. Bien qu'Albertini redoute un mauvais coup de ses vieux ennemis communistes et vive dans l'inquiétude, il a tout de même ses entrées à l'Élysée. Depuis que, en 1980, il a participé à Washington à une réunion du cercle Pinay en compagnie de François de Grossouvre, au passé tout aussi sulfureux que le sien⁶, les deux hommes sont restés en contact ; depuis mai 1981, Albertini peut le joindre à tout moment sur sa ligne directe à l'Élysée. Mais la CIA ne se contente pas de réactiver ses vieux contacts. Elle continue à se livrer sur le sol français à des opérations clandestines. Comme cette entreprise de recrutement d'agents étrangers qui finira par se retourner contre elle.

En 1982, quelques mois seulement après la victoire de la coalition socialo-communiste, la CIA recrute à Paris le chef du département de la chambre de commerce de Cuba, qu'elle affuble du nom de code « Robert ». À l'époque, elle recherche des informations susceptibles de nuire à la renégociation de la dette extérieure cubaine, qu'elle pourrait exploiter afin de faire pression sur les pays créanciers⁷. Ce n'est pas la première fois qu'elle lève en France des agents cubains. À Lyon, en 1981, elle a même entraîné l'un d'eux en lui apprenant à rompre une filature, à gérer ses contacts personnels avec des officiers de la CIA et en l'initiant au « parcours de sécurité ». Sur le terrain, *in situ*, elle lui a enseigné les techniques qui permettent à un agent de transmettre le plus discrètement possible des informations à celui qui les traite. L'instructeur Michael Davidson est alors un des principaux responsables de la CIA à Paris, où il travaille sous couverture diplomatique à l'ambassade américaine. Durant deux jours, lui et un autre agent de la CIA ont exercé la recrue cubaine dans les rues de Lyon. En mars 1982, la CIA retourne un autre Cubain, qu'elle baptise cette fois du nom de code « Julio Mendez ». La nouvelle recrue est longuement interrogée sur les fonctionnaires de l'ambassade de Cuba à Paris, dans le but, semble-t-il, de sélectionner parmi le personnel des cibles potentielles. En 1983, elle « tamponne » cette fois le responsable cubain de la société d'import-export Caribex, qu'elle recrute à son tour. Allan Cooper, qui a pour pseudo « Martin », son officier traitant, paraît très intéressé par l'éventualité d'une visite de Fidel Castro à Paris. Un an plus tard, en mars 1984, lors d'un déjeuner avec son agent, Cooper manifeste la même curiosité, tout comme en avril,

lorsqu'il le rencontre cette fois dans une chambre d'hôtel et lui pose à nouveau les mêmes questions. Décidément, Langley semble obnubilé par cette éventualité et veut savoir à tout prix si Castro a l'intention de venir à Paris. En 1985, Michael Davidson continue de sonder les recrues cubaines sur le même sujet. Pourquoi la CIA fait-elle preuve d'une telle insistance ? Pourquoi est-elle si préoccupée à l'idée d'une visite de Fidel Castro à Paris ? Aurait-elle l'intention de profiter de l'occasion pour mener une action d'éclat ? Les services cubains se posent en tout cas la question. Ils imaginent même que la CIA a peut-être projeté de commettre un attentat contre le chef de la révolution cubaine. Car ils n'ignorent rien de cette opération de recrutement et la suivent même pas à pas depuis le début. Tous ces agents que la CIA a recrutés avec autant de facilité ne l'ont été qu'avec l'aval des services de sécurité cubains, auxquels la plupart d'entre eux appartenaient. La CIA ne s'est, semble-t-il, jamais étonnée de ces succès à répétition, obtenus de surcroît dans un très court laps de temps. Elle croyait manipuler des agents cubains, alors que les services de La Havane en profitaient pour identifier ses propres agents, pénétrer leurs systèmes de communication et l'intoxiquer en retour.

Régis Debray, agent cubain ?

En 1981, Washington ne s'inquiète pas seulement de la présence d'un quatuor de ministres communistes, dont certains pouvoirs administratifs ont d'ailleurs été rognés, comme ceux notamment du ministre des Transports.

Dans l'après-midi du 24 juin, lors de son aparté avec François Mitterrand, George Bush exprime une autre doléance qui ne donnera lieu à aucun communiqué officiel. L'Élysée abrite depuis le 11 mai un conseiller spécial sur lequel la CIA possède un volumineux dossier. Bush demande que son passeport diplomatique lui soit retiré. François Mitterrand refuse. Il ne croit pas à la dangerosité de son conseiller Régis Debray, qui conserve donc son passeport diplomatique, peut continuer à écrire les discours du président et même lui organiser des dîners avec la fine fleur de l'intelligentsia parisienne et cosmopolite.

Ce jour-là, lors de son tête-à-tête avec François Mitterrand, George Bush a-t-il parlé en tant que vice-président des États-Unis ou ancien directeur de la CIA ? Depuis le début des années 1960, le QG de Langley considère Régis Debray comme un « agent cubain ». La centrale a commencé à s'intéresser à ce jeune agrégé de philosophie d'origine nancéenne lorsqu'il a signé, à 20 ans, *Révolution dans la révolution*, un petit livre dans lequel il décryptait les mécanismes de la révolution cubaine comme aucun autre révolutionnaire autochtone n'y était encore parvenu. L'ouvrage a rencontré un vif succès. Il s'est répandu comme une traînée de poudre dans les cénacles dirigeants des mouvements révolutionnaires du monde entier. En 1963, la CIA décide d'avoir désormais à l'œil son auteur, qu'elle a également repéré dans les maquis de la guérilla vénézuélienne. Dès lors son dossier ne cesse de s'épaissir, alimenté par les services français – notamment le SDECE et la DST – qui, durant des années, complètent les archives de la CIA. Au fil des ans, alors que Debray prend des allures de philosophe globe-trotter de la révolution en Amérique latine, la CIA se convainc qu'elle a affaire à un agent cubain, un subversif d'envergure, d'autant plus

redoutable que l'homme est brillant et intelligent. Le 20 avril 1967, la CIA pense cette fois en avoir la confirmation lorsque Régis Debray est capturé en Bolivie, dans un périmètre où l'armée et la CIA soupçonnent Ernesto Che Guevara d'avoir installé un foyer de guérilla.

Le dossier devient dès lors de plus en plus volumineux, à mesure que la centrale reconstitue l'aventure bolivienne de Régis Debray. Comme il le dira plus tard lui-même, la CIA en sait même plus que lui.

Cette aventure, qui a fait connaître mondialement Régis Debray, a commencé quelques mois plus tôt. Au début d'octobre 1966, *via* le Chili voisin, il entre en Bolivie en empruntant le chemin de fer. Mais ce n'est pas la première visite qu'il fait dans le pays. Déjà en 1964, Debray a donné des conférences et noué des contacts. Il rejoint donc à La Paz son contact Tania Laura Gutierrez, une Argentine de mère allemande arrivée en Bolivie un an plus tôt. Elle travaille depuis au service d'information de la présidence de la République. Debray s'y rend le 6 octobre, muni d'une accréditation que lui ont fournie *Les Temps modernes*, la revue de Jean-Paul Sartre. Tania lui a obtenu un rendez-vous avec Gonzalo Lopez Munoz, le directeur des services de presse de la présidence, qui l'emploie comme professeur particulier d'allemand pour ses enfants. Régis Debray prétend avoir été chargé par de grands groupes financiers français d'étudier la possibilité d'investissements en Bolivie. Naïf ou crédule, son hôte le croit sur parole. Il lui octroie une carte de presse qui facilitera ses déplacements à travers le pays, et Marcello Galindo, un proche parent de Barrientos, alors ministre, lui délivre une lettre de recommandation. Il s'en servira pour se procurer, auprès de l'Institut de géographie qu'on dit d'ailleurs étroitement lié au Pentagone, des cartes et des photos aériennes de la zone de guérilla. En fait, Régis Debray est en mission, mais pas pour de grands groupes financiers français. Venu en repérage, il ne s'attarde pas et rentre rapidement à Cuba, où il a été nommé professeur de philosophie au titre de l'assistance technique française. Refusant d'être logé à l'ancien Hilton, il réside dans un petit appartement mis à sa disposition.

Durant quelques mois, Régis Debray reprend une vie normale, enseigne, fait un saut à Paris et revient à La Havane, où ses parents doivent le rejoindre le 18 avril 1967. Point de Régis à leur descente d'avion. Leur fils se trouverait, paraît-il, avec Castro à la *cana*, la canne à sucre. Mais, dans les jours qui suivent, toujours pas de Régis.

Ils restent sans nouvelles de lui jusqu'au 22 avril. Ce jour-là, l'ambassadeur de France à Cuba, Henri Bayle, insiste pour rencontrer d'urgence le père de Régis et lui seul. Selon l'AFP, Régis Debray aurait été tué à Muyupampa, en Bolivie. Rien n'est encore confirmé, l'information n'a pas de caractère officiel. Joint à son tour par téléphone de Cuba, l'ambassadeur de France à La Paz se montre rassurant. Dominique Ponchardier, l'ancien chef du service d'ordre du RPF qu'on a expédié en Bolivie afin d'y faire oublier sa réputation sulfureuse de barbouze, explique au téléphone à la mère de Régis Debray : « Ce n'est pas sûr du tout, votre fils n'est peut-être pas mort. » Il compatit d'autant plus qu'il a connu autrefois, dans la Résistance, la mère de Régis Debray.

L'incertitude se prolonge. Un soir, alors que les parents de Régis Debray dînent avec le ministre de l'Instruction publique cubain, Fidel Castro fait irruption au cours du repas. Dépenné, le cigare aux lèvres, Castro lance : « Régis est vivant. Il faut que vous partiez tout de suite pour La Paz. Vous allez arranger ça. Régis n'est pas un guérillero. La preuve : il n'a subi aucun entraînement... » Il ment. Mais pour un révolutionnaire, mentir pour la cause, ce n'est pas mentir. Régis Debray a en effet suivi des cours de guérilla et d'initiation aux méthodes de conspiration délivrés aux militants internationalistes dans les camps de Punto Zero et de Los Petis, proches de La Havane⁹. En fait, le chef de la révolution cubaine n'ignore rien des motifs des aller et retour du jeune intellectuel français en Bolivie ; c'est même lui qui l'y a envoyé.

Debray, *alias* « Danton »

Le 20 mars 1967, Régis Debray, *alias* « Danton », se trouve au campement du Che, qui projette d'ouvrir une école de cadres en pleine jungle bolivienne. À la demande de Fidel, il sert d'estafette entre Castro à Cuba et le Che en Bolivie. En 1967, le magazine *Paris-Match* ajoutera à ce rôle d'« agent de liaison » celui d'intendant, de « commissaire aux vivres » ou encore d'« aumônier laïque de la confrérie ». Alors que ses parents commencent, le 21 mars, à s'inquiéter de son absence prolongée, Debray passe la journée à discuter avec le Che, qui vient de décider de le renvoyer en France pour organiser un réseau de soutien à la guérilla. Debray, qui se voyait déjà enfile le treillis du combattant, hésite, puis se résigne. La discipline fait la force des armées, y compris celle du peuple... Le 23 mars, l'armée bolivienne localise le groupe de maquisards, qu'elle fait encercler à partir du 28 par deux mille soldats. Le 19 avril, Régis Debray s'esquive à temps. La traque s'achèvera par la capture, puis l'assassinat du Che.

Vingt-quatre heures après son départ du maquis, Régis Debray est arrêté avec deux autres étrangers, eux aussi présents au campement : le journaliste Roth, qui sera libéré le 8 juillet 1967, et Roberto Bustos, un peintre argentin. Ce militant pacifiste a été entraîné malgré lui dans cette aventure, victime d'un subterfuge de Tania, l'agent de liaison de la guérilla et contact de Debray. Muni d'un faux passeport remis par Tania au nom de « Carlos Alberto Fructuoso », il croyait se rendre à une conférence publique du Che dans la ville de Sucre, ancienne capitale impériale de la Bolivie, et s'est retrouvé en pleine jungle dans un foyer de guérilla, avant d'être encerclé par l'armée et de s'esquiver juste à temps avec Debray. Une fois arrêtés, le jeune Français et ses compagnons sont aussitôt acheminés en hélicoptère de Muyupampa à la caserne de Choreti, non loin de Camiri¹⁰.

Trois jours plus tard, des agents de la CIA munis d'un épais dossier débarquent dans la cellule du jeune agrégé de philo. La CIA exige de

lui une confession franche et complète. Cela lui permettrait de le peindre en agent de la subversion internationale¹¹. Sans doute veut-elle exploiter l'affaire et orchestrer un de ces shows dont les services psychologiques sont friands depuis le début de la guerre froide. Un procès à la manière de ceux de Prague, où l'accusé se bat publiquement la coulepe en acquiesçant au réquisitoire du procureur. Est-ce la raison pour laquelle la CIA a sauvé la vie de Régis Debray, dissuadant les Boliviens de l'exécuter comme ils en ont eu tout d'abord l'intention ? En tout cas, la CIA entend profiter de l'aubaine. Sur le terrain, elle met le paquet : elle subodore et envisage déjà une prise plus importante encore, celle du Che en personne. De Panama, où les États-Unis entretiennent un centre de lutte antiguérilla, des renforts ont été acheminés en Bolivie, des hélicoptères, de l'armement, ainsi que des membres des Bérets verts, les forces spéciales américaines. La CIA a elle-même dépêché sur place des spécialistes de la guerre psychologique. Le 24 avril, le registre de l'hôtel Beirut de Camiri témoigne de l'arrivée de deux officiers américains, Theodore Kirsch et Joseph Keller, puis de celle du lieutenant-colonel Joseph Price et de l'agent James Evetts¹². Une semaine après l'arrestation de Régis Debray, un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur bolivien se présente à son tour à la prison pour y procéder à un interrogatoire poussé mais non violent. Debray n'a pas été ménagé. Sur ordre personnel de Barrientos, ulcéré que son gendre, Marcello Galindo – secrétaire général de la présidence¹³ –, lui ait signé une lettre d'introduction, l'envoyé spécial des *Temps modernes* a déjà subi des brutalités et même des tortures¹⁴.

En vain. Debray ne parle pas. Il n'avoue rien à la CIA et aux Boliviens, et s'en tient à sa version : un reportage sur le Che. Debray ne renie pas pour autant ses opinions ni son amitié avec Castro. Mais il n'est l'agent de personne et pas davantage un guérillero. Telle est sa ligne de défense. Bientôt il défiera ses accusateurs : « Je ne demande qu'une chose : que l'on publie tous mes interrogatoires, tout ce que j'ai dit depuis que j'ai été interrogé par les gens de la CIA, et l'on se rendra compte que je sais cent fois moins de choses qu'eux¹⁵. » Après deux mois passés au secret, Régis Debray apprend enfin qu'il sera jugé par un tribunal militaire et qu'il encourt la peine de mort. Fin 1967, transféré à la prison de Camiri, une ville de trois mille habitants située en pleine montagne, il est écroué dans une minuscule cellule où il

attend son procès. Le tribunal militaire le condamne, le 17 novembre 1967, à trente ans de prison. La seule bonne nouvelle est qu'il a échappé à la mort. Sous la pression internationale et notamment du gouvernement français, il sera libéré après quarante-quatre mois de détention.

Le dossier de la CIA, qui s'est enrichi après l'épisode de Camiri, ne se refermera plus. Régis Debray demeure en bonne place sur la liste noire de Langley. Dans le meilleur des cas, il passe pour un « agent d'influence » cubain, au pire pour un agent tout court, d'autant que son ombre tutélaire plane bientôt sur les mouvements de guérilla sud-américains qu'on le soupçonne d'inspirer intellectuellement, tel le MIR chilien ou les Tupamaros uruguayens. Ses contacts avec le renégat Philip Agee ne passent pas non plus inaperçus, tout comme son amitié avec Alfredo Guevara, ambassadeur cubain à l'UNESCO, que les services ont fiché comme membre de la DGI (Dirección General de Inteligencia), les services secrets cubains. Aussi, lorsque Régis Debray se retrouve en 1981 à l'Élysée, le gros dossier de la CIA refait surface tandis qu'un de ses anciens directeurs vient demander sa tête. Mitterrand se refusant à la lui offrir, on va s'employer à lui forcer la main.

À l'automne 1981 démarre dans la presse une campagne contre Régis Debray. Des rumeurs se répandent dans Paris. Le bruit court que les deux officiers français du SDECE qui ont suivi le dossier Debray ont été depuis promus. Ce qui sous-entend que, en échange de leur silence sur un terrible secret, ils ont été récompensés et ont pris du galon. Mais c'est au grand jour et dans la presse que la campagne se développe. *Le Figaro*, mais surtout l'hebdomadaire *Minute* donnent la la. En octobre, évoquant le *Bulletin d'information sur l'intervention clandestine*, *Minute* écrit : « Si un jour, à Paris, un agent de la CIA est victime d'un attentat gauchiste, ce sera peut-être grâce aux conseils dispensés par la revue de Régis Debray. » Debray figurait en effet, tout comme le fondateur d'Amnesty International, au nombre des parrains de l'Association pour le droit à l'information, éditrice du *BIC*, qu'il a quittée depuis quelques mois. Une association que *Minute* qualifie d'« émanation » du KGB. Dans un autre article, l'hebdomadaire, tout comme George Bush, s'indigne de la présence à l'Élysée de Régis Debray : « Et pourtant aujourd'hui il a accès aux secrets du SDECE »¹⁶. Éprouvé par cette campagne lancinante, l'ancien détenu de Camiri

offre à plusieurs reprises sa démission, mais François Mitterrand la refuse à chaque fois¹⁷. Il n'a pas cédé à Bush, il ne cédera pas à *Minute*. Il tient à garder auprès de lui Régis Debray. En fin connaisseur, il sait qu'il ne faut jamais rien céder aux airs de la calomnie. D'autant qu'il en connaît les origines.

La plupart de ces articles sont inspirés par des membres du cercle Pinay, qui agissent avec la bénédiction des services secrets britanniques et se sont réunis en Suisse au cours de l'été 1981 en présence de Brian Crozier et Nicholas Elliott. Lorsqu'il sera informé de ces manœuvres inamicales, le nouveau directeur du SDECE, Pierre Marion, exigera de ses homologues anglais qu'ils cessent immédiatement de jouer à ce petit jeu. Mais ils ne sont pas les seuls à alimenter cette campagne au parfum d'officine. Si Georges Albertini dispose d'une ligne directe avec l'Élysée, des collaborateurs d'*Est et Ouest* déploient dans les colonnes de *Minute* leur talent et leur énergie contre Régis Debray ou encore contre l'épouse du président, Danielle Mitterrand. On lui reproche ses liens avec les guérillas d'Amérique centrale et le régime sandiniste du Nicaragua, pour lequel Debray a obtenu que la marine française sécurise les ports minés par les agents de la *contra*, équipés et financés par la CIA. À la même époque, à la demande du conseiller spécial de Mitterrand, le SDECE est mis à contribution pour secourir et exfiltrer du Chili des combattants du MIR, alors en danger de mort dans leur pays. Plus tard, le service aidera à récupérer cette fois Klaus Barbie, l'ancien chef de la Gestapo lyonnaise, réfugié en Bolivie, que les services américains ont recruté à la fin de la Seconde Guerre mondiale et soustrait alors aux recherches de la justice française.

Frédéric Laurent

Régis Debray et Danielle Mitterrand ne sont pas les seules cibles de ces campagnes de presse alimentées en sous-main par les services secrets étrangers. Un autre collaborateur de l'Élysée figure lui aussi sur les tablettes de la CIA. Il se nomme Frédéric Laurent et seconde à l'Élysée François de Grossouvre, qui entretient depuis des années avec lui une relation quasi filiale. Grossouvre l'apprécie et lui fait confiance. Il le considère comme suffisamment compétent sur les questions de renseignement pour élaborer avec lui une réforme des services secrets français. Il songe même à faire de lui le prochain directeur des services spéciaux. Grossouvre a tellement confiance en lui qu'il lui a confié les clés du coffre et l'a autorisé à ouvrir son courrier. Ainsi, chaque matin, dans son bureau Frédéric Laurent découvre et lit avant son chef les rapports *top-secret* adressés à l'Élysée par les services français et quelquefois aussi la CIA et l'OTAN...

Or, tout comme Régis Debray, Frédéric Laurent est un ancien militant d'extrême gauche. Ancien journaliste de *Libération*, il a couvert autrefois la rubrique des services secrets. Dans les années 1970, on lui doit plusieurs papiers sur la CIA, dont les listes de ses agents en poste à Paris. La centrale ne l'a pas oublié. Elle n'a pas davantage apprécié l'ouvrage qu'il a consacré aux réseaux d'extrême droite en Europe, *L'Orchestre noir*, dans lequel il levait le voile sur les collaborations jusque-là secrètes entre des officines d'extrême droite et les services secrets occidentaux¹⁸. Sans les nommer le premier, il a révélé l'existence de réseaux du type *stay-behind*, créés au début de la guerre froide, implantés dans les pays occidentaux et qui, pour ce qui est de la France en tout cas, ont été définitivement enterrés en 1981¹⁹.

La CIA se montre aussi horrifiée par sa nomination à l'Élysée qu'elle l'a été par celle de Régis Debray. Peut-être davantage encore, car elle soupçonne Frédéric Laurent, ainsi que son ancien patron à *Libération*, Serge July, de connaître la véritable identité des membres du commando qui, en 1975, avait assassiné le chef de poste de la CIA à

Athènes, Richard Welch. Les tueurs avaient envoyé à l'époque un communiqué de revendication à *Libération*. Depuis, la CIA a fait de l'assassinat de Richard Welch une affaire d'honneur et de principes. Bien que n'étant pas un militaire, auquel on réserve d'ordinaire ce privilège, l'ancien chef de poste abattu en Grèce a été enterré au cimetière d'Arlington, sur ordre du président Gerald Ford. Pendant près de trente ans, la CIA a recherché obstinément les meurtriers, qui ne seront découverts qu'en 2003. Cette année-là, le mystère tombera sur l'assassinat de Richard Welch, exécuté par l'organisation révolutionnaire du 17 Novembre (date du soulèvement étudiant qui avait eu lieu à l'université polytechnique d'Athènes contre le régime des colonels). Ce groupe avait comme particularité de recruter exclusivement ses membres dans un cadre familial, ce qui a rendu son identification plus longue et difficile. Né en France, économiste de formation, son chef se nomme Alexandros Giotopoulos et dirigeait en personne le commando qui avait abattu Richard Welch. Lorsqu'il sera démantelé, le groupe aura vingt-trois meurtres à son actif ; quatre seront prescrits, dont celui de Richard Welch. Dix-neuf accusés comparaitront durant neuf mois devant une cour spéciale et écoperont de très lourdes peines de prison.

Mais, en 1981, l'épilogue de l'affaire Welch n'est pas encore connu. Son assassinat, ses commanditaires et le nom des complices du commando restent une énigme. Serge July et Frédéric Laurent continuent d'être suspectés d'avoir couvert les tueurs par leur silence. Or Frédéric Laurent se retrouve à l'Élysée, où il a accès au courrier confidentiel et ultrasecret. Son mentor envisage même de le nommer à la tête des services français, souhait qui ne sera d'ailleurs jamais exaucé. La CIA transmet alors au SDECE un dossier bien chargé, espérant faire expulser séante tenante de l'Élysée le collaborateur de Grossouvre. Après vérification, les services français s'aperçoivent en fait que la charge n'est qu'un tissu d'affabulations. Le dossier se dégonfle et Frédéric Laurent reste en place. Gênée, la CIA s'empresse d'accuser ceux qui l'ont informée et se défause sur le contre-espionnage français, la DST²⁰.

Les ennemis de Frédéric Laurent ne désarment pas pour autant. Ils continuent de l'accuser de transmettre à ses anciens amis journalistes des documents secrets, ce qu'il a toujours nié et que ses accusateurs n'ont jamais pu prouver²¹. Cela n'empêche pas *Minute* de faire ses

choux gras de ce conseiller sulfureux : « Un ancien mao coiffe la DST et le SDECE », titre l'hebdomadaire, qui qualifie Frédéric Laurent d'« ombre rouge » ayant accès « en toute tranquillité à tous les dossiers secrets de la République »²². Mais la campagne finit par s'épuiser, faute d'arguments. D'autant que François Mitterrand va faire bientôt expulser quarante-sept diplomates soviétiques en poste à Paris. Cette véritable rafle n'a aucun précédent. Du général de Gaulle à Giscard, aucun gouvernement français ne s'était montré si ferme face à l'Union soviétique. Quoi de plus naturel que cette intransigeance de François Mitterrand ? Durant la guerre froide, le parti de Jaurès dont il a hérité, la SFIO et son solide noyau de dirigeants atlantistes, n'a-t-il pas toujours été le meilleur allié des États-Unis ? La CIA a sans doute fini par s'en souvenir, puis par s'en convaincre, surtout depuis que François Mitterrand a révélé au président Reagan l'existence de la « taupe » Farewell. Cet agent fabuleux s'est mis de sa propre volonté au service de la DST et, depuis avril 1981, la ravitaille via un homme d'affaires français installé à Moscou. François Mitterrand a même proposé à Reagan que la CIA bénéficie de son super-espion, ce qu'elle va faire pour un temps seulement, car l'agent, bientôt grillé, sera fusillé²³.

Quant à Régis Debray – l'abominable homme de gauche –, le chef de la diplomatie américaine, Mme Jane Kirkpatrick, et Richard Allen, un membre influent du Conseil national de sécurité, l'accueillent à Washington quelque temps après la mise en sourdine des campagnes de presse. Ils lui réservent un accueil digne d'une vedette, ce qui s'avère « très bon pour l'ego²⁴ », admet d'un sourire Régis Debray.

1.

Sorte de groupe Bilderberg *new look*, la commission de la Trilatérale a été fondée en juillet 1973 par David Rockefeller dans le but de rapprocher les acteurs politiques et économiques des zones États-Unis, Europe et Japon. Plusieurs dirigeants français y ont été associés, comme Raymond Barre, François Bayrou, Michel Rocard ou encore le radical de gauche Michel Crépeau, aujourd'hui décédé. Du côté américain, Zbigniew Brzezinski, Bill Clinton, George Bush en ont fait partie. La commission a été soutenue financièrement à ses débuts par plusieurs fondations, dont la fondation Carnegie, et des groupes multinationaux comme l'ITT.

2.

- Entretien avec l'auteur.
3. Entretien avec Régis Debray.
 4. Voir Jacques Attali, *Verbatim I*, Le Livre de poche, 1995.
 5. Voir Frédéric Charpier, *Génération Occident*, *op. cit.*
 6. Voir Brian Crozier, *Free Agent*, *op. cit.*
 7. *La Guerre de la CIA contre Cuba*, Agence d'information nationale cubaine, 1988, p. 53.
 8. Entretien avec Régis Debray.
 9. Voir Frédéric Charpier, *Histoire de l'extrême gauche trotskiste en France*, *op. cit.*
 10. Voir le récit de Roth dans *L'Express*, 11 décembre 1967.
 11. Voir Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, t. 1 : *Les Années de rêve*, Seuil, 1987, p. 379.
 12. Voir *Le Nouvel Observateur*, 28 août 1967.
 13. Lopez Munoz, qui a fourni de son côté des accréditations officielles, sera arrêté en octobre 1967.
 14. Voir Roth dans *L'Express*, 11 décembre 1967.
 15. *Paris-Match*, 26 août 1967.
 16. *Minute*, n° 1019, 21-27 octobre 1981.
 17. Entretien avec Régis Debray.
 18. Frédéric Laurent, *L'Orchestre noir*, Stock, 1977.
 19. Entretien avec Jean-Pierre Lenoir.
 20. Jean Guisnel, « *Libération* », *la biographie*, *op. cit.*
 21. Entretien avec Frédéric Laurent.

22.

Minute, n° 1032, janvier 1982.

23.

Voir Sergueï Kostine, *Bonjour Farewell : la vérité sur la taupe française du KGB*, Robert Laffont, 1997.

24.

Entretien avec l'auteur.

Les réseaux d'influence américains des *eighties*

William Buckley

Le 16 juillet 1982, dans le *Wall Street Journal*, le nouveau directeur de la CIA, *old boy* et ancien de l'Oss, ne mâche pas ses mots. William Casey confirme que la CIA a participé à sa façon aux élections au Salvador¹. Ses propos font écho à ceux que Reagan a tenus quelques semaines plus tôt en Grande-Bretagne : Washington a décidé d'apporter désormais son soutien aux forces démocratiques partout dans le monde. Dans ce registre déjà familier, la CIA ne sera qu'un acteur parmi d'autres. Les fondations néoconservatrices vont lui prêter main-forte et même occuper la première ligne. Mais ce n'est pas seulement au Salvador que la démocratie est en danger. Elle l'est apparemment aussi en France, où débarquent au début des années 1980 les groupes néoconservateurs afin d'y faire triompher leurs conceptions de la démocratie, jusque-là confinées dans certains cercles, comme celui des indépendants de Philippe Malaud. Auteur en 1976 de *La Révolution libérale*², cet ancien des services spéciaux affiche depuis 1980 son attirance pour le reaganisme en fondant le Comité français pour la réélection de Reagan et le Comité français contre le neutralisme et pour la paix. Cette fois, les néoconservateurs espèrent rallier bien au-delà des soutiens clairsemés dont ils disposent déjà.

Mais quelles sont ces idées si en vogue à Washington depuis l'élection de Reagan, et encore si mal connues en France ? En quoi les néoconservateurs se distinguent-ils, au fond, des conservateurs d'autrefois ? Et qu'ont-ils à voir avec l'appareil de renseignement américain ?

Leur histoire s'est développée en marge de la guerre froide et des opérations spéciales de la CIA. Il faut remonter au début des années 1950 et s'attarder sur un homme, William Buckley, qui passe pour avoir été le propagateur des idées de ce mouvement de pensée qui rompt avec les conservateurs traditionnels sur les questions de l'isolationnisme et de l'étatisme. Pour Buckley et ceux qui le suivent, les États-Unis ont depuis l'après-guerre un rôle dominant à jouer dans

la politique internationale. Un rôle de superpuissance qui doit défendre son modèle, son idéologie et par là même ses intérêts. Ce constat ne va pas sans heurts avec les fondamentaux de la vieille droite conservatrice, traditionnellement hostile à l'interventionnisme américain. Pour certains, il s'agit donc au début des années 1950 de préparer l'Amérique et sa classe dirigeante à ce nouveau rôle. C'est dans ce contexte que William Buckley rode sa partition néoconservatrice. Un intellectuel doublé d'un homme du renseignement.

Buckley est un ancien agent de la CIA qui a vécu au Mexique et parle couramment l'espagnol. En 1944, il a étudié à l'université de Mexico, où son père était un homme d'affaires prospère de l'industrie pétrolière. Après avoir été affecté dans un service de l'armée en charge de la surveillance des frontières, Buckley rejoint après la défaite japonaise l'université Yale, où il devient membre de l'Association nationale des étudiants et rédacteur en chef du *Yale Daily News*³. Peu après l'attaque nord-coréenne au sud du 38^e parallèle, son professeur à Yale Willmoore Kendall, un ancien de l'Oss, l'oriente vers la CIA, qui n'a alors que trois petites années d'existence. Kendall joue son rôle de passeur et présente Buckley à son ami James Burnham, l'ex-trotskyiste, ancien des services secrets de la marine, devenu l'un des penseurs les plus réactionnaires du Parti républicain et un conseiller de la CIA. Puis il le présente à Howard Hunt, à l'époque affecté aux opérations spéciales de la CIA à Mexico, et, plus tard, impliqué dans l'effraction du *Watergate* en juin 1972. Après avoir étudié son profil, Burnham et Hunt jugent la recrue acceptable. Formé pendant trois mois à la « ferme » du camp Peary de la CIA, Buckley rejoint Hunt à Mexico, où les deux hommes s'emploient à créer des syndicats et des tendances anticomunistes dans les mouvements étudiants. Hunt et Buckley deviennent alors amis⁴. En 1952, l'année où il affirme avoir définitivement quitté la CIA⁵ et où le FBI tente alors de le recruter, Buckley se lance dans une carrière de romancier et écrit plusieurs ouvrages consacrés à l'espionnage. Un de ses romans, *God and Man at Yale*, remporte un vif succès et fait sa réputation. Dans la foulée, Buckley devient éditorialiste à l'*American Mercury*⁶. Grisé par cette gloire soudaine, il songe à créer une revue qui servira de phare à de nombreux intellectuels, tout en jetant les bases de l'idéologie du néoconservatisme. Son ambition, pour ne pas dire son objectif, est

d'enterrer le traditionnel conservatisme américain. William Buckley se met en quête de fonds et sollicite tout d'abord les milieux conservateurs. Mais le propriétaire du puissant groupe de presse du *Chicago Tribune*, ainsi que l'extrême droite texane refusent de lui apporter leur concours. Les idées de Buckley ne les enthousiasment pas : trop libérales, trop ouvertes sur la politique internationale, trop protectrices ou encore trop étatistes. Ces nuances constituent un réel clivage, auquel il faut ajouter l'antisémitisme larvé de la droite conservatrice, que rejettent les néoconservateurs.

La *National Review*

William Buckley se débrouillera sans eux. Sa famille finance 125 000 dollars des 500 000 nécessaires au lancement de la revue⁷. Le premier numéro de la *National Review* paraît le 19 novembre 1955. D'emblée, l'influence intellectuelle de James Burnham y est manifeste⁸. Si Buckley dirige la revue et en est l'éditorialiste, c'est lui le véritable idéologue, celui qui trace la ligne de la publication, dont la plupart des collaborateurs proviennent comme lui des milieux de gauche trotskistes et communistes. Le néoconservatisme se construit, s'élabore, se forge en effet en recrutant ses penseurs dans ce vivier intellectuel constitué d'anciens marxistes. Les traditionnels conservateurs décèlent alors dans ce creuset inattendu un « complot » ou une imposture idéologique qui viserait, selon eux, à « adapter le conservatisme aux thèses mondialistes »⁹. En fait, les collaborateurs de la *National Review* n'ont pas tous frayed ni de près ni de loin avec le communisme ou le marxisme. Parmi ces exceptions figure notamment Eugen Lyons, isolationniste de droite avant la guerre, ancien correspondant d'United Press à Moscou et *rewriter* après la guerre du livre de Victor Kravchenko *J'ai choisi la liberté* – le PCF l'avait accusé en 1948 de ne pas l'avoir écrit lui-même...

Reste que cette réelle concentration d'anciens marxistes suscite le scepticisme, voire la fureur dans les rangs conservateurs ou encore l'ironie d'une partie de la presse. En 1955, le magazine *Harper* écrit que la *National Review* ne serait pas l'organe du conservatisme, mais plutôt celui du *radicalism*, terme qui pourrait se traduire par « gauchisme ». Les idées des néoconservateurs vont peu à peu pénétrer les rangs du Parti républicain et laminer au fil des ans l'influence des conservateurs. Sans doute animés par un esprit de revanche, ces derniers orchestrent, au début des années 1970, une violente campagne contre Buckley et sa revue. Elle démarre peu après l'affaire du *Watergate*, quand les conservateurs soupçonnent publiquement la *National Review* de n'être qu'une opération clandestine de la CIA. Ils

tirent tout d'abord argument de l'incarcération du vieil ami de Buckley Howard Hunt, si impopulaire en 1975 aux États-Unis, que deux journalistes l'accusent d'avoir trempé dans l'assassinat du président Kennedy à Dallas en novembre 1963. Une accusation, précisons-le, sans le moindre fondement. Puis ils énumèrent les fils qui relient William Buckley et sa revue à la CIA. James Burnham, l'idéologue, n'est-il pas un compagnon de route de la CIA ? William Buckley lui-même n'a-t-il pas été un de ses agents, tout comme sa sœur Priscilla, en poste à Paris au début des années 1950 ? Le révérend William Sloan Coffin de l'université Yale, qui a contribué à la carrière de Buckley, n'est-il pas présenté par le *Boston Globe* comme un vétéran de la CIA ? Willmoore Kendall, qui a présenté Buckley à Hunt, n'a-t-il pas lui-même servi à la CIA ? Les adversaires de Buckley rappellent l'influence que celui-ci aurait exercée sur la carrière de Henry Kissinger, en lui facilitant l'obtention d'une bourse de la fondation Rockefeller. Dans les milieux conservateurs traditionnels, les liens entre Kissinger et la CIA sont un secret de polichinelle. Pour eux, Kissinger n'est qu'une créature de la centrale et de la famille Rockefeller. Enfin, ils agitent l'épineuse question de l'origine des fonds qui ont soutenu la revue à ses débuts. En 1996, William Buckley a reconnu que, dans les premières années, le déficit de la *National Review* s'élevait à 19 millions de dollars¹⁰. Qui alors a comblé ce trou ? Qui a renfloué les caisses ? Les adversaires de Buckley répondent par un sous-entendu : si, comme l'a affirmé Thomas Braden en 1983, la CIA a financé le quotidien du Parti communiste américain, le *Daily Worker*, pourquoi n'aurait-elle pas renfloué les caisses d'une revue amie, fondée et dirigée par des anciens agents ?

Était-il nécessaire d'épiloguer sur les liens personnels existant entre la *National Review* et la CIA, alors qu'il est établi que le milieu néoconservateur attire autant d'intellectuels que d'anciens collaborateurs des services secrets et des grandes institutions chargées de la sécurité nationale aux États-Unis ? C'est même une de ses caractéristiques. L'ancien chef de la division des plans Richard Bissel a livré une clé qui peut expliquer en partie cette singularité : « Certaines activités ont été fréquemment mises en œuvre par l'intermédiaire de la CIA, du fait que c'était là le moyen le plus sûr de procéder rapidement et d'une façon non officielle, bien qu'il n'y eût alors aucune nécessité de garder le secret sur ces activités. On peut citer,

par exemple, certains programmes d'échange de personnes destinés à valoriser des leaders politiques potentiels et à les faire connaître aux États-Unis. On peut néanmoins remarquer que la plupart de ces programmes pacifiques ont une efficacité plus grande lorsqu'ils sont le fait d'associations privées que lorsqu'ils sont organisés officiellement par le gouvernement des États-Unis. Ils n'ont pas besoin de demeurer secrets, mais si des organismes privés comme les fondations n'en prennent pas elles-mêmes l'initiative, le meilleur moyen de les y inciter sera d'accorder secrètement des subventions à des organisations "pilotes"¹¹. »

Promouvoir des idées sur sa propre initiative ou à la demande du département d'État a donc toujours été une activité pratiquée par la CIA.

Les fondations néoconservatrices en France

En 1983, une nouvelle fondation voit le jour à Washington. Elle a toutes les apparences d'une de ces organisations pilotes dont parle Richard Bissel. Toutefois à une exception près, et de taille : l'origine de ses fonds ne relève d'aucun mystère. Ils proviennent des caisses du gouvernement et sont démocratiquement votés par les assemblées parlementaires. Un de ceux qui ont le plus contribué à ce qu'elle voie le jour dira quelques années plus tard : « Beaucoup de ce que nous faisons aujourd'hui a été fait par la CIA il y a vingt-cinq ans de manière clandestine¹². »

Fondé officiellement en 1983, le National Endowment for Democracy (fondation nationale pour la démocratie) bénéficie du soutien du président Reagan et de celui de l'établissement néoconservateur, qui, depuis les années 1970, a fait son chemin avant d'arriver au pouvoir avec Reagan en 1980. Le NED, comme disent alors les initiés, ne cache ni ses intentions, ni ses valeurs, ni ses soutiens. Il s'appuie sur trois grandes institutions de Washington qui ont contribué à sa naissance : le département d'État, l'USIA (United States Information Agency, l'agence d'information des États-Unis) et l'AID (Agence internationale pour le développement), qui lui fournit les fonds¹³. Ces derniers sont destinés à promouvoir la politique étrangère et militaire des États-Unis, à défendre les valeurs de la démocratie américaine et du libre marché. Dans le même esprit de croisade que celui qui a animé la campagne pour la vérité de Truman en 1950, il escompte rallier à travers le monde tous ceux qui croient à la démocratie (telle qu'on la conçoit du moins à Washington) et soutenir tous ceux qui luttent contre les régimes totalitaires ou qui n'ont pas encore été séduits par la « magie du marché », selon la formule de Reagan. En sont destinataires des partis, des syndicats, des associations, des groupes privés engagés dans des combats jugés dignes d'être soutenus, comme ceux des réfugiés cubains de Miami ou

des Tibétains en exil.

Ces dizaines de millions de dollars dont est doté le NED ne sont pas directement transmises à leurs destinataires. Elles transitent par des canaux secondaires, comme ceux de l'AFL-CIO, plus particulièrement par l'American Center for International Labor Solidarity où Irving Brown joue alors les premiers rôles, par la chambre de commerce internationale (*via* le Center for International Private Enterprise), ainsi que par les instituts que les partis démocrate et républicain ont fondés pour l'occasion : le National Democratic Institute for International Affairs et l'International Republican Institute. Mais la transparence a tout de même ses limites. La distribution de certains fonds à des groupes français doit rester secrète. Washington ne considère-t-il plus la France comme un pays démocratique depuis la victoire de la gauche ou jugerait-il que la démocratie telle qu'il l'envisage y serait désormais en péril ? En tout cas, le NED distribue des milliers de dollars à des organisations amies et de longue date proches de Washington, comme l'Institut d'histoire sociale de Georges Albertini qui coiffe *Est et Ouest*, Fo, alors dirigée par un vieil ami d'Irving Brown, André Bergeron, ou encore l'UNI (Union nationale interuniversitaire), syndicat étudiant créé après 1968 par le mouvement gaulliste. Depuis, l'UNI se veut un rempart contre le communisme, ce qui lui vaut de recevoir en 1985 du National Endowment for Democracy 400 000 dollars, tandis que Fo obtient plus du double, soit 830 000 dollars¹⁴. Mais à quel usage ces fonds ont-ils été employés ? Mystère, même si Fo laisse entendre qu'ils auraient été utilisés dans les pays de l'Est et notamment en Pologne. En tout cas, officiellement, ils devaient servir à la « formation civique », ce que la fondation traduit dans son langage par « apprentissage des procédures parlementaires, lutte contre les forces antidémocratiques, organisation de factions, formation aux techniques d'organisation [...] ou aux techniques de manifestation »¹⁵.

Le National Endowment for Democracy n'est pas dans les années 1980 le seul levier du néoconservatisme à agir en France. Un *think tank* débarque à la même époque pour y instiller les préceptes du néoconservatisme, en particulier ses thèses économiques néolibérales. La Heritage Foundation, dont les contacts se sont jusque-là cantonnés à des cercles de la droite conservatrice française comme le Club de l'Horloge ou des officines antisoviétiques, ambitionne elle aussi d'accroître son influence. Elle regroupe un nombre étonnant d'anciens

analystes de la CIA ou d'ex-officiers de renseignement. Créée en 1973, alors que les républicains sont au plus bas et que les libéraux ont le vent en poupe, la Heritage Foundation bénéficie dès ses débuts du soutien politique et financier de William Casey, nommé directeur de la CIA après l'élection de Reagan. Casey a longtemps été un proche de l'ancien chef du contre-espionnage de la CIA James Angleton, qui, après avoir été chassé de la centrale en 1974¹⁶, a lancé quatre ans plus tard le Security and Intelligence Fund. Tout comme la Heritage Foundation, le fonds créé par Angleton se compose d'un nombre non négligeable d'anciens des services, dont le premier directeur de la CIA.

Au milieu des années 1980, la Heritage Foundation réussit à étendre son influence dans certains cénacles universitaires et politiques. Elle en joue également en toute discrétion. Peu avant les élections législatives de 1986, le patron d'un petit groupe de presse spécialisée organise un dîner dont l'invité d'honneur est Jacques Chirac. Ce soir-là, deux ministres de son prochain gouvernement, qui entretiennent depuis la fin des années 1970 des relations suivies avec la Heritage Foundation, briefent longuement le prochain Premier ministre. Comme le confie l'un des convives : « Ils lui ont vendu les thèses néolibérales de la Heritage Foundation¹⁷. » Coïncidence, les affiches de Jacques Chirac deviendront bientôt un simple décalque de celles de Ronald Reagan. De l'original, « *Reagan now* », on passe à la copie, « Chirac maintenant ». Autre coïncidence, la fondation a fourni en 1980 l'essentiel du programme économique du candidat Reagan : coupes claires dans les budgets sociaux et éducatifs, explosion du budget militaire et retour à quelques valeurs traditionnelles de l'ordre moral.

Le retour des intellectuels de l'OTAN

Le National Endowment for Democracy et la Heritage Foundation ne constituent que deux des axes, certes non des moindres, autour desquels gravite la nébuleuse néoconservatrice, composée d'une myriade de fondations, de comités, d'instituts et d'associations, dont quelques-unes des filiales jouent aussi à Paris de leur influence dans ces années 1980 qui marquent le retour des « intellectuels de l'OTAN¹⁸ ». Depuis la création du Congrès pour la liberté de la culture, les experts de la guerre psychologique savent que la poudre à canon et la matière grise sont des armes de portées différentes, chacune ayant son utilité. Alors que l'administration Reagan a ressuscité la guerre froide, les intellectuels paradent de nouveau sur un front où ils ont déjà servi, celui des idées, de la persuasion et de la propagande.

En décembre 1987, la ligne de front fait un détour par Paris, où les néoconservateurs sont venus croiser le fer. Au nom de la défense des droits de l'homme dans les pays communistes, le Comité international Tràn Van Ba et le Committee to Rethink Vietnam organisent un colloque¹⁹ au Centre de conférences internationales de l'avenue Kléber, là où ont été signés, en 1973, les accords de paix ayant mis fin à la présence américaine au Vietnam et ouvert, en 1975, la voie à la chute dès lors inéluctable de Saigon. Sans doute le choix du lieu n'a pas été fortuit. Une des questions centrales discutées au colloque par les intervenants est de savoir s'il est légitime ou non de déposer un régime communiste par la force. La réunion aux accents revanchards exhale alors un parfum rétro de guerre froide. Le mur de Berlin tient toujours debout et bien que la *glasnot* porte en elle la crise profonde du régime soviétique, nul ne songe avenue Kléber à anticiper sur une défaite prochaine du système soviétique. On y discute surtout de la légitimité d'un coup d'État ou du renversement d'un régime par la force, débat qui trouvera peut-être son prolongement concret des années plus tard, lorsque la géographie politique des Balkans sera redessinée avec l'appui militaire de l'OTAN. Parmi les experts qui se

succèdent à la tribune figure une petite phalange d'intellectuels français emmenée par Jean-François Revel et André Glucksmann, qui ont toujours leur place réservée pour les grandes messes de l'anticommunisme. À cet aréopage intello-mondain se joignent des spécialistes d'un autre calibre dans la lutte antisoviétique. Parmi eux, des hommes expérimentés et des vétérans du Pentagone, dont quelques-uns préconisent l'emploi de l'arme nucléaire sur le théâtre européen, afin, disent-ils, d'impressionner les Soviétiques. On recense aussi une poignée d'anciens des services secrets, dont l'ex-directeur de la CIA William Colby, un as des opérations clandestines en Italie après la guerre et plus tard superviseur de l'opération « Phénix », ce vaste programme d'assassinats perpétrés au Vietnam²⁰. Sont venus aussi plancher avenue Kléber Henry Kissinger²¹, un des architectes du coup d'État au Chili, Richard Perle, alors classé plus à droite que Ronald Reagan, ou encore Michael Ledeen, ancien du CSIS (Center for Strategic and International Studies), vieille boîte à idées de la CIA, spécialiste du terrorisme et du « fascisme » que la presse italienne a accusé d'avoir entretenu des liens étroits avec la loge P2 en Italie. Enfin, à ce parterre de « faucons » et d'experts en opérations spéciales il faut ajouter Abrams Elliot, associé au scandale de l'*Irangate*, mais surtout gendre de Midge Decter, qui préside justement en 1987 le Committee to Rethink Vietnam et dont la succursale française, installée rue du Faubourg-Saint-Honoré, est dirigée par des responsables de l'Institut d'histoire sociale.

Qui est cette Midge Decter qui a pu réunir à Paris dans cette salle prestigieuse tant de célébrités du renseignement et du Conseil national de sécurité ? Quelques-unes de ses fonctions éclairent sur son entregent exceptionnel : ex-trésorière du Fonds Northcote Parkinson, ancienne dirigeante du Committee for a Free World, administratrice de la Heritage Foundation et collaboratrice de la très conservatrice Hoover Institution, avec laquelle l'Institut d'histoire sociale a toujours entretenu des liens étroits²². Midge Decter est en fait un des piliers du néoconservatisme, tout comme son mari, Norman Podhoretz, lui aussi invité avec William Buckley au colloque de l'avenue Kléber.

Norman Podhoretz

Norman Podhoretz est davantage qu'un pilier. Il fait figure alors de gourou d'une autre coterie de l'établissement néoconservateur. Après avoir grandi dans le quartier pauvre de Brooklyn au sein d'une famille d'émigrants, Podhoretz a fait ses classes dans la gauche intellectuelle new-yorkaise. Diplômé de l'université Columbia et du Séminaire théologique juif, il collabore à des revues de la gauche anticomuniste ou antitotalitaire telles que *Partisan Review* et *New Leader*. C'est dans ces revues que Sidney Hook a trouvé ses principaux appuis lorsqu'il a lancé, en 1949, les Américains pour la liberté de la culture, deux publications étroitement liées à la revue *Preuves* et au groupe de presse international du Congrès pour la liberté de la culture. Melvin Lasky, à qui on doit le Congrès, est un ancien rédacteur de *Partisan Review*. C'est dans ces eaux que Podhoretz émerge intellectuellement avant de devenir, en 1960, rédacteur en chef de la revue *Commentary*, que publie l'American Jewish Committee. Sa ligne politique penche majoritairement à droite et les caisses battent alors de l'aile. Plutôt étiqueté à gauche, Podhoretz s'attelle à la tâche qui lui a été confiée : sauver la revue de la faillite. Il y parvient et fait tripler les ventes de la revue, qui grimpent, à la fin des années 1960, à soixante mille exemplaires. Un succès remporté au prix, semble-t-il, d'un notable infléchissement de la ligne politique de *Commentary*, qui incline désormais plutôt à gauche. Ce jeu de bascule, qui a permis de sauver la revue, n'est que provisoire. À la fin des années 1960, qui voient triompher les libéraux de gauche sur fond de guerre du Vietnam et de mouvement hippy, Norman Podhoretz donne à la revue une nouvelle inflexion. Il se démarque peu à peu, puis définitivement du radicalisme et condamne le ton antiaméricain qui prévaut dans la critique de gauche. Il change de cap et met cette fois la barre à droite toute. Norman Podhoretz se convertit au patriotisme et cultive désormais avec ardeur les valeurs traditionnelles de la morale et de la libre entreprise. Au début des années 1970, il rallie le

mouvement néoconservateur et en ébauche une variante dont il devient, avec son épouse Midge Decter, un des principaux animateurs. Aux côtés de la *National Review*, *Commentary* sert d'étendard à la cause des *neocons*, après avoir fourni autrefois, avec ses amis de la revue *New Leader*, quelques grenadiers au Congrès pour la liberté de la culture. Dans un petit livre de souvenirs, *Making It*, où il célèbre sa famille de pensée, Podhoretz rappelle à ce propos qu'en 1954 le Congrès pour la liberté de la culture avait envoyé à Londres l'un des siens collaborer avec Stephen Spender au lancement d'*Encounter*, la version anglaise de *Preuves*, précisant à toutes fins utiles que « très peu de membres de la famille qui ont participé aux activités du Congrès pour la liberté de la culture savaient qu'il s'agissait d'une couverture de la CIA²³ ».

Deux ans après le colloque de l'avenue Kléber paraît une évocation nostalgique de la revue *Preuves*²⁴. Hormis une courte présentation de l'histoire de la revue et une postface de François Bondy, personnage clé aux côtés de Josselson du Congrès pour la liberté de la culture, ce gros volume rassemble des textes publiés dans *Preuves*. À tout seigneur tout honneur, le premier est de Raymond Aron et débute par une citation de George Kennan, le maître d'œuvre de la politique offensive menée à partir de 1947 par l'administration Truman, à qui l'on doit l'OPC de Frank Wisner et le PSB de Gordon Gray. 1989 ne coïncide pas seulement avec la sortie de cet hommage vibrant à la revue *Preuves* : l'année consacre surtout la chute du mur de Berlin. On sort alors des oubliettes de l'histoire ces penseurs antitotalitaires que la revue a promus et soutenus : Hannah Arendt ou Sol Levitas. Pour les plus nostalgiques, l'esprit de *Preuves* continue de souffler dans une autre revue, créée celle-là en 1978 par Raymond Aron et appelée *Commentaire*. Dans les années 1990, cette revue se hissera au rang de référence pour les faiseurs d'opinions qui rallieront peu à peu les thèses néolibérales. Bénéficiant du modeste soutien de la Scholarship Foundation, la revue est présidée par Jean-Claude Casanova, un brillant professeur de droit et ancien collaborateur de *L'Observateur étudiant*, une publication annexe de la revue *Est et Ouest*, dirigée en 1953 par Guy Lemonnier, le bras droit de Georges Albertini.

Si la palette des néoconservateurs est riche en nuances, quelques-uns de leurs nouveaux adeptes français s'affichent et se revendiquent comme des *neocons* de stricte obédience. Regroupés au sein du Free

Europe Institute, ils soutiennent bec et ongles la politique américaine en Irak, le *Patriot Act* et le camp de Guantanamo. Leur chef de file, président du Free Europe Institute, Yves Roucaute, comme bien des *neocons* américains, est un ancien communiste. Après avoir rallié le CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes) de Jean-Pierre Chevènement, il a rejoint le camp des libéraux et l'Institut Euro-92 d'Alain Madelin, alors orateur occasionnel de la Heritage Foundation. Aujourd'hui, auteur d'un provocant libelle, *Le néoconservatisme est un humanisme*²⁵, Yves Roucaute ne dissimule pas le respect que lui inspire le penseur et idéologue du néoconservatisme actuel, Irving Kristol²⁶. Cet ancien trotskiste, fier de l'avoir été, a rallié en 1972 la coterie néoconservatrice de Norman Podhoretz, dont il défendait déjà les thèses dans le *Wall Street Journal*, et figure encore aujourd'hui au comité de patronage de la revue *Commentaire*.

1.

Déclaration rapportée dans *Le Monde*, 26 août 1982.

2.

Philippe Malaud, *La Révolution libérale*, Masson, 1976.

3.

Voir *Time*, 3 novembre 1967.

4.

Dorothy Hunt meurt dans un accident d'avion avec 10 000 dollars en liquide sur elle. Il n'en faut pas plus pour que certains y voient aussitôt un indice laissant supposer qu'elle participait aux activités de son mari, voire qu'elle appartenait elle-même à la CIA.

5.

Son appartenance à la CIA a été reconnue par William Buckley dans des interviews, dans le show télévisé *On the Firing Line* qu'il a présenté de 1966 à 1999, dans son livre *Miles Gone By: A Literary Autobiography*, édité en 2005 par Regnery Publishing, et encore, en septembre 2006, dans la préface d'*American Spy*, une autobiographie de son ami l'espion et écrivain Howard Hunt, chez John Wiley & Sons.

6.

Voir *Time Magazine*, 3 novembre 1967.

7.

Voir *Time*, 3 novembre 1967.

8.

Burnham mourra en 1987.

9. John F. McManus, *William F. Buckley Jr: Pied Piper for the Establishment*, John Birch Society, 2002.
10. L'équivalent de 45 millions de francs en 1996.
11. Richard Bissel, ancien responsable de la CIA, cité in Victor Marchetti et John Marks, *La CIA et le culte du renseignement*, op. cit.
12. *Washington Post*, 22 septembre 1991.
13. À partir de 1999, lorsque l'USIA se fondera au sein du département d'État, ce dernier fournira directement ses fonds au NED.
14. En 1985, la dotation du National Endowment for Democracy s'élevait à 45 millions de dollars.
15. *Libération*, 27 novembre 1985.
16. Sur les circonstances dans lesquelles Angleton a été écarté de la CIA, voir William Colby, *30 Ans dans la CIA*, Presses de la Renaissance, 1978 ; et surtout le livre de Tom Mangold déjà cité, *Cold Warrior James Jesus Angleton*, réédité en 1992 par Touchstone Books.
17. Source anonyme de l'auteur.
18. Formule que l'on doit au sociologue Charles Wright Mills, auteur d'une remarquable étude, *L'Élite du pouvoir*, Maspero, 1969.
19. Sur le colloque et ses participants, voir *L'Humanité*, 14 décembre 1987.
20. On estime, selon les documents officiels déclassifiés et les enquêtes de la presse américaine, à vingt mille le nombre des victimes du plan « Phénix ».
21. Tout comme son partenaire de négociations, Le Duc Thô, Henry Kissinger a reçu le prix Nobel de la paix pour avoir conclu en 1973 les accords de paix avec la République du Nord-Vietnam.
22. Les archives personnelles de Georges Albertini y ont été déposées après sa mort.
23. Norman Podhoretz, *Making It*, Random House, 1967, p. 136.
- 24.

Pierre Grémion, « *Preuves* » : une revue européenne à Paris, Julliard, 1989.

25.

Yves Roucaute, *Le néoconservatisme est un humanisme*, PUF, 2005.

26.

Entretien avec Yves Roucaute, professeur de droit constitutionnel à la faculté de Nanterre. Il a appartenu, dans les années 1970, aux Étudiants communistes de France, avant de rejoindre le CERES de Jean-Pierre Chevènement et de rallier, dans les années 1990, le camp libéral, puis celui des néoconservateurs français.

La CIA, Kroll et la France

La maîtrise des systèmes d'information

En 1995, Washington a défini une nouvelle doctrine et s'est fixé des objectifs qu'un spécialiste français du renseignement économique attaché à la discrétion de ses fonctions et tenu au devoir de réserve résume ainsi : « Les États-Unis sont désormais la seule grande superpuissance et ont vocation à imprimer leur suprématie sur le monde. Ils se sont fixé pour atteindre ce but un certain nombre d'objectifs précis, parmi lesquels la privatisation d'Internet, ce réseau qui existe depuis 1969 en tant qu'organisme de défense fédéral longtemps placé sous le contrôle du Pentagone. Près de quarante ans plus tard, le réseau est certes privatisé, mais il demeure toujours sous contrôle américain : AOL, CISCO, IBM, Sun, Microsoft, Yahoo. Les fournisseurs d'accès du Net sont américains ou sous contrat avec des firmes américaines. C'est la dominance invisible [...]. Autre objectif de la nouvelle doctrine : maîtriser tous les systèmes d'information. En février 2000, Texas Pacific Group investissait 520 millions d'euros dans le leader mondial français de la carte à puce, Gemplus. Ce rachat pourrait permettre aux États-Unis de rattraper leur retard dans le domaine de la carte à puce. Qui a-t-on nommé à la tête de la société ? Alex Mandl, un ex-agent de la CIA et ancien administrateur du fonds d'investissement InQtel, lui-même créé en 1999 par la CIA qui s'en sert *a priori* pour investir dans les *start-up*. Ce passage sous contrôle américain d'un secteur sensible comme celui de la carte à puce et donc de la sécurisation des transferts de fonds a permis aux Américains qui en étaient jusque-là absents d'en devenir le leader mondial avec probablement l'aval du gouvernement américain. Autre objectif : pomper la matière grise du monde entier. Rien de plus facile pour un pays qui depuis toujours attire les esprits les plus innovateurs et créatifs et où les dix plus grandes universités (Harvard, Yale, etc.) possèdent des ressources financières qui se montent à 180 milliards de dollars, soit 10 % du PIB français¹. À cette aptitude déjà ancienne à fixer la matière grise aux États-Unis s'ajoutent de nouvelles techniques

comme la bibliométrie et la scientométrie qui permettent de repérer les savants les plus productifs dans le milieu de la recherche en recensant les récurrences de noms cités en source dans une matière donnée. Cela s'appelle les "collèges invisibles". Objectif supplémentaire et non accessoire, mobiliser le financement public et privé pour financer leur hégémonie. Enfin, imposer des règles aux concurrents auxquelles les États-Unis évitent de se soumettre eux-mêmes. La loi Exon-Florio permet ainsi au gouvernement américain d'intervenir afin d'empêcher le rachat d'une firme américaine par un concurrent étranger, comme quoi le "patriotisme économique" n'est pas absent non plus des préoccupations de Washington qui, en 1995, s'est également doté d'un comité pour la compétitivité et la sécurité économique. » Avec un certain sens du raccourci, ce spécialiste ajoute : « Aujourd'hui les États-Unis, c'est l'URSS d'autrefois avec en prime la liberté. »

Le champ de bataille s'est donc déplacé depuis que l'Amérique ne doit plus affronter des ennemis en uniforme et casquette à étoile rouge, des régiments blindés de T54 ou des bases de lancement de missiles Ss20. Ses adversaires d'aujourd'hui portent des costumes élégants, sont des adeptes de la libre entreprise, évoluent dans les centres de recherche, les cabinets d'affaires, les bureaux d'études, les grands fonds d'investissement, les directoires de multinationales. Leur patriotisme fluctue au gré des cours de la Bourse. Mais si la guerre froide est bien enterrée et l'adversaire a changé de visage, la CIA est toujours là. Elle possède encore une division des opérations clandestines, moins pléthorique qu'autrefois et, depuis 2001, orientée vers la lutte antiterroriste, le Ncs (National Clandestine Service). Ses effectifs ont été tout de même passés à la moulinette. En 1989, quarante-deux ans après sa création, Washington a entrepris un dégraissage du mammoth CIA. Plus de mille cinq cents de ses agents, du simple exécutant à l'officier supérieur, issus pour la plupart de la direction des opérations, se sont retrouvés au début des années 1990 sur le marché du travail, tandis que sa direction se peuplait de membres de la secte mormone, comme pour signifier que l'« immoralité » revendiquée autrefois n'était désormais plus de mise.

La CIA met un terme à l'ère des *cold warriors*, dont on célèbre désormais les prouesses dans les rubriques nécrologiques ou les carnets mondains des journaux. Peu à peu, les grandes figures ont

disparu : Allen Dulles, Kermit Roosevelt, Thomas Braden, Jay Lovestone, Irving Brown, Jim Angleton... La page nécrologie du bulletin des anciens de l'Oss croule désormais sous les avis de décès. Les survivants de la grande époque se font rares. La CIA confie désormais l'évocation de ses opérations à son service historique ou à son musée secret de Langley. Dans les années 1990, Bill Clinton a fait largement ouvrir les archives de la CIA, permettant ainsi de lever le voile sur bien des histoires jusqu'ici restées secrètes. Autre signe du temps, la mythique CIA cède du terrain à la National Security Agency, à son réseau de satellites, d'ordinateurs, et à son système planétaire d'interception électronique².

L'intelligence économique

La nouvelle doctrine qui s'esquisse au début des années 1990 redonne espoir aux « réprouvés » de la CIA et permet à cette main-d'œuvre qualifiée de se recycler avec profit. Le nouveau front planétaire, qui se concentre désormais sur la compétition économique, offre des perspectives d'embauche. La mondialisation va faciliter la reconversion des anciens agents. Les SRP (sociétés de renseignement privé) entrent dans une phase d'expansion. Mais ce secteur en pleine croissance n'en demeure pas moins soumis à des contraintes drastiques. Aux États-Unis tout comme en France, aucune SRP ne travaille sans l'accord au moins tacite des autorités. Aucune des grandes sociétés n'est réellement autonome, ni aux États-Unis ni en France, où la sous-direction du patrimoine de la DST contrôle leur travail et leur personnel. Quant aux grandes centrales d'espionnage comme la CIA et la DGSE, elles fournissent aux entreprises des informations et, si nécessaire, du soutien.

Si la formule « intelligence économique » est nouvelle, ce qu'elle recouvre existe depuis de nombreuses années. Jusque-là, l'espionnage industriel et les agences privées de renseignement se sont développés à un rythme de croisière. Déjà au début des années 1960, des anciens de la CIA et du FBI rejoignaient ou créaient eux-mêmes des cabinets privés d'enquêtes. Une trentaine de sociétés commercialisaient déjà des micros et des caméras miniatures, et autres accessoires pour les amateurs de James Bond : une publicité proposait dans les années 1960 de devenir un espion « pour 22,50 dollars ». L'espionnage privé était alors en pleine effervescence. La firme ATT installait des caméras dans les toilettes de ses entreprises, tandis qu'un fabricant de jouets lançait sur le marché la poupée « Miss Écho » truffée de micros³. Il existait même à l'époque un marché mondial des secrets industriels dérobés. En 1965, la DST expédiait aux industriels français une brochure qui les sensibilisait déjà aux risques de l'espionnage industriel. Les services savaient aussi comment se servir des officines

privées. La CIA recourait ainsi, dans certaines affaires délicates, à des sous-traitants. Dans le cadre de l'opération « Mangouste », que la commission Church a révélée en détail en 1975, elle avait utilisé un détective privé du nom de Robert A. Maheu, qui lui avait servi de paravent lorsqu'elle projetait d'assassiner Fidel Castro. Cet ancien agent spécial du FBI dirigeait à Washington depuis 1956 son propre cabinet d'enquêtes et avait déjà effectué plusieurs missions délicates pour le compte de la CIA. En 1960, elle l'employait pour nouer des contacts à Los Angeles avec l'un des patrons de la mafia, Johnny Roselli⁴.

Hormis la célèbre agence Pinkerton, il n'existait cependant à l'époque aucune superagence privée de renseignement. Même les cabinets de recrutement de mercenaires travaillaient dans les années 1960 et 1970 de façon artisanale, tout en gérant d'importants budgets privés ou d'État et en collaborant avec des services secrets qui, en fait, les agréaient alors sur un marché déjà très concurrentiel.

Ce n'est que dans les années 1970 que se crée une des sociétés pionnières dans le domaine des enquêtes privées de masse, devenue depuis un mastodonte mondial de l'intelligence économique, la société Kroll⁵. Fondée en 1972, elle ne connaît un réel décollage de ses activités et de son chiffre d'affaires que dans les années 1980. On la surnomme alors « la CIA de Wall Street » parce qu'elle s'affaire dans les coulisses des OPA en pleine recrudescence et parce qu'un nombre élevé d'anciens de la CIA, du FBI et des services britanniques travaillent pour elle. Clin d'œil à l'histoire, en 1997 le fils du *cold warrior* et ancien chef de l'OPC Frank Wisner Jr a rejoint le directoire de Kroll. Bien que cette société ait toujours minimisé l'importance des anciens agents de la CIA qu'elle emploie, le soupçon va s'installer durablement. Pour beaucoup, Kroll passe en effet pour une société contrôlée ou du moins utilisée par la CIA.

Kroll atteint la notoriété en réalisant un coup de maître qui va asseoir sa réputation. En février 1986, « Baby Doc », le dictateur haïtien autrefois soutenu par la CIA et les réseaux français de Jacques Foccart, doit quitter à la cloche de bois son pays à la suite d'une campagne orchestrée par Washington. Il se réfugie en France, où il espère désormais profiter paisiblement de la fortune qu'il a amassée durant son règne, évaluée à 120 millions de dollars. Début 1987, le gouvernement haïtien demande au cabinet américain Strook & Lavan

de contacter Kroll afin qu'il identifie et localise les avoirs de Baby Doc. Cette enquête nécessitera trois années de travail et mobilisera une cinquantaine d'enquêteurs et d'analystes, mais, au bout, la réputation de Kroll sera faite... En 1989, son chiffre d'affaires s'élève à 50 millions de dollars. Dès lors sa prospérité suscite les convoitises. Elle attire même les investisseurs. Maurice Greenberg et son American International Group en deviennent copropriétaires. Le succès que connaît le renseignement privé ayant stimulé l'esprit d'entreprise, la société Kroll se lance dans une série de rachats de sociétés qui réussissent plus ou moins bien. Telle une pieuvre, elle déploie ses tentacules à travers le monde, y compris en France.

En 1991, Kroll installe une filiale dans le XVII^e arrondissement de Paris. Dotée de moyens, elle recrute quelques collaborateurs de haut niveau issus des services de renseignement français. Elle essaie même, en vain, de s'offrir les services d'un ancien patron de la DST, Bernard Gérard. Kroll n'a pas débarqué en France sans avoir préalablement prospecté le marché. En 1990, elle y a dépêché un ancien de la compagnie financière Merrill Lynch pour y faire miroiter aux chefs d'entreprise français les services « de professionnels du renseignement exercés aux manipulations psychologiques et à l'entrisme [...], des services de renseignement économique modernes et privés »⁶. Le patron de LVMH, « l'empire du luxe », l'armateur Delmas-Vieljeux ou encore Jean-Marie Messier recourent à ses services⁷. Mais, très vite, Kroll se retrouve citée dans des affaires où son rôle paraît obscur, comme l'affaire Elf, où la rumeur accuse la CIA d'avoir jeté de l'huile sur le feu et profité des déconvenues de la compagnie pétrolière française, qui concurrence en Afrique les grands pétroliers américains. Kroll est également soupçonnée d'avoir tenté de déstabiliser Didier Pineau-Valencienne en constituant un dossier compromettant sur ce grand patron. Son siège new-yorkais avait dépêché, à l'époque, à Paris une équipe afin de renforcer les effectifs de sa succursale parisienne. Certains croient aussi déceler dans les opérations de Kroll des actes inamicaux. Une question presque obsédante hante les milieux des services secrets français : pour qui roule la société Kroll ? Bien qu'aucune preuve ne l'atteste, la CIA est montrée du doigt. À défaut d'éléments matériels, on étudie de près certaines enquêtes que Kroll a effectuées et qui ont eu en France des impacts négatifs.

À l'automne 1990, le Koweït charge Kroll de dresser l'inventaire

des avoirs irakiens, ce qu'elle effectue alors en quelques mois à peine – un temps record. Mais Kroll n'est-elle pas après tout une société spécialisée dans ce genre de recherches ? Cette célérité en étonne tout de même plus d'un. Kroll n'aurait-elle pas plutôt été aidée dans sa tâche ? Pour être plus précis, les services américains auraient-ils soutenu ses investigations ? Ceux qui le pensent s'en tiennent à la façon dont Kroll a rendu publics les résultats de son enquête.

Kroll a découvert l'existence d'une société basée à Panama, contrôlée par les Irakiens et qu'héberge en Suisse la Midco Financial, la Montana Management Inc. Or cette dernière possède 8,4 % de la société Hachette. Une participation qui peut s'expliquer par le fait que le groupe Matra-Hachette a signé de nombreux contrats avec l'Irak depuis 1980. Après avoir établi ce lien évidemment embarrassant à l'époque, le président de Kroll s'empresse de « communiquer » sur l'efficacité de sa société. Il se rend aux studios d'une chaîne de télévision new-yorkaise, sans doute afin de s'assurer que le plus grand nombre sera informé de la découverte⁸. Sa révélation a un effet foudroyant sur l'action Hachette, qui, le 25 mars 1991, perd 3,8 % à la Bourse de Paris, une chute brusque et inquiétante qui oblige Jean-Luc Lagardère, le président du groupe, à monter au créneau. Était-ce l'effet recherché ? Pourquoi le patron de Kroll a-t-il tenu à donner tant d'éclat à cette découverte ? À Paris, au sein de l'état-major du groupe Matra-Hachette, on ne croit pas à une simple maladresse, surtout dans un monde aussi roué et où le moins de place possible est laissé à l'improvisation. On penche plutôt pour un geste intentionnel qui aurait eu pour objectif de gêner Matra-Hachette, l'un des rares concurrents sérieux des États-Unis sur le marché de l'armement. En tout cas, cette hypothèse mérite d'être creusée. La DST initie alors des investigations sur la société Kroll qui se prolongent jusqu'en octobre 1993.

L'affaire des avoirs irakiens n'est pas la seule à susciter la curiosité des services. Kroll enquête sur les relations entre l'Irak et la France, qui participe alors à la coalition militaire internationale dirigée contre le régime de Saddam Hussein, après son annexion du Koweït, en 1990. Jean-Pierre Chevènement, qui a démissionné de son poste de ministre de la Défense car il s'opposait à la guerre en Irak, est ainsi l'objet d'une investigation, tout comme Roland Dumas, ancien ministre des Affaires étrangères, avocat et ami de François Mitterrand. Si

Chevènement s'indigne en silence, Dumas se plaint publiquement d'avoir été la victime d'une machination montée de toutes pièces par les Américains dans le but de le déstabiliser en raison de ses positions proarabes. Dans le magazine *VSD*, en juin 1999, il se montre plus précis : « J'ai découvert qu'en 1993 le cabinet Kroll avait monté un dossier contre moi pour me déstabiliser⁹. » À l'époque, le directeur de la DST, Jacques Fournet, confirme. C'est lui qui a diligenté les enquêtes sur Kroll en arrivant à la tête de la DST et qui a mis le holà sur les allées et venues des agents de la CIA dans les locaux de la DST. En effet, il s'est aperçu que ces derniers s'y promenaient certes badgés, mais en totale liberté. Pour qui Kroll a-t-elle mené ces enquêtes ? A-t-elle pu agir sur sa propre initiative ? Et sans client ? Certains en doutent et incriminent la CIA.

Après les révélations du patron de Kroll sur les 8,4 % de la société Hachette que possède la Montana Management Inc., la CIA se retrouve à nouveau sur la sellette. Elle est soupçonnée d'avoir tiré les ficelles d'une opération visant une fois encore à déstabiliser le groupe d'armement français Matra, *via* un ancien collaborateur de Kroll, William Lee.

William Lee

Avocat américain d'origine taïwanaise, William Lee a dirigé jusqu'en 1991 le bureau parisien du cabinet d'avocats Shearman & Sterling, installé en France depuis 1963, avant de collaborer avec Kroll et de créer plus tard sa propre société de *consulting*. Ses relations avec l'ambassade américaine sont décrites à l'époque comme « privilégiées », ce qui, bien entendu, laisse entendre qu'il pourrait être plus qu'un simple avocat. Certains franchissent le pas et affirment qu'il est en fait un agent de la CIA. La DST n'en démord pas durant plusieurs mois, au cours desquels elle soupçonne Lee d'avoir cherché à nuire au groupe Matra-Hachette.

Voilà l'histoire. En 1992, les groupes Matra (défense) et Hachette (médias et édition) décident de fusionner. Comme il est d'usage, ils fixent alors une parité d'échange entre les actions respectives des deux sociétés, qu'ils réajustent après la signature, en novembre 1992, d'un contrat d'armement de 12 milliards de francs avec Taïwan. L'action Matra est aussitôt revalorisée. Or quelques actionnaires jugent que le titre n'a pas été estimé à sa juste valeur et se sentent lésés. Ils saisissent alors la justice, qui les débouterà à deux reprises, après que la Commission des opérations de Bourse aura estimé, en mai 1993, que la fusion a été tout à fait régulière. Cette contestation suffit à éveiller la suspicion dans un milieu propice à ces constructions de l'esprit où la moindre bizarrerie passe aussitôt pour suspecte. Le vieux rival de Matra, le groupe Thomson, est accusé d'avoir cherché à exploiter l'affaire dans le but de faire capoter la fusion. Quelques dirigeants de Matra braquent leurs regards soupçonneux sur William Lee et le rôle qui paraît être le sien dans cette affaire. D'un côté il assiste les actionnaires qui se sentent spoliés, de l'autre il effectue pour la direction de Thomson des études sur le suivi de contrats d'armement avec Taïwan. Lee a ainsi perçu de Thomson, en février 1993, 450 000 dollars, soit près de 390 000 euros. Lee balaie l'insinuation. Ces honoraires, qu'il a effectivement empochés, n'ont

aucun rapport avec la fusion entre Matra et Hachette. Ils rémunèrent une étude qu'il a réalisée sur un contrat d'armement.

Les dirigeants de Matra n'en croient pas un mot et imaginent même que l'affaire est plus compliquée encore qu'elle n'y paraît. Elle pourrait dissimuler une opération diabolique montée par les services secrets américains. Une sorte de coup de billard à trois bandes destiné à mettre Matra dans l'embarras en exploitant la rivalité qui l'oppose à Thomson. Pour les Américains, le *business* prime en effet sur toute autre considération. Or l'industrie de l'armement engrange de fabuleux profits, que les Américains entendent partager avec le moins de monde possible. Déjà en 1958, Washington se disait prêt à vendre à la France tout ce qu'elle voulait, y compris des armes nucléaires, plutôt que de la voir en fabriquer elle-même. L'OTAN, depuis sa création en 1949, a dopé ses ventes d'armes en imposant à ses alliés des normes si strictes qu'ils n'avaient d'autre solution que se fournir aux États-Unis.

Un peu moins de dix ans plus tard, en septembre 1965, le secrétaire d'État à la Défense, Robert McNamara, indiquait que depuis juin 1961 les États-Unis avaient vendu pour plus de 9 milliards de dollars de matériel militaire à leurs alliés, dont 90 % aux pays de l'OTAN¹⁰. Henry Kuss, assistant du secrétaire d'État adjoint à la Défense et ancien directeur du Military Export Sales Department, confiait au passage que le but du Pentagone était de porter la valeur des ventes d'armes à l'étranger à 5 milliards de dollars par an, au lieu de 1,5 milliard à partir de 1967¹¹. Une partie de ces ventes était même financièrement aidée par l'Export-Import Bank, officiellement autorisée à prêter pour les achats extérieurs d'armes jusqu'à 1 milliard de dollars.

Washington n'a pas davantage admis les velléités françaises d'indépendance en matière d'aéronautique militaire ou civile, bien qu'elle ait été dans ce domaine une nation pionnière. À défaut de pouvoir les entraver, à l'occasion, Washington a recouru à la ruse. En 1959, la société Pratt & Whitney passe un accord avec la SNECMA et s'empare de 10,9 % de son capital. Or aucun des projets initiaux qu'elle prétendait faire aboutir n'a eu de suites. En revanche, du seul fait de sa présence au conseil d'administration, Pratt & Whitney a pu jusqu'en 1975 accéder aux bureaux d'études de la SNECMA et à toute autre information utile et profitable dont disposait la société¹².

Quarante ans plus tard, en 2003, l'aéronautique franco-européenne se retrouve dans le collimateur.

Les États-Unis usent cette fois de la traditionnelle emprise qu'ils exercent sur un petit noyau de pays, membres historiques de l'OTAN, et associent à leur projet « Joint Strike Fighter » le Royaume-Uni, l'Italie, le Danemark et les Pays-Bas. Ce projet prévoit la fabrication de trois mille avions de chasse baptisés Eurofighter, destinés à être vendus autant aux États-Unis que dans le reste du monde. Un spécialiste de l'intelligence économique décrypte les arrière-pensées de Washington, qui, dans cette affaire, a face à lui un concurrent de poids : l'avion Rafale fabriqué par le groupe Dassault. Selon lui, le projet « Joint Strike Fighter » vise tout d'abord à « verrouiller » l'industrie aéronautique militaire européenne, à affaiblir ensuite ses divisions civiles, comme Airbus, EADS ou encore Ariane, et enfin à « boucler un système » dont la « clé opérationnelle » se situe à Washington¹³.

Voilà qui explique déjà un peu mieux la paranoïa des dirigeants de Matra, un des principaux concurrents du lobby militaro-industriel américain.

En 1993, la DST entre à nouveau en scène. Elle veut vérifier les soupçons de la direction de Matra-Hachette. La CIA aurait-elle pu apporter son concours à une opération de déstabilisation ? Le contre-espionnage lance ses limiers sur le suspect numéro 1, l'avocat sino-américain William Lee. Ce qui est connu de leur enquête et de son épilogue laisse songeur. Bien que, officiellement, la DST dément qu'il ait pu agir pour le compte de la CIA et disculpe ses collègues américains, qui d'aucune façon ne seraient impliqués dans cette affaire, elle prétend exactement le contraire en coulisse. Elle laisse même entendre qu'elle détiendrait des preuves établissant que Lee travaillerait pour la CIA. En octobre 1994, deux policiers de la DST qui interrogent la secrétaire de Lee se montrent menaçants. Ils insistent sur les risques qu'elle prend à fréquenter un agent étranger. En prime, il lui inflige la lecture intégrale de l'article du Code pénal qui réprime les activités d'espionnage. En janvier 1995, alors que la DST continue officiellement de blanchir la CIA et de l'accuser en coulisse, Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur, hausse le ton. Il se plaint auprès de l'ambassadrice américaine, Pamela Harriman, des agissements de William Lee. Que se passe-t-il alors ? La DST s'est-elle à ce point trompée ou souhaite-t-on enterrer la hache de guerre ? Un mois plus

tard, la crise se dénoue. William Lee n'est plus un agent de la CIA, ni officiellement ni officieusement. Prévenu en avril 1995 par l'antenne de la CIA à Paris que des menaces de mort pèsent sur lui, il quitte la France et, après un court séjour à Londres, se met à l'abri à Long Island. La parenthèse se referme. Une fois encore, la CIA a, semble-t-il, été accusée à tort.

Le CAP

Mais la DST aura finalement le dernier mot. Alors qu'elle investigue sur Kroll, puis sur William Lee, le contre-espionnage démarre discrètement une autre enquête, celle-là prometteuse puisqu'elle dispose bientôt d'éléments probants et indiscutables.

Depuis presque un an, la DST file, dans tous leurs déplacements, quatre agents des services américains en poste à l'ambassade et visiblement en quête de renseignements sensibles à caractère économique. Plusieurs hauts fonctionnaires ont été approchés par la CIA et l'un d'eux paraît même déjà bien « accroché ». En avril 1993, alors que le gouvernement d'Édouard Balladur vient de s'installer sous les lambris de la République, une des cibles de la CIA est cooptée à Matignon. La DST, qui possède sur lui un dossier accablant, informe le cabinet du Premier ministre que ce collaborateur fait l'objet d'une enquête et qu'il est fortement soupçonné d'« intelligence avec une puissance étrangère ». Discrètement, l'homme est alors débarqué de Matignon, tandis que le contre-espionnage poursuit ses investigations car la CIA ne s'est pas contentée d'appâter une seule cible. Un autre haut fonctionnaire, affecté au cabinet du ministre de la Communication, se trouve à son tour placé sous la surveillance étroite de la DST. Appelons-le « Z. ».

Z. a été « tamponné » en mai 1993 par un conseiller de la section économique de l'ambassade américaine à Paris¹⁴. L'homme n'a pas été choisi au hasard. Son pedigree intéresse particulièrement la CIA. Z. est un ancien du CAP, le Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay, créé en juillet 1973 par le ministre des Affaires étrangères Michel Jobert¹⁵. Le CAP s'est alors modelé sur le Policy Planning Staff du département d'État américain, *think tank* interne qui, on le sait, avait été conçu au début de la guerre froide par George Kennan comme une structure destinée à coiffer et encadrer les opérations clandestines de l'OPC, puis de la CIA. En 1973, Michel Jobert veut doter le Quai d'Orsay d'un *think tank* analogue. Il invite ses collaborateurs à faire

« comme les Américains », ou tout du moins à s'en inspirer. Le CAP voit alors le jour. De nombreux hauts fonctionnaires, tels Jean-Louis Gergorin, Thierry de Montbrial¹⁶ ou encore Dominique de Villepin, y feront leurs classes. Le CAP puise principalement ses effectifs parmi les conseillers d'État, les magistrats de la Cour des comptes, les polytechniciens ou encore les X, les ingénieurs des Mines. Cooptés par leur administration d'origine, ils sont choisis pour le poste. Conçu comme une boîte à idées, le CAP est là pour penser. Les analyses qu'il produit ne sont pas couvertes par le secret et n'engagent de fait ni le Quai d'Orsay, ni *a fortiori* le gouvernement. En revanche, afin d'alimenter la réflexion de ses membres, le Quai d'Orsay lui fournit les télégrammes de ses ambassades, et le ministère de la Défense les rapports de la DGSE, documents qui sont classifiés. Le CAP est également associé au plan opérationnel au cabinet du ministre des Affaires étrangères, et ses responsables participent aux grands sommets en tant qu'experts¹⁷. N'étant pas impliqué et ses écrits n'engageant que leurs auteurs, la liberté d'analyse du CAP est d'autant plus grande.

Le CAP réunit donc la fine fleur de la haute administration, des spécialistes et des experts de chevronnés, à laquelle Z. appartient. La CIA l'a approché dans les locaux du Quai d'Orsay. Preuve que ceux de la DST ne sont pas les seuls où les officiers de la CIA circulent en toute liberté. Son appartenance passée au CAP n'a pas été la seule raison de l'attention de la CIA. Elle a étudié minutieusement son profil et a ainsi retenu les études qu'il a réalisées dans des domaines de pointe qui intéressent au premier chef les Américains, comme les technologies de communication. En effet, Z. passe pour un expert de haut niveau de la télévision numérique européenne. Lors des négociations sur le GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*), il a effectué de nombreux voyages en Europe et aux États-Unis pour la mission sur la télévision numérique. Les services américains ont eu le temps et l'occasion d'étudier leur cible.

Après le premier contact avec Z., la CIA recourt à une technique qu'elle a depuis longtemps éprouvée. Une fois que le poisson a été ferré, il s'agit de le sortir de l'eau sans qu'il se décroche et de le glisser dans un panier dont on referme alors le couvercle. Elle commence par augmenter la fréquence des rendez-vous entre son agent et celui qu'elle a décidé de recruter. Peu à peu, la cible va à son insu évoluer

dans un réseau relationnel qui se compose pour l'essentiel, ce qu'elle ignore, de membres du milieu du renseignement américain. Pendant quelque temps rien ne se passe, la cible trempe et macère dans une ambiance. On déjeune, on dîne, on prend des verres... on sympathise. La patience est une arme du renseignement. Il ne faut rien brusquer et surtout ne pas éveiller la méfiance de la cible. D'ailleurs, lors de ces rencontres, Z. n'a d'abord que des conversations politiques somme toute assez banales, jusqu'au jour où l'un de ses nouveaux amis s'écrie : « Oh, mais c'est très intéressant, ce que tu dis là ! » Si intéressant qu'on lui suggère de mettre tout ça « noir sur blanc ». On lui propose d'écrire son premier « papier ». Par simple vanité, la cible peut alors plonger et tomber dans le piège que lui tendent des flagorneurs professionnels. D'autant que la première contribution qu'on lui demande porte en général sur des sujets anodins. Ce premier pas franchi, les demandes deviennent en revanche plus tendancieuses. Et c'est alors que la cible résiste ou passe à l'acte. C'est le moment le plus critique de la relation, car les sollicitations peuvent paraître alléchantes. Les « papiers » sont en effet payés *cash*, net d'impôt. Ils constituent un argent facilement gagné, mais qui peut compromettre durablement l'avenir.

Z. n'a pas encore atteint la phase critique, celle du choix, de l'hésitation. Jusqu'à présent, il a déjeuné à deux reprises avec son contact américain. Il n'a rien écrit et n'a pas encore touché le moindre argent. Il ignore toujours que son contact est un agent de la CIA. Un matin, à l'issue d'un petit déjeuner, une désagréable impression l'envahit. Il se sent épié, surveillé. Partout où il va, dans tous ses déplacements, deux hommes à moto semblent le suivre. Z. veut en avoir le cœur net, grimpe sur sa grosse cylindrée, démarre et fait le tour du pâté de maisons afin de vérifier s'il est bien suivi. Il l'est en effet : les motards ne le lâchent pas. Occupant un poste sensible au ministère de la Communication, il décide alors de rendre compte sur-le-champ au « conseiller sécurité » de Matignon et lui fait part de la surveillance dont il est sûr d'être l'objet. Le conseiller l'invite à se mettre en rapport avec Raymond Nart, le numéro 2 de la DST. Ce dernier révèle à Z. que les hommes à moto qui le suivent appartiennent à la DST. Les agents du contre-espionnage sont parvenus jusqu'à lui en suivant un des agents américains qu'ils filochent. Z. tombe des nues. Le conseiller de la section économique de

l'ambassade américaine qu'il fréquente depuis des semaines est un agent de la CIA ! Que doit-il faire ? Raymond Nart lui suggère de continuer sa relation, de faire semblant, de rester en contact, de fournir, si on le lui demande, des notes, des informations. À lui de voir ce qu'il peut ou ne peut pas dire. La DST veut étoffer son dossier avant de le transmettre au ministre. Quelque temps plus tard, Charles Pasqua fait expulser quatre agents de la CIA en poste à Paris. Les Américains ont, paraît-il, entrepris cette opération afin de comprendre comment et pourquoi ils se sont fait rouler par les Français, lors des accords du GATT, sur les questions de l'agriculture et de l'audiovisuel. Leur déconvenue rappelle que l'espionnage est un métier à haut risque.

Si la CIA a été prise la main dans le sac, Kroll poursuit son irrésistible ascension. Cette société est devenue un géant planétaire et bénéficie, depuis son rachat par Marsh, le numéro 1 mondial du courtage d'assurances, de soutiens au plus haut niveau, y compris en France. Lors d'un colloque organisé sur les « métiers stratégiques » en novembre 2004, un député français acquis à la nécessité du patriotisme économique s'interroge sur le rachat « de Kroll, leader mondial de l'intelligence économique, par Marsh, leader mondial du courtage d'assurances¹⁸ ». Il s'inquiète de cette concentration accrue de puissance. Ce souci exprimé publiquement lui vaut tout d'abord la visite du représentant français de l'entreprise Marsh. Ce dernier se plaint de ses critiques, qui lui feraient perdre des clients. Il reçoit ensuite une remontrance écrite par l'ancien Premier ministre Raymond Barre, qui lui reproche d'avoir décrédibilisé la société Marsh. Raymond Barre est membre du bureau de la société Marsh...

1.

Pour plus de détails sur la puissance financière des universités américaines, voir *Le Nouvel Observateur*, 11-17 janvier 2007.

2.

Sur la NSA et le projet d'espionnage « Échelon », voir Duncan Campbell, *Surveillance électronique planétaire*, Allia, 2001.

3.

Cité dans *Le Canard de poche vous présente les barbouzes, suivi de l'affaire Ben Barka*, n° spécial du *Canard enchaîné*, juin 1966.

4.

À ce sujet, de nouveaux documents ont été déclassifiés en juin 2007 par la CIA sous le titre général de *Family Jewels* (« Bijoux de famille »).

5.

Sur Kroll, voir les chapitres qui lui sont consacrés dans le livre de Guillaume Dasquié *Secrètes Affaires*, Flammarion, 1999.

6.

Sur l'émergence et les risques pour la sécurité nationale des sociétés de renseignement privé, voir Bernard Carayon, député du Tarn, *Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale*, rapport au Premier ministre, juin 2003 ; *id.*, *À armes égales*, rapport au Premier ministre, octobre 2005. Voir aussi le site Internet www.fondation-prometheus.org.

7.

Boris Eltsine fera lui aussi appel à Kroll pour localiser les petites fortunes mises à l'abri par d'anciens apparatchiks communistes. En 2003, le nouveau gouvernement kenyan fait de même afin de récupérer les sommes pillées par l'ancien président du Kenya. En 2007, le Kenya obtient une aide américaine de plus de 12,7 millions de dollars afin de lutter contre la corruption. Cette aide est supervisée par l'USAID, qui a choisi en 2003 une filiale de Kroll pour assurer la sécurité de ses personnels en Irak. Voir le rapport d'audit de l'inspection générale de l'USAID du 6 janvier 2005.

8.

Voir *L'Expansion*, 3 décembre 1992.

9.

Il est encore plus précis et accusateur dans une interview accordée au *Nouvel Observateur* le 27 février 2003 : « J'ai désormais la preuve que j'ai été surveillé et suivi, en tant que ministre des Affaires étrangères, pendant tout le temps où je m'occupais des affaires du Proche-Orient. On suivait toutes mes allées et venues, notamment toutes mes visites chez la fille du général Tlass, le ministre syrien de la Défense, qui était surveillé par les Américains comme de l'huile sur le feu [...]. J'étais à l'époque l'objet de filatures de la part de Kroll. Des barbouzes employés chez eux ont lâché le morceau. Ce sont des anciens de la DST qui avaient gardé tous leurs contacts et même leurs badges. Commode pour aller chercher des fiches. Et c'est à partir de 1992 que les dénonciations ont commencé, selon lesquelles je m'étais fait payer par Elf un appartement à Paris. Ce sont bien là les méthodes de Kroll... » Ajoutons que la juge Eva Joly, alors qu'elle est en charge du dossier Elf, tente en vain de récupérer le rapport qu'aurait fait l'agence Kroll sur Roland Dumas.

10.

Voir *Combat*, 28 novembre 1965.

11.

Voir *ibid.*, 4 juin 1965.

12.

Cahiers d'histoire sociale de la SNECMA, n° 1, juin 2005, et entretien avec

Jean-Pierre Elbaz, de l'Institut d'histoire sociale Métallurgie CGT.

13.

Le projet « Joint Strike Fighter » a pris depuis du retard, son coût de fabrication a augmenté en un an de 31,6 milliards de dollars, soit un prix supérieur de 12 % par appareil. Voir *Joint Strike Fighter : Progress Made and Challenges Remain*, rapport du GAO (Government Accountability Office) pour le Congrès, mars 2007.

14.

Entretien avec Z.

15.

Son existence ne sera rendue officielle que le 2 avril 1974.

16.

Actuel directeur de l'IFRI (Institut français des relations internationales).

17.

Huit responsables ont dirigé le Centre depuis sa création : Thierry de Montbrial (1973-1978), Jean-Louis Gergorin (1979-1984), Philippe Coste (1984-1989), Jean-Marie Guéhenno (1989-1993), Bruno Racine (1993-1995), Gilles Andréani (1995-1999 et 2002-2004), Michel Foucher (1999-2002) et, depuis janvier 2005, Pierre Lévy.

18.

Rapport introductif de Bernard Carayon au colloque « Existe-t-il des métiers stratégiques ? », 29 novembre 2004.

Épilogue

Pendant près de cinquante ans, en dépit des accrocs et des inévitables compétitions, des susceptibilités froissées et des coups de canif dans les accords « Totem », les services français ont servi fidèlement leurs alliés américains. Face au soviétisme, ils ont défendu les mêmes valeurs. Dans certaines zones comme l'Afrique, ils se sont réparti autrefois les tâches face à l'ennemi soviétique et ont souvent fermé les yeux sur les agissements de leurs « cousins » américains. Le linge sale s'est toujours, ou presque, lavé en famille. Beaucoup d'agents français ont été formés aux États-Unis. Tout en les épiant d'un œil, ils ont ravitaillé les agences américaines en informations et en dossiers, ont mené des opérations conjointes et bénéficié de la technologie et de l'argent américains. Or voici que la chute du mur de Berlin, puis la dislocation de l'Union soviétique laissent soudain les services français sans boussole. Les voilà sans ennemi, mais aussi d'une certaine manière sans allié. Le monde s'est effondré comme un château de cartes à une vitesse que nul n'aurait pu imaginer. Du temps de la guerre froide, le jeu, ses règles, ses acteurs, son objectif étaient connus. Ce nouveau monde qui émerge n'a pas encore défini de règles du jeu. Si Charles Pasqua manifeste en 1995 sa mauvaise humeur en expulsant quatre agents de la CIA, dans les faits les mentalités des services français restent profondément imprégnées de cette culture de la dépendance qui, en cinquante ans, s'est ancrée solidement dans les esprits. Depuis 1991, les services de contre-espionnage français peinent à effectuer une nécessaire révolution culturelle.

Comme se le demandait Harry Truman à l'automne 1945 : espionner, mais qui ? Les services de renseignement français s'interrogent à leur tour. La nouvelle règle serait-elle devenue celle du chacun pour soi ? Du côté français, rares sont ceux qui y songent, avant tout par modestie. Que pèsent en effet les services français face

à l'empire du renseignement américain avec ses moyens gigantesques ? Quelle est l'influence de la France comparée à celle que les États-Unis exercent dans les domaines militaire, diplomatique, intellectuel, financier ? D'autres, fatalistes, posent la question autrement : que pèsent les services français sans leur allié américain, et lui seront-ils encore d'une quelconque utilité ? En France et partout dans le monde, la CIA n'a jamais défendu autre chose que les intérêts des États-Unis. Sans doute pour cette raison, son directeur a rang de ministre au sein de l'administration de la présidence. En France, les directeurs des services sont des hauts fonctionnaires exécutant des tâches plus ou moins subalternes ou se livrant à un travail ingrat. Leur influence est presque nulle au sommet du pouvoir. Un pouvoir qui, au moment où la guerre froide s'apprête à n'être qu'un sujet d'étude pour les historiens, n'a rien vu venir et a même refusé d'envisager la réalité de la réunification allemande. Après la chute du mur, en 1989, le *think tank* du Quai d'Orsay, le CAP, a dû à plusieurs reprises édulcorer et remanier ses rapports et ses analyses, jugés iconoclastes pour les hiérarques du ministère, et accompagner avec tact et prudence la lente, pour ne pas dire la laborieuse évolution intellectuelle des dirigeants politiques français. Dès lors, les services français pouvaient-ils attendre de la classe politique autre chose que de l'indifférence et de l'indécision ?

Ce n'est qu'en 1992, après la première guerre du Golfe, qu'une volonté politique s'affiche. La DST, qui enquête alors sur les activités de Kroll, est déjà sur la brèche et a détecté de possibles machinations de l'ami américain. Du côté des services secrets de la Défense, on tire les enseignements de la guerre du Golfe, où, là encore, le comportement de l'allié américain peut laisser songeur. La France n'a-t-elle été au sein de la coalition militaire dirigée par les États-Unis qu'un pion ou un faire-valoir ? Parce qu'ils ont refusé de leur communiquer des renseignements que leur avaient fournis leurs satellites d'observation, les Américains ont même laissé une unité de reconnaissance de l'armée française tomber entre les mains des Irakiens. Voilà qui n'est ni *fair-play*, ni amical. Au ministère de la Défense, Pierre Joxe tire les conséquences de cet état de dépendance dans lequel se trouvent les forces militaires françaises ainsi que leurs services. Il crée la DRM (Direction du renseignement militaire) afin de coordonner les activités de renseignement et lance un programme de

modernisation de l'outil de renseignement français. Il renforce les bases d'interception des écoutes électroniques et décide de doter l'armée française de son propre satellite d'observation. Dès 1996, elle peut ainsi constater une fois de plus que les Américains ont menti dans l'interprétation d'un de leurs satellites d'observation en utilisant son propre système satellitaire. Dans la bataille de l'information qui s'engage l'indépendance n'a pas de prix, sauf à déléguer la défense de ses intérêts à d'autres. Dans les années qui suivent, ce sont cette fois les services de cartographie de l'armée française qui sont mis à jour. Un audit très secret a montré l'anachronisme de leurs connaissances du relief. Peu à peu, les services émergent et se délestent de leur sentiment d'infériorité et de dépendance envers leurs homologues américains. Ils commencent à accepter l'idée du chacun pour soi.

Le 11 septembre 2001 fait alors tourner brusquement les aiguilles dans le sens inverse du cours de l'histoire. Deux avions de ligne déroutés par des pirates de l'air armés de cutters ont percuté les Twin Towers de New York, avant qu'un troisième n'explose sur le Pentagone et qu'un autre, qui a pris pour cible la Maison-Blanche, ne s'écrase en rase campagne. Ces attaques-suicides font plus de deux mille quatre cents morts et balafrent à jamais la ville de New York. En moins de deux heures, le mythe d'une Amérique invincible, aux services secrets omniscients, se consume à Ground Zero, tandis que le fantôme de Pearl Harbor revient hanter les États-Unis. Dans un vieux réflexe né de la guerre froide, les services français se serrent les coudes, inquiets mais tout de même surpris. Le lendemain de l'attentat, un haut fonctionnaire de la Place Beauvau, embarrassé, explique l'événement par un formidable *bug* qui aurait neutralisé et rendu inopérants les services secrets américains¹. Comment expliquer autrement le succès de l'opération terroriste ? Il ne peut être seulement attribué à l'audace et à la chance, ni à une calamiteuse coordination des services américains. À la DGSE, on se souvient d'avoir pourtant, dès le 5 janvier 2001, transmis à la CIA des informations évoquant la possibilité d'un attentat par détournement d'avion. Depuis des mois à Kaboul, des membres d'Al-Qaïda discutent de ce projet². Engagée depuis de longues années déjà dans la lutte contre le terrorisme islamique, la DGSE est sur la brèche. Ses diverses antennes ont reçu des informations qui proviennent d'agents des services ouzbeks introduits chez les Talibans, mais aussi de l'entourage du chef

de guerre afghan, le commandant Massoud, alors engagé en première ligne contre le gouvernement de Kaboul et assassiné peu avant le 11 septembre 2001. La DGSE possède enfin des informations satellitaires. Depuis des mois, elle produit donc note sur note et les communique aux Américains. Certes, dans celle qu'elle a transmise au début de janvier 2001 à Bill Murray, le chef de poste de la CIA à Paris, elle évoquait un « détournement d'avion », une formule qui pouvait faire croire à une traditionnelle action de piraterie aérienne. Elle ne précisait pas que ces avions iraient se fracasser avec leurs pilotes kamikazes sur les Twin Towers. C'est du moins l'excuse fournie par les Américains. Or un service de renseignement se doit d'anticiper et d'analyser une information. Il ne doit pas être rigide dans ses interprétations. D'autant que, peu avant le 11 septembre, une autre information transmise par le président égyptien Moubarak faisait elle aussi état d'une menace encore plus précise contre les intérêts américains. Mais peut-être était-il déjà trop tard.

Quelques semaines après les attentats, la théorie du *bug* se fragilise et fait place à la stupéfaction lorsque les responsables des services antiterroristes occidentaux se retrouvent à Bruxelles. Les Français découvrent en effet la faiblesse de l'appareil de renseignement américain et constatent qu'ils sont mieux armés et mieux informés que leurs collègues. Ces dernières années, ils ont, semble-t-il, négligé le travail de base, pourtant élémentaire dans un service de renseignement : la collecte tout d'abord, puis, et surtout, la vérification des informations. Cela explique alors le peu de cas qui a été fait de l'information transmise début 2001 à la CIA. Tout compte fait, avait-elle les moyens de la vérifier ? À Bruxelles, les listes de terroristes, ou supposés tels, que Washington a apportées sont en fait bien lacunaires et comportent de nombreuses imprécisions et erreurs d'homonymie. Les archives des services américains datent et ne sont visiblement pas à jour. Leurs homologues occidentaux vont alors s'efforcer de combler ces lacunes en transférant aux services américains leurs données sur le terrorisme. Comme au bon vieux temps de la guerre froide... En décembre 2001, la collaboration s'intensifie. En grand secret est institué à Paris un poste central de lutte contre Al-Qaïda. Son existence ne sera révélée qu'en 2005 par le *Washington Post*, qui lèvera alors le voile sur l'existence d'Alliance Base, qu'on a discrètement installée à Paris dans une aile des

Invalides³. Les anciens sourient car l'histoire se répète. Dans les années 1950, une école de guerre dirigée par le vice-amiral Lemonnier, alors placée sous la tutelle du Pentagone, formait au même endroit les officiers français appelés à servir au sein de l'OTAN... Cinquante ans plus tard, dirigée par un général des services secrets français de la DGSE, Alliance Base réunit cette fois des officiers de renseignement américains et français, mais également anglais, canadiens, australiens et allemands. L'objectif est de coordonner la recherche du renseignement et de suivre à travers le monde les déplacements des terroristes supposés et de procéder à leur éventuelle capture afin de les interroger. N'étant plus maîtresse du jeu, la France peut-elle faire autrement que fermer les yeux sur les prisons secrètes de la CIA, ses vols secrets – dont deux ont fait escale en France –, les enlèvements de supposés terroristes ou encore les conditions de détention des prisonniers de Guantanamo ? Elle se voit prise dans l'engrenage d'une solidarité sans faille. Pour certains, il s'agit même d'un cruel retour à la case départ. La France a retrouvé un ennemi et un allié. Un allié qu'elle supplée, informe, aide et couvre, mais qui mène la danse.

Depuis 2002, l'administration Bush a déclaré une guerre secrète à ses nouveaux ennemis et transformé la CIA en police universelle. Elle lui a fixé comme mission de procéder à un véritable quadrillage policier planétaire. Des bases du type Alliance n'existent pas seulement à Paris. Les États-Unis en ont discrètement ouvert d'autres en Asie et en Afrique, à Djibouti et à Abidjan. Début 2002, dans la foulée d'Alliance Base à Paris, la CIA a ainsi créé au Sénégal la CECLAT, cellule de lutte antiterroriste et de coordination. Divisée en quatre brigades composées chacune de quatre policiers de la Sûreté nationale sénégalaise, elle fonctionne avec des fonds américains. La villa que la CECLAT occupe à Abidjan est d'ailleurs louée directement par l'ambassade des États-Unis et forme une enclave opérationnelle américaine. Or deux de ses brigades se consacrent entièrement aux opérations clandestines, dont le président Wade paraît tenu à l'écart, tandis que les deux autres sont chargées de l'exploitation du renseignement. La CECLAT, qui ne dispose d'aucune documentation propre, puise dans les fichiers de la direction de la Sûreté nationale sénégalaise, qui nourrissent à leur tour ceux de la CIA. Le Sénégal n'est pas le seul État africain mis à contribution. Sept autres pays francophones participent, sous tutelle de la CIA, au même travail de

fichage et de renseignement. Car, depuis le 11 septembre 2001, la collecte d'informations est devenue à Washington une véritable obsession. Ficher, pays par pays, ethnie par ethnie, individu par individu, la population mondiale, engranger les informations biométriques, bancaires, professionnelles ou de quelque autre nature sur les passagers qui circulent à travers le monde⁴, ou bien encore ouvrir le courrier postal et intercepter les communications téléphoniques ou par Internet, voilà désormais la mission prioritaire à laquelle sont assignés les services de renseignement américains.

Depuis le 11 septembre 2001, en dehors d'Alliance Base, pas moins de seize agences américaines, dont une antenne de l'Us Air Force à l'aéroport de Roissy aussi vieille que la guerre froide, tournent à plein régime à Paris et alimentent nuit et jour les ordinateurs de Langley et de la NSA.

L'histoire se répète. Oui la 2^e fois c'est comique ? selon Marx.

1.

Sur les dysfonctionnements, voir le rapport sur le 11 septembre de la National Commission on Terrorist Attacks upon the United States, *New York Times* et Saint Martin's Paperbacks, 2004.

2.

Voir *Le Monde*, 18 avril 2007.

3.

Voir *Washington Post*, 3 juillet 2005.

4.

Un accord entre Washington et le Parlement européen en voie de renégociation permettait aux autorités américaines, au début de 2007, d'obtenir trente-quatre informations sur un passager européen, de son adresse à son numéro de téléphone ou de carte de crédit, en passant par l'itinéraire de son voyage. Ces informations, que les États-Unis pouvaient conserver pendant trois ans et demi, étaient transmises au service des douanes américain, qui les collectait et pouvait ensuite les communiquer au nom de la lutte antiterroriste à toute agence gouvernementale impliquée dans ce domaine, comme le FBI ou la CIA.

Remerciements

Je remercie très vivement pour leur soutien les personnes et les institutions qui suivent : René Backmann, Pete Bagley, Maurice Botbol d'Intelligence Online, Jacques Carat, Bernard Carayon, Louis Dalmas, Régis Debray, Guy Ducoloné, Jean-Pierre Elbaz de l'Institut d'histoire sociale Métallurgie CGT, Pierre Faillant de Villemarest, Alain Gourdon, James Graff, Frédéric Laurent, Paul Léandri, Jean-Pierre Lenoir, Gérard Mainetti, Constantin Melnik, Paul Parisot, Guy Penne, Charles Pot, Laurent Preziosi, Jean-François Probst, Pierre Rostini, Yves Roucaute, Pierre Simon, Sharie Simon de la National Archives and Records Administration, Randy Sowell de la Truman Library, Catherine Tasca... et les anciens fonctionnaires de la DST, du SDECE et des RG qui ont souhaité rester anonymes.

Je remercie aussi l'Institut d'histoire sociale CGT, l'Ours, le Centre Guy-Mollet, le Musée d'histoire vivante de Montreuil (archives de Jacques Duclos), le service des archives de *L'Humanité*, le bureau parisien de *Time Magazine*, le centre de documentation Gabriel-Ventéjol CGT-Force ouvrière et le service des archives de la préfecture de police de Paris.

Table des sigles

AFL : American Federation Labor, fédération américaine du travail.

AID : Agence internationale pour le développement.

BCRA : Bureau central de renseignements et d'action.

BEDES : Bureau d'études et de documentation économiques et sociales.

BEIPI : Bulletin d'études et d'informations politiques internationales.

BIT : Bureau international du travail.

BND : Bundesnachrichtendienst, service fédéral de renseignement.

BNDD : Bureau of Narcotics and Dangerous Drugs.

CAEU : Comité américain pour l'Europe unie.

CAP : Centre d'analyse et de prévision.

CEA : Commissariat à l'énergie atomique.

CECA : Communauté européenne du charbon et de l'acier.

CED : Communauté européenne de défense.

CERES : Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes.

CFTC : Confédération française des travailleurs chrétiens.

CGIL : CGT italienne.

CICS : Centre d'études internationales et stratégiques.

CIG : Central Intelligence Group.

CIO : Congress of Industrial Organizations.

CISL : Confédération internationale des syndicats libres.

COS : *chief of station*.

CRISE : Centre de recherche et d'information socio-économique.

CSIS : Center for Strategic and International Studies.

DGB : Deutscher Gewerkschaftsbund, syndicat allemand.

DGER : Direction générale des études et de la recherche.

DGI : Direccion General de Inteligencia.

DGSE : Direction générale de la sécurité extérieure.

DIA : Defense Intelligence Agency.

DRM : Direction du renseignement militaire.

DST : Direction de la surveillance du territoire.

ECA : Economic Cooperation Administration.

ERP : *European Recovery Program*.

FBI : Federal Bureau of Investigation.

FIJ : Fédération internationale des journalistes.

FPLP : Front populaire de libération de la Palestine.

FTUC : Free Trade Union Committee.

G2 : service de renseignement de l'état-major général du département de la Guerre.

GRU : services militaires soviétiques.

IBEW : association internationale des travailleurs de l'électricité.

IFRI : Institut français des relations internationales.

IGEP : société Informations générales et Publicité.

IHS : Institut d'histoire sociale.

IIP : Institut international de presse.

ILGWU : International Ladies' Garment Workers Union, syndicat de la confection.

IRD : Information Research Department.

Is : Intelligence Service.

JCR : Jeunesse communiste révolutionnaire.

KOR : Comité de défense des travailleurs, devenu Comité pour l'autodéfense sociale.

LICA : Ligue internationale contre l'antisémitisme.

MAAG : Military Assistance Advisory Group.

MIR : mouvement d'extrême gauche chilien.

MOB : Moral Operations Branch.

MP : *military police*.

MRP : Mouvement républicain populaire.

MUR : Mouvement uni de la Résistance.

NED : National Endowment for Democracy.

NSA : National Security Agency.

NTS : groupe d'exilés russes.

OIJ : Organisation internationale des journalistes.

OLAS : Organisation latino-américaine de solidarité.

OPC : Office of Policy Coordination.

Oso : bureau des opérations spéciales de la CIA.

OSPAAAL : Organisation de solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

OSS : Office of Strategic Services.

OURS : Office universitaire de recherche socialiste.

OWI : Office of War Information.

PCA : Parti communiste américain.

PCF : Parti communiste français.

PCI : Parti communiste internationaliste ; Parti communiste italien.

POUM : Parti ouvrier d'unité marxiste.

PSB : Psychological Strategic Board.

PX : *post exchange*.

Rand Corporation : Research and Development Corporation.

RDR : Rassemblement démocratique et révolutionnaire.

RGR : Rassemblement des gauches républicaines.

RNP : Rassemblement national populaire.

RPF : Rassemblement du peuple français.

SAC : Service action civique.

SAP : parti socialiste ouvrier.

SDECE : Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.

SEDDES : Société pour l'étude et la diffusion de documents économiques et sociaux.

SEPR : Société pour l'étude de la propulsion par réaction.

SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière.

SIS : Secret Intelligence Service.

SMM : Saigon Military Mission.

SNECMA : Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation.

SOE : Special Operations Executive.

SR : Service de renseignement.

SSU : Strategic Services Unit.

STO : Service du travail obligatoire.

UEF : Union européenne des fédéralistes.

UGTA : Union générale des travailleurs algériens.

UGTT : Union générale des travailleurs tunisiens.

UNEF : Union nationale des étudiants de France.

USIA : United States Information Agency.

USIE : United States Information and Education.

USIS : service d'information des États-Unis.